LE PROGRÈS DES ENFANTS AU CANADA

2002

Conseil canadien de développement social

Remerciements

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) tient à remercier de leurs importantes contributions au *Progrès des enfants au Canada* le ministère du Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, grâce à leurs travaux d'avant-garde dans le cadre de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Cette précieuse ressource d'information fournit la source primaire des données pour le *Progrès des enfants au Canada*.

Le CCDS remercie également la Fondation Laidlaw pour son soutien inestimable à ce projet au cours des sept dernières années.

Nous remercions aussi Santé Canada et le Centre national de prévention du crime pour leurs contributions généreuses envers le numéro de 2002 du *Progrès des enfants au Canada*.

Nos remerciements spéciaux à Développement des ressources humaines Canada pour son encouragement constant aux travaux de recherche du CCDS.

Droits d'auteurs © 2002 du Conseil canadien de développement social. Tous droits réservés. Aucune partie du présent ouvrage ne peut être reproduite ni transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, ni selon tout autre système informatisé de mise en mémoire ou de recherche des données, sans la permission écrite de l'éditeur.

Les analyses et opinions présentées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position ni les politiques de la Fondation Laidlaw, de Santé Canada ou du Centre national de prévention du crime.

La Bibliothèque nationale du Canada a catalogué cette publication comme suit:

Le progrès des enfants au Canada

1996–

Publ. aussi en anglais sous le titre : The progress of Canada's children.

ISSN 1208-9117

ISBN 0-88810-510-X (édition 2002)

1. Enfants–Canada–Conditions sociales.
2. Enfants–Canada–Conditions économiques.
3. Famille–Canada–Conditions sociales.
4. Famille–Canada–Conditions économiques.
5. Indicateurs sociaux–Canada.
6. Indicateurs de santé–Canada.
I. Conseil canadien de développement social

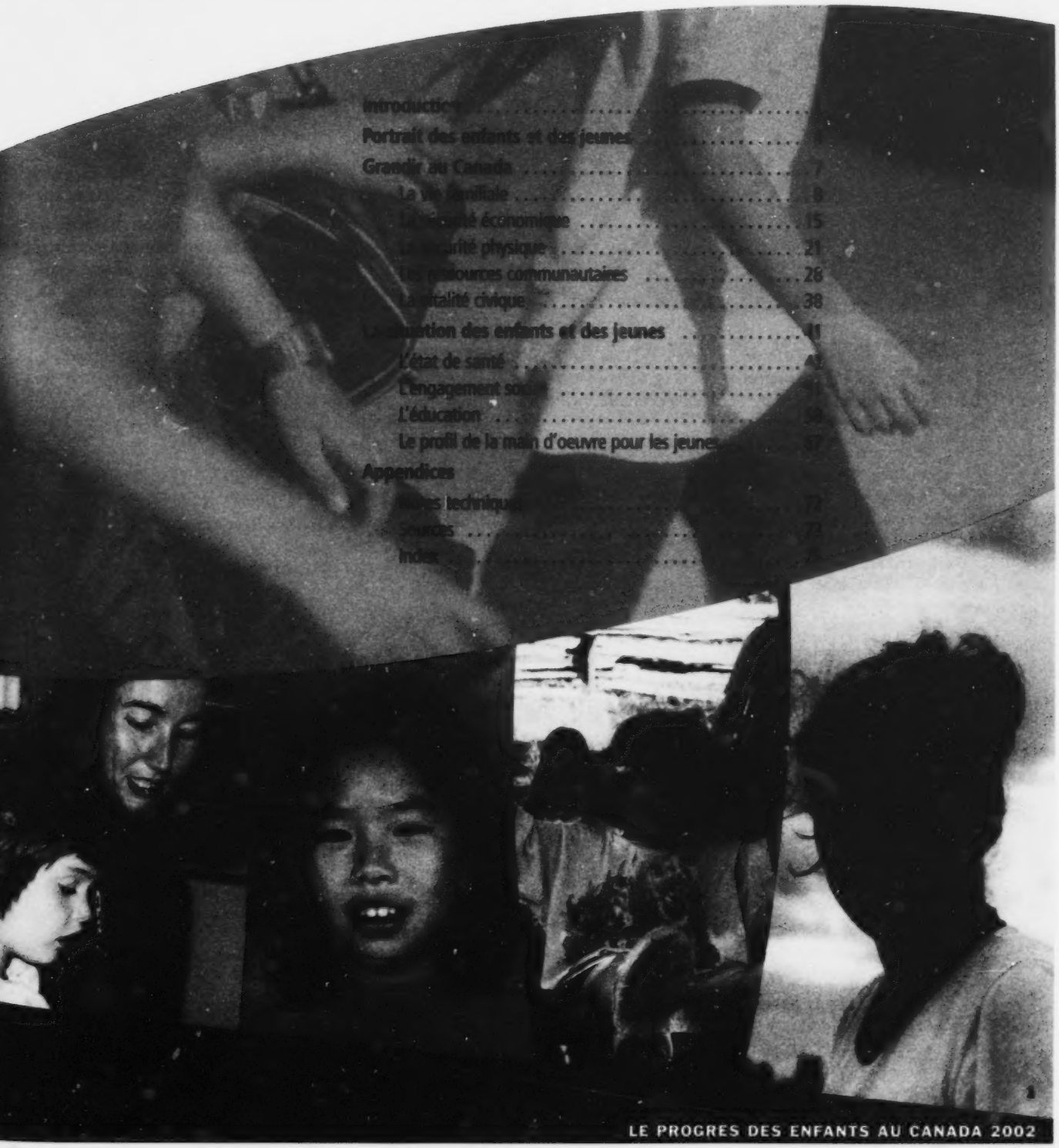
HQ792.C3P82 1996- 305.23'0971'05 C97-300209-3

Design et montage : Accurate

Traduction : Arlette Sinquin

Imprimé sur papier recyclé canadien.

Table des Matières



Introduction 1
Portrait des enfants et des jeunes 3
Grandir au Canada 7
La vie familiale 8
La sécurité économique 15
La sécurité physique 21
Les ressources communautaires 26
La vitalité civique 38
L'évolution des enfants et des jeunes 41
L'état de santé 42
L'engagement social 47
L'éducation 50
Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes 57
Appendices
Notes techniques 72
Sources 73
Index 77

Table des Matières

Introduction 2

Portrait des enfants et des jeunes 4

Grandir au Canada 7

- La vie familiale 8
- La sécurité économique 15
- La sécurité physique 21
- Les ressources communautaires 28
- La vitalité civique 38

La situation des enfants et des jeunes 41

- L'état de santé 42
- L'engagement social 51
- L'éducation 58
- Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes 67

Appendices

- Notes techniques 72
- Sources 73
- Index 75

INTRODUCTION

Le rapport de cette année du *Progrès des enfants au Canada* apporte des preuves irréfutables et croissantes qu'il y a des groupes d'enfants qui sont de plus en plus exclus d'une pleine participation à la société canadienne. Qu'est-ce que cela signifie?

Il y a exclusion sociale «chaque fois que le milieu dans lequel les personnes grandissent, vivent ou travaillent, et les institutions qui les gouvernent, limitent arbitrairement leur participation dans la société».[1] Les conséquences de l'exclusion sociale peuvent être catastrophiques pour les enfants : ils souffrent de ne pas être reconnus et acceptés; ils se sentent impuissants et réduits au silence; ils sont économiquement défavorisés; et en fin de compte, ils ont des expériences de vie diminuées et font face à une perspective de vie limitée.

Comme répercussion d'être socialement exclus, les enfants peuvent souffrir de conséquences liées au développement qui deviennent cumulatives. Nous réalisons maintenant que les expériences pendant l'enfance peuvent modifier le développement biologique de l'enfant au point d'influencer sa santé, son bien-être et ses aptitudes des décennies plus tard.

La pauvreté est l'un des facteurs les plus *fondamentaux* contribuant à l'exclusion sociale des enfants. Dans le rapport du *Progrès* de cette année, nous constatons que le taux de pauvreté chez les enfants demeure de façon persistante élevé à 18,5%, et que les enfants pauvres sont *très* pauvres – la profondeur de la pauvreté a très peu changé au cours des dix dernières années, restant à près de 9 000 $ *sous* le seuil de pauvreté. En fait, la profondeur de la pauvreté pour les enfants les plus pauvres au Canada – ceux dont les parents sont à l'assistance sociale – a en réalité augmenté. Et ce qui est très inquiétant, l'écart entre les familles riches et pauvres ne fait que s'approfondir, de façon que les enfants pauvres deviennent encore plus désaffectés par rapport aux autres enfants.

Le fait de connaître la faim est peut-être le symptôme le plus flagrant d'exclusion dans la société canadienne. Environ 75 000 familles canadiennes ont connu la faim en 1996. Cela représente beaucoup de **familles qui ont faim** dans une nation aussi riche que la nôtre, et c'est 21 000 familles de plus qui ont connu la faim par rapport à deux ans plus tôt!

L'accès à un **logement** convenable constitue un autre besoin humain essentiel, qui est nécessaire pour une pleine participation dans la vie quotidienne, et pourtant un logement stable et à prix abordable dans un quartier favorable aux enfants n'est pas à la portée de bien trop de familles canadiennes.

De plus, il y a d'autres manifestations, peut-être plus fréquentes, de l'exclusion sociale des enfants allant au-delà de la privation matérielle au Canada :

- De nombreux enfants handicapés ne peuvent qu'observer la vie que mènent les autres enfants, et nous en constatons encore des preuves dans le *Progrès*. À l'**école**, les enfants avec des besoins spéciaux ne sont pas intégrés ni inclus socialement ou scolairement au même niveau que les autres enfants sans besoins spéciaux. Les agences communautaires manquent des ressources humaines et financières nécessaires pour pouvoir servir de façon adéquate les enfants et les jeunes avec des besoins spéciaux, tandis qu'en Ontario, le nombre d'écoles avec des enseignants spécialisés et autres professionnels décroît rapidement.
- Beaucoup d'enfants et de familles sont exclus de chances de réussir dans leur vie en raison d'attitudes et de politiques publiques. L'instauration de frais d'utilisation pour les activités récréatives, par exemple, a pour effet que certains enfants sont exclus d'y participer – ce qui à son tour entraîne des expériences moins positives et moins réussies à l'école, une plus faible estime de soi et des aptitudes sociales diminuées.

L'inclusion sociale est un concept complexe qui ne peut se réduire à une mesure. La Fondation Laidlaw a défini cinq piliers critiques à l'inclusion sociale, qui peuvent servir à réfléchir sur la façon dont notre société valorise et traite sa jeune population :

- **Valorisation** – Un ensemble de politiques et de programmes qui reconnaissent les différences de développement des enfants et ne font pas équivaloir handicap et pathologie; un soutien pour les écoles communautaires qui soit sensibilisé aux différences culturelles et en fonction du sexe; et une reconnaissance au niveau de la politique publique de notre

[1] *Clyde Hertzman.* Pour qu'aucun enfant ne soit à la traîne! Exclusion sociale et développement de l'enfant – Sommaire. *Fondation Laidlaw, 2002.*

valeur commune par le biais de programmes universels, comme le régime des soins de santé.

- **Développement humain** – Assurer les possibilités d'éducation et de développement pour tous les enfants; des garderies communautaires et des programmes récréatifs pour les enfants qui favorisent la croissance et qui soient stimulants, au lieu de n'être que des lieux de surveillance.
- **Participation et engagement** – L'engagement des jeunes et le contrôle des services pour les jeunes; l'apport parental dans les programmes d'études scolaires et les décisions d'orientation qui affectent leurs enfants.
- **Voisinage** – Des espaces publics partagés, comme des parcs et des bibliothèques; des quartiers et des logements à revenus variés; des écoles et salles de classe intégrées.
- **Bien-être matériel** – Cela comprend le logement sûr et sécuritaire et un revenu suffisant.

Les résultats du rapport de cette année du *Progrès des enfants au Canada* signalent un besoin accru que les Canadiens deviennent plus vigilants en ce qui concerne les soins et l'attention portée à TOUS nos enfants. Notre société paie – et va continuer de payer – le prix d'exclure de vastes portions de la population – surtout nos citoyens les plus jeunes et les plus vulnérables, dans les mains desquels repose notre avenir. ◆

Qu'est-ce que les jeunes ont à dire sur l'inclusion sociale?

Dans des groupes témoins organisés par le CCDS, des jeunes de 12 à 24 ans semblaient comprendre le lien entre l'attachement et la vulnérabilité. Plusieurs d'entre eux ont dit que sans un solide attachement à des gens – comme à un groupe d'amis – les jeunes risquent d'être exclus de leur environnement social. Selon de nombreux jeunes, l'exclusion sociale se solde invariablement par une vulnérabilité accrue.

- *«Je connais un gars qui ne parle à personne et n'a pas d'amis. Les gens sont toujours en train de l'ennuyer et de le harceler parce qu'il n'a aucun soutien».* (13 ans)
- *«Certains enfants n'ont aucun ami et sont rejetés socialement. Ils ne sont pas très bien traités par la plupart des autres enfants à l'école».* (14 ans)
- *«Le fait que j'ai un groupe d'amis me fait me sentir inclus».* (18 ans)

L'école est aussi reconnue comme une source d'inclusion – ou d'exclusion. Quand on leur a demandé quelles étaient les plus importantes sources de stress parmi les autres enfants, les enfants de 12 à 14 ans ont porté l'attention sur les questions liées à la dynamique sociale au sein de l'école. Les jeunes ont mentionné l'apparence physique, les pressions des études, la drogue et leur réputation sociale comme les principales sources de stress. ◆

Les jeunes et le 11 septembre

Quand on leur a demandé quel mot ou phrase ils associaient avec le 11 septembre, les participants aux groupes témoins du CCDS ont indiqué «la terreur», «la dévastation», «la mort» et «la haine». Quand on leur a demandé de partager leurs expériences, la majorité des jeunes ont décrit des sentiments de peine, d'incrédulité, de confusion et de peur à mesure qu'ils réalisaient la signification de ce qui était arrivé. En outre, plusieurs participants ont dit s'être sentis dépassés tant par la gravité que l'ampleur des attaques du 11 septembre.

- *«J'étais vraiment effrayé et troublé».* (12 ans)
- *«J'ai pensé que c'était un film ... ça n'avait pas l'air vrai».* (13 ans)

La majorité des jeunes ont exprimé une grande émotion pour ceux qui ont péri dans les attaques, et ils éprouvaient aussi beaucoup de compassion pour les familles des victimes. Nombre d'entre eux pensaient qu'en tant que Canadiens, ils étaient beaucoup plus proches de la terreur que les gens d'autres pays. Ces sentiments de vulnérabilité se manifestaient par la peur chez certains jeunes que le Canada pourrait aussi devenir la cible des terroristes, et plusieurs pensaient que les attaques du 11 septembre représentaient une menace à leur sécurité personnelle. Plusieurs ont indiqué une nouvelle peur de voyager et un sens général accru d'insécurité.

- *«J'ai vraiment peur de prendre l'avion maintenant».* (20 ans)
- *«Je suis plus paranoïaque sur la vie de tous les jours que je n'en avais l'habitude».* (21 ans)

Peut-être la tendance la plus notoire était la désillusion des jeunes sur les États-Unis et sa politique depuis les attaques. La grande majorité des jeunes dans toutes les tranches d'âge ont exprimé des sentiments de malaise face aux politiques étrangères et militaires américaines, et un fort mécontentement par rapport à la volonté du Canada de s'associer à de telles politiques. Beaucoup de jeunes pensaient que le gouvernement américain dictait la politique canadienne et la contrôlait.

- *«Je vois les USA d'un autre œil maintenant. Ils se sont précipités à juger le monde arabe et ont lancé leurs forces armées sur un pays qui arrive à peine à survivre par lui-même».* (17 ans)
- *«Nous sommes comme des moutons suivant le berger américain».* (18 ans)

Il y avait un sens certain de désenchantement avec la politique américaine – tant celle d'avant que d'après le 11 septembre – chez les jeunes. Ils pensaient que la manie américaine de se mêler aux affaires des autres pays les mettaient dans une situation vulnérable, et la perspective unilatérale présentée par leurs média ébranlait la réalité de la situation. ◆

valeur commune par le biais de programmes universels, comme le régime des soins de santé.

Développement humain – Assurer les possibilités d'éducation et de développement pour tous les enfants; des garderies communautaires et des programmes récréatifs pour les enfants qui favorisent la croissance et qui soient stimulants, au lieu de n'être que des lieux de surveillance.

Participation et engagement – L'engagement des jeunes et le contrôle des services pour les jeunes; l'apport parental dans les programmes d'études scolaires et les décisions d'orientation qui affectent leurs enfants.

Voisinage – Des espaces publics partagés, comme des parcs et des bibliothèques; des quartiers et des logements à revenus variés; des écoles et salles de classe intégrées.

Bien-être matériel – Cela comprend le logement sûr et sécuritaire et un revenu suffisant.

Les résultats du rapport de cette année du *Progrès des enfants au Canada* signalent un besoin accru que les Canadiens deviennent plus vigilants en ce qui concerne les soins et l'attention portée à TOUS nos enfants. Notre société paie – et va continuer de payer – le prix d'exclure de vastes portions de la population – surtout nos citoyens les plus jeunes et les plus vulnérables, dans les mains desquels repose notre avenir. ◆

Qu'est-ce que les jeunes ont à dire sur l'inclusion sociale?

Dans des groupes témoins organisés par le CCDS, des jeunes de 12 à 24 ans semblaient comprendre le lien entre l'attachement et la vulnérabilité. Plusieurs d'entre eux ont dit que sans un solide attachement à des gens – comme à un groupe d'amis – les jeunes risquent d'être exclus de leur environnement social. Selon de nombreux jeunes, l'exclusion sociale se solde invariablement par une vulnérabilité accrue.

- *«Je connais un gars qui ne parle à personne et n'a pas d'amis. Les gens sont toujours en train de l'ennuyer et de le harceler parce qu'il n'a aucun soutien».* (13 ans)
- *«Certains enfants n'ont aucun ami et sont rejetés socialement. Ils ne sont pas très bien traités par la plupart des autres enfants à l'école».* (14 ans)
- *«Le fait que j'ai un groupe d'amis me fait me sentir inclus».* (18 ans)

L'école est aussi reconnue comme une source d'inclusion – ou d'exclusion. Quand on leur a demandé quelles étaient les plus importantes sources de stress parmi les autres enfants, les enfants de 12 à 14 ans ont porté l'attention sur les questions liées à la dynamique sociale au sein de l'école. Les jeunes ont mentionné l'apparence physique, les pressions des études, la drogue et leur réputation sociale comme les principales sources de stress. ◆

Les jeunes et le 11 septembre

Quand on leur a demandé quel mot ou phrase ils associaient avec le 11 septembre, les participants aux groupes témoins du CCDS ont indiqué «la terreur», «la dévastation», «la mort» et «la haine». Quand on leur a demandé de partager leurs expériences, la majorité des jeunes ont décrit des sentiments de peine, d'incrédulité, de confusion et de peur à mesure qu'ils réalisaient la signification de ce qui était arrivé. En outre, plusieurs participants ont dit s'être sentis dépassés tant par la gravité que l'ampleur des attaques du 11 septembre.

- *«J'étais vraiment effrayé et troublé».* (12 ans)
- *«J'ai pensé que c'était un film … ça n'avait pas l'air vrai».* (13 ans)

La majorité des jeunes ont exprimé une grande émotion pour ceux qui ont péri dans les attaques, et ils éprouvaient aussi beaucoup de compassion pour les familles des victimes. Nombre d'entre eux pensaient qu'en tant que Canadiens, ils étaient beaucoup plus proches de la terreur que les gens d'autres pays. Ces sentiments de vulnérabilité se manifestaient par la peur chez certains jeunes que le Canada pourrait aussi devenir la cible des terroristes, et plusieurs pensaient que les attaques du 11 septembre représentaient une menace à leur sécurité personnelle. Plusieurs ont indiqué une nouvelle peur de voyager et un sens général accru d'insécurité.

- *«J'ai vraiment peur de prendre l'avion maintenant».* (20 ans)
- *«Je suis plus paranoïaque sur la vie de tous les jours que je n'en avais l'habitude».* (21 ans)

Peut-être la tendance la plus notoire était la désillusion des jeunes sur les États-Unis et sa politique depuis les attaques. La grande majorité des jeunes dans toutes les tranches d'âge ont exprimé des sentiments de malaise face aux politiques étrangères et militaires américaines, et un fort mécontentement par rapport à la volonté du Canada de s'associer à de telles politiques. Beaucoup de jeunes pensaient que le gouvernement américain dictait la politique canadienne et la contrôlait.

- *«Je vois les USA d'un autre œil maintenant. Ils se sont précipités à juger le monde arabe et ont lancé leurs forces armées sur un pays qui arrive à peine à survivre par lui-même».* (17 ans)
- *«Nous sommes comme des moutons suivant le berger américain».* (18 ans)

Il y avait un sens certain de désenchantement avec la politique américaine – tant celle d'avant que d'après le 11 septembre – chez les jeunes. Ils pensaient que la manie américaine de se mêler aux affaires des autres pays les mettaient dans une situation vulnérable, et la perspective unilatérale présentée par leurs média ébranlait la réalité de la situation. ◆

PORTRAIT DES ENFANTS ET DES JEUNES

Les enfants et les jeunes au Canada forment un groupe de plus en plus diversifié et la structure de leur famille est en évolution. Il est important de faire le suivi de ces changements afin de développer des politiques et des programmes qui répondent à leurs besoins.

UN PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE : de 1994 à 2000

LES ENFANTS ET LES JEUNES FORMENT UN TIERS DE NOTRE POPULATION

En l'an 2000, il y avait 10 023 700 enfants et jeunes de moins de 24 ans vivant au Canada :

870 900 étaient des enfants de moins de 15 ans;

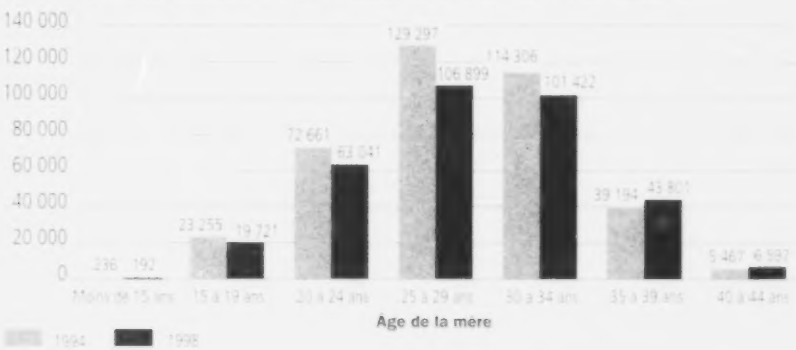
4 152 800 étaient des jeunes de 15 à 24 ans.

Le nombre total d'enfants et de jeunes au Canada n'a augmenté que de 0,4% depuis 1994, et leur proportion de la population au Canada est demeurée stable à environ un tiers (34% en 1994; 33% en 2000). Tandis que d'autres tranches d'âge ont augmenté en nombre, le nombre d'enfants de moins de 5 ans a diminué. En 1994, il y avait 2 005 400 enfants de moins de 5 ans; en 2000, ce chiffre avait baissé de 11% pour passer à 1 777 330 enfants.

DAVANTAGE D'ENFANTS VIVENT EN VILLE

La plupart des enfants et des jeunes au Canada vivent dans les grandes agglomérations urbaines. En 2000, presque deux tiers des enfants et des jeunes de moins de 20 ans (64%) vivaient dans des grandes villes, par rapport à 56% en 1994.

NOMBRE DE NAISSANCES, SELON L'ÂGE DE LA MÈRE, 1994 et 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données des Statistiques démographiques annuelles, 1994 et 2000, de Statistique Canada.

IL Y A MOINS DE BÉBÉS ET DAVANTAGE DE FEMMES DEVIENNENT MÈRES À UN ÂGE PLUS AVANCÉ

Depuis 1994, le nombre de nouveaux-nés chaque année au Canada a diminué. On comptait 342 418 nouveaux-nés au Canada en 2000 – une baisse de 11% depuis 1994, où il y avait eu 385 110 nouveaux-nés.

Cependant, on a vu une augmentation considérable du nombre de naissances chez des femmes plus âgées. Alors que la majorité des enfants naissent de mères entre 25 et 34 ans – représentant 61% de toutes les naissances au Canada en 1998 – davantage de femmes reculent l'âge de la maternité. De 1994 à 1998, il y a eu une grosse augmentation du nombre de naissances chez les femmes de 35 à 44 ans : une hausse de 12% des naissances chez les femmes de 35 à 39 ans et une hausse de 21% chez les femmes de 40 à 44 ans.

UN PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE : de 1994 à 2000

Les enfants et les jeunes forment un tiers de notre population

En l'an 2000, il y avait 10 023 700 enfants et jeunes de moins de 24 ans vivant au Canada :

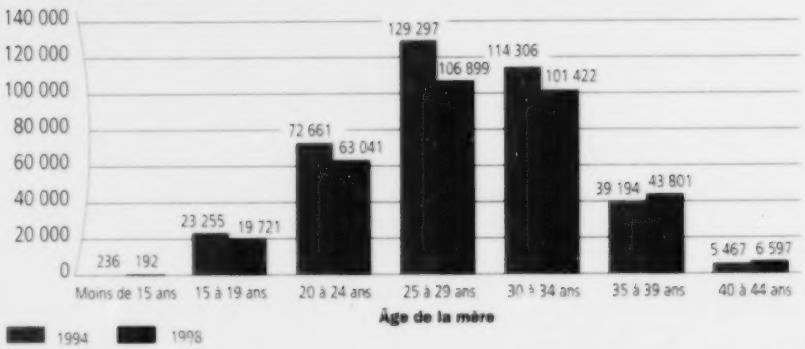
- 870 900 étaient des enfants de moins de 15 ans;
- 4 152 800 étaient des jeunes de 15 à 24 ans.

Le nombre total d'enfants et de jeunes au Canada n'a augmenté que de 0,4% depuis 1994, et leur proportion de la population au Canada est demeurée stable à environ un tiers (34% en 1994; 33% en 2000). Tandis que d'autres tranches d'âge ont augmenté en nombre, le nombre d'enfants de moins de 5 ans a diminué. En 1994, il y avait 2 005 400 enfants de moins de 5 ans; en 2000, ce chiffre avait baissé de 11% pour passer à 1 777 330 enfants.

Davantage d'enfants vivent en ville

La plupart des enfants et des jeunes au Canada vivent dans les grandes agglomérations urbaines. En 2000, presque deux tiers des enfants et des jeunes de moins de 20 ans (64%) vivaient dans des grandes villes, par rapport à 56% en 1994.

NOMBRE DE NAISSANCES, SELON L'ÂGE DE LA MÈRE, 1994 et 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données des Statistiques démographiques annuelles, 1995 et 2000, de Statistique Canada.

Il y a moins de bébés et davantage de femmes deviennent mères à un âge plus avancé

Depuis 1994, le nombre de nouveaux-nés chaque année au Canada a diminué. On comptait 342 418 nouveaux-nés au Canada en 2000 – une baisse de 11% depuis 1994, où il y avait eu 385 110 nouveaux-nés.

Cependant, on a vu une augmentation considérable du nombre de naissances chez des femmes plus âgées. Alors que la majorité des enfants naissent de mères entre 25 et 34 ans – représentant 61% de toutes les naissances au Canada en 1998 – davantage de femmes reculent l'âge de la maternité. De 1994 à 1998, il y a eu une grosse augmentation du nombre de naissances chez les femmes de 35 à 44 ans : une hausse de 12% des naissances chez les femmes de 35 à 39 ans et une hausse de 21% chez les femmes de 40 à 44 ans.

104-01558/

CHANGEMENT DU NOMBRE DE FAMILLES MONOPARENTALES, de 1994 à 2000

	Changement en %
Canada	25,8 %
T-N	12,4 %
Î-P-É	28,1 %
N-É	28,0 %
N-B	14,0 %
QC	21,6 %
ON	30,9 %
MB	10,7 %
SK	24,9 %
AB	16,2 %
C-B	36,9 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données des Statistiques démographiques annuelles, 1995 et 2000, de Statistique Canada.

De plus, les taux de natalité chez les femmes de 15 à 34 ans ont diminué de 1994 à 1998, et ont augmenté chez les femmes de 35 à 44 ans. En 1994, le taux de natalité chez les femmes de 35 à 39 ans était de 30,9 naissances pour 1 000 habitants; en 1998, ce taux avait augmenté de 6%, pour passer à 32,8 naissances. Parmi les femmes de 40 à 44 ans, les taux de natalité étaient de 4,8 naissances pour 1 000 habitants en 1994, augmentant à 5,2 naissances en 1998 – une hausse de 8%.

Il y a plus de familles monoparentales

Le nombre de familles monoparentales au Canada augmente à un taux beaucoup plus rapide que celui des familles biparentales. En 1994, on comptait 1 025 758 familles monoparentales (mère ou père) au Canada. En 1998, ce chiffre avait fait une hausse de 26%, pour passer à 1 290 774 familles.

De 1994 à 2000, le nombre de familles avec une mère monoparentale a augmenté de 27% et les familles avec un père monoparental ont augmenté de 18%. La plupart des familles monoparentales ont une femme chef de famille. En 2000, 84% de tous les parents seuls au Canada étaient des femmes, une hausse par rapport aux 82% de 1994.

Toutes les provinces canadiennes ont enregistré une augmentation du nombre de familles monoparentales pendant cette période de six ans, mais il y avait un vaste écart dans les taux de croissance. Le nombre de familles monoparentales en Colombie-Britannique a augmenté de près de 37%, tandis que l'augmentation au Manitoba était inférieure à 11%.

Sur toutes les familles canadiennes avec des enfants en 1994, 21% étaient monoparentales; en 2000, ce taux avait augmenté à 24%. ◆

Les enfants et les familles Autochtones

Contrairement à la tendance générale au Canada, la proportion d'enfants et de jeunes Autochtones est à la hausse – en 1996, ils représentaient 53% de toute la population Autochtone. Les 424 000 jeunes Autochtones au Canada composent 5% de tous les enfants de moins de 15 ans et 4% des jeunes de 15 à 24 ans. Les enfants et les jeunes Autochtones comprennent ceux qui sont identifiés comme Amérindiens, Métis ou Inuit.

Voici quelques facteurs caractérisant les enfants et les familles Autochtones :

Des parents plus jeunes : 12% des familles Autochtones sont dirigées par un parent de moins de 25 ans, par rapport à 3% des familles dans la population canadienne générale.

Davantage de familles monoparentales : 27% des familles Autochtones avec des jeunes enfants sont monoparentales, par rapport à 13% de la population générale.

Revenus plus bas : 39% des mères Autochtones monoparentales touchent moins de 12 000 $ par an, tandis que 22% des mères monoparentales de la population générale reçoivent si peu.

Des familles plus nombreuses : 10% des répondants à l'enquête First Nations and Inuit Regional Health Survey vivaient dans des familles de plus de quatre enfants de moins de 11 ans vivant à domicile, par rapport à 0% des répondants de l'ELNEJ. ◆

Les enfants immigrants au Canada

Près de 23% des nouveaux arrivés au Canada ont moins de 15 ans

En 2000, un peu plus de 51 000 enfants de moins de 15 ans ont immigré au Canada – une augmentation de 13% par rapport aux 45 000 qui sont arrivés au Canada en 1990. Selon Citoyenneté et Immigration Canada, près de 23% de tous les immigrants aux Canada en 2000 et près de 40% de tous les réfugiés étaient des enfants de moins de 15 ans.

On estime que 20% des enfants au Canada (de moins de 18 ans) sont des immigrants ou des enfants d'immigrants, et on prévoit que cette proportion va augmenter à 25% pour l'année 2016.

Les pays d'origine des enfants et des jeunes immigrants changent. De 1996 à 1998, près de la moitié des enfants immigrants venaient d'Asie et des régions du Pacifique, près d'un quart venaient d'Afrique et du Moyen-Orient et environ la même proportion venait d'Europe et du Royaume-Uni. Moins d'enfants venaient d'Amérique latine et des États-Unis.

Davantage d'enfants font partie de minorités visibles

Une proportion croissante d'enfants immigrants appartiennent à une minorité visible. Trente deux pour cent des enfants immigrants qui sont arrivés au Canada avant 1986 faisaient partie de minorités visibles, par rapport à 56% des enfants immigrants plus récents. Seulement 2% des enfants non immigrants appartiennent à une minorité visible.

Beaucoup doivent apprendre une nouvelle langue

Il n'est pas surprenant, étant donné leur pays d'origine, que près de deux enfants sur trois qui ont immigré au Canada de 1997 à 1999 ne savaient parler ni français ni anglais à leur arrivée. Les enfants plus âgés étaient plus susceptibles que les plus jeunes de parler l'une ou deux des langues officielles.

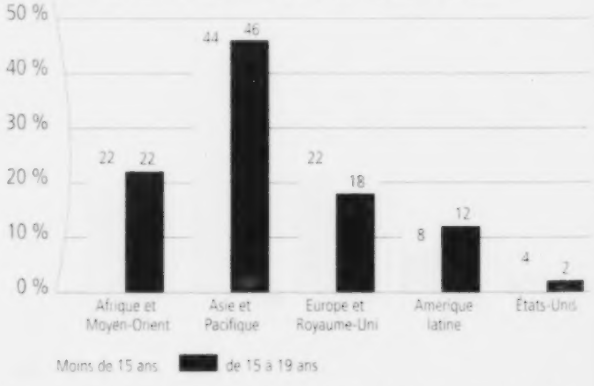
Une analyse basée sur l'ELNEJ montre que 56% des enfants immigrants récents parlent une langue autre que le français ou l'anglais à la maison, par rapport à environ 21% de ceux arrivés au Canada avant 1986. ◆

LANGUES PARLÉES PAR LES ENFANTS AYANT IMMIGRÉ DE 1997 À 1999, PAR TRANCHE D'ÂGE

Pourcentage à parler une langue officielle	Tranche d'âge de 0 à 4 ans	de 5 à 9 ans	de 10 à 14 ans
Anglais	17,6	28,0	32,3
Français	3,2	4,4	4,0
Les deux	0,2	0,6	0,7
Aucune	79,0	67,0	63,0

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Citoyenneté et Immigration Canada, Faits et chiffres, *1999.*

RÉGIONS D'ORIGINE DES ENFANTS ET DES JEUNES AYANT IMMIGRÉ DE 1996 À 1998, PAR TRANCHE D'ÂGE



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données sur mesure de Citoyenneté et Immigration Canada, 1999.

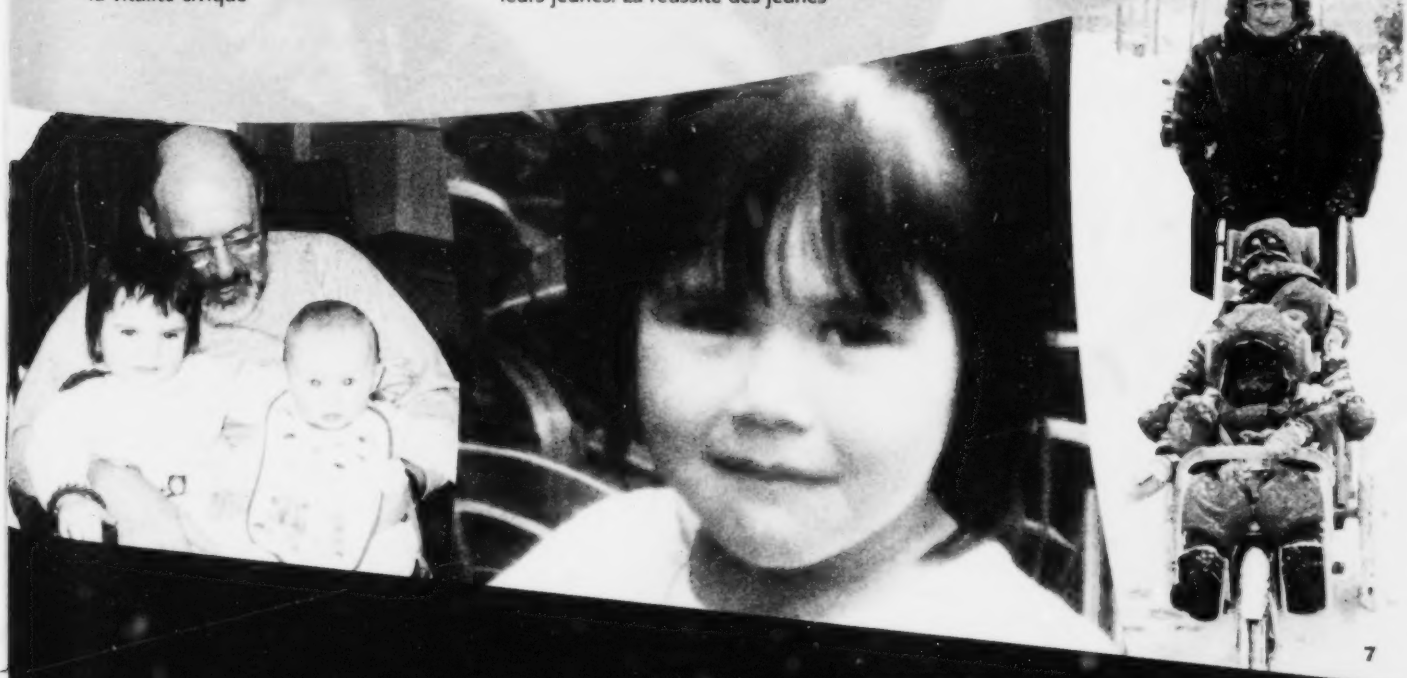
Grandir au Canada

Comment pouvons-nous savoir si les enfants et les jeunes ont ce qu'il faut pour devenir des adultes sains et autonomes? Dans cette section du *Progrès des enfants au Canada*, nous évaluons cinq grands indicateurs sociaux et économiques qui sont cruciaux pour les chances dans la vie des enfants canadiens :

- la vie familiale
- la sécurité économique
- la sécurité physique
- les ressources communautaires
- la vitalité civique

Dans le cadre de chacun de ces vastes indicateurs, nous examinons des facteurs déterminants spécifiques du bien-être comme les répercussions sur les enfants du milieu scolaire et des ressources récréatives, du revenu et des dépenses de la famille, de la qualité de l'environnement naturel et de la sûreté des terrains de jeux.

Pris dans leur ensemble, ces facteurs déterminants représentent l'investissement de la famille, de la communauté et de la société dans leurs enfants et leurs jeunes. La réussite des jeunes d'aujourd'hui reflète l'investissement social, économique et civique effectué dans le passé. Même si des facteurs comme les relations avec d'autres jeunes et avec les adultes, un revenu familial suffisant, ou l'accès aux services de santé et sociaux ne garantissent pas toujours que les enfants et les jeunes seront heureux et sains, ils augmentent les chances des enfants canadiens de s'épanouir et de devenir des citoyens contribuant pleinement à la société.



LA VIE FAMILIALE

La structure familiale et la nature des relations au sein de la famille forment la base principale de l'épanouissement de l'enfant.

À QUOI RESSEMBLENT LES FAMILLES?

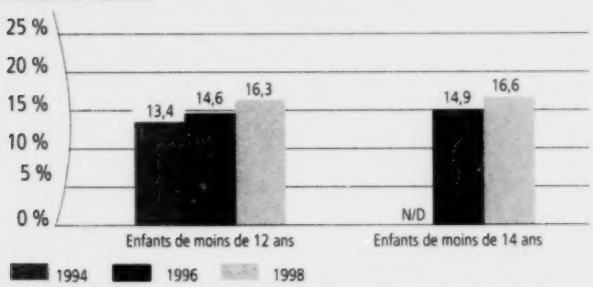
L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) détient une mine de données sur les familles au Canada, que nous avons analysées dans le *Progrès* en vue de fournir ce portrait de la vie familiale. En particulier, l'ELNEJ nous permet d'examiner les tendances parmi les enfants de moins de 12 ans.

Différentes compositions familiales

La grande majorité des enfants (84%) de moins de 16 ans vivent en famille biparentale. En 1998, 5,1 millions d'enfants de moins de 16 ans vivaient en famille biparentale. Cependant, comme nous l'avons vu auparavant dans *Le Progrès*, un nombre croissant d'enfants vivent en famille monoparentale. La proportion d'enfants de moins de 12 ans vivant en famille monoparentale a augmenté de 13% en 1994 à 16% en 1998.

Une proportion accrue de jeunes enfants vivent dans des familles reconstituées. Plus de 550 000 enfants de moins de 16 ans vivaient dans une famille reconstituée en 1998. Ils représentent 9% de ce groupe d'âge. Parmi les enfants de moins de 12 ans, presque 400 000, soit 8,8%, vivaient dans une famille reconstituée en 1998 – une hausse par rapport à 7,5% en 1994.

ENFANTS EN FAMILLE MONOPARENTALE, 1994, 1996 ET 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

La taille de la famille

Environ 1,2 million d'enfants de moins de 16 ans en 1998 n'avaient ni frère ni soeur. Ils représentent 19% de ce groupe d'âge. Près de trois millions (soit 46,1%) avaient un frère ou une soeur, un peu plus de 1,5 million (soit 25%) avaient deux frères et soeurs, et 620 000 (10%) avaient trois frères et soeurs. Ces proportions sont restées stables depuis 1994.

L'âge parental

En 1998, plus de 300 000 enfants de moins de 16 ans vivaient avec deux parents qui avaient moins de 30 ans. Ils représentaient 5,6% de ce groupe d'âge.

Parmi ceux de moins de 12 ans, 333 000 enfants (soit 7,7%) vivaient avec deux parents qui avaient moins de 30 ans. Depuis 1994, cette proportion est restée pratiquement la même (7,9%).

Les enfants vivant avec des jeunes parents ont plus tendance à vivre dans un faible revenu. En 1998, 53,1% de tous les enfants dont les parents avaient moins de 30 ans vivaient avec un revenu ménager de moins de 40 000 $ – par rapport à 35% de ceux dont les parents avaient plus de 30 ans. La proportion d'enfants vivant avec des jeunes parents, et dans un faible revenu, a légèrement baissé des 56,2% en 1994.

Les familles canadiennes déménagent

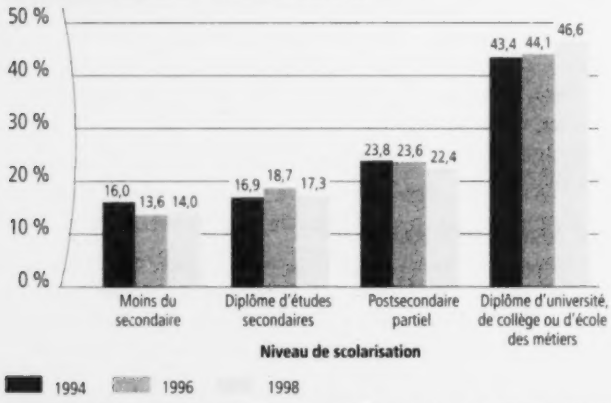
Environ 332 000 enfants de moins de 16 ans en 1998 avaient déménagé ou changé leur lieu de résidence trois fois ou plus. Ils représentaient 8,8% de ce groupe d'âge.

Les enfants de familles à faible revenu sont plus susceptibles de déménager souvent. En 1998, 70% de tous les enfants de moins de 15 ans vivant dans une famille avec un revenu ménager de plus de 60 000 $ n'avaient jamais déménagé. Par comparaison, 63% des enfants dans une famille avec un revenu de 30 000 $ à 59 999 $, et 44% des enfants dans une famille avec un revenu inférieur à 30 000 $ n'avaient jamais déménagé. Un enfant sur cinq parmi tous les enfants dans une famille avec un revenu inférieur à 30 000 $ avaient déménagé trois fois ou plus.

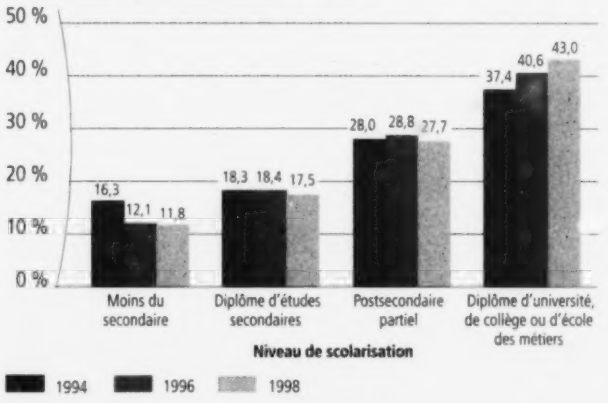
L'ÉDUCATION DES PARENTS

La plupart des enfants vivent avec des parents qui ont une éducation postsecondaire. Près de la moitié de tous les enfants jusqu'à l'âge de 11 ans ont un père qui détient un certificat ou un diplôme universitaire, d'un collège ou d'une école des métiers – une hausse de 5% depuis 1994. De plus, 43% des enfants jusqu'à l'âge de 11 ans en 1998 avaient une mère détenant aussi un certificat ou un diplôme universitaire, d'un collège ou d'une école des métiers – une hausse par rapport aux 37% en 1994. ◆

ÉDUCATION DU PÈRE
% d'enfants de la naissance à 11 ans



ÉDUCATION DE LA MÈRE
% d'enfants de la naissance à 11 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Les parents, les enfants et le travail

La plupart des enfants de moins de 15 ans en famille biparentale (63%) avaient leurs deux parents avec un emploi à temps plein en 1998. Plus d'un enfant sur cinq (21%) avaient un parent travaillant à temps plein et l'autre parent ne faisant pas partie de la main d'oeuvre. De plus, 11% des enfants avaient un parent travaillant à temps plein et l'autre parent à temps partiel. Relativement peu d'enfants de 15 ans et moins avaient leurs deux parents avec un emploi à temps partiel ou moins (5%).

À mesure que les enfants grandissent, il est plus probable que les deux parents soient dans la main d'oeuvre. Environ la moitié des enfants de moins d'un an avaient leurs deux parents avec un emploi à temps plein en 1998. Cela augmentait à 69% pour les adolescents de 13 à 15 ans.

D'après les données de l'ELNEJ, nous pouvons lier la situation d'emploi des parents avec les revenus ménagers et l'âge des enfants dans la famille. Dans les ménages avec des enfants où les deux parents travaillaient à temps plein, le revenu moyen était de 78 425 $. Lorsque les parents travaillaient à temps partiel ou moins, la famille avait un revenu moyen de seulement 29 205 $.

SITUATION DES PARENTS DANS LA MAIN D'OEUVRE
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998

	Âge de l'enfant				
	Naissance à 1 an	2 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans
Deux parents à temps plein	50 %	59 %	64 %	67 %	69 %
Un parent à temps plein, un à temps partiel	15 %	12 %	12 %	10 %	9 %
Deux parents à temps partiel ou moins	7 %	5 %	5 %	4 %	4 %
Un parent à temps plein, un hors de la main d'oeuvre	27 %	25 %	20 %	18 %	18 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

(voir page suivante)

LA VIE FAMILIALE

La structure familiale et la nature des relations au sein de la famille forment la base principale de l'épanouissement de l'enfant.

À QUOI RESSEMBLENT LES FAMILLES?

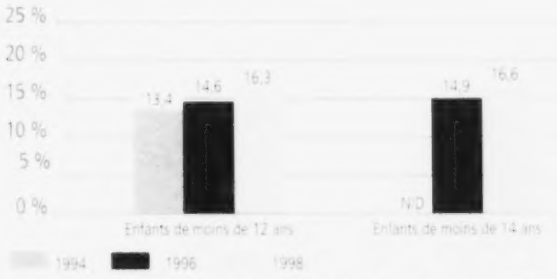
L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) détient une mine de données sur les familles au Canada, que nous avons analysées dans le *Progrès* en vue de fournir ce portrait de la vie familiale. En particulier, l'ELNEJ nous permet d'examiner les tendances parmi les enfants de moins de 12 ans.

Différentes compositions familiales

La grande majorité des enfants (84%) de moins de 16 ans vivent en famille biparentale. En 1998, 5,1 millions d'enfants de moins de 16 ans vivaient en famille biparentale. Cependant, comme nous l'avons vu auparavant dans *Le Progrès*, un nombre croissant d'enfants vivent en famille monoparentale. La proportion d'enfants de moins de 12 ans vivant en famille monoparentale a augmenté de 13% en 1994 à 16% en 1998.

Une proportion accrue de jeunes enfants vivent dans des familles reconstituées. Plus de 550 000 enfants de moins de 16 ans vivaient dans une famille reconstituée en 1998. Ils représentent 9% de ce groupe d'âge. Parmi les enfants de moins de 12 ans, presque 400 000, soit 8,8%, vivaient dans une famille reconstituée en 1998 – une hausse par rapport à 7,5% en 1994.

ENFANTS EN FAMILLE MONOPARENTALE, 1994, 1996 ET 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

La taille de la famille

Environ 1,2 million d'enfants de moins de 16 ans en 1998 n'avaient ni frère ni sœur. Ils représentent 19% de ce groupe d'âge. Près de trois millions (soit 46,1%) avaient un frère ou une sœur, un peu plus de 1,5 million (soit 25%) avaient deux frères et sœurs, et 620 000 (10%) avaient trois frères et sœurs. Ces proportions sont restées stables depuis 1994.

L'âge parental

En 1998, plus de 300 000 enfants de moins de 16 ans vivaient avec deux parents qui avaient moins de 30 ans. Ils représentaient 5,6% de ce groupe d'âge.

Parmi ceux de moins de 12 ans, 333 000 enfants (soit 7,7%) vivaient avec deux parents qui avaient moins de 30 ans. Depuis 1994, cette proportion est restée pratiquement la même (7,9%).

Les enfants vivant avec des jeunes parents ont plus tendance à vivre dans un faible revenu. En 1998, 53,1% de tous les enfants dont les parents avaient moins de 30 ans vivaient avec un revenu ménager de moins de 40 000 $ – par rapport à 35% de ceux dont les parents avaient plus de 30 ans. La proportion d'enfants vivant avec des jeunes parents, et dans un faible revenu, a légèrement baissé des 56,2% en 1994.

Les déménagements

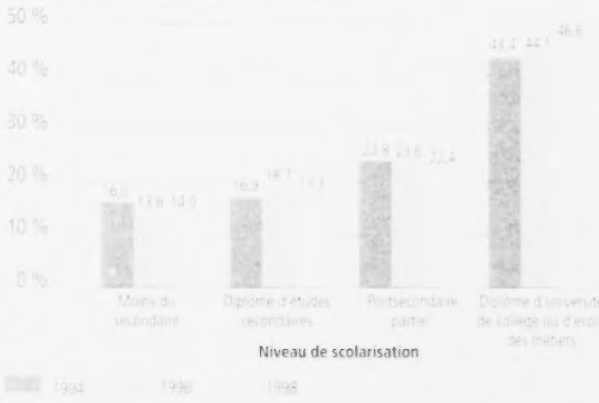
Environ 332 000 enfants de moins de 16 ans en 1998 avaient déménagé ou changé leur lieu de résidence trois fois ou plus. Ils représentaient 8,8% de ce groupe d'âge.

Les enfants de familles à faible revenu sont plus susceptibles de déménager souvent. En 1998, 70% de tous les enfants de moins de 15 ans vivant dans une famille avec un revenu ménager de plus de 60 000 $ n'avaient jamais déménagé. Par comparaison, 63% des enfants dans une famille avec un revenu de 30 000 $ à 59 999 $, et 44% des enfants dans une famille avec un revenu inférieur à 30 000 $ n'avaient jamais déménagé. Un enfant sur cinq parmi tous les enfants dans une famille avec un revenu inférieur à 30 000 $ avaient déménagé trois fois ou plus.

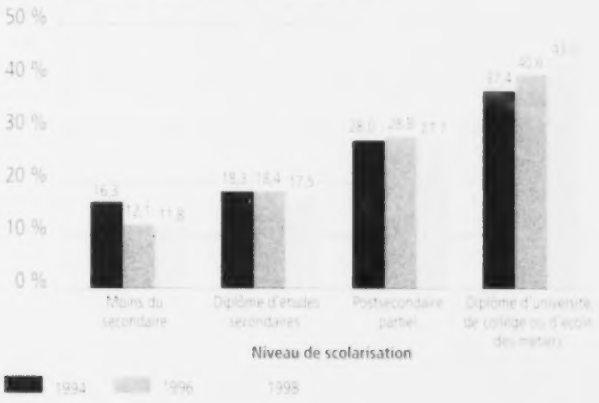
L'EDUCATION DES PARENTS

La plupart des enfants vivent avec des parents qui ont une éducation postsecondaire. Près de la moitié de tous les enfants jusqu'à l'âge de 11 ans ont un père qui détient un certificat ou un diplôme universitaire, d'un collège ou d'une école des métiers – une hausse de 5% depuis 1994. De plus, 43% des enfants jusqu'à l'âge de 11 ans en 1998 avaient une mère détenant aussi un certificat ou un diplôme universitaire, d'un collège ou d'une école des métiers – une hausse par rapport aux 37% en 1994. ◆

EDUCATION DU PÈRE
% d'enfants de la naissance à 11 ans



EDUCATION DE LA MÈRE
% d'enfants de la naissance à 11 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Les parents, les enfants et le travail

La plupart des enfants de moins de 15 ans en famille biparentale (63%) avaient leurs deux parents avec un emploi à temps plein en 1998. Plus d'un enfant sur cinq (21%) avaient un parent travaillant à temps plein et l'autre parent ne faisant pas partie de la main d'oeuvre. De plus, 11% des enfants avaient un parent travaillant à temps plein et l'autre parent à temps partiel. Relativement peu d'enfants de 15 ans et moins avaient leurs deux parents avec un emploi à temps partiel ou moins (5%).

À mesure que les enfants grandissent, il est plus probable que les deux parents soient dans la main d'oeuvre. Environ la moitié des enfants de moins d'un an avaient leurs deux parents avec un emploi à temps plein en 1998. Cela augmentait à 69% pour les adolescents de 13 à 15 ans.

D'après les données de l'ELNEJ, nous pouvons lier la situation d'emploi des parents avec les revenus ménagers et l'âge des enfants dans la famille. Dans les ménages avec des enfants où les deux parents travaillaient à temps plein, le revenu moyen était de 78 425 $. Lorsque les parents travaillaient à temps partiel ou moins, la famille avait un revenu moyen de seulement 29 205 $.

SITUATION DES PARENTS DANS LA MAIN D'OEUVRE
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998

	Âge de l'enfant				
	Naissance à 1 an	2 à 5 ans	6 à 9 ans	10 à 12 ans	13 à 15 ans
Deux parents à temps plein	50 %	59 %	64 %	67 %	69 %
Un parent à temps plein, un à temps partiel	15 %	12 %	12 %	10 %	9 %
Deux parents à temps partiel ou moins	7 %	5 %	5 %	4 %	4 %
Un parent à temps plein, un hors de la main d'oeuvre	27 %	25 %	20 %	18 %	18 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

(voir page suivante)

(suite de la page 9)

CARACTÉRISTIQUES D'EMPLOI DES PARENTS ET ÉQUILIBRE FAMILIAL
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998

	Chiffres correspondant à échelle dysfonctionnelle*
Deux parents à temps plein	8,2
Un parent à temps plein, un à temps partiel	8,0
Deux parents à temps partiel ou moins	10,0
Un parent à temps plein, un hors de la main d'oeuvre	8,9

**Chiffres de 0 à 36, le plus élevé indicant un plus haut niveau dysfonctionnel.*
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

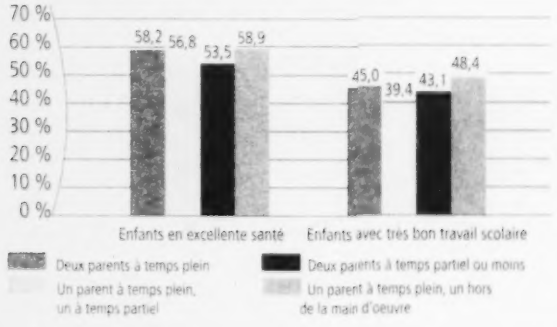
Travail par roulement d'équipe

Dans quel genre de travail d'équipe les parents travaillent-ils? La majorité des enfants (84%) avaient au moins un parent qui travaillait des heures régulières de jour, tandis que 15% avaient au moins un parent qui travaillait des heures irrégulières. Relativement peu d'enfants avaient un parent qui travaillait régulièrement la nuit (4%), sur appel (4%), ou qui travaillait par équipe à tour de rôle (2%). Cependant, plus de la moitié de tous les enfants (55%) avaient au moins un parent qui travaillait régulièrement pendant la fin de semaine.

Le bien-être des enfants

La situation d'emploi des parents semble avoir un effet sur le bien-être des enfants, surtout quand les parents ne travaillent pas à temps plein. Nous avons examiné trois indicateurs du bien-être de l'enfant : la santé, telle que décrite par les parents, le rendement de l'enfant à l'école, et le fonctionnement familial. Lorsque les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins, les enfants semblaient s'en sortir moins bien. Par exemple, lorsque les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins, ils avaient moins tendance à dire que leurs enfants étaient en excellente santé ou qu'ils avaient de bons résultats scolaires. Les niveaux de familles dysfonctionnelles étaient aussi plus élevés quand les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins. Ils arrivaient à 10 sur une échelle de 0 à 36, par rapport à un résultat de 8,2 pour les enfants dont les parents travaillaient à temps plein. ◆

SANTÉ ET RENDEMENT SCOLAIRE DES ENFANTS, SELON LES CARACTÉRISTIQUES D'EMPLOI DES PARENTS
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998



LA DYNAMIQUE FAMILIALE

Depuis maintenant plusieurs années, le rapport *Le Progrès* a fait le suivi de la situation des familles. Nous avons observé que la composition familiale, la taille de la famille, l'environnement dans lequel elle évolue et la façon dont elle fonctionne ont considérablement changé. Mais comment les familles s'en sortent-elles face à tous ces changements? En se basant sur des données de l'ELNEJ, *Le Progrès* a fait le suivi de certains indicateurs de la dynamique familiale – la dépression parentale, la qualité des relations familiales, les méthodes parentales, les soutiens familiaux et la discipline.

Qu'avons-nous trouvé? Il est encourageant de constater que de 1994 à 1998, la majorité des familles canadiennes ont continué à très bien s'en sortir, et en fait ont vu des améliorations sur plusieurs indicateurs. Mais il est triste de voir que certaines familles continuent à avoir des difficultés.

La santé des parents

Près des trois quarts des enfants canadiens vivent avec des parents qui disent être en bonne santé, et cela s'est maintenu au long des années. Les parents de jeunes enfants ont plus tendance à dire que leur santé est très bonne ou excellente, que les parents d'enfants plus âgés.

Dix pour cent des enfants de moins de 12 ans vivent dans une famille où l'un des parents a des limitations d'activités à la maison à cause d'un problème de santé – chiffre qui n'a pratiquement pas changé depuis 1994. Et en 1998, 4% des enfants vivaient avec un parent qui avaient des limitations dans leur capacité de s'occuper de leur enfant en raison d'un problème de santé. Beaucoup plus de parents ont dit avoir un problème de santé chronique – un peu plus de la moitié de tous les enfants de moins de 12 ans vivaient avec un parent l'ayant indiqué.

Lorsqu'un parent souffre de dépression, cela peut avoir des répercussions profondes sur le développement et le bien-être de leurs enfants. Des parents souffrant de dépression sont souvent découragés sur l'avenir, ils manquent d'énergie et sont émotionnellement absents. Heureusement, la grande majorité des enfants au Canada vivent avec des parents qui ne sont pas en proie à la dépression. Selon l'ELNEJ, la proportion d'enfants de moins de 12 ans vivant avec un parent qui a des symptômes de dépression a légèrement diminué depuis 1994.

Les chiffres pour 1998 ont à nouveau montré que la dépression parentale est liée au revenu familial. À mesure que les familles montent sur l'échelle des revenus, la proportion d'enfants vivant avec un parent souffrant de dépression diminue – 20% des enfants dans les familles avec un revenu familial inférieur à 10 000 $ vivaient avec un parent déprimé, par rapport à 3% des enfants dans les familles avec un revenu supérieur à 40 000 $.

L'équilibre familial

La qualité des relations familiales est particulièrement importante pour le développement sain des enfants. La recherche a établi un lien significatif entre les familles dysfonctionnelles et les problèmes de santé mentale chez les enfants. L'ELNEJ mesure l'équilibre familial en

(suite de la page 9)

CARACTÉRISTIQUES D'EMPLOI DES PARENTS ET ÉQUILIBRE FAMILIAL
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998

	Chiffres correspondant à échelle dysfonctionnelle*
Deux parents à temps plein	8,2
Un parent à temps plein, un à temps partiel	8,0
Deux parents à temps partiel ou moins	10,0
Un parent à temps plein, un hors de la main d'oeuvre	8,9

**Chiffres de 0 à 36, le plus élevé indicant un plus haut niveau dysfonctionnel.*
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

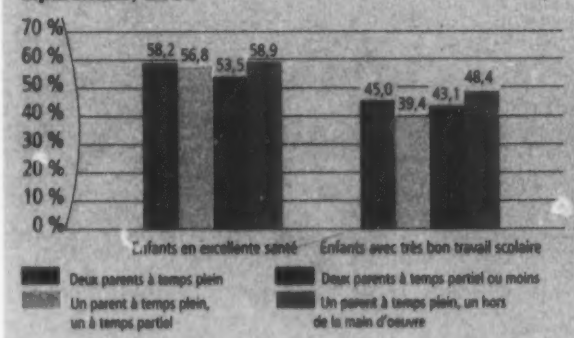
Travail par roulement d'équipe

Dans quel genre de travail d'équipe les parents travaillent-ils? La majorité des enfants (84%) avaient au moins un parent qui travaillait des heures régulières de jour, tandis que 15% avaient au moins un parent qui travaillait des heures irrégulières. Relativement peu d'enfants avaient un parent qui travaillait régulièrement la nuit (4%), sur appel (4%), ou qui travaillait par équipe à tour de rôle (2%). Cependant, plus de la moitié de tous les enfants (55%) avaient au moins un parent qui travaillait régulièrement pendant la fin de semaine.

Le bien-être des enfants

La situation d'emploi des parents semble avoir un effet sur le bien-être des enfants, surtout quand les parents ne travaillent pas à temps plein. Nous avons examiné trois indicateurs du bien-être de l'enfant : la santé, telle que décrite par les parents, le rendement de l'enfant à l'école, et le fonctionnement familial. Lorsque les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins, les enfants semblaient s'en sortir moins bien. Par exemple, lorsque les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins, ils avaient moins tendance à dire que leurs enfants étaient en excellente santé ou qu'ils avaient de bons résultats scolaires. Les niveaux de familles dysfonctionnelles étaient aussi plus élevés quand les deux parents travaillaient à temps partiel ou moins. Ils arrivaient à 10 sur une échelle de 0 à 36, par rapport à un résultat de 8,2 pour les enfants dont les parents travaillaient à temps plein. ◆

SANTÉ ET RENDEMENT SCOLAIRE DES ENFANTS, SELON LES CARACTÉRISTIQUES D'EMPLOI DES PARENTS
Enfants de la naissance à 15 ans en famille biparentale, 1998



LA DYNAMIQUE FAMILIALE

Depuis maintenant plusieurs années, le rapport *Le Progrès* a fait le suivi de la situation des familles. Nous avons observé que la composition familiale, la taille de la famille, l'environnement dans lequel elle évolue et la façon dont elle fonctionne ont considérablement changé. Mais comment les familles s'en sortent-elles face à tous ces changements? En se basant sur des données de l'ELNEJ, *Le Progrès* a fait le suivi de certains indicateurs de la dynamique familiale – la dépression parentale, la qualité des relations familiales, les méthodes parentales, les soutiens familiaux et la discipline.

Qu'avons-nous trouvé? Il est encourageant de constater que de 1994 à 1998, la majorité des familles canadiennes ont continue à très bien s'en sortir, et en fait ont vu des améliorations sur plusieurs indicateurs. Mais il est triste de voir que certaines familles continuent à avoir des difficultés.

La santé des parents

Près des trois quarts des enfants canadiens vivent avec des parents qui disent être en bonne santé, et cela s'est maintenu au long des années. Les parents de jeunes enfants ont plus tendance à dire que leur santé est très bonne ou excellente, que les parents d'enfants plus âgés.

Dix pour cent des enfants de moins de 12 ans vivent dans une famille où l'un des parents a des limitations d'activités à la maison à cause d'un problème de santé – chiffre qui n'a pratiquement pas changé depuis 1994. Et en 1998, 4% des enfants vivaient avec un parent qui avaient des limitations dans leur capacité de s'occuper de leur enfant en raison d'un problème de santé. Beaucoup plus de parents ont dit avoir un problème de santé chronique – un peu plus de la moitié de tous les enfants de moins de 12 ans vivaient avec un parent l'ayant indiqué.

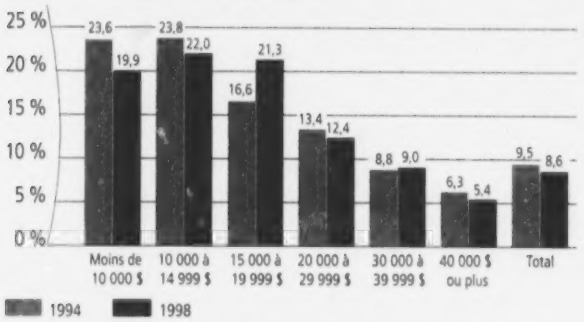
Lorsqu'un parent souffre de dépression, cela peut avoir des répercussions profondes sur le développement et le bien-être de leurs enfants. Des parents souffrant de dépression sont souvent découragés sur l'avenir, ils manquent d'énergie et sont émotionnellement absents. Heureusement, la grande majorité des enfants au Canada vivent avec des parents qui ne sont pas en proie à la dépression. Selon l'ELNEJ, la proportion d'enfants de moins de 12 ans vivant avec un parent qui a des symptômes de dépression a légèrement diminué depuis 1994.

Les chiffres pour 1998 ont à nouveau montré que la dépression parentale est liée au revenu familial. À mesure que les familles montent sur l'échelle des revenus, la proportion d'enfants vivant avec un parent souffrant de dépression diminue – 20% des enfants dans les familles avec un revenu familial inférieur à 10 000 $ vivaient avec un parent déprimé, par rapport à 5% des enfants dans les familles avec un revenu supérieur à 40 000 $.

L'équilibre familial

La qualité des relations familiales est particulièrement importante pour le développement sain des enfants. La recherche a établi un lien significatif entre les familles dysfonctionnelles et les problèmes de santé mentale chez les enfants. L'ELNEJ mesure l'équilibre familial en

DÉPRESSION PARENTALE, SELON LE REVENU FAMILIAL 1994 ET 1998
% d'enfants de moins de 12 ans vivant avec un parent qui a des symptômes dépressifs



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

examinant comment les familles agissent – par exemple, comment elles résolvent les problèmes, comment les membres communiquent entre eux, traitent les autres émotionnellement et assument leurs divers rôles.

La majorité des enfants canadiens vivent dans une famille bien équilibrée, et cela s'est maintenu depuis 1994 – 88% des familles avec des enfants de moins de 16 ans fonctionnaient bien. Les familles avec un revenu plus élevé avaient une plus petite proportion d'enfants considérés dans un milieu dysfonctionnel que les familles avec un revenu plus bas – 23% de tous les enfants de moins de 16 ans dans un revenu familial inférieur à 20 000 $ vivaient dans un famille considérée «dysfonctionnelle», par rapport à seulement 9% des enfants dans les familles avec un revenu familial dépassant 40 000 $.

Les réseaux de soutien familial

Les réseaux tant dans le cadre de la famille qu'en dehors fournissent souvent un soutien bien nécessaire aux enfants et à leurs parents. Si un enfant ne reçoit pas une attention suffisante au sein de sa famille, les réseaux de soutien peuvent lui procurer un environnement positif et aimant. Le soutien aux parents de la part des membres de la famille, des amis ou des voisins est aussi important pour les aider à faire face au stress d'élever des enfants. Selon l'ELNEJ, 8,8% des enfants de moins de 11 ans en 1998 vivaient dans une famille avec un faible niveau de soutiens sociaux, une baisse par rapport à 10,7% en 1994.

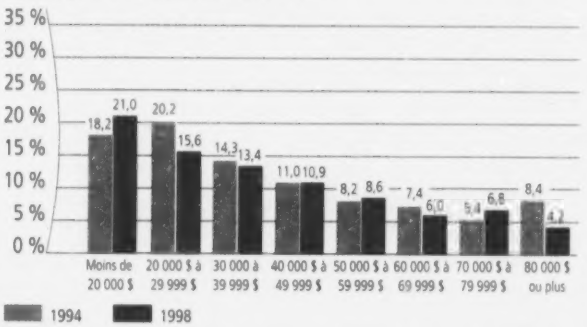
Les enfants dans les familles avec un faible revenu ont plus tendance à avoir des parents qui disent avoir peu de soutiens sociaux. Par exemple, en 1998, un enfant sur cinq (20%) dont le revenu familial était inférieur à 20 000 $ par an vivait dans un milieu avec un faible niveau de soutiens sociaux, par rapport à 4% des enfants dont le revenu familial dépassait 80 000 $. L'incidence de faibles soutiens sociaux semble augmenter davantage parmi les familles à faible revenu.

Méthodes parentales

On sait depuis longtemps que des méthodes parentales positives sont un facteur crucial pour le développement sain des enfants. Par exemple, l'ELNEJ montre que plus que tout autre aspect du milieu familial, l'hostilité d'un parent influence négativement la capacité d'un enfant à

former des liens avec les autres. Heureusement, la plupart des parents disent avoir des rapports positifs avec leurs enfants, et ils essayent d'être conséquents dans leur façon de les élever. Bien que ce genre d'autoévaluation ne fournisse pas de preuves concluantes sur la façon d'agir des parents avec leurs enfants, cela montre que les parents sont en général conscients de l'importance de donner aux enfants un environnement affectueux et aimant. Il y a très peu de différence dans les méthodes parentales selon le revenu familial. ◆

SOUTIENS SOCIAUX, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1994 ET 1998
% d'enfants de moins de 12 ans vivant avec un parent ayant peu de soutiens sociaux



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

MÉTHODES PARENTALES, 1994, 1996 ET 1998
D'après les indications des parents

	1994	1996	1998
Rapports positifs avec enfants de moins de 2 ans	90,8 %	91,9 %	93,8 %
Rapports positifs avec enfants de 2 à 11 ans	87,1 %	90,5 %	88,8 %
Méthodes parentales inefficaces avec enfants de moins de 2 ans	13,8 %	11,9 %	12,2 %
Méthodes parentales inefficaces avec enfants de 2 à 11 ans	12,1 %	11,8 %	10,3 %
Méthodes parentales sans suivi avec enfants de 2 à 11 ans	11,8 %	10,3 %	9,4 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

(voir page suivante)

(suite de la page 11)

COMPORTEMENT PARENTAL POSITIF

L'ELNEJ nous fournit plusieurs indicateurs de comportements parentaux positifs (et négatifs). Les données indiquent que la majorité des enfants vivent avec des parents qui ont un style parental positif, et cela s'est maintenu au long des années.

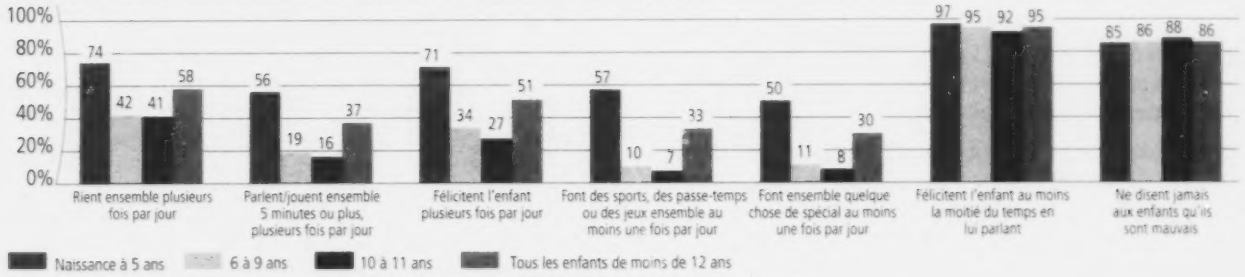
Il semblerait que les jeunes enfants ont plus tendance que les enfants plus âgés à avoir des parents qui ont un comportement parental positif. Par exemple, 74% des parents d'enfants jusqu'à l'âge de 5 ans ont dit qu'ils riaient ensemble plusieurs fois par jour, tandis que seulement 42% des parents d'enfants de 6 à 9 ans, et 41% des parents d'enfants de 10 à 11 ans ont dit que c'était le cas. Il y avait très peu de différence selon le type de famille ou le revenu – ce qui indique que tant les parents avec un faible revenu que les familles monoparentales, malgré leurs difficultés, ont un comportement parental positif avec leurs jeunes enfants.

CHÂTIMENT PHYSIQUE

Il y a de plus en plus d'indications que le recours au châtiment physique peut avoir un effet négatif sur la santé mentale d'un enfant. Au Canada, la majorité des parents n'ont pas recours au châtiment physique avec leurs enfants – et le nombre s'accroît.

Les parents ont moins tendance à avoir recours au châtiment physique avec les enfants plus âgés qu'avec les plus jeunes, et ils ont moins tendance à l'exercer sur les filles que sur les garçons : 66% des parents avec des filles de moins de 12 ans ont dit n'avoir jamais recours au châtiment physique, par rapport à 62% des parents de garçons de moins de 12 ans. Les parents en familles biparentales et ceux avec un revenu familial plus élevé ont moins tendance à avoir recours au châtiment physique que les familles monoparentales et celles avec un faible revenu familial. ◆

MÉTHODES PARENTALES POSITIVES, SELON L'ÂGE DE L'ENFANT, 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Les enfants dans les familles d'immigrants

Comment les expériences des enfants immigrants récents qui sont arrivés au Canada après 1986 se comparent-elles avec celles des enfants nés au Canada et des familles d'immigrants qui sont arrivées avant 1986?

Ils vivent dans des familles plus nombreuses que les immigrants antérieurs et les enfants non immigrants. Tandis que 43% des enfants immigrants récents vivent dans une famille de cinq personnes ou plus, seulement 41% des enfants ayant immigré antérieurement et 35% des enfants non immigrants avaient une famille de cette taille.

Ils ont plus tendance à avoir un parent ou les deux qui travaillent plus de 50 heures par semaine – 44% par rapport à 38% pour les enfants non immigrants.

Ils sont plus susceptibles de vivre dans un ménage à faible revenu. Trentre trois pour cent des enfants immigrants récents vivent dans une famille dont le revenu est inférieur au Seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada. Vingt pour cent des enfants non immigrants et 15% des enfants ayant immigré antérieurement vivent dans une famille avec ce type de faible revenu.

Ils ont plus tendance à avoir au moins un parent souffrant de symptômes de dépression. Ils ont moins tendance que les enfants non immigrants à vivre en famille monoparentale – 13% par rapport à 18%, et ils ont autant de probabilités d'être témoin de violence familiale. ◆

COMPOSITION FAMILIALE ET ÉQUILIBRE FAMILIAL, SELON LE STATUT D'IMMIGRANT, 1998
Enfants de la naissance à 15 ans

Composition/ équilibre familial	Immigrants récents (1986 à aujourd'hui)	Immigrants antérieurs (avant 1986)	Non immigrants
Nombre de personnes dans le ménage			
3-4	57,0 %	58,0 %	65,0 %
5-6	36,0 %	37,0 %	32,0 %
7+	7,0 %	4,0 %	3,0 %
Enfants en famille monoparentale	13,0 %	11,0 %	18,0 %
Au moins un parent avec des symptômes de dépression	11,7 %	7,8 %	8,2 %
Témoins de violence familiale	2,0 %	3,0 %	3,0 %
Enfants dans des familles sous le SFR	33,0 %	15,0 %	20,0 %
Un parent ou les deux travaillant plus de 50 heures par semaine	44,0 %	33,0 %	38,0 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

LA VIE FAMILIALE ET L'INCLUSION SOCIALE

Les enfants élevés dans des familles qui ont des difficultés sont plus susceptibles d'être exclus de certains aspects fondamentaux de la vie qui sont essentiels à un sain développement.

À partir de données de l'ELNEJ, la recherche pour le *Progrès* a trouvé que les enfants ont moins tendance à avoir des expériences positives à l'école, sont moins susceptibles de participer aux activités récréatives et à bien s'entendre avec leurs amis lorsqu'ils vivent dans une famille se débattant avec la dépression parentale, dysfonctionnelle ou affectée par la violence familiale. La pauvreté familiale a aussi des conséquences profondes sur les expériences scolaires des enfants et leur accès aux activités récréatives, mais les enfants pauvres ont autant tendance que les autres à bien s'entendre avec leurs camarades.

L'EXPÉRIENCE SCOLAIRE

En 1998, 25% des enfants de 10 à 15 ans vivant avec un parent souffrant de dépression ont dit qu'ils avaient de très bons résultats à l'école, par rapport à 32% des enfants dont les parents ne souffraient pas de dépression. Dix neuf pour cent* des jeunes vivant avec un parent souffrant de dépression ont dit soit qu'ils détestaient l'école ou qu'ils n'aimaient pas beaucoup y aller, par rapport à 15% des autres enfants.

Trente deux pour cent des enfants vivant dans une famille équilibrée ont indiqué avoir de très bons résultats à l'école, par rapport à seulement 25% de ceux vivant dans une famille dysfonctionnelle. Quinze pour cent des enfants vivant dans une famille équilibrée ont dit soit détester l'école ou ne pas beaucoup aimer y aller, par rapport à 19% de ceux vivant dans une famille dysfonctionnelle.

Un tiers des enfants qui n'avaient jamais été témoins de violence familiale considéraient avoir de très bons résultats à l'école, par rapport à environ un cinquième des enfants qui étaient parfois ou souvent témoins de violence familiale. Dix neuf pour cent des enfants témoins de violence familiale ont dit beaucoup aimer l'école, par rapport à 24% de ceux ne vivant pas dans un milieu de violence familiale.

Près d'un tiers (32%) des enfants dans les familles vivant au-dessus du SFR ont dit avoir de très bons résultats à l'école, par rapport à environ un cinquième (22%) des enfants pauvres. Vingt sept pour cent des enfants ne vivant pas dans la pauvreté ont dit beaucoup aimer l'école, par rapport à 22% des enfants pauvres.

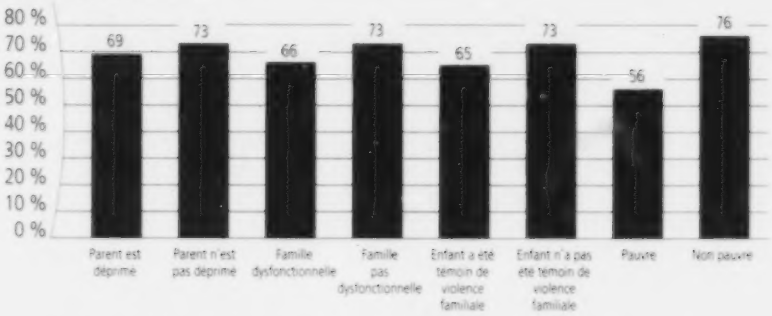
LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET LES AMITIÉS

La participation aux activités récréatives est un élément crucial de la vie de l'enfant et contribue à son épanouissement. Lorsque les familles ont des problèmes à s'en sortir, les enfants sont souvent exclus de cette partie importante de leur vie.

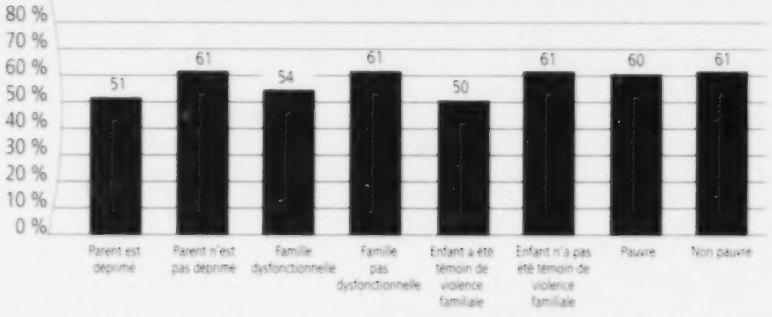
Les enfants ont besoin d'amis. Les enfants exclus des groupes d'autres enfants se sentent souvent seuls, ont une moins bonne estime de soi et ont plus tendance à avoir des troubles affectifs et des problèmes du comportement. Les enfants de 4 à 9 ans vivant dans une famille souffrant de dépression parentale, dysfonctionnelle ou affectée par la violence familiale avaient moins tendance à dire qu'ils s'entendaient très bien avec leurs amis. Cependant, la pauvreté ne semblait pas avoir de conséquences sur leurs relations avec leurs amis. ◆

* *Chiffres moins fiables en raison de la petite taille de l'échantillon.*

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET FONCTIONNEMENT FAMILIAL, 1998
% d'enfants de 4 à 15 ans participant à des activités récréatives au moins une fois par semaine



RELATIONS AVEC LES AUTRES ET FONCTIONNEMENT FAMILIAL, 1998
% d'enfants de 4 à 9 ans qui s'entendent très bien avec les autres enfants



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Les parents ont plus de mal à équilibrer le travail et la vie familiale

Les années 1990 ont été une décennie de changement pour les familles avec un emploi. Selon les chercheurs Linda Duxbury et Chris Higgins, le conflit entre le travail et la vie familiale s'est nettement élargi – c'est-à-dire qu'une plus grande proportion de parents font face à de plus grands défis pour équilibrer leurs responsabilités professionnelles, parentales, conjugales et pour prendre soin de parents âgés. Les travailleurs sont plus stressés, leur santé physique et mentale s'est dégradée, ainsi que leur satisfaction à propos de leur vie.

Malgré une prise de conscience croissante et une attention portée aux situations selon le sexe, le fait d'être mère continue d'être plus stressant que pour les pères, et les mères continuent à faire face à davantage de conflits entre leur travail et leur vie familiale que les pères.

Les femmes – qu'elles aient des enfants ou non – indiquent des niveaux de stress et de dépression plus élevés que ceux des hommes, et les mères indiquent des niveaux de stress et de dépression plus élevés que ceux des femmes sans enfant. La situation parentale a peu d'effet sur les niveaux indiqués de stress et de dépression parmi les hommes.

Dans l'étude, on a demandé aux parents s'ils en avaient trop à faire. Les mères de famille avaient le plus tendance à indiquer que c'était le cas – et cela a augmenté de 1991 à 2001. Tandis que les pères rapportaient ce fait moins souvent que les mères en 2001, la proportion de ceux qui le disaient a nettement augmenté depuis 1991. Les mères avec un emploi avaient plus tendance à indiquer que les responsabilités familiales affectaient leur travail, tandis que les hommes avaient plus tendance à indiquer que leur travail entravait leurs activités familiales.

À la différence de la paternité, le fait d'être mère semble être associé avec un stress accru et une diminution de la satisfaction de la vie. Le fait d'être père semble être lié à une augmentation de la satisfaction de la vie, tandis que les mères semblent être moins satisfaites de leur vie que les femmes sans enfant. Ces différences ont persisté de 1991 à 2001. Pour les deux années, les hommes comme les femmes étaient d'accord que la mère avait la principale responsabilité de s'occuper des enfants. Les différences au niveau du stress et de la satisfaction de la vie laissent entendre que le rôle des mères avec un emploi est qualitativement différent de celui des pères avec un emploi, et cela produit un effet négatif sur les mères. ◆

LE TRAVAIL ET LES RESPONSABILITÉS FAMILIALES, 1991 ET 2001

Surcharge selon le rôle : trop à faire	Surcharge élevée par rôle (en %)	
	1991	2001
Père de famille	45	55
Homme, sans enfant	34	52
Mère de famille	67	74
Femme, sans enfant	42	54
Le travail entrave les activités familiales	**Perturbation élevée (en %)**	
	1991	2001
Père de famille	30	35
Homme, sans enfant	20	32
Mère de famille	40	30
Femme, sans enfant	22	30
Les responsabilités familiales affectent le travail	**Perturbation moyenne et élevée (en %)**	
	1991	2001
Père de famille	37	47
Homme, sans enfant	22	27
Mère de famille	44	54
Femme, sans enfant	21	30

Source : Linda Duxbury et Chris Higgins, Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go? Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 2001.

RELATIONS ENTRE PARENTS ET ADOLESCENTS

À mesure que les jeunes adolescents se transforment physiquement et vont vers l'indépendance, leurs relations avec leurs parents changent forcément. Il peut être difficile de passer du temps avec eux, pourtant c'est un ingrédient important d'un rôle parental aimant. Les méthodes parentales positives demeurent importantes. La majorité des parents mangent régulièrement avec leurs adolescents, font des tâches familiales ou des projets ensemble, et font des sorties – et ces proportions ont augmenté de 1996 à 1998. Cependant, les parents ont moins tendance à passer du temps avec leurs enfants adolescents à mesure qu'ils avancent en âge. ◆

PARENTS ET ADOLESCENTS PASSANT DU TEMPS ENSEMBLE

	1996	1998
Mangent ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	89 %	86 %
14 et 15 ans	–	81 %
Regardent la télé ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	52 %	45 %
14 et 15 ans	–	41 %
Discutent ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	63 %	67 %
14 et 15 ans	–	62 %
Font une sortie familiale au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	68 %	93 %
14 et 15 ans	–	88 %
Font des projets/des tâches familiales au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	80 %	92 %
14 et 15 ans	–	90 %
Font des sports ensemble au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	25 %	41 %
14 et 15 ans	–	25 %

MÉTHODES PARENTALES POSITIVES AVEC LES ADOLESCENTS

	1994	1996	1998
Mes parents me félicitent souvent/toujours			
10 et 11 ans	75	66	69
12 et 13 ans	–	59	63
14 et 15 ans	–	–	61
Mes parents écoutent souvent/toujours mes idées/opinions			
10 et 11 ans	s/o	80	76
12 et 13 ans	–	75	77
14 et 15 ans	–	–	69
Mes parents et moi cherchons souvent/toujours ensemble des solutions aux problèmes			
10 et 11 ans	s/o	67	67
12 et 13 ans	–	59	57
14 et 15 ans	–	–	48

s/o : la question n'a pas été posée dans cette tranche d'âge.
– : cette tranche d'âge ne fait pas partie de l'enquête cette année là.

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1996 et 1998, de Statistique Canada.

DÉPENSES DES FAMILLES

En 1999, le montant total des dépenses de la famille biparentale moyenne avec des enfants s'élevait à 72 093 $, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année précédente (70 754 $). De 1998 à 1999, la plus forte augmentation des dépenses familiales a porté sur l'éducation : en 1998, les familles biparentales avec enfants ont dépensé 1 331 $ pour l'éducation; en 1999, ce chiffre avait augmenté de 10%, passant à 1 461 $. Les dépenses consacrées à l'éducation comprennent par exemple les manuels scolaires et les frais des cours et de scolarité; elles ont augmenté constamment au cours des dernières années. De 1996 à 1999, les dépenses pour l'éducation chez les familles biparentales avec enfants ont augmenté de 36%.

Les dépenses en soins de santé ont également augmenté de 1998 à 1999. Les familles biparentales avec enfants ont dépensé 1 505 $ en soins de santé en 1999, soit une augmentation de 5% par rapport à 1998. Bien que certaines dépenses familiales aient considérablement augmenté de 1998 à 1999, il y a eu aussi des baisses pour certaines catégories : ainsi les dépenses pour la garde d'enfants et pour les loisirs ont diminué de 1998 à 1999, mais seulement de 2%. En 1998, les familles biparentales avec enfants ont dépensé en moyenne 4 186 $ pour les loisirs, mais ce montant a reculé à 4 089 $ en 1999.

DÉPENSES FAMILIALES POUR L'ÉDUCATION, 1992 À 1999
Familles biparentales avec enfants de moins de 17 ans

1992	**763 $**
1996	**1 071 $**
1998	**1 331 $**
1999	**1 461 $**

Note : Tous les chiffres en dollars constants de 1999.

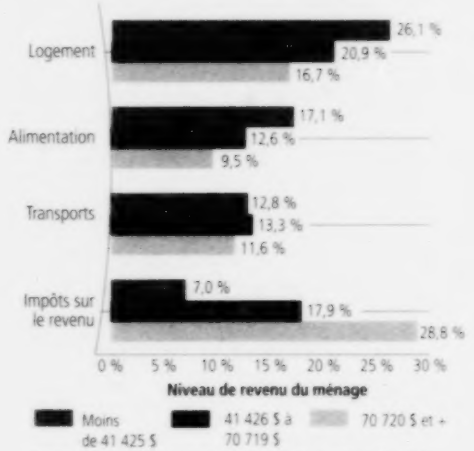
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après l'Enquête sur les dépenses des familles, 1992 et 1996, et l'Enquête sur les dépenses des ménages, 1998 et 1999, de Statistique Canada.

RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LE NIVEAU DE REVENU

Toutes les familles avec enfants ont des dépenses similaires, mais les familles à faible revenu sont forcées de consacrer une plus forte proportion du revenu du ménage à des dépenses fondamentales comme l'alimentation, le logement et les vêtements. Par conséquent, elles ont moins d'argent disponible pour des dépenses comme l'éducation et les loisirs.

En 1999, la plus importante dépense des familles ayant les plus faibles revenus était le logement, qui représentait 26% du total des dépenses des ménages. Les familles se trouvant dans la tranche de revenus moyens consacraient 21% de leurs dépenses au logement, tandis que les familles dans la tranche de revenus les plus élevés consacraient seulement 17% de leurs dépenses au logement. Parmi les familles avec les revenus les plus faibles, c'est l'alimentation qui représentait la deuxième plus grosse dépense, soit 17% de leur budget. À mesure que le revenu familial augmente, le pourcentage des dépenses totales consacré à l'alimentation diminue. ◆

DÉPENSES FAMILIALES ANNUELLES, SELON LE NIVEAU DE REVENU, 1999
Familles avec enfants de moins de 17 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après l'Enquête sur les dépenses des ménages, 1999, de Statistique Canada.

Les parents ont plus de mal à équilibrer le travail et la vie familiale

Les années 1990 ont été une décennie de changement pour les familles avec un emploi. Selon les chercheurs Linda Duxbury et Chris Higgins, le conflit entre le travail et la vie familiale s'est nettement élargi – c'est-à-dire qu'une plus grande proportion de parents font face à de plus grands défis pour équilibrer leurs responsabilités professionnelles, parentales, conjugales et pour prendre soin de parents âgés. Les travailleurs sont plus stressés, leur santé physique et mentale s'est dégradée, ainsi que leur satisfaction à propos de leur vie.

Malgré une prise de conscience croissante et une attention portée aux situations selon le sexe, le fait d'être mère continue d'être plus stressant que pour les pères, et les mères continuent à faire face à davantage de conflits entre leur travail et leur vie familiale que les pères.

Les femmes – qu'elles aient des enfants ou non – indiquent des niveaux de stress et de dépression plus élevés que ceux des hommes, et les mères indiquent des niveaux de stress et de dépression plus élevés que ceux des femmes sans enfant. La situation parentale a peu d'effet sur les niveaux indiqués de stress et de dépression parmi les hommes.

Dans l'étude, on a demandé aux parents s'ils en avaient trop à faire. Les mères de famille avaient le plus tendance à indiquer que c'était le cas – et cela a augmenté de 1991 à 2001. Tandis que les pères rapportaient ce fait moins souvent que les mères en 2001, la proportion de ceux qui le disaient a nettement augmenté depuis 1991. Les mères avec un emploi avaient plus tendance à indiquer que les responsabilités familiales affectaient leur travail, tandis que les hommes avaient plus tendance à indiquer que leur travail entravait leurs activités familiales.

À la différence de la paternité, le fait d'être mère semble être associé avec un stress accru et une diminution de la satisfaction de la vie. Le fait d'être père semble être lié à une augmentation de la satisfaction de la vie, tandis que les mères semblent être moins satisfaites de leur vie que les femmes sans enfant. Ces différences ont persisté de 1991 à 2001. Pour les deux années, les hommes comme les femmes étaient d'accord que la mère avait la principale responsabilité de s'occuper des enfants. Les différences au niveau du stress et de la satisfaction de la vie laissent entendre que le rôle des mères avec un emploi est qualitativement différent de celui des pères avec un emploi, et cela produit un effet négatif sur les mères. ◆

LE TRAVAIL ET LES RESPONSABILITÉS FAMILIALES, 1991 ET 2001

Surcharge selon le rôle : trop à faire	Surcharge élevée par rôle (en %)	
	1991	**2001**
Père de famille	45	55
Homme, sans enfant	34	52
Mère de famille	67	74
Femme, sans enfant	42	54
Le travail entrave les activités familiales	**Perturbation élevée (en %)**	
	1991	**2001**
Père de famille	30	35
Homme, sans enfant	20	32
Mère de famille	40	30
Femme, sans enfant	22	30
Les responsabilités familiales affectent le travail	**Perturbation moyenne et élevée (en %)**	
	1991	**2001**
Père de famille	37	47
Homme, sans enfant	22	27
Mère de famille	44	54
Femme, sans enfant	21	30

Source : Linda Duxbury et Chris Higgins. Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go? *Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques. 2001.*

RELATIONS ENTRE PARENTS ET ADOLESCENTS

À mesure que les jeunes adolescents se transforment physiquement et vont vers l'indépendance, leurs relations avec leurs parents changent forcément. Il peut être difficile de passer du temps avec eux, pourtant c'est un ingrédient important d'un rôle parental aimant. Les méthodes parentales positives demeurent importantes. La majorité des parents mangent régulièrement avec leurs adolescents, font des tâches familiales ou des projets ensemble, et font des sorties – et ces proportions ont augmenté de 1996 à 1998. Cependant, les parents ont moins tendance à passer du temps avec leurs enfants adolescents à mesure qu'ils avancent en âge. ◆

PARENTS ET ADOLESCENTS PASSANT DU TEMPS ENSEMBLE

	1996	1998
Mangent ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	89 %	86 %
14 et 15 ans	–	81 %
Regardent la télé ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	52 %	45 %
14 et 15 ans	–	41 %
Discutent ensemble au moins 5 fois par semaine		
12 et 13 ans	63 %	67 %
14 et 15 ans	–	62 %
Font une sortie familiale au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	68 %	93 %
14 et 15 ans	–	88 %
Font des projets/des tâches familiales au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	80 %	92 %
14 et 15 ans	–	90 %
Font des sports ensemble au moins une fois par semaine		
12 et 13 ans	25 %	41 %
14 et 15 ans	–	25 %

MÉTHODES PARENTALES POSITIVES AVEC LES ADOLESCENTS

	1994	1996	1998
Mes parents me félicitent souvent/toujours			
10 et 11 ans	75	66	69
12 et 13 ans	–	59	63
14 et 15 ans	–	–	61
Mes parents écoutent souvent/toujours mes idées/opinions			
10 et 11 ans	s/o	80	76
12 et 13 ans	–	75	77
14 et 15 ans	–	–	69
Mes parents et moi cherchons souvent/toujours ensemble des solutions aux problèmes			
10 et 11 ans	s/o	67	67
12 et 13 ans	–	59	57
14 et 15 ans	–	–	48

s/o : la question n'a pas été posée dans cette tranche d'âge
– : cette tranche d'âge ne fait pas partie de l'enquête cette année là

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1996 et 1998, de Statistique Canada.

LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

La sécurité économique correspond à un niveau de vie assuré qui permet aux familles d'avoir les ressources et les conditions nécessaires pour participer pleinement et avec dignité aux activités économiques, politiques, sociales et culturelles de leur communauté.

DÉPENSES DES FAMILLES

En 1999, le montant total des dépenses de la famille biparentale moyenne avec des enfants s'élevait à 72 093 $, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année précédente (70 754 $). De 1998 à 1999, la plus forte augmentation des dépenses familiales a porté sur l'éducation : en 1998, les familles biparentales avec enfants ont dépensé 1 331 $ pour l'éducation; en 1999, ce chiffre avait augmenté de 10%, passant à 1 461 $. Les dépenses consacrées à l'éducation comprennent par exemple les manuels scolaires et les frais des cours et de scolarité; elles ont augmenté constamment au cours des dernières années. De 1996 à 1999, les dépenses pour l'éducation chez les familles biparentales avec enfants ont augmenté de 36%.

Les dépenses en soins de santé ont également augmenté de 1998 à 1999. Les familles biparentales avec enfants ont dépensé 1 505 $ en soins de santé en 1999, soit une augmentation de 5% par rapport à 1998. Bien que certaines dépenses familiales aient considérablement augmenté de 1998 à 1999, il y a eu aussi des baisses pour certaines catégories : ainsi les dépenses pour la garde d'enfants et pour les loisirs ont diminué de 1998 à 1999, mais seulement de 2%. En 1998, les familles biparentales avec enfants ont dépensé en moyenne 4 186 $ pour les loisirs, mais ce montant a reculé à 4 089 $ en 1999.

DÉPENSES FAMILIALES POUR L'ÉDUCATION, 1992 À 1999
Familles biparentales avec enfants de moins de 17 ans

1992	763 $
1996	1 071 $
1998	1 331 $
1999	1 461 $

Note : Tous les chiffres en dollars constants de 1999.

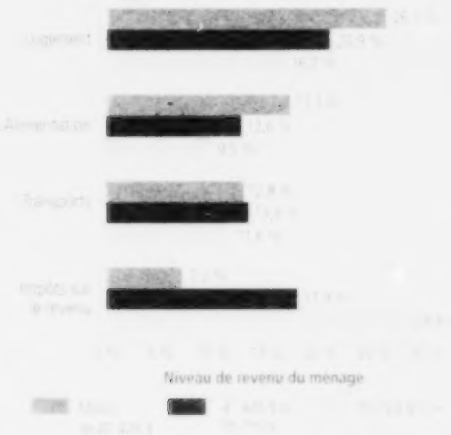
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sur les dépenses des familles 1992 et 1996, et l'Enquête sur les dépenses des ménages 1998 et 1999, de Statistique Canada.

RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LE NIVEAU DE REVENU

Toutes les familles avec enfants ont des dépenses similaires, mais les familles à faible revenu sont forcées de consacrer une plus forte proportion du revenu du ménage à des dépenses fondamentales comme l'alimentation, le logement et les vêtements. Par conséquent, elles ont moins d'argent disponible pour des dépenses comme l'éducation et les loisirs.

En 1999, la plus importante dépense des familles ayant les plus faibles revenus était le logement, qui représentait 26% du total des dépenses des ménages. Les familles se trouvant dans la tranche de revenus moyens consacraient 21% de leurs dépenses au logement, tandis que les familles dans la tranche de revenus les plus élevés consacraient seulement 17% de leurs dépenses au logement. Parmi les familles avec les revenus les plus faibles, c'est l'alimentation qui représentait la deuxième plus grosse dépense, soit 17% de leur budget. À mesure que le revenu familial augmente, le pourcentage des dépenses totales consacré à l'alimentation diminue. ◆

DÉPENSES FAMILIALES ANNUELLES, SELON LE NIVEAU DE REVENU, 1999
Familles avec enfants de moins de 17 ans



La pauvreté des enfants dans une décennie de récession et de reprise

En 1989, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité une résolution afin d'éliminer la pauvreté des enfants au Canada avant l'an 2000. Dans les dix années qui ont suivi, le pays a connu une récession économique, puis une reprise, mais le taux de pauvreté chez les enfants a augmenté au cours de la période – de 15,2% à 18,5% – et la profondeur de la pauvreté a très légèrement diminué.

Le taux de pauvreté indique combien d'enfants vivent dans la pauvreté par rapport à l'ensemble des enfants. La profondeur de la pauvreté correspond, quant à elle, à la somme moyenne qu'il manque aux familles démunies pour atteindre le seuil de pauvreté. Ces deux mesures sont importantes. En effet, il nous est impossible de dire que nous accomplissons des progrès réels si le nombre d'enfants pauvres diminue, mais que les enfants qui vivent dans la pauvreté deviennent de plus en plus pauvres. Tout comme il n'y a pas de réels progrès si les revenus des pauvres augmentent, mais que plus de familles vivent dans la pauvreté[1].

Quelle proportion d'enfants canadiens sont pauvres?

En 1989, année de chômage peu élevé, le Canada avait le taux de pauvreté des enfants le plus bas de la décennie suivante, soit 15,2%. Pendant la récession qui a suivi, ce taux a grimpé, atteignant 21,3% en 1993. La reprise économique a abaissé ce taux à 19% en 1998, puis à 18,5% en 1999. Le taux a probablement baissé encore en 2000 en raison de l'amélioration constante de l'économie (les données ne sont pas encore disponibles pour 2000), mais il est fort improbable qu'il soit retourné à son niveau de 1989.

Ce sont les familles monoparentales dirigées par des femmes qui ont le taux de pauvreté le plus élevé. Leur situation s'est très légèrement améliorée, mais les taux demeurent extrêmement élevés. En 1999, presque tous les enfants de familles monoparentales dirigées par des femmes sans rémunération vivaient dans la pauvreté. Pourquoi? Parce que les prestations d'aide sociale de toutes les provinces sont bien en dessous du seuil de pauvreté. De plus, la faiblesse des salaires et la précarité de l'emploi expliquent que plus de quatre enfants sur dix vivant dans une famille monoparentale dirigée par une femme avec un revenu d'emploi vivaient *quand même* dans la pauvreté.

Pour les enfants de familles biparentales avec un seul soutien économique, la situation s'est nettement détériorée de 1989 à 1999, puisque le taux de pauvreté des enfants est passé de 19,4% à 26,8%.

À quel point les enfants pauvres sont-ils pauvres?

Beaucoup de familles pauvres avec enfants ont des revenus bien inférieurs au seuil de pauvreté. La profondeur de la pauvreté a très légèrement diminué de 1989 à 1999, à la fois pour les familles monoparentales et les familles biparentales. Pour l'ensemble des familles biparentales, elle a diminué de 2,5% – de 8 936 $ à 8 712 $ – et pour l'ensemble des familles monoparentales dirigées par des femmes, elle a reculé de 3,6% – de 8 776 $ à 8 459 $.

TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETÉ, 1989 À 1999

Caractéristiques	1989	1993	1998	1999
	Taux (%)			
Tous les enfants	15,2	21,3	19,0	18,5
Familles biparentales	8,6	12,2	10,7	10,4
Aucun salaire	90,4	88,4	86,5	86,2
Un salaire	19,4	24,4	26,0	26,8
Deux salaires	5,8	7,1	6,4	5,9
Familles de mères monoparentales	52,9	59,0	52,4	51,8
Aucun salaire	95,2	92,3	94,1	97,7
Un salaire	43,9	45,4	43,0	42,3
	Profondeur ($ sous le SFR)			
Familles biparentales	8 936 $	9 060 $	9 044 $	8 712 $
Aucun salaire	12 414 $	12 686 $	14 306 $	13 303 $
Un salaire	8 891 $	8 959 $	9 143 $	8 276 $
Deux salaires	7 824 $	7 203 $	6 197 $	7 128 $
Familles de mères monoparentales	8 776 $	8 629 $	8 917 $	8 459 $
Aucun salaire	10 132 $	9 402 $	11 108 $	10 317 $
Un salaire	7 706 $	7 805 $	7 260 $	6 941 $

Note : la pauvreté est mesurée en fonction du SFR avant impôt (base de 1992).
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après Tendances du revenu au Canada, *sur CD-Rom, 2001, de Statistique Canada.*

Pour les familles n'ayant aucun salarié, la profondeur de la pauvreté s'est accentuée au cours de la décennie, reflétant ainsi la réduction des prestations d'aide sociale. Les familles avec rémunération ont vu diminuer la profondeur de leur pauvreté de 1993 à 1999, principalement à cause de l'amélioration du marché du travail et des faibles hausses des prestations fédérales pour enfants octroyées aux parents qui travaillent et qui ont des enfants.

TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS, PAR PROVINCE, 1989 À 1999

	1989	1993	1999
T-N	19,8	21,8	25,7
Î-P-É	12,5	11,4	17,3
N-É	16,1	23,4	18,1
N-B	17,9	18,0	18,0
QC	16,3	21,3	21,6
ON	11,5	20,8	16,5
MAN	22,6	26,1	23,7
SASK	21,9	24,8	17,9
ALB	19,1	20,6	16,3
C-B	14,6	21,5	19,0

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après Tendances du revenu au Canada, *sur CD-Rom, 2001, de Statistique Canada.*

De 1989 à 1999, le taux de pauvreté des enfants a augmenté dans toutes les provinces sauf en Saskatchewan et en Alberta. Pendant la reprise économique de 1993 à 1999, le taux de pauvreté des enfants a diminué dans six des dix provinces, la Saskatchewan enregistrant la plus grande baisse, soit de 24,8% à 17,9%[2].

PROFONDEUR DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS, PAR PROVINCE, 1989 ET 1999

	Familles biparentales		Familles monoparentales	
	1989	1999	1989	1999
T-N	8 026 $	8 051 $	9 725 $	7 060 $
Î-P-É	s/o	4 734 $	s/o	s/o
N-É	6 546 $	6 855 $	7 103 $	7 801 $
N-B	7 238 $	7 343 $	7 710 $	6 469 $
QC	8 213 $	8 780 $	9 361 $	8 724 $
ON	9 160 $	8 520 $	7 494 $	8 872 $
MAN	8 889 $	9 830 $	10 542 $	8 993 $
SASK	7 950 $	6 151 $	9 243 $	6 810 $
ALB	11 306 $	10 001 $	9 582 $	8 850 $
C-B	9 366 $	9 159 $	8 679 $	8 148 $

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après Tendances du revenu au Canada, *sur CD-Rom, 2001, de Statistique Canada.*

Il y avait aussi des écarts dans la profondeur de la pauvreté entre les provinces. Pour les familles biparentales, la situation était pire en Alberta et au Manitoba et moins grave en Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse. Chez les familles monoparentales, la profondeur de la pauvreté était plus grande au Manitoba et en Ontario et moins prononcée au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan.

Quelles provinces ont le mieux réussi?

Une question revient souvent : quelles provinces réussissent le mieux à lutter contre la pauvreté des enfants?

L'incidence et la profondeur de la pauvreté chez les enfants dans une province donnée sont déterminées par une combinaison complexe de facteurs, dont l'état de l'économie de la province et de son marché du travail, la proportion des familles monoparentales, la proportion d'enfants dans des familles à risque élevé de pauvreté (comme les enfants autochtones et les immigrants récents), la répartition des enfants entre milieu urbain et rural, les programmes provinciaux de sécurité du revenu ainsi que les efforts du gouvernement fédéral et des provinces pour aider les parents pauvres qui travaillent à se trouver un meilleur emploi en offrant des programmes de formation et du soutien comme la garde d'enfants.

Les politiques des gouvernements provinciaux n'ont probablement qu'un effet limité sur le taux de pauvreté des enfants, comparées aux effets des programmes fédéraux et de la situation globale de l'économie, mais elles ont une incidence plus directe sur la profondeur de la pauvreté des enfants. Dans les provinces ayant connu une forte croissance économique dans les années 1990, notamment l'Alberta et l'Ontario, le taux de pauvreté des enfants a atteint un creux à l'échelle du Canada, mais la profondeur de la pauvreté dans les deux provinces est plus grande que la moyenne. Ce résultat est certainement dû au fait que l'Alberta et l'Ontario ont toutes deux diminué considérablement leurs prestations d'aide sociale, plus que ne l'ont fait les autres provinces dans les années 1990. ◆

[1] La pauvreté est définie ici par le seuil de faible revenu (SFR) avant impôt établi par Statistique Canada, qui tient compte de la taille de la famille ainsi que de la communauté où vit la famille. En 1999, le SFR était de 33 658 $ pour une famille de quatre personnes vivant dans un grand centre urbain, et de 27 805 $ pour une famille de trois personnes.

[2] Le SFR est rajusté en fonction de la taille de la communauté où vit la famille, mais il ne tient pas compte des différences du coût de la vie entre des villes de même taille ni entre les provinces. Or, comme les loyers ont augmenté beaucoup plus que la moyenne dans les grandes villes d'Ontario à la fin des années 1990, le SFR sous-estime la pauvreté en Ontario tandis qu'il la surestime au Québec jusqu'à un certain point.

ÉCARTS DE REVENU ET BESOINS CHANGEANTS DANS LA VILLE DE TORONTO : LES EFFETS SUR LES ENFANTS

Dans les années 1990, Toronto a connu des changements économiques, sociaux et politiques qui ont eu un impact direct sur le bien-être de ses citoyens. Ayant débuté par une récession, la décennie s'est terminée par une forte reprise économique, mais des signes troublants révélaient que beaucoup de Torontois ne profitaient pas de la forte croissance économique. En réalité, leur situation continuait de se détériorer.

Au milieu de la décennie, les gouvernements ont commencé à saper le filet de sécurité sociale, en réduisant les prestations de sécurité du revenu et en se retirant de programmes sociaux comme le logement social. À la fin de la décennie, la détresse chez les Torontois les plus vulnérables se voyait partout – dans le nombre de plus en plus grand de sans-abri, dans les taux d'éviction à la hausse, dans le recours aux refuges d'urgence et dans les listes d'attente désespérément longues pour l'accès au logement subventionné. En outre, la décennie a été marquée par de grands changements structuraux à l'échelle provinciale et municipale, puisque les coûts du logement, des services de garde d'enfants et du transport public ont été transférés par la province à une administration municipale déjà à court d'argent.

Quelles ont été les conséquences pour les enfants de Toronto?

En 1999, près d'un enfant sur trois (32,2%) dans la ville vivait dans une famille à faible revenu, une hausse par rapport à 30,8% en 1995. En comparaison, le taux pour tous les enfants canadiens était de 19%. Le taux de faible revenu des familles monoparentales à Toronto a augmenté de 2,6% de 1995 à 1999, alors qu'au Canada il a diminué. L'étendue du faible revenu à Toronto s'est aussi accentuée au cours de cette période. Le revenu médian des familles monoparentales avec un seul enfant était de 29,2% en dessous du seuil de faible revenu (SFR) en 1995; en 1999, il atteignait un niveau stupéfiant de 43,2% en dessous du SFR!

De 1990 à 1999, les familles monoparentales de Toronto ont subi une énorme baisse de 18% de leurs revenus déjà faibles – de 29 000 $ à 24 600 $. Cette dégringolade a été beaucoup plus marquée que la baisse de 4% essuyée par les chefs de famille monoparentale dans tout le Canada (de 24 500 $ à 23 400 $). Le revenu d'emploi des chefs de famille monoparentale à Toronto a augmenté de 5% pendant la reprise de l'économie de 1995 à 1999, mais les transferts réduits du gouvernement ont annulé tous les gains attribuables à l'emploi et ont affaibli le revenu global des chefs de famille monoparentale dans les années 1990.

Au cours des consultations qu'a menées le CCDS auprès de résidents et de fournisseurs de services de Toronto, ces derniers ont décrit les conséquences désastreuses de ces tendances sur les jeunes. Beaucoup ont parlé de l'aliénation croissante chez les jeunes et d'une grave pénurie de programmes et de services pour eux. En effet, il n'y a pas d'installations ni de programmes récréatifs, les excès dans le maintien de l'ordre ont exacerbé les tensions dans les relations avec les membres des groupes minoritaires, et beaucoup de jeunes sont victimes de violence. Les obstacles à l'emploi pour ces jeunes sont considérables et ne cessent de croître. Il y a peu de programmes d'emploi, et les écoles n'ont pas les ressources suffisantes pour combler les besoins des jeunes sous-employés. ◆

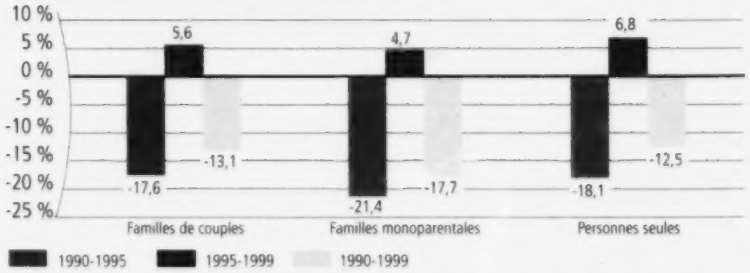
Voix :

«Les jeunes n'ont rien à faire, alors ils traînent au centre commercial».

«Il y a un fossé technologique – certains emplois exigent une formation plus poussée, mais ces jeunes n'ont pas accès à des ordinateurs, avec pour résultat que beaucoup abandonnent leurs études».

«On insiste trop sur les études universitaires et collégiales et pas assez sur les métiers et la formation en apprentissage. Qui plus est, le niveau d'études requis pour accéder à la formation en apprentissage a augmenté, fermant ainsi la porte à beaucoup de candidats».

VARIATIONS DU REVENU DANS LA VILLE DE TORONTO, PAR TYPE DE FAMILLE
Changement du revenu total médian (%)



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de la Division des données régionales et administratives, de Statistique Canada, 1990, 1995 et 1999.

Les riches deviennent plus riches : répartition de la richesse entre les familles avec des enfants, 1984 à 1999

Comme l'indique régulièrement le rapport sur *Le Progrès des enfants au Canada*, la répartition des revenus entre les familles avec enfants est devenue de plus en plus inégale au cours des années 1990. Avec la publication des données de la nouvelle Enquête sur la sécurité financière pour 1999, nous avons appris deux choses très importantes sur la répartition de la richesse.

En premier lieu, la répartition de la richesse est beaucoup plus inégale que la répartition des revenus. En second lieu, la répartition de la richesse est devenue *encore plus* inégale au cours des 15 dernières années.

La richesse se définit comme étant l'actif de la famille, moins ses dettes. L'actif comprend les maisons, les automobiles, les parts dans une entreprise et les actifs financiers comme les actions, les obligations, les fonds communs de placement et les REER. Les dettes comprennent le solde des cartes de crédit et les montants dus sur les biens de consommation achetés à crédit, les hypothèques et les prêts étudiants.

En 1999, les familles appartenant à la tranche de 10% des familles les plus riches possédaient 56% de la totalité de la richesse des familles, une hausse par rapport à 52% en 1984. Les familles appartenant à la tranche de 20% située au bas de l'échelle n'avaient aucune richesse accumulée, c'est-à-dire que leurs dettes étaient supérieures à leur actif.

Quelle est la situation des familles avec des enfants? Les couples avec enfants de la tranche de 20% située au bas de l'échelle n'avaient aucune richesse accumulée, alors que les 20% en haut de l'échelle avaient une richesse moyenne de plus de 700 527 $. (Ce chiffre pourra paraître très élevé à bien des personnes. Il traduit le fait que les familles très riches font augmenter la moyenne pour les 20% des familles de la tranche supérieure.)

Entre 1984 et 1999, la richesse des 20% de couples avec enfants appartenant à la tranche supérieure a augmenté de 43%, et le groupe de 20% de la tranche immédiatement inférieure a enregistré une augmentation de 21%. Chez les 20% de couples de la tranche moyenne, l'augmentation n'a été que de 3%, et les 40% restants ont enregistré une baisse notable de leur richesse nette. Il est donc évident que l'écart entre les tranches supérieure et inférieure s'est accru considérablement.

La richesse moyenne de tous les couples ayant des enfants a augmenté de 31,2% de 1984 à 1999, passant de 149 293 $ à 195 922 $. Cependant, cette augmentation moyenne provient uniquement de l'énorme augmentation enregistrée chez les familles les plus riches. Le couple avec enfants se situant à la médiane, c'est-à-dire la famille se trouvant exactement au milieu de l'échelle de la richesse, n'a pas prospéré. En fait, sa richesse nette a légèrement diminué, tombant de 77 856 $ à 77 800 $.

Les grandes différences dans la richesse des familles peuvent se traduire par d'énormes écarts dans les possibilités dont bénéficient leurs enfants. Cela peut signifier par exemple qu'un plus petit nombre de parents sont en mesure d'aider leurs enfants à faire face aux coûts croissants de l'éducation postsecondaire ou à acheter une maison ou lancer une entreprise. ◆

LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE, 1984 À 1999
Couples avec enfants de moins de 18 ans
Richesse moyenne nette (en $ constants de 1999)

Quintile	1984	1999	% de changement
1re (le plus pauvre)	65 $	-3 275 $	-51,4
2e	34 849 $	29 819 $	-14,4
3e	77 853 $	80 498 $	3,4
4e	140 961 $	170 174 $	20,7
5e (le plus riche)	493 015 $	703 527 $	42,7

Source : René Morissette, X. Zhang et M. Drolet, L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999, de Statistique Canada, 2002.

LES COÛTS POUR ÉLEVER UN ENFANT

Les dépenses à assumer pour élever un enfant au Canada sont élevées, mais elles ont diminué légèrement depuis 1998. En 2001, on a estimé à 155 000 $ les dépenses nécessaires pour élever un enfant de la naissance jusqu'à l'âge de 18 ans, soit une baisse de 9,7% par rapport à 1998 (en dollars constants de 2001). La plus grande partie des coûts se rattachait aux frais de garde d'enfant (soit 35%, et cette proportion a augmenté depuis 1998). En deuxième place venaient les dépenses de logement (soit 23%). ◆

COÛTS ESTIMÉS POUR ÉLEVER UN ENFANT JUSQU'À L'ÂGE DE 18 ANS

	1995		1998		2001	
Services de garde	58 100 $	34 %	55 800 $	33 %	54 400 $	35 %
Logement, ameublement, besoins ménagers	39 100 $	23 %	39 700 $	23 %	35 700 $	23 %
Alimentation	31 100 $	18 %	32 500 $	19 %	23 400 $	15 %
Vêtements	18 300 $	11 %	17 100 $	10 %	15 500 $	10 %
Loisirs, livres, cadeaux, articles scolaires	14 500 $	8 %	14 400 $	8 %	15 700 $	10 %
Soins de santé	5 100 $	3 %	5 500 $	3 %	4 300 $	3 %
Soins personnels	2 900 $	2 %	2 900 $	2 %	2 800 $	2 %
Transports	2 900 $	2 %	3 100 $	2 %	3 600 $	2 %
	172 000 $	**100 %**	**171 000 $**	**100 %**	**155 400 $**	**100 %**

Source : Manitoba Agriculture and Food, "The Cost of Raising a Child," dans Family Finance, *1995, 1998 et 2001.*

Les riches deviennent plus riches : répartition de la richesse entre les familles avec des enfants, 1984 à 1999

Comme l'indique régulièrement le rapport sur *Le Progrès des enfants au Canada*, la répartition des revenus entre les familles avec enfants est devenue de plus en plus inégale au cours des années 1990. Avec la publication des données de la nouvelle Enquête sur la sécurité financière pour 1999, nous avons appris deux choses très importantes sur la répartition de la richesse.

En premier lieu, la répartition de la richesse est beaucoup plus inégale que la répartition des revenus. En second lieu, la répartition de la richesse est devenue *encore plus* inégale au cours des 15 dernières années.

La richesse se définit comme étant l'actif de la famille, moins ses dettes. L'actif comprend les maisons, les automobiles, les parts dans une entreprise et les actifs financiers comme les actions, les obligations, les fonds communs de placement et les REER. Les dettes comprennent le solde des cartes de crédit et les montants dus sur les biens de consommation achetés à crédit, les hypothèques et les prêts étudiants.

En 1999, les familles appartenant à la tranche de 10% des familles les plus riches possédaient 56% de la totalité de la richesse des familles, une hausse par rapport à 52% en 1984. Les familles appartenant à la tranche de 20% située au bas de l'échelle n'avaient aucune richesse accumulée, c'est-à-dire que leurs dettes étaient supérieures à leur actif.

Quelle est la situation des familles avec des enfants? Les couples avec enfants de la tranche de 20% située au bas de l'échelle n'avaient aucune richesse accumulée, alors que les 20% en haut de l'échelle avaient une richesse moyenne de plus de 700 527 $. (Ce chiffre pourra paraître très élevé à bien des personnes. Il traduit le fait que les familles très riches font augmenter la moyenne pour les 20% des familles de la tranche supérieure.)

Entre 1984 et 1999, la richesse des 20% de couples avec enfants appartenant à la tranche supérieure a augmenté de 43%, et le groupe de 20% de la tranche immédiatement inférieure a enregistré une augmentation de 21%. Chez les 20% de couples de la tranche moyenne, l'augmentation n'a été que de 3%, et les 40% restants ont enregistré une baisse notable de leur richesse nette. Il est donc évident que l'écart entre les tranches supérieure et inférieure s'est accru considérablement.

La richesse moyenne de tous les couples ayant des enfants a augmenté de 31,2% de 1984 à 1999, passant de 149 293 $ à 195 922 $. Cependant, cette augmentation moyenne provient uniquement de l'énorme augmentation enregistrée chez les familles les plus riches. Le couple avec enfants se situant à la médiane, c'est-à-dire la famille se trouvant exactement au milieu de l'échelle de la richesse, n'a pas prospéré. En fait, sa richesse nette a légèrement diminué, tombant de 77 856 $ à 77 800 $.

Les grandes différences dans la richesse des familles peuvent se traduire par d'énormes écarts dans les possibilités dont bénéficient leurs enfants. Cela peut signifier par exemple qu'un plus petit nombre de parents sont en mesure d'aider leurs enfants à faire face aux coûts croissants de l'éducation postsecondaire ou à acheter une maison ou lancer une entreprise. ◆

LA RÉPARTITION DE LA RICHESSE, 1984 À 1999
Couples avec enfants de moins de 18 ans
Richesse moyenne nette (en $ constants de 1999)

	1984	1999	% de changement
Quintile			
1er (le plus pauvre)	65 $	-3 275 $	-51,4
2e	34 849 $	29 819 $	-14,4
3e	77 853 $	80 498 $	3,4
4e	140 961 $	170 174 $	20,7
5e (le plus riche)	493 015 $	703 527 $	42,7

Source : René Morissette, X. Zhang et M. Drolet, L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999, de Statistique Canada, 2002.

LES COÛTS POUR ÉLEVER UN ENFANT

Les dépenses à assumer pour élever un enfant au Canada sont élevées, mais elles ont diminué légèrement depuis 1998. En 2001, on a estimé à 155 000 $ les dépenses nécessaires pour élever un enfant de la naissance jusqu'à l'âge de 18 ans, soit une baisse de 9,7% par rapport à 1998 (en dollars constants de 2001). La plus grande partie des coûts se rattachait aux frais de garde d'enfant (soit 35%, et cette proportion a augmenté depuis 1998). En deuxième place venaient les dépenses de logement (soit 23%). ◆

	1995		1998		2001	
Services de garde	58 100 $	34 %	55 800 $	33 %	54 400 $	35 %
Logement, ameublement, besoins ménagers	39 100 $	23 %	39 700 $	23 %	35 700 $	23 %
Alimentation	31 100 $	18 %	32 500 $	19 %	23 400 $	15 %
Vêtements	18 300 $	11 %	17 100 $	10 %	15 500 $	10 %
Loisirs, livres, cadeaux, articles scolaires	14 500 $	8 %	14 400 $	8 %	15 700 $	10 %
Soins de santé	5 100 $	3 %	5 500 $	3 %	4 300 $	3 %
Soins personnels	2 900 $	2 %	2 900 $	2 %	2 800 $	2 %
Transports	2 900 $	2 %	3 100 $	2 %	3 600 $	2 %
	172 000 $	100 %	171 000 $	100 %	155 400 $	100 %

Source : Manitoba Agriculture and Food, The Cost of Raising a Child, Farm Family Finances, 1995, 1998 et 2001.

Sécurité économique et inclusion sociale

Les enfants vivant dans la pauvreté sont moins susceptibles de participer pleinement à des activités qui sont pourtant essentielles à une croissance saine et un bon développement. Étant donné que les enfants pauvres sont plus susceptibles de souffrir d'exclusion dans la société canadienne, il est très préoccupant de constater que les enfants riches, au Canada, deviennent plus riches alors que les enfants pauvres perdent constamment du terrain.

Selon l'ELNEJ, près d'un enfant sur trois a connu la pauvreté au moins une fois en 1994, 1996 et 1998, et environ un sur 10 vivait constamment dans la pauvreté au cours de ces trois années. Les enfants qui vivaient toujours dans la pauvreté étaient moins susceptibles de bénéficier de tous les éléments importants de la vie en société qui sont essentiels à une croissance saine et un bon développement : un milieu familial solide et sain, des expériences scolaires positives, de bonnes relations avec leur pairs et une bonne santé.

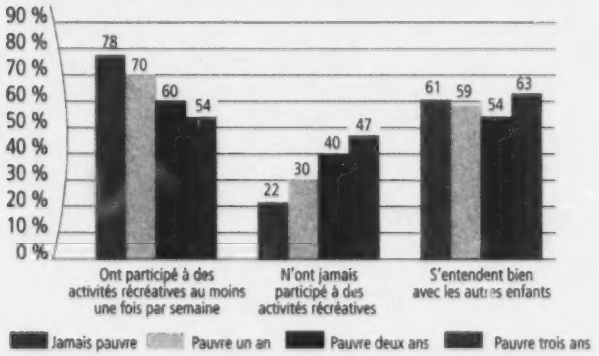
Effets de la pauvreté prolongée

Un milieu familial solide et sain est un élément important de la vie d'un enfant, et lorsqu'un enfant vit chroniquement dans la pauvreté il est moins probable qu'il bénéficiera d'un tel appui. Par exemple, un enfant sur cinq (20%) qui connaissait la pauvreté en 1994, 1996 et 1998 vivait avec un parent déprimé, alors que c'était le cas pour seulement 6% des enfants qui n'avaient jamais été pauvres!

Deux fois plus d'enfants vivant dans la pauvreté prolongée grandissaient dans des familles dysfonctionnelles par rapport à ceux qui n'avaient jamais été pauvres, soit 21% et 10%, respectivement. Et presque deux fois plus d'enfants vivant dans la pauvreté prolongée connaissaient la violence par rapport à ceux qui n'avaient jamais été pauvres, soit 14% et 8% respectivement.

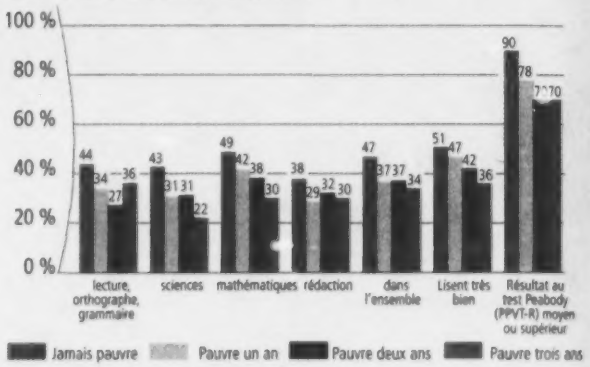
La participation à des activités récréatives est un autre élément important dans la vie d'un enfant. Environ les trois quarts des enfants (72%) participaient à des activités récréatives au moins une fois par semaine en 1998 – mais pas les enfants vivant dans la pauvreté prolongée. Parmi les enfants n'ayant jamais connu la pauvreté au cours des trois années de l'enquête (1994, 1996 et 1998), 78% avaient participé à des activités récréatives; parmi les enfants qui avaient été pauvres durant ces trois années, seulement la moitié avaient pris part à des activités récréatives.

LES ENFANTS PAUVRES ET LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

LES ENFANTS PAUVRES ET LE RENDEMENT SCOLAIRE
Ont de très bons résultats en :



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Le seul point sur lequel les enfants vivant dans la pauvreté prolongée arrivaient à égalité avec les enfants qui n'avaient jamais été pauvres, ou très rarement, était celui des relations avec les autres enfants.

Les enfants vivant constamment dans la pauvreté ont une expérience moins positive et de moins bons résultats à l'école. Si l'on considère tous les aspects du rendement scolaire d'un enfant, soit la lecture, l'écriture, les mathématiques et les sciences, les enfants qui n'ont jamais connu la pauvreté ont de meilleurs résultats que ceux qui ont vécu constamment dans la pauvreté. Les jeunes enfants (4 et 5 ans) vivant constamment dans la pauvreté avaient de moins bons résultats au test de vocabulaire Peabody (qui sert à évaluer la capacité d'expression verbale et l'aptitude scolaire d'un enfant) que ceux qui n'avaient jamais été pauvres.

Les enfants ayant vécu constamment ou parfois dans la pauvreté s'en sortaient également moins bien sur le plan de la santé mentale que ceux qui n'avaient jamais connu la pauvreté. Ils avaient davantage tendance à manifester des problèmes affectifs, de l'anxiété, un comportement agressif ou de l'hyperactivité. Ils prenaient part à des activités illégales plus souvent que ceux n'ayant pas connu la pauvreté.

Le fossé s'élargit

Ce qui est particulièrement inquiétant quand on considère tous ces indicateurs d'exclusion sociale envers les enfants pauvres au Canada, c'est que, tout au long des années 1990, les pauvres sont devenus plus pauvres et les riches, plus riches; ainsi s'élargit le fossé entre les enfants riches et les enfants pauvres, qui ne peuvent participer pleinement à la vie de la société.

Non seulement le fossé s'élargit entre les familles les plus riches et les familles les plus pauvres, mais les ménages les plus riches se distancent des familles à revenu moyen. De 1993 à 1999, les familles se trouvant dans la tranche des 10% de familles ayant les revenus les plus faibles ont vu l'écart se creuser, c'est-à-dire que leur revenu moyen a baissé de 33$ (soit un peu moins de 1%), alors que les familles dans la tranche des 10% ayant les revenus les plus élevés ont vu augmenter de 21% leur revenu total moyen! Parmi les familles à revenu moyen, on a noté une modeste augmentation de 4 à 6%, probablement suffisante pour couvrir les dépenses relatives aux besoins essentiels. ◆

LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION, LA SANTÉ DES ENFANTS ET L'ENVIRONNEMENT

par Sandra Schwartz, gestionnaire, Child Health Programme, Pollution Probe

La protection de la santé humaine et de l'environnement contre l'exposition à des niveaux dangereux de substances toxiques est l'une des plus importantes obligations des autorités publiques au Canada. Mais la majorité des substances utilisées au Canada aujourd'hui n'ont pas été testées adéquatement en ce qui est des risques pour les enfants.

Les décisions se prennent généralement d'après un modèle en fonction des risques, qui s'appuie sur une série de suppositions, y compris le niveau de sensibilité des gens à divers contaminants. Non seulement de nombreuses substances en usage commercial n'ont jamais été testées, mais les règlements pour la plupart des contaminants environnementaux, des pesticides et autres substances toxiques ont été basés sur la protection de la santé de l'adulte moyen. Les expositions et les risques propres aux enfants n'ont pas été explicitement pris en considération. Même si l'évaluation des nouvelles substances et la réévaluation des anciennes doivent maintenant en principe tenir compte des différences par rapport aux enfants, il y a des doutes que cela se fasse correctement.

Les enfants ne sont pas simplement des petis adultes. Ils ont des caractéristiques de développement, de comportement et physiologiques spéciales qui les rendent plus vulnérables à diverses expositions. Depuis le stade de la conception, le foetus, le nourrisson, l'enfant et l'adolescent sont tous dans des métabolismes de croissance, et leurs systèmes nerveux, respiratoire, immunitaire, hormonal et reproductif sont à diverses étapes de développement. Cette croissance et ce développement comprennent des étapes cruciales, ou «créneaux de vulnérabilité». Des expositions toxiques pendant ces étapes critiques, soit dans l'uterus ou pendant l'enfance, peuvent altérer ou endommager de façon permanente ces systèmes de développement.

Bien que la susceptibilité particulière des enfants aux dangers environnementaux soit maintenant largement reconnue et qu'on fasse plus de recherche, il reste encore

beaucoup d'incertitude. On ne sait pas la proportion d'enfants au Canada qui sont affectés par des expositions environnementales. Pour la plupart, il y a un manque de preuves concluantes de cause à effet direct entre les contaminants environnementaux et la santé humaine, particulièrement pour les problèmes de santé qui pourraient provenir de multiples degrés légers d'exposition. Les problèmes de santé peuvent se révéler après de longues périodes latentes et n'avoir aucune caractéristique permettant d'en identifier la cause à des facteurs spécifiques dans l'environnement.

(à suivre page 26)

LA SÉCURITÉ PHYSIQUE

La sécurité physique dépend de la qualité de l'environnement naturel et du milieu où vit l'enfant ainsi que de ce qui menace sa sécurité et son bien-être personnel.

LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION, LA SANTÉ DES ENFANTS ET L'ENVIRONNEMENT

par Sandra Schwartz, gestionnaire, Child Health Programme, Pollution Probe

La protection de la santé humaine et de l'environnement contre l'exposition à des niveaux dangereux de substances toxiques est l'une des plus importantes obligations des autorités publiques au Canada. Mais la majorité des substances utilisées au Canada aujourd'hui n'ont pas été testées adéquatement en ce qui est des risques pour les enfants.

Les décisions se prennent généralement d'après un modèle en fonction des risques, qui s'appuie sur une série de suppositions, y compris le niveau de sensibilité des gens à divers contaminants. Non seulement de nombreuses substances en usage commercial n'ont jamais été testées, mais les règlements pour la plupart des contaminants environnementaux, des pesticides et autres substances toxiques ont été basés sur la protection de la santé de l'adulte moyen. Les expositions et les risques propres aux enfants n'ont pas été explicitement pris en considération. Même si l'évaluation des nouvelles substances et la réévaluation des anciennes doivent maintenant en principe tenir compte des différences par rapport aux enfants, il y a des doutes que cela se fasse correctement.

Les enfants ne sont pas simplement des petits adultes. Ils ont des caractéristiques de développement, de comportement et physiologiques spéciales qui les rendent plus vulnérables à diverses expositions. Depuis le stade de la conception, le foetus, le nourrisson, l'enfant et l'adolescent sont tous dans des métabolismes de croissance, et leurs systèmes nerveux, respiratoire, immunitaire, hormonal et reproductif sont à diverses étapes de développement. Cette croissance et ce développement comprennent des étapes cruciales, ou «créneaux de vulnérabilité». Des expositions toxiques pendant ces étapes critiques, soit dans l'uterus ou pendant l'enfance, peuvent altérer ou endommager de façon permanente ces systèmes de développement.

Bien que la susceptibilité particulière des enfants aux dangers environnementaux soit maintenant largement reconnue et qu'on fasse plus de recherche, il reste encore

beaucoup d'incertitude. On ne sait pas la proportion d'enfants au Canada qui sont affectés par des expositions environnementales. Pour la plupart, il y a un manque de preuves concluantes de cause à effet direct entre les contaminants environnementaux et la santé humaine, particulièrement pour les problèmes de santé qui pourraient provenir de multiples degrés légers d'exposition. Les problèmes de santé peuvent se révéler après de longues périodes latentes et n'avoir aucune caractéristique permettant d'en identifier la cause à des facteurs spécifiques dans l'environnement.

(à suivre page 26)

La qualité de l'air et les enfants

Les enfants sont plus vulnérables que les adultes aux polluants atmosphériques. Étant donné qu'ils ont une respiration plus rapide que les adultes et qu'ils inhalent plus d'air par respiration, les enfants ont tendance à être plus exposés à la pollution atmosphérique. Ils passent plus de temps dehors à faire des activités physiques et sont plus près du sol que les adultes, ce qui les expose davantage aux gaz d'échappement des véhicules et aux polluants plus lourds qui se concentrent à des niveaux plus bas. Les enfants sont aussi fortement exposés aux contaminants de l'air à l'intérieur, puisqu'ils passent jusqu'à 80% de leur temps à l'intérieur.

Les enfants sont aussi plus à risque par la pollution de l'air à cause de la nature même de leur développement. Leurs poumons et voies respiratoires sont en pleine croissance et particulièrement susceptibles, avec une large surface qui peut facilement absorber les polluants.

Malgré des améliorations dans la qualité de l'air, la pollution affecte de façon significative la santé respiratoire des Canadiens. La qualité de l'air tant à l'intérieur qu'à l'extérieur contribue considérablement aux problèmes respiratoires chez les enfants. Les professionnels des soins de santé voient plus d'enfants avec des problèmes respiratoires qu'avec aucune autre maladie chronique, et les troubles respiratoires constituent la raison la plus courante d'hospitalisation des jeunes enfants.

À quoi les enfants sont-ils exposés?

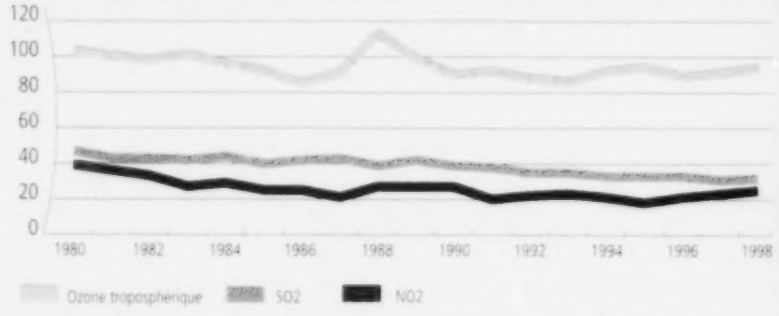
Parmi les principales substances nocives pour le système respiratoire en développement chez l'enfant, il y a les contaminants de l'air à l'intérieur comme la fumée de tabac ambiante, les combustibles, les composés organiques volatiles, les composés biologiques, et les allergènes. Il y a aussi des polluants dans l'air extérieur au Canada à des degrés inquiétants, y compris les particules en suspension dans l'air, l'ozone au sol, le dioxyde de soufre, et l'oxyde d'azote (NOx).

Quels en sont les effets?

Les effets sur les enfants varient de simples symptômes comme des maux de gorge, à la toux et les sifflements respiratoires, l'accroissement des crises d'asthme, à davantage de visites médicales ou d'hospitalisations, à la réduction permanente de la capacité pulmonaire, et un risque accru du Syndrome de mort subite du nourrisson (SMSN).

L'ozone et les particules en suspension dans l'air sont responsables d'augmentations tangibles des maladies respiratoires. L'exposition à long terme à des niveaux élevés de polluants atmosphériques est liée à des effets nocifs significatifs sur le fonctionnement pulmonaire et peut prédisposer les enfants à des troubles respiratoires chroniques. Les polluants de l'air à l'intérieur contribuent aussi à des symptômes respiratoires persistants ou intermittents, à des infections et des allergies. Certains allergènes biologiques sont la cause suspectée de l'asthme, et plusieurs autres polluants déclenchent ou aggravent les crises d'asthme. ◆

LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE AU CANADA, 1980-1998
Ozone troposphérique, dioxyde de soufre et oxyde d'azote dans l'atmosphère



Source : Environnement Canada, Système d'information sur la qualité de l'air, Service de la protection de l'environnement.

LA QUALITÉ DE L'AIR AU CANADA, 1980-1998
Nombre de jours où la qualité de l'air est passable ou mauvaise

Source : Environnement Canada, Suivi des grands enjeux environnementaux, 1999.

LES PESTICIDES

En juin dernier, dans une décision marquante, la Cour Suprême du Canada a voté en faveur de la ville d'Hudson, au Québec, en reconnaissant le droit de la ville de légiférer sur l'utilisation des pesticides dans ses limites municipales. Les lois de la petite localité interdisant les pesticides – une première au Canada en 1991 – ont été remises en question par les fabricants de pesticides chimiques à chaque étape du système judiciaire au cours des dix dernières années. La victoire d'Hudson a donné un signe rasssurant au nombre sans cesse croissant de municipalités canadiennes qui ont décidé de suivre l'exemple d'Hudson en instituant des interdictions partielles ou totales sur l'utilisation de pesticides chimiques dans leurs limites municipales.

Les gens inquiets au sujet des évidences scientifiques se multipliant sur le danger potentiel des composés de pesticides pour les enfants ont également approuvé la décision du tribunal. Des études récentes ont fait le lien entre les pesticides et la leucémie et le cancer du cerveau chez les enfants, ainsi qu'une série d'affections neurologiques et du développement.

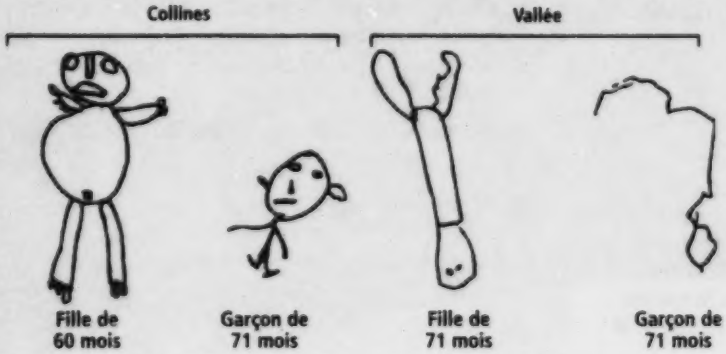
Au printemps, la ministre de Santé Canada, Anne McLellan, a annoncé un projet de loi visant à apporter une modernisation depuis longtemps nécessaire à la structure de la réglementation des pesticides au Canada. Tandis que les réactions au projet de loi ont été variées, la législation indique une prise de conscience de l'ampleur du problème de la part du gouvernement fédéral.

En attendant, la réussite d'Hudson à déterminer ses propres règlements envers les pesticides continue d'inspirer d'autres municipalités et organismes préoccupés par ce problème. En tenant compte de la décision récente de la Cour Suprême, le Sierra Club du Canada a rédigé des exemples de lois adaptés par région pour les municipalités au Canada. Pensez-y – votre communauté pourrait être la prochaine zone libre de pesticides au Canada. ◆

Pour davantage d'information, visitez le Sierra Club du Canada : http://www.sierraclub.ca/

Image troublante

Dans la vallée Yaqui au Mexique, les agriculteurs vaporisent leurs cultures avec des pesticides jusqu'à 45 fois par cycle de moisson et les familles fermières ont tendance à utiliser des insecticides ménagers quotidiennement. Une anthropologue de l'University d'Arizona, Elizabeth A. Guillette, a testé les enfants de ces fermes et les enfants vivant dans les collines, où l'on utilise rarement des pesticides. Les capacités de dessiner ne représentaient que l'un des domaines dans lesquels elle a trouvé des preuves de différences significatives du développement. (Pour davantage d'information, allez à http://ehpnet1.niehs.nih.gov/docs/1998/106p347-353guillette/abstract.html.)



L'asthme chez les enfants et les jeunes

L'asthme pendant l'enfance est maintenant la maladie chronique la plus courante chez les enfants tant au Canada qu'aux États-Unis. Plusieurs études internationales suggèrent que les changements dans l'environnement pourraient contribuer à l'augmentation de l'asthme pendant l'enfance.

L'asthme est une maladie chronique du poumon qui occasionne de la difficulté à respirer. En 1998-1999, environ 12% des enfants et des jeunes au Canada – soit plus d'un million de jeunes êtres – avaient de l'asthme. L'asthme est la cause d'un quart des absences scolaires et peut affecter les enfants de diverses façons, allant de symptômes très légers à très graves. Certains enfants souffrant d'asthme doivent restreindre leurs activités et leur mode de vie afin d'éviter de déclencher des symptômes.

Dans des numéros précédents de *Progrès*, nous avions documenté les taux croissants d'asthme chez les enfants et les jeunes de moins de 20 ans. De 1978 à la moitié des années 1990, on a constaté une augmentation de six fois le taux – passant de 2% à plus de 12%! Pendant la deuxième moitié des années 1990, le taux semble s'être nivelé chez les jeunes de moins de 20 ans, mais il y a eu une hausse chez les jeunes adultes de 20 à 24 ans.

Parmi les enfants plus jeunes de moins de 15 ans, les garçons sont plus susceptibles que les filles d'avoir de l'asthme. Parmi les adolescents, les filles sont plus susceptibles que les garçons d'avoir de l'asthme, et au début des jeunes années adultes, les taux s'égalisent. ◆

LE CANCER CHEZ LES ENFANTS

Le cancer est la deuxième cause la plus courante de décès parmi les enfants de plus d'un an. En moyenne, plus de 1 260 enfants canadiens ont été diagnostiqués du cancer chaque année au milieu des années 1990, la leucémie étant la forme la plus répandue.

Le débat se poursuit pour savoir si le cancer pendant l'enfance augmente ou non en Amérique du Nord. Certaines sources suggèrent qu'il y a eu une augmentation de 25% de l'incidence du cancer dans les derniers 25 ans, et de nombreux professionnels de la santé pensent que ce chiffre est correct. Cependant, d'autres suggèrent que le nombre s'est nivelé depuis les années 1980, et que les augmentations reflètent l'amélioration des méthodes de détection.

Les statistiques canadiennes sur le cancer des enfants fournissent une image ambigüe. On peut dire que l'incidence du cancer pendant l'enfance apparemment ne diminue pas, et qu'il y a maintenant plus de survivants du cancer pendant l'enfance, mais on s'inquiète que la radiothérapie ne prédispose ces enfants à d'autres cancers à l'âge adulte.

Le cancer chez les enfants est différent que chez les adultes, et les types de cancers sont causés par différents mécanismes et modes d'exposition. Étant donné que les enfants n'ont pas le choix de modes de vie qui augmentent le risque de cancer chez les adultes, la plupart des cancers pendant l'enfance ont tendance à s'expliquer par des expositions involontaires à des agents environnementaux. On pense désormais que des expositions pendant que l'enfant est encore dans l'utérus ou au stade de nouveau-né représentent une cause importante, largement évitable de cancer chez les enfants.

Dans la grande majorité des cas de cancer chez les enfants, la cause précise n'est pas connue. Il est aussi très difficile d'étudier le cancer chez les enfants parce que le nombre de ceux qui en souffrent est relativement petit (heureusement).

Les sustances connues ou supposées qui sont liées au cancer chez les enfants comprennent :

- certains médicaments (comme le diethylstilbestrol)
- les agents chimiothérapiques
- le rayonnement ionisant
- certains produits chimiques industriels et agricoles (comme les solvants organiques, les nitrosamines, certains pesticides).

De la même façon, l'exposition des enfants aux substances suivantes risque fort d'augmenter leurs risques de développer certain cancers à l'âge adulte :

- la fumée de tabac ambiante (FTA)
- l'amiante
- les rayons ultraviolets
- les polluants organiques persistants.

De 1992 à 1996, il y a eu 6 330 nouveaux cas de cancer chez les enfants au Canada, et près de 250 meurent chaque année. La leucémie représentait 26% de tous les nouveaux cas de cancer chez les enfants et se soldait par 32% des décès dus au cancer chez les enfants. Les cancers du cerveau et de la moëlle épinière ont causé 24% de tous les décès dus au cancer chez les enfants, le deuxième taux le plus élevé. ◆

Le recyclage au Canada : combien de détritus avons-nous?

Le Canada produit 21 millions de tonnes de détritus par an, selon Statistique Canada, et nous sommes parmi les cinq pays au monde qui produisent le plus de déchets par personne.

De quoi sont constitués nos détritus?

- 30% sont composés de papier et de produits à base de papier
- 34% sont composés de nourriture et de déchets de jardin
- 11% sont composés de plastique
- 15% sont composés de verre et de métaux
- 10% sont composés de textiles et de matériaux divers.

Cependant, nous faisons une différence grâce au recyclage. En 1999, 42% de tout le papier utilisé au Canada a été recyclé pour la production de journaux. Pour chaque tonne de journaux recyclés, on sauve 17 arbres.

Selon l'Association canadienne des pâtes et papier, les usines canadiennes ont réussi à transformer un record de 5,2 millions de tonnes de papier récupéré en nouvelles boîtes et récipients de carton, en d'autres épaisseurs de papier, en papier à lettre, d'emballage et sanitaire, ainsi qu'en matériaux de construction. En Ontario aujourd'hui, plus de 3,8 millions de ménages ont accès à la collecte de boîtes bleues pour recyclage de matériaux multiples.

Parmi 29 pays industrialisés, ceux-ci étaient les plus gaspilleurs :

- États-Unis : 720 kg de déchets par personne
- Canada : 675 kg de déchets par personne
- Norvège : 630 kg de déchets par personne
- Mexico : 300 kg de déchets par personne ◆

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA SANTÉ DES ENFANTS

Il y a des gaz dans l'air qui entourent de la planète. Appelés «gaz à effet de serre», ils agissent comme une serre en retenant la chaleur. Sans ces gaz, la température de la Terre baisserait d'une moyenne de 15° C à -18° C. Les gaz de serre sont créés de façon naturelle sur notre planète – par le biais de la vapeur d'eau qui produit les nuages et les précipitations, du bioxyde de carbone que nous exhalons en respirant, ou du méthane créé par des micro-organismes dans le système digestif des vaches et dans les zones marécageuses.

Depuis environ 150 ans, nous avons commencé à brûler davantage de carburants fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) pour alimenter en électricité et en chauffage nos usines, navires, camions, automobiles et nos domiciles. La combustion de ces carburants dégage des milliards de tonnes supplémentaires de gaz de serre chaque année. C'est comme jeter une autre couverture sur le lit – on capture plus de chaleur qui réchauffe notre planète, et entraîne le changement climatique. Et cela affecte nos conditions météorologiques.

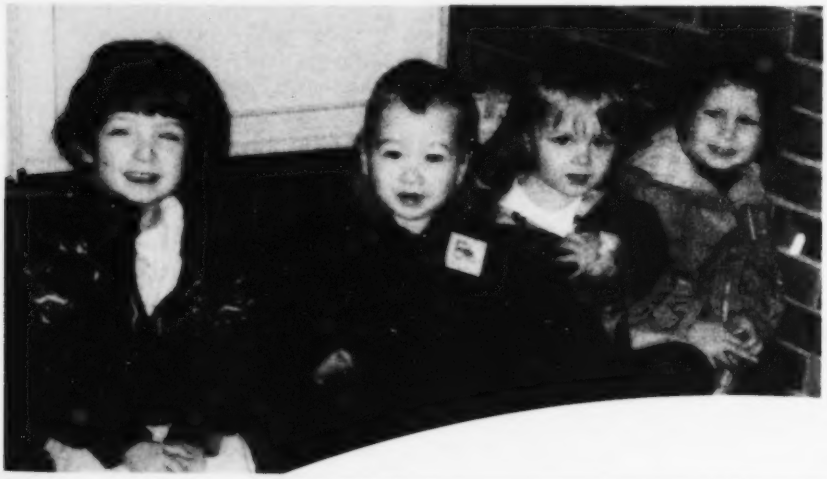
Les températures moyennes au Canada sont déjà en hausse. Les scientifiques prévoient qu'au cours du siècle le Canada sera plus chaud de 1,5° C à 5° C dans le Sud et ira jusqu'à 5° C à 7° C de plus dans le Nord. Même une petite hausse dans la température annuelle moyenne pourrait avoir de graves conséquences.

Les prédictions scientifiques indiquent que le changement climatique pourrait avoir des répercussions sur la santé et le bien-être des Canadiens, tant directement qu'indirectement. Il y a deux types d'effets directs sur la santé : ceux occasionnés par les températures plus élevées prévues, comme l'augmentation de maladies et de décès dus aux insolations et à la déshydratation d'une part, et les blessures, les maladies et les décès causés par l'accroissement prévu de catastrophes climatiques comme les tornades, les inondations et les tempêtes hivernales.

Le changement climatique pourrait aussi avoir d'importants effets indirects sur la santé. Il pourrait propager des maladies infectieuses comme la malaria, la dengue et la fièvre jaune, à mesure que des insectes porteurs de ces maladies migrent vers le nord dans le climat canadien. Il y a aussi le potentiel d'un accroissement des maladies liées à la pollution de l'air. L'utilisation de carburants fossiles produit deux principaux gaz de serre – le bioxyde de carbone et le méthane – dont aucun n'est directement responsible de la pollution de l'air. Mais l'usage de carburants fossiles produit aussi d'autres dérivés qui eux causent de la pollution – comme le smog – et la hausse des températures pourrait décupler les effets des polluants déjà dans l'air.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique étant donné que leur corps et leur cerveau sont encore en voie de développement, et ils sont donc physiquement et mentalement moins en mesure de faire face aux effets de ces phénomènes météorologiques. Le changement climatique pourrait affecter la santé des enfants à cause de :

- l'augmentation des désastres climatiques, comme les tempêtes, les tornades, les ouragans, les inondations et des périodes de sécheresse;
- davantage de danger d'insolation et de déshydratation – les enfants sont moins capables de régler leur température corporelle et ne savent pas reconnaître les signes de danger;
- l'aggravation de la pollution de l'air dans les grandes agglomérations en raison de vagues de chaleur plus longues et plus intenses, qui pourrait causer des troubles respiratoires;
- fortes pluies et inondations pouvant aboutir à la contamination de l'eau potable et l'eau des installations récréatives. ◆

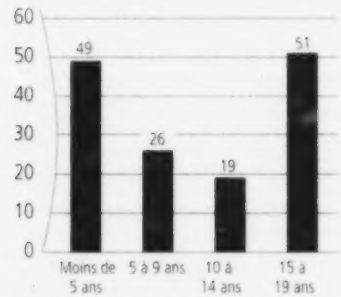


Les enfants et la sécurité à la ferme

Le travail à la ferme est l'une des occupations les plus dangereuses au Canada. Les familles vivant dans une ferme ont depuis longtemps compris les nombreux dangers liés à ce mode de vie. Les enfants et les jeunes qui vivent dans une ferme forment l'un des groupes à risque élevé de blessures et de décès.

Contrairement à la plupart des familles, les enfants vivant dans une ferme sont directement exposés aux occupations familiales de façon quotidienne. Par conséquent, ils vivent dans un environnement beaucoup plus risqué que la plupart des enfants; les enfants les plus jeunes et les adolescents sont ceux qui sont le plus à risque. Le risque chez les adolescents augmente parce que très probablement ils participent directement aux travaux de la ferme.

DÉCÈS LIÉS AU TRAVAIL À LA FERME, SELON L'ÂGE DE L'ENFANT, 1990-1998



Source : Programme canadien de sécurité agricole, Blessures mortelles à la ferme au Canada, 1990 à 1998.

Au cours de neuf dernières années, 94 enfants de moins de 15 ans sont morts à la suite de blessures à la ferme, dont 52% avaient moins de 5 ans.

Les enfants meurent de différentes causes à la ferme, mais le plus souvent ils sont victimes d'écrasement inaperçu sous un véhicule. Un scénario typique serait celui d'un bambin jouant sur le chemin d'entrée à une grange. Pendant que son père fait les foins, sa mère nourrit le bétail dans la grange. La soeur qui s'occupe de lui va lui chercher un verre d'eau et pendant qu'elle tourne le dos, il se faufile sous le wagon attaché à un tracteur au moteur allumé. Quand le tracteur bouge, l'enfant est écrasé.

Les enfants de moins de 5 ans courent le plus grand risque d'être tués de cette façon. De 1990 à 1998, il y a eu 37 décès au Canada dus à un écrasement inaperçu sous un véhicule, et les enfants de moins de 5 ans représentaient 82% de ces décès.

L'Ontario comptait le plus de décès d'enfants à la ferme parmi toutes les provinces. De 1990 à 1998, 33 enfants de moins de 15 ans ont été tués dans des accidents à la ferme en Ontario. La Saskatchewan venait ensuite, avec 19 décès, puis l'Alberta avec 17 décès d'enfants.

Les facteurs socio-économiques sont liés de près aux risques de blessures ou de décès d'enfants à la ferme et le manque de ressources pour des garderies demeure un problème critique pour de nombreux parents fermiers. ◆

LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION, LA SANTÉ DES ENFANTS ET L'ENVIRONNEMENT

(suite de la page 21)

L'attente d'une certitude scientifique ou de preuve absolue de cause à effet ne doit pas être une raison pour ne rien faire. Nous devons appliquer le principe de précaution, couramment défini ainsi : «lorsque une activité risque de menacer la santé humaine ou l'environnement, on doit prendre des mesures de précaution même si un lien de cause à effet n'a pu être totalement établi de manière scientifique».

Dans cette définition sont inhérents la notion d'éviter les conséquences de la pollution sur les prochaines générations, et le concept de «devoir agir». Dans ce sens, le but de la précaution est d'établir une recherche et des politiques visant à protéger les plus vulnérables et ceux les moins en mesure de se protéger. En protégeant ceux qui sont le plus à risque, on apporte en général des bénéfices de santé à toute la société.

Une vaste réorganisation tant de la science environnementale que des politiques est nécessaire afin de mieux pouvoir anticiper les risques et promouvoir des alternatives efficaces aux produits et procédés dangereux. L'application du principe de précaution à la santé environnementale des enfants nécessitera un changement des prises de décision en faveur de la prévention primaire.

Alors que nous sommes perplexes sur la quantité de contaminants chimiques qui contribuent aux tendances dans la santé, comme l'augmentation de la stérilité, des difficultés d'apprentissage, de l'asthme et des cancers, il est important de garder une chose à l'esprit : les scientifiques continuent de trouver des effets significatifs, souvent permanents, à des doses incroyablement petites.

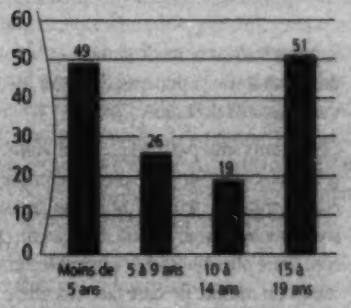
Malgré les incertitudes scientifiques et la nécessité de poursuivre la recherche, le Canada doit prendre des mesures en fonction du principe de précaution pour développer des objectifs environnementaux au moyen de législation applicable, afin de protéger la santé et le bien-être de tous les enfants au Canada. ◆

Les enfants et la sécurité à la ferme

Le travail à la ferme est l'une des occupations les plus dangereuses au Canada. Les familles vivant dans une ferme ont depuis longtemps compris les nombreux dangers liés à ce mode de vie. Les enfants et les jeunes qui vivent dans une ferme forment l'un des groupes à risque élevé de blessures et de décès.

Contrairement à la plupart des familles, les enfants vivant dans une ferme sont directement exposés aux occupations familiales de façon quotidienne. Par conséquent, ils vivent dans un environnement beaucoup plus risqué que la plupart des enfants; les enfants les plus jeunes et les adolescents sont ceux qui sont le plus à risque. Le risque chez les adolescents augmente parce que très probablement ils participent directement aux travaux de la ferme.

DÉCÈS LIÉS AU TRAVAIL À LA FERME, SELON L'ÂGE DE L'ENFANT, 1990-1998



Source : Programme canadien de sécurité agricole, Blessures mortelles à la ferme au Canada, 1990 à 1998.

Au cours de neuf dernières années, 94 enfants de moins de 15 ans sont morts à la suite de blessures à la ferme, dont 52% avaient moins de 5 ans.

Les enfants meurent de différentes causes à la ferme, mais le plus souvent ils sont victimes d'écrasement inaperçu sous un véhicule. Un scénario typique serait celui d'un bambin jouant sur le chemin d'entrée à une grange. Pendant que son père fait les foins, sa mère nourrit le bétail dans la grange. La soeur qui s'occupe de lui va lui chercher un verre d'eau et pendant qu'elle tourne le dos, il se faufile sous le wagon attaché à un tracteur au moteur allumé. Quand le tracteur bouge, l'enfant est écrasé.

Les enfants de moins de 5 ans courent le plus grand risque d'être tués de cette façon. De 1990 à 1998, il y a eu 37 décès au Canada dus à un écrasement inaperçu sous un véhicule, et les enfants de moins de 5 ans représentaient 82% de ces décès.

L'Ontario comptait le plus de décès d'enfants à la ferme parmi toutes les provinces. De 1990 à 1998, 33 enfants de moins de 15 ans ont été tués dans des accidents à la ferme en Ontario. La Saskatchewan venait ensuite, avec 19 décès, puis l'Alberta avec 17 décès d'enfants.

Les facteurs socio-économiques sont liés de près aux risques de blessures ou de décès d'enfants à la ferme et le manque de ressources pour des garderies demeure un problème critique pour de nombreux parents fermiers. ◆

LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION, LA SANTÉ DES ENFANTS ET L'ENVIRONNEMENT

(suite de la page 21)

L'attente d'une certitude scientifique ou de preuve absolue de cause à effet ne doit pas être une raison pour ne rien faire. Nous devons appliquer le principe de précaution, couramment défini ainsi : «lorsque une activité risque de menacer la santé humaine ou l'environnement, on doit prendre des mesures de précaution même si un lien de cause à effet n'a pu être totalement établi de manière scientifique».

Dans cette définition sont inhérents la notion d'éviter les conséquences de la pollution sur les prochaines générations, et le concept de «devoir agir». Dans ce sens, le but de la précaution est d'établir une recherche et des politiques visant à protéger les plus vulnérables et ceux les moins en mesure de se protéger. En protégeant ceux qui sont le plus à risque, on apporte en général des bénéfices de santé à toute la société.

Une vaste réorganisation tant de la science environnementale que des politiques est nécessaire afin de mieux pouvoir anticiper les risques et promouvoir des alternatives efficaces aux produits et procédés dangereux. L'application du principe de précaution à la santé environnementale des enfants nécessitera un changement des prises de décision en faveur de la prévention primaire.

Alors que nous sommes perplexes sur la quantité de contaminants chimiques qui contribuent aux tendances dans la santé, comme l'augmentation de la stérilité, des difficultés d'apprentissage, de l'asthme et des cancers, il est important de garder une chose à l'esprit : les scientifiques continuent de trouver des effets significatifs, souvent permanents, à des doses incroyablement petites.

Malgré les incertitudes scientifiques et la nécessité de poursuivre la recherche, le Canada doit prendre des mesures en fonction du principe de précaution pour développer des objectifs environnementaux au moyen de législation applicable, afin de protéger la santé et le bien-être de tous les enfants au Canada. ◆

La sécurité routière

Tout au long des années 1990, les accidents automobiles sont restés la principale cause de blessures et de décès pour les enfants et les jeunes. L'utilisation d'une ceinture de sécurité et le port d'un casque en bicyclette sont des moyens prouvés de sauver la vie des enfants et d'éviter des blessures graves. Mais quelle est la probabilité que les jeunes bouclent leur ceinture et portent un casque?

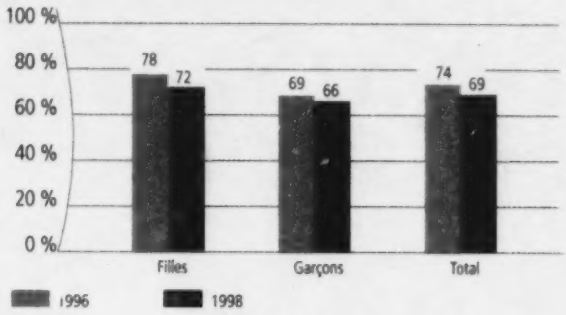
Les ceintures de sécurité

Malheureusement, l'utilisation de la ceinture de sécurité est en baisse. En 1996, 74% de tous les enfants de 12 et 13 ans ont dit qu'ils mettaient toujours leur ceinture de sécurité; en 1998, cette proportion était tombée à 69%. Les filles avaient plus tendance que les garçons à toujours boucler leur ceinture (72% par rapport à 66%). En 1996, les jeunes en milieu rural avaient moins tendance que ceux en milieu urbain à utiliser une ceinture de sécurité – 59% et 81%, respectivement.

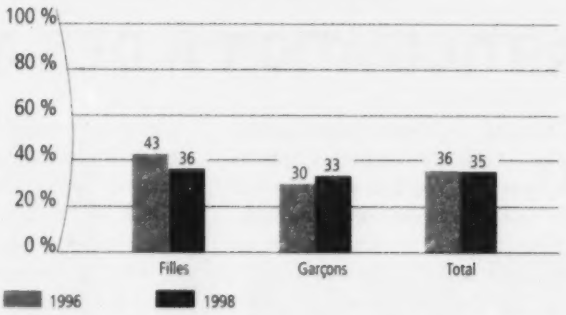
Le port de casque en bicyclette

L'utilisation de casque en bicyclette est moindre aussi. En 1998, seulement 35% de tous les enfants de 12 et 13 ans ont dit qu'ils portaient toujours un casque quand ils faisaient du vélo. Ce taux avait légèrement descendu depuis 1996. Les filles avaient un peu plus tendance que les garçons à toujours porter un casque en bicyclette (36% par rapport à 33%), et les jeunes de familles à faible revenu avaient moins tendance que ceux de familles bien nanties à utiliser un casque tout le temps. En 1996, les jeunes en milieu rural ou dans les petites villes avaient moins tendance que ceux dans les grandes villes à utiliser un casque – 30% par rapport à 40%. ◆

«J'UTILISE TOUJOURS UNE CEINTURE DE SÉCURITÉ»
Enfants de 12 et 13 ans, 1996 et 1998



«J'UTILISE TOUJOURS UN CASQUE»
Enfants de 12 et 13 ans, 1996 et 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1996 et 1998, de Statistique Canada.

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

Les ressources communautaires sont les dispositifs et les soutiens disponibles pour les enfants et les jeunes au sein de leur communauté, y compris l'éducation et la formation, le logement, les soins de santé, les services aux enfants et aux familles ainsi que les activités culturelles et récréatives.

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Alors qu'il y a de plus en plus de preuves que les activités récréatives sont bénéfiques pour les enfants et les jeunes, la participation générale des jeunes Canadiens à de telles activités est en train de baisser. Le taux de diminution est plus grand chez les enfants de familles à faible revenu, dont on sait qu'elles ont un accès limité aux activités récréatives organisées.

Effets des activités récréatives sur l'éducation

On observe que les enfants qui participent régulièrement à des activités récréatives pendant une période assez longue ont une attitude plus positive et de meilleurs résultats à l'école.

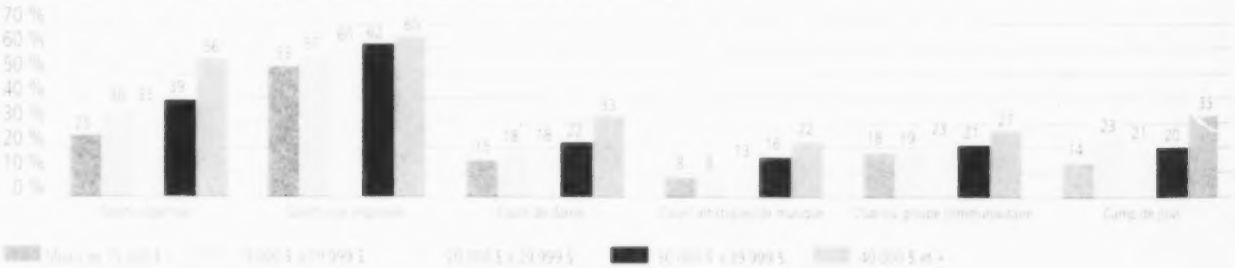
Soixante pour cent des élèves de 10 à 15 ans ayant participé à des activités récréatives au cours des trois années de l'enquête de l'ELNEJ ont dit qu'ils aimaient beaucoup ou passablement l'école, par rapport à moins de 30% de ceux qui n'avaient pas participé du tout à de telles activités. Même le fait d'avoir participé seulement au cours d'une des trois années était associé à une impression positive à l'égard de l'école.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils réussissaient selon eux à l'école, près des trois-quarts (72%) des enfants âgés de 10 à 15 ans qui avaient participé régulièrement à des activités récréatives au cours des trois années considérées ont déclaré qu'ils réussissaient très bien ou bien à l'école, par rapport à moins de 60% des enfants qui n'avaient pas eu du tout de telles activités. Parmi les enfants qui avaient participé seulement au cours d'une des trois années, 70% pensaient qu'ils réussissaient bien ou très bien à l'école.

Lorsqu'on a demandé aux parents comment, à leur avis, leurs enfants réussissaient à l'école, là encore on a observé un lien évident entre la réussite scolaire et la participation régulière à des activités récréatives.

Les enfants qui avaient participé à des activités récréatives avaient également de meilleurs résultats aux tests de lecture. Les deux tiers des enfants âgés de 10 à 15 ans

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1998
Enfants de 4 à 9 ans y ayant participé au moins une fois par semaine



LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

Les ressources communautaires sont les dispositifs et les occasions disponibles pour les enfants et les familles au sein de leur communauté, y compris l'éducation et la formation, le logement, les soins de santé, les services aux enfants et aux familles ainsi que les activités culturelles et récréatives.

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES

Alors qu'il y a de plus en plus de preuves que les activités récréatives sont bénéfiques pour les enfants et les jeunes, la participation générale des jeunes Canadiens à de telles activités est en train de baisser. Le taux de diminution est plus grand chez les enfants de familles à faible revenu, dont on sait qu'elles ont un accès limité aux activités récréatives organisées.

Effets des activités récréatives sur l'éducation

On observe que les enfants qui participent régulièrement à des activités récréatives pendant une période assez longue ont une attitude plus positive et de meilleurs résultats à l'école.

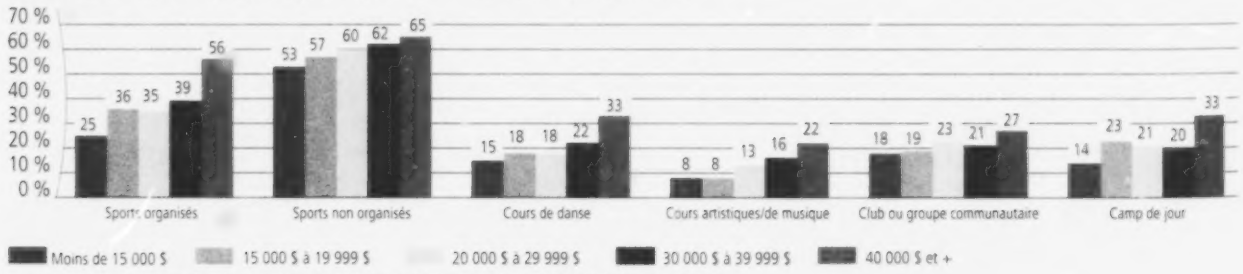
Soixante pour cent des élèves de 10 à 15 ans ayant participé à des activités récréatives au cours des trois années de l'enquête de l'ELNEJ ont dit qu'ils aimaient beaucoup ou passablement l'école, par rapport à moins de 30% de ceux qui n'avaient pas participé du tout à de telles activités. Même le fait d'avoir participé seulement au cours d'une des trois années était associé à une impression positive à l'égard de l'école.

Lorsqu'on leur a demandé comment ils réussissaient selon eux à l'école, près des trois-quarts (72%) des enfants âgés de 10 à 15 ans qui avaient participé régulièrement à des activités récréatives au cours des trois années considérées ont déclaré qu'ils réussissaient très bien ou bien à l'école, par rapport à moins de 60% des enfants qui n'avaient pas eu du tout de telles activités. Parmi les enfants qui avaient participé seulement au cours d'une des trois années, 70% pensaient qu'ils réussissaient bien ou très bien à l'école.

Lorsqu'on a demandé aux parents comment, à leur avis, leurs enfants réussissaient à l'école, là encore on a observé un lien évident entre la réussite scolaire et la participation régulière à des activités récréatives.

Les enfants qui avaient participé à des activités récréatives avaient également de meilleurs résultats aux tests de lecture. Les deux tiers des enfants âgés de 10 à 15 ans

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1998
Enfants de 4 à 9 ans y ayant participé au moins une fois par semaine



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

qui avaient participé régulièrement à des activités récréatives au cours de chacune des trois années ont obtenu une note supérieure à 10 au test de lecture, par rapport à 54%* de ceux qui n'y avaient pas participé du tout et à 56% de ceux qui n'y avaient participé qu'au cours d'une seule année.

La participation est aussi liée à l'estime de soi. En 1998, 16% des jeunes âgés de 12 à 15 ans qui avaient rarement ou n'avaient jamais participé à des sports ont déclaré avoir une faible estime d'eux-mêmes, soit une proportion quatre fois supérieure à celle observée chez les jeunes qui y avaient toujours participé. Les jeunes qui avaient participé à des sports organisés régulièrement au cours des années avaient davantage tendance à dire qu'il était important d'exprimer leur opinion, et ils avaient davantage confiance dans leurs perspectives d'avenir pour les cinq prochaines années.

Chez les adolescents, la participation à des activités est reliée à la socialisation. Les adolescents qui avaient rarement ou n'avaient jamais participé à des sports organisés, au cours des années de l'enquête, avaient beaucoup moins tendance à voir leurs amis en dehors de l'école, et ils étaient trois fois plus enclins à dire qu'ils avaient des problèmes dans leurs relations avec des amis.

La baisse de la participation et l'influence du faible revenu

Depuis 1994, la participation générale des enfants de 4 à 9 ans à toutes les activités récréatives a diminué, sauf la participation à des groupes communautaires et à des camps de jour. Le taux de diminution a été plus notable chez les enfants des familles ayant les revenus les plus faibles que chez ceux des familles ayant les revenus les plus élevés.

Parmi les enfants qui étaient pauvres au cours des trois années de l'enquête (1994, 1996 et 1998), moins du quart avaient participé à des activités récréatives au cours de chacune de ces années, tandis que plus de la moitié des enfants qui n'avaient jamais été pauvres y avaient participé.

En 1998, les enfants des familles ayant des revenus plus élevés étaient beaucoup plus enclins que ceux des familles à faible revenu à participer à des activités récréatives. L'écart était beaucoup plus grand pour les sports organisés que pour les activités récréatives non organisées.

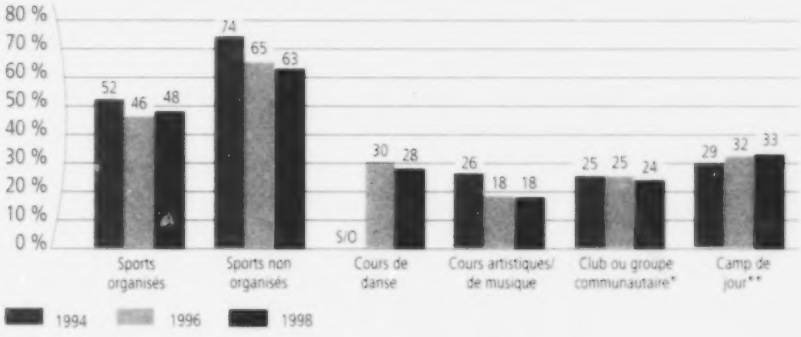
Quelles sont les activités les plus populaires?

Les enfants ont davantage tendance à participer à des sports «non organisés»; viennent ensuite les sports organisés. Dans les deux cas, les garçons sont plus susceptibles de participer que les filles. Par exemple, 53% des garçons participaient à des sports organisés au moins une fois par semaine, par rapport à 43% des filles.

Parmi les jeunes enfants, 26% participaient aux activités de jardins d'enfants, 57% fréquentaient la maternelle ou participaient à un programme préscolaire et 25% participaient à un groupe de jeux. Les enfants des familles à revenu plus élevé avaient davantage tendance à fréquenter un jardin d'enfants privé, mais les enfants des familles à faible revenu étaient aussi susceptibles que ceux des familles à revenu élevé de fréquenter la maternelle ou un groupe de jeux. ◆

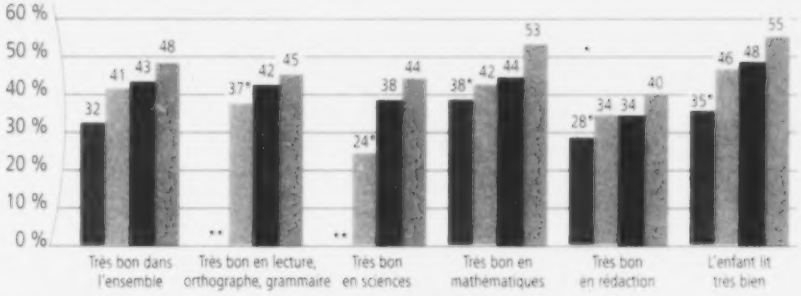
** Les estimations sont moins fiables en raison de la petite taille de l'échantillon.*

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, 1994, 1996 et 1998
Enfants de 4 à 9 ans y ayant participé au moins une fois par semaine



** Enfants de 6 à 9 ans*
***Estimation moins fiable en raison de la petite taille de l'échantillon.*

LES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES ET L'ÉDUCATION
Rendement scolaire des enfants de 10 à 15 ans



Nombre d'années de participation à des activités récréatives, 1994, 1996, 1998

N'y ont pas participé | Ont participé un an | Deux ans | Trois ans

** Estimations moins fiables en raison de la petite taille de l'échantillon.*
***Estimations supprimées en raison de la petite taille de l'échantillon.*
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Tendances des inscriptions scolaires

L'enseignement public est une importante ressource communautaire que la société offre aux enfants. Il est vrai que la très grande majorité des enfants va à l'école publique (93%), mais le nombre d'enfants inscrits dans le réseau privé a augmenté.

En 1998-1999, 5,4 millions d'élèves étaient inscrits dans les écoles primaires et secondaires canadiennes, soit à peu près le même nombre qu'en 1997-1998 (17 000 élèves ou seulement 0,6% de moins). L'effectif scolaire comprend les élèves des écoles publiques, privées et fédérales ainsi que des écoles réservées aux élèves ayant une déficience visuelle ou auditive.

De 1997-1998 à 1998-1999, le nombre d'inscriptions dans les écoles publiques a diminué dans toutes les provinces sauf en Alberta, où il a connu une légère augmentation de 0,2%. Dans la plupart des provinces, la diminution a été très minime. Terre-Neuve a connu la plus forte baisse, le nombre d'inscriptions à l'école publique ayant chuté de 4%, soit de 101 608 à 97 649 élèves.

De 1994-1995 à 1998-1999, le nombre d'inscriptions dans les écoles publiques au Canada est resté pratiquement inchangé (ne diminuant que de 0,6%). Encore une fois, c'est à Terre-Neuve que s'est produite la baisse la plus marquée (-14%). Les deux seules provinces à enregistrer une hausse ont été l'Alberta (3,3%) et la Colombie-Britannique (5%).

Au cours de cette période quinquennale, les inscriptions en deuxième et en troisième année ont connu les hausses les plus considérables. C'est en douzième année que le nombre d'inscriptions a le plus diminué.

Plus d'élèves dans les écoles privées

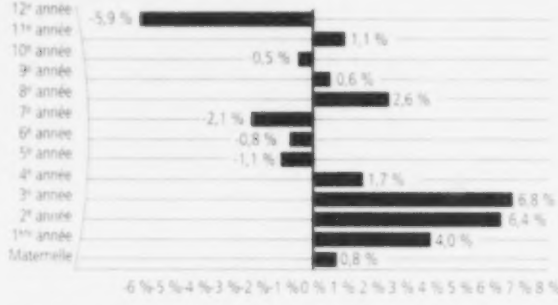
De 1994-1995 à 1998-1999, près de 10% de plus d'élèves se sont inscrits dans les écoles privées canadiennes. Les écoles privées en Ontario ont connu la plus forte hausse (20%), leur effectif passant de 75 712 élèves à 90 600 élèves. La Colombie-Britannique n'était pas loin derrière avec une hausse de 18% pendant cette période de cinq ans. Cependant, le nombre d'élèves dans les écoles privées de la Saskatchewan a chuté de 23%.

L'apprentissage d'une deuxième langue

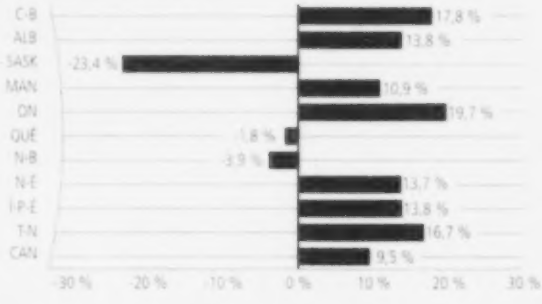
Les programmes de langue seconde sont conçus pour offrir aux élèves de la communauté linguistique majoritaire (le français au Québec et l'anglais ailleurs) des cours dans la langue de la minorité. En 1998-1999, quelque 1 976 000 élèves fréquentant des écoles anglaises à l'extérieur du Québec étaient inscrits dans des programmes de français langue seconde (immersion ou enseignement régulier).

L'inscription à des programmes de langue seconde a fléchi de 14% à l'extérieur du Québec et de 6% au Québec de 1994-1995 à 1998-1999. La seule province à enregistrer une augmentation a été la Colombie-Britannique, où l'inscription à ces programmes a augmenté de 2%. Dans certaines provinces, les diminutions ont été très marquées. ◆

INSCRIPTIONS À L'ÉCOLE PUBLIQUE, PAR NIVEAU SCOLAIRE, 1994/95 à 1998/99



INSCRIPTIONS À L'ÉCOLE PRIVÉE, PAR PROVINCE, 1994/95 à 1998/99



Source : Statistique Canada, L'éducation au Canada 2000, Cat. 81-229.

LES FRAIS DE SCOLARITÉ CONTINUENT D'AUGMENTER

Les étudiants des universités canadiennes ont subi une nouvelle augmentation des frais de scolarité pour l'année scolaire 2002-2003. Le montant moyen des frais de scolarité pour les étudiants de premier cycle s'est accru de 4,1% par rapport à 2001-2002, passant de 3 585 $ à 3 733 $ par an. Cela représente presque le double des frais moyens de 1 872 $ exigés en 1992-1993.

Comment l'augmentation des frais de scolarité se compare-t-elle au taux d'inflation, mesuré selon l'Indice des prix à la consommation? Au cours des dix dernières années, soit de 1990-1991 à 2000-2001, l'inflation a été de 20,6%, tandis que l'augmentation des frais de scolarité s'est chiffrée à 135,4%, soit six fois plus!

L'augmentation de 4,1% enregistrée en 2002-2003, qui faisait suite à une augmentation de 4,0% en 2001-2002, a été la plus importante des trois dernières années. Heureusement, le taux d'augmentation a commencé à reculer. En effet, dans les trois dernières années, les frais de scolarité ont augmenté en moyenne de 3,9% par an, soit un taux de moitié inférieur à celui enregistré dans les années 1990.

C'est en Nouvelle-Écosse que la moyenne des frais de scolarité au premier cycle demeure la plus élevée (5 214 $), suivie de l'Ontario (4 634 $). À Terre-Neuve, les frais de scolarité ont en fait diminué de 10% en 2002-2003. La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte augmentation (25%) après sept années de gel ou de baisse des frais de scolarité. Pour les résidents du Québec fréquentant des universités du Québec, les frais de scolarité ont été bloqués à 1 675 $ pour la sixième année consécutive; les étudiants des autres provinces fréquentant des universités du Québec ont subi une augmentation de 3,8% de leurs frais de scolarité.

L'augmentation des frais de scolarité découle directement des réductions du financement des universités par le gouvernement. En 1999-2000, les frais de scolarité représentaient 16% du montant total des recettes des universités, par rapport à 9% en 1989-1990. ◆

MOYENNE DES FRAIS DE COURS UNIVERSITAIRES DU PREMIER CYCLE EN ARTS, 1993/94 à 2002/03

	1993/94	2002/03	% d'augmentation
CAN	2 023 $	3 733 $	85
T-N	2 000 $	2 729 $	37
Î-P-É	2 509 $	3 891 $	55
N-É	2 701 $	5 214 $	93
N-B	2 385 $	4 186 $	76
QUÉ	1 550 $	1 851 $	19
ON	2 076 $	4 634 $	123
MAN	2 272 $	3 248 $	43
SASK	2 341 $	4 106 $	75
ALB	2 209 $	4 165 $	89
C-B	2 240 $	3 165 $	41

Source : Statistique Canada. Frais de scolarité à l'université, dans Le Quotidien, *25 août 1999, et aussi le 21 août 2002.*

Centres d'apprentissage complémentaire au Canada

Les centres privés d'apprentissage qui offrent un tutorat individuel moyennant des frais gagnent en popularité.

Pourquoi? La cause de cette tendance n'est pas claire, mais les parents qui ont les moyens de parfaire l'éducation de leur enfant grâce aux services d'un tuteur professionnel en lecture, en mathématiques ou dans d'autres matières à l'extérieur de l'école favorisent la multiplication de ces centres.

Les gens qui offrent des services de tutorat indiquent que leur but consiste à améliorer le rendement scolaire de l'élève tout en développant chez lui la confiance et l'estime de soi.

Les parents envoient leur enfant dans un centre d'apprentissage pour qu'il puisse avoir de l'aide dans une matière en particulier, pour qu'il prenne de meilleures habitudes d'études ou pour qu'il reprenne le temps perdu à l'école en raison d'une maladie. Certains parents peuvent envoyer leurs enfants d'âge préscolaire dans un centre d'apprentissage pour les préparer au programme scolaire, tandis que d'autres peuvent y envoyer ceux qui finissent leur secondaire pour améliorer leurs chances d'être admis à l'université.

Les *Kumon Math and Reading Centres* et les *Sylvan Learning Centres* sont les deux plus grandes entreprises nord-américaines qui ont des centres au Canada. La moyenne mensuelle d'élèves fréquentant les centres Kumon au Canada a augmenté de 38%, passant de 24 000 élèves en 1996 à 33 000 en juin 2000. Dans les centres Sylvan, l'effectif mensuel moyen a plus que doublé, passant de 5 500 élèves en 1995 à 10 300 au milieu de l'an 2000. Les *Oxford Learning Centres*, installés en Ontario, ont actuellement 10 000 élèves qui suivent leurs programmes chaque mois.

Outre les nombreuses franchises (Kumon, par exemple, possède 340 centres dispersés partout au Canada), il existe aussi bon nombre d'entreprises plus petites dans le domaine du tutorat. Les tarifs demandés par les centres d'apprentissage varient en fonction du programme offert. Par exemple, le centre Oxford exige en moyenne 295 $ par mois pour huit séances, le centre Sylvan 360 $ et le centre Kumon fixe un tarif forfaitaire par matière, soit 60 $ par semaine pour son programme de mathématique ou d'anglais.

Il est évident que tous les parents ne peuvent pas se permettre de verser de tels frais, même si leur enfant pourrait profiter d'une aide supplémentaire après l'école, mais suffisamment de parents trouvent le moyen d'inscrire leur enfant. Les centres d'apprentissage semblent avoir trouvé un créneau dans le système d'éducation en répondant à la demande d'un soutien individuel plus poussé que celui que les écoles peuvent donner aux élèves, compte tenu du temps ou des ressources dont elles disposent. ◆

Recours à des professionnels de la santé

En 1998, 82% des enfants de 11 ans et moins avaient vu un médecin ou un pédiatre au moins une fois au cours de l'année précédente. Ce pourcentage est en légère diminution depuis 1994 (84%), mais il est à peu près semblable au taux enregistré en 1996 (81%). Les très jeunes enfants étaient plus susceptibles que les enfants plus âgés d'avoir vu un médecin.

On note quelques différences entre les provinces. Seulement 73% des enfants en Nouvelle-Écosse et 76% des enfants en Alberta avaient vu un médecin, par rapport à 88% à l'Île-du-Prince-Édouard et 85% au Québec. L'Alberta et la Nouvelle-Écosse ont enregistré des baisses plus importantes que l'ensemble du Canada ou toute autre province.

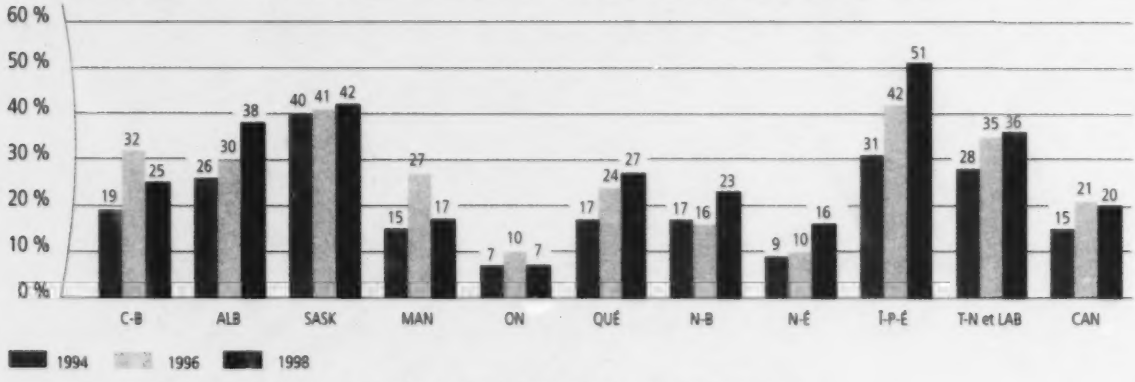
La proportion d'enfants qui voient des infirmiers ou infirmières en santé publique ou en pratique privée a augmenté depuis 1994. En 1998, 20% des enfants de 11 ans et moins avaient bénéficié des services d'un infirmier ou d'une infirmière en santé publique au moins une fois au cours de l'année précédente, ce qui représente une hausse par rapport à 1994 (15%) et est à peu près la même proportion qu'en 1996 (21%). Les jeunes enfants avaient davantage tendance que les autres enfants à recourir aux services d'infirmiers ou infirmières en santé publique ou en pratique privée : 25% des enfants de moins de 6 ans avaient vu un infirmier ou une infirmière en 1998, par rapport à 10% des enfants âgés de 14 ou 15 ans.

On note des différences importantes entre les provinces dans la proportion d'enfants ayant bénéficié des services d'infirmiers ou infirmières en santé publique ou en pratique privée, ainsi que des variations d'une année à l'autre. La moitié des enfants habitant l'Île-du-Prince-Édouard et quatre enfants sur dix en Saskatchewan avaient vu un infirmier ou une infirmière en 1998.

Une proportion un peu plus élevée d'enfants âgés de 11 ans et moins ont consulté un dentiste ou un orthodontiste en 1998 qu'en 1994 : 61% par rapport à 57%. La proportion était de 59% en 1996. Le revenu familial n'a pas d'influence sur l'accès des enfants aux services de pédiatres, mais il influe considérablement sur leur accès aux services d'un dentiste ou d'un orthodontiste. ◆

ENFANTS AYANT VU UN INFIRMIER OU UNE INFIRMIÈRE EN SANTÉ PUBLIQUE OU EN PRATIQUE PRIVÉE, PAR PROVINCE

% d'enfants jusqu'à 11 ans qui ont utilisé ces services au moins une fois l'année précédente



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

SERVICES DE GARDE D'ENFANTS AU CANADA

Des soins et une éducation de qualité dès la tendre enfance procurent à l'enfant un milieu sain et stable dans lequel il peut apprendre et se développer.

En 1998, il y avait au Canada 516 734 places réglementées de garde d'enfants. C'est donc dire qu'en 1998, seulement 10% des enfants de 12 ans et moins pouvaient se prévaloir de ce service. Même si ce pourcentage est en hausse par rapport à celui de 7,5% observé en 1992, il demeure insuffisant.

Une place réglementée en garderie peut s'entendre d'une place dans un service de garde en établissement, d'une place dans une garderie scolaire ou d'une place dans une garderie familiale réglementée. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta, la plupart des provinces canadiennes ont enregistré une augmentation du nombre de places réglementées de garde d'enfants entre 1992 et 1998.

La majorité des places réglementées de garde d'enfants (77%) se trouvent dans des centres sans but lucratif exploités par l'État. Les 23% qui restent sont offertes par des entreprises commerciales. La Saskatchewan a le pourcentage le plus élevé de places en service de garde à but non lucratif en établissement (99%); Terre-Neuve affiche la plus faible proportion, avec 39%.

L'ELNEJ nous donne un aperçu de la demande de services de garde. En 1998, plus de 2 millions d'enfants de moins de 12 ans étaient gardés d'une façon ou d'une autre pendant que leurs parents travaillaient ou étudiaient. Cela représentait 47% de la population d'enfants, en hausse par rapport à 43% (un peu moins de 2 millions d'enfants) en 1996. La plus grande partie de l'augmentation était attribuable aux enfants plus jeunes, c'est-à-dire à ceux ayant 5 ans ou moins.

Où se trouvaient les enfants?

- 27% étaient gardés par un membre de la parenté autre qu'un frère ou une sœur – hausse par rapport à 19% en 1996.
- 10,6% étaient gardés par un frère ou une soeur – baisse par rapport à 16% en 1996.
- près de 30% étaient gardés par une personne non apparentée dans une autre maison – baisse par rapport à 32% en 1996.
- 11,4% étaient gardés par une personne non apparentée au domicile de l'enfant – inchangé par rapport à 12% en 1996.
- 11% étaient en garderie – semblable à la proportion de 10% en 1996.
- 6,4% étaient dans des programmes de garde avant ou après l'école – légère hausse par rapport à 5% en 1996.

Près du quart (23%) de tous les enfants de moins de 12 ans qui étaient gardés en 1998 ont changé de gardien ou de gardienne au moins une fois, et 6% en ont changé deux fois ou plus. La situation était à peu près la même en 1996. La raison la plus courante de ce changement : le gardien ou le programme n'était plus disponible, ce qui expliquait près du quart (23%) des changements les plus récents. Un peu plus de 11% des changements étaient attribuables aux frais de garde.

PLACES RÉGLEMENTÉES DE GARDE D'ENFANTS, PAR PROVINCE, 1992, 1995 ET 1998
% d'enfants de la naissance à 12 ans pour qui il y avait une place en garderie

	1992	1995	1998
T-N	3,3 %	4,3 %	5,0 %
Î-P-É	16,2 %	15,5 %	15,4 %
N-É	6,8 %	6,8 %	7,3 %
N-B	5,5 %	6,3 %	7,7 %
QUÉ	6,8 %	9,4 %	14,9 %
ON	8,1 %	7,7 %	8,5 %
MAN	9,1 %	9,5 %	10,5 %
SASK	3,1 %	3,8 %	3,9 %
ALB	9,7 %	9,6 %	8,8 %
C-B	7,4 %	9,6 %	10,8 %
T-N-O	5,7 %	s/o	s/o
YUK	16,7 %	s/o	s/o
CAN	7,5 %	8,4 %	10,0 %

Source : Childcare Resource and Research Unit. Early Childhood Care and Education in Canada: Provinces and Territories, *1998.*

En été

Quels genres d'arrangements les parents qui travaillent ou qui étudient prennent-ils pour faire garder leurs enfants d'âge scolaire pendant l'été?

Plus du quart (27%) des enfants se trouvaient avec un de leurs parents qui ne travaillait pas durant l'été. Près de 12% des enfants étaient gardés par un frère ou une soeur, et près de 9% se gardaient tout seuls. Neuf pour cent des enfants étaient gardés par un parent pendant que celui-ci travaillait. Près de 52 000 parents, soit 23%, ont pris un congé sans solde pendant l'été ou quitté leur emploi, et près de 70 000, ou 3,1%, ont réorganisé leur horaire de travail.

Seulement 9% des enfants étaient inscrits dans un programme d'été structuré. Les enfants des ménages à revenu plus élevé (40 000 $ et plus) étaient plus susceptibles que les enfants des ménages à revenu plus faible (moins de 40 000 $) de participer à des programmes d'été structurés – 11% par rapport à 7%. ◆

LE CAMP ET LES CENTRES COMMUNAUTAIRES CHRISTIE LAKE

Quiconque a déjà inscrit des enfants dans un camp d'été sait que les coûts de ce genre de camp sont normalement inabordables pour les enfants de familles à faible revenu. Mais imaginez un camp où les familles paient seulement ce qu'elles peuvent débourser, même si cela signifie ne rien verser du tout!

C'était le but visé lorsque l'on a fondé Christie Lake Camp, en 1922, près de Perth en Ontario : il s'agissait d'un camp pour les jeunes garçons vivant dans la pauvreté. Aujourd'hui, l'organisation appelée Christie Lake Community Centers continue de faire fonctionner le camp d'été, qui accueille maintenant des garçons et des filles. Cette organisation s'occupe également d'offrir le programme STAR (qui vise à enseigner des compétences grâce à diverses activités, notamment des activités récréatives), à Ottawa, lorsque le camp est fermé.

«Les recherches nous montrent que les enfants des familles à faible revenu manquent terriblement de possibilités de pratiquer des activités leur permettant d'acquérir des compétences en dehors de l'école, déclare Dan Offord, directeur bénévole du camp Christie Lake depuis plus de 40 ans et principal responsable de son succès. En assurant l'accès du camp aux enfants de familles à faible revenu, nous pouvons leur offrir de telles possibilités».

À la fin de deux semaines passées au camp, la plupart des enfants ont obtenu plusieurs insignes et attestations montrant qu'ils ont réussi à acquérir des habiletés comme : savoir nager, faire du canot, réaliser des objets d'artisanat. La confiance en eux qu'ils en retirent a également des retombées dans d'autres aspects de leur vie. Le programme STAR, qui s'étend sur 32 semaines, offre des activités comme le hockey, l'informatique, la cuisine, la musique, le basket-ball et le karaté. Tout l'équipement est fourni, et des vêtements supplémentaires sont donnés aux enfants qui en ont besoin.

«Le personnel et les bénévoles du camp et du programme STAR jouent un rôle crucial, déclare Dan Offord. Beaucoup d'entre eux sont des parents d'enfants qui ont suivi les programmes, et certains sont d'anciens participants au camp».

Lorsqu'ils arrivent à l'âge de 15 ans, les jeunes participants au camp bénéficient d'une formation de conseiller. Un programme de bourses d'éducation permanente a été établi afin d'encourager les conseillers et les autres membres du personnel à revenir au camp. Le fait de conserver une équipe loyale pendant plusieurs années présente de nombreux avantages. Les membres de l'équipe acquièrent plus d'expérience et finissent par bien connaître les enfants. «Nos jeunes changent souvent de maison et d'école et ils ont souvent à traiter avec des gens qui ont renoncé à les comprendre, déclare Dan Offord. Il est donc important qu'ils puissent continuer à voir les mêmes membres de l'équipe au fil des années».

Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'organisation Internet Christie Lake Community Centres, à l'adresse www.magma.ca/~clc/ ◆

Services pour enfants avec des besoins spéciaux

D'après une enquête du CCDS réalisée auprès de 112 organismes canadiens qui travaillent avec des enfants et des jeunes dans leur communauté, les services fournis aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux ne sont pas adéquats.

Beaucoup d'obstacles empêchent la prestation de services au profit des enfants et de leurs familles. Certains des obstacles ont trait aux services eux-mêmes – comme le manque de financement – tandis que d'autres ont trait à des problèmes familiaux comme l'insuffisance des ressources financières et l'incapacité de fournir un soutien. D'autres obstacles sont rattachés à l'ensemble de la communauté et peuvent inclure les attitudes négatives du public et de quelques professionnels. Il se peut aussi que des traits physiques empêchent les enfants de profiter des services. On pensera par exemple à l'inaccessibilité de certaines installations ou l'absence de transport pour s'y rendre.

La vaste majorité des organismes communautaires interrogés ont dit ne pas avoir les ressources financières et humaines nécessaires pour assurer des services adéquats aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux. Bien que les ressources aient été accrues au cours des cinq dernières années pour une partie de ces organismes, la demande dépasse toujours leur capacité de répondre aux besoins.

Quel est le résultat de tout cela? Plusieurs besoins ne sons pas comblés. L'un des plus graves problèmes des fournisseurs de services est le manque de personnel dûment formé, y compris des professionnels comme des spécialistes en santé mentale, en réadaptation et en éducation spécialisée.

D'autres catégories d'employés sont également nécessaires – comme des aides, des préposés au soutien des familles et des enfants ainsi que du personnel chargé du dépistage et de l'intervention précoces.

Les enfants ayant des problèmes de santé mentale ou des problèmes de comportement semblent les plus touchés. En effet, les répondants ont indiqué qu'il n'y avait pas assez de services pour ces enfants, que ce soit dans la communauté ou à l'école. Les organismes n'avaient pas assez de professionnels formés pour s'occuper de ces enfants, et il y avait trop peu de programmes sociaux et récréatifs pour eux.

Malgré ces difficultés, les organismes font quand même beaucoup d'efforts pour tenter d'améliorer la situation. Ils embauchent des enfants, des jeunes et des adultes ayant des besoins spéciaux comme employés rémunérés et comme bénévoles. Ils donnent de la formation à leurs employés, et, dans la majorité des cas, cette formation est obligatoire. De plus, ils cherchent à recueillir de la rétroinformation sur leurs services auprès des enfants et des jeunes qui les reçoivent. ◆

L'INFORMATIQUE À L'ÉCOLE

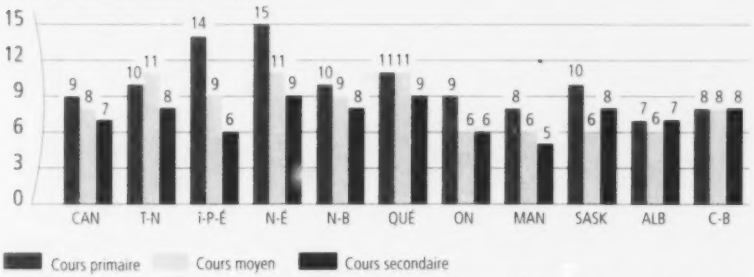
La majorité des écoles au Canada sont branchées à Internet à des fins d'éducation, comme le montre une enquête réalisée en 1999 par Statistique Canada et l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire. Seulement 12% des élèves du primaire fréquentaient une école qui n'avait pas accès à Internet, tandis que seulement 3% des élèves des premier et deuxième cycles du secondaire n'y avaient pas accès. Dans certaines provinces comme l'Î.-P.-É. et le Nouveau-Brunswick, toutes les écoles sont branchées à Internet.

Le ratio d'élèves par ordinateur variait selon le niveau scolaire. La moyenne canadienne était de 9 élèves pour un ordinateur dans les écoles primaires, de 8 pour 1 au premier cycle de secondaire et de 7 pour 1 au deuxième cycle du secondaire. Dans les années plus avancées, les élèves avaient tendance à avoir un meilleur accès à la technologie informatique.

Les ordinateurs étaient utilisés le plus couramment pour consulter de l'information dans des bases de données externes (81% des écoles en 1999), par exemple pour chercher de l'information dans des sites Web. Quarante pour cent des écoles utilisaient la technologie informatique pour le courrier électronique, et 30% pour la conception et la tenue à jour de sites Web. De plus, 35% des écoles se servaient d'Internet pour diffuser de l'information. L'utilisation la moins probable (7%) était la tenue de discussions par vidéoconférence.

Le manque d'ordinateurs et de logiciels constitue l'un des principaux obstacles pour les écoles canadiennes. Les contraintes de temps qu'éprouvent les enseignants pour suivre de la formation afin d'améliorer leurs compétences informatiques, préparer leurs cours et planifier du temps sur ordinateur pour leurs classes étaient d'autres sujets de préoccupation. Il est difficile pour beaucoup d'écoles et d'enseignants de suivre le rythme de la nouvelle technologie. ◆

RATIO D'ÉLÈVES PAR ORDINATEUR, SELON LE NIVEAU SCOLAIRE ET PAR PROVINCE, 1999



Source : Statistique Canada, «L'informatique dans les écoles» données tirées de la seconde Étude internationale sur la technologie de l'information en éducation (SÉTIÉ), dans Le Quotidien, *12 octobre 1999.*

LE CAMP ET LES CENTRES COMMUNAUTAIRES CHRISTIE LAKE

Quiconque a déjà inscrit des enfants dans un camp d'été sait que les coûts de ce genre de camp sont normalement inabordables pour les enfants de familles à faible revenu. Mais imaginez un camp où les familles paient seulement ce qu'elles peuvent débourser, même si cela signifie ne rien verser du tout!

C'était le but visé lorsque l'on a fondé Christie Lake Camp, en 1922, près de Perth en Ontario : il s'agissait d'un camp pour les jeunes garçons vivant dans la pauvreté. Aujourd'hui, l'organisation appelée Christie Lake Community Centers continue de faire fonctionner le camp d'été, qui accueille maintenant des garçons et des filles. Cette organisation s'occupe également d'offrir le programme STAR (qui vise à enseigner des compétences grâce à diverses activités, notamment des activités récréatives), à Ottawa, lorsque le camp est fermé.

«Les recherches nous montrent que les enfants des familles à faible revenu manquent terriblement de possibilités de pratiquer des activités leur permettant d'acquérir des compétences en dehors de l'école, déclare Dan Offord, directeur bénévole du camp Christie Lake depuis plus de 40 ans et principal responsable de son succès. En assurant l'accès du camp aux enfants de familles à faible revenu, nous pouvons leur offrir de telles possibilités».

À la fin de deux semaines passées au camp, la plupart des enfants ont obtenu plusieurs insignes et attestations montrant qu'ils ont réussi à acquérir des habiletés comme : savoir nager, faire du canot, réaliser des objets d'artisanat. La confiance en eux qu'ils en retirent a également des retombées dans d'autres aspects de leur vie. Le programme STAR, qui s'étend sur 32 semaines, offre des activités comme le hockey, l'informatique, la cuisine, la musique, le basket-ball et le karaté. Tout l'équipement est fourni, et des vêtements supplémentaires sont donnés aux enfants qui en ont besoin.

«Le personnel et les bénévoles du camp et du programme STAR jouent un rôle crucial, déclare Dan Offord. Beaucoup d'entre eux sont des parents d'enfants qui ont suivi les programmes, et certains sont d'anciens participants au camp».

Lorsqu'ils arrivent à l'âge de 15 ans, les jeunes participants au camp bénéficient d'une formation de conseiller. Un programme de bourses d'éducation permanente a été établi afin d'encourager les conseillers et les autres membres du personnel à revenir au camp. Le fait de conserver une équipe loyale pendant plusieurs années présente de nombreux avantages. Les membres de l'équipe acquièrent plus d'expérience et finissent par bien connaître les enfants. «Nos jeunes changent souvent de maison et d'école et ils ont souvent à traiter avec des gens qui ont renoncé à les comprendre, déclare Dan Offord. Il est donc important qu'ils puissent continuer à voir les mêmes membres de l'équipe au fil des années».

Pour de plus amples renseignements, consultez le site Web de l'organisation Internet Christie Lake Community Centres, à l'adresse www.magma.ca/~clc/ ◆

Services pour enfants avec des besoins spéciaux

D'après une enquête du CCDS réalisée auprès de 112 organismes canadiens qui travaillent avec des enfants et des jeunes dans leur communauté, les services fournis aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux ne sont pas adéquats.

Beaucoup d'obstacles empêchent la prestation de services au profit des enfants et de leurs familles. Certains des obstacles ont trait aux services eux-mêmes – comme le manque de financement – tandis que d'autres ont trait à des problèmes familiaux comme l'insuffisance des ressources financières et l'incapacité de fournir un soutien. D'autres obstacles sont rattachés à l'ensemble de la communauté et peuvent inclure les attitudes négatives du public et de quelques professionnels. Il se peut aussi que des traits physiques empêchent les enfants de profiter des services. On pensera par exemple à l'inaccessibilité de certaines installations ou l'absence de transport pour s'y rendre.

La vaste majorité des organismes communautaires interrogés ont dit ne pas avoir les ressources financières et humaines nécessaires pour assurer des services adéquats aux enfants et aux jeunes ayant des besoins spéciaux. Bien que les ressources aient été accrues au cours des cinq dernières années pour une partie de ces organismes, la demande dépasse toujours leur capacité de répondre aux besoins.

Quel est le résultat de tout cela? Plusieurs besoins ne sont pas comblés. L'un des plus graves problèmes des fournisseurs de services est le manque de personnel dûment formé, y compris des professionnels comme des spécialistes en santé mentale, en réadaptation et en éducation spécialisée.

D'autres catégories d'employés sont également nécessaires – comme des aides, des préposés au soutien des familles et des enfants ainsi que du personnel chargé du dépistage et de l'intervention précoces.

Les enfants ayant des problèmes de santé mentale ou des problèmes de comportement semblent les plus touchés. En effet, les répondants ont indiqué qu'il n'y avait pas assez de services pour ces enfants, que ce soit dans la communauté ou à l'école. Les organismes n'avaient pas assez de professionnels formés pour s'occuper de ces enfants, et il y avait trop peu de programmes sociaux et récréatifs pour eux.

Malgré ces difficultés, les organismes font quand même beaucoup d'efforts pour tenter d'améliorer la situation. Ils embauchent des enfants, des jeunes et des adultes ayant des besoins spéciaux comme employés rémunérés et comme bénévoles. Ils donnent de la formation à leurs employés, et, dans la majorité des cas, cette formation est obligatoire. De plus, ils cherchent à recueillir de la rétroinformation sur leurs services auprès des enfants et des jeunes qui les reçoivent. ◆

L'INFORMATIQUE À L'ÉCOLE

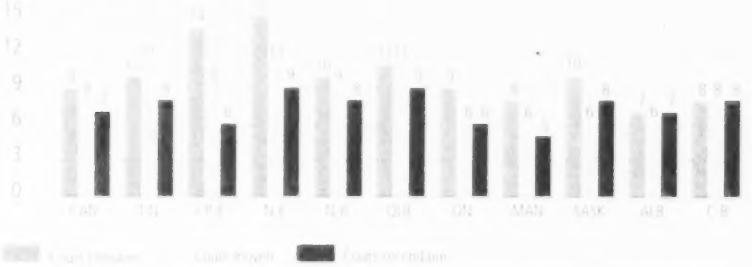
La majorité des écoles au Canada sont branchées à Internet à des fins d'éducation, comme le montre une enquête réalisée en 1999 par Statistique Canada et l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire. Seulement 12% des élèves du primaire fréquentaient une école qui n'avait pas accès à Internet, tandis que seulement 3% des élèves des premier et deuxième cycles du secondaire n'y avaient pas accès. Dans certaines provinces comme l'Î.-P.-É. et le Nouveau-Brunswick, toutes les écoles sont branchées à Internet.

Le ratio d'élèves par ordinateur variait selon le niveau scolaire. La moyenne canadienne était de 9 élèves pour un ordinateur dans les écoles primaires, de 8 pour 1 au premier cycle de secondaire et de 7 pour 1 au deuxième cycle du secondaire. Dans les années plus avancées, les élèves avaient tendance à avoir un meilleur accès à la technologie informatique.

Les ordinateurs étaient utilisés le plus couramment pour consulter de l'information dans des bases de données externes (81% des écoles en 1999), par exemple pour chercher de l'information dans des sites Web. Quarante pour cent des écoles utilisaient la technologie informatique pour le courrier électronique, et 30% pour la conception et la tenue à jour de sites Web. De plus, 35% des écoles se servaient d'Internet pour diffuser de l'information. L'utilisation la moins probable (7%) était la tenue de discussions par vidéoconférence.

Le manque d'ordinateurs et de logiciels constitue l'un des principaux obstacles pour les écoles canadiennes. Les contraintes de temps qu'éprouvent les enseignants pour suivre de la formation afin d'améliorer leurs compétences informatiques, préparer leurs cours et planifier du temps sur ordinateur pour leurs classes étaient d'autres sujets de préoccupation. Il est difficile pour beaucoup d'écoles et d'enseignants de suivre le rythme de la nouvelle technologie. ◆

RATIO D'ÉLÈVES PAR ORDINATEUR, SELON LE NIVEAU SCOLAIRE ET PAR PROVINCE, 1999



Source : Statistique Canada, « L'information dans les écoles : données tirées de la seconde Étude internationale sur la technologie de l'information en éducation (SITE) dans le Manitoba », 27 octobre 1999.

Des signes inquiétants pour l'éducation en Ontario

Le groupe *People for Education in Ontario* a mené un sondage auprès de 841 écoles primaires de la province, représentant 23% du nombre total d'élèves au niveau primaire. Des écoles relevant de 71 des 72 conseils scolaires de la province y ont participé. Les résultats de cette étude sont inquiétants.

- Le nombre d'écoles n'ayant qu'un directeur à temps partiel a doublé au cours des cinq dernières années.
- La proportion d'écoles disposant d'un enseignant-bibliothécaire a baissé constamment au cours des cinq dernières années, passant de 80% en 1997-1998 à seulement 59% en 2001-2002.
- Une proportion de 24% des écoles étudiées devaient recourir à des activités de collecte de fonds pour payer les manuels scolaires.
- Le nombre d'écoles disposant d'enseignants spécialisés a baissé régulièrement au cours des cinq dernières années. En 2001-2002, seulement 44% des écoles avaient un professeur de musique, par rapport à 58% en 1997-1998 (soit une chute de 24%). Il y a eu également une baisse de 22% du nombre d'écoles disposant d'un professeur d'éducation physique, dont le pourcentage est tombé de 41% en 1997-1998 à 32% en 2001-2002.
- Il y a eu une baisse de 31% du nombre d'écoles offrant des programmes ESL (anglais langue seconde), leur pourcentage étant passé de 58% en 1997-1998 à 40% en 2001-2002.
- Les listes d'attente pour les services d'éducation spécialisée se sont allongées de 14%, passant de 34 700 noms en 1999-2000 à 39 700 noms en 2001-2002.
- On a enregistré aussi des baisses importantes au niveau de l'accès des élèves à des services professionnels. Seulement 55% des écoles ont accès à des psychologues, 56% à des travailleurs sociaux. Quant à la proportion de celles qui ont accès à des orthophonistes, elle n'est que de 24%. ◆

LES DÉFIS DE LA GARDE D'ENFANTS EN MILIEU RURAL

Les familles vivant en milieu rural ou dans une ferme se heurtent à un certain nombre de difficultés dans la recherche de services de garde d'enfants.

Dans de nombreuses communautés, il n'y a pas de travailleurs ou travailleuses de garderie ayant une formation reconnue, ce qui oblige les familles à parcourir de longues distances en voiture pour amener leurs enfants à une garderie offrant un programme reconnu, dans une autre communauté, ou bien à confier leurs enfants à des personnes de leur localité n'ayant pas une formation officielle. Et de leur côté, les personnes qui gardent des enfants et qui veulent obtenir une formation officielle doivent quitter leur petite localité pour recevoir cette formation.

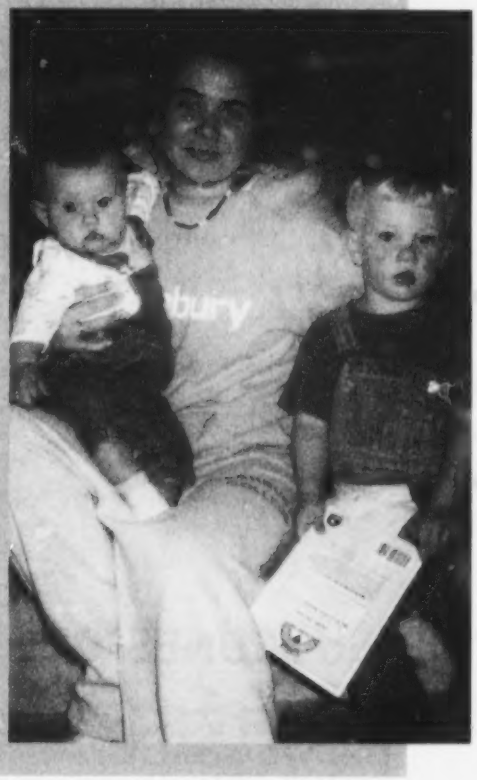
La sécurité est un aspect primordial en milieu rural. Les enfants vivant dans des fermes sont exposés à divers risques que ne connaissent pas les enfants des villes. Par exemple, en milieu rural, un enfant qui est gardé par une personne venant au domicile de l'enfant peut se retrouver en plein dans le milieu de travail de la famille. De plus, les personnes qui gardent les enfants dans des fermes doivent être conscientes des nombreux dangers que présente un tel environnement, notamment l'exposition aux produits chimiques et la présence de machines agricoles dangereuses ainsi que de gros animaux.

En raison de la nature saisonnière de leur travail, les familles en milieu rural ont souvent besoin d'un service de garderie disponible de façon irrégulière ou pendant de longues heures. Par exemple, au moment des semailles, il peut être nécessaire de faire garder les enfants jusqu'à 16 heures par jour.

La réglementation concernant la garde d'enfants comporte des exigences spécifiques selon l'âge pour les enfants de 12 ans et moins. Il y a par exemple des règles précises pour les nourrissons, pour les bambins et pour les enfants d'âge scolaire. Le fait que ces exigences différentes selon l'âge correspondent à des brevets différents pour le personnel chargé de la garde d'enfants ne répond pas, bien souvent, aux besoins des petites collectivités rurales et des travailleurs agricoles, qui peuvent avoir besoin de faire garder plusieurs enfants d'âges différents sous un même toit. ◆

Besoin des services de protection de l'enfance

L'enquête du CCDS auprès des ministères provinciaux responsables de la protection de l'enfance a permis de constater que la demande de services continue de croître. Six des neuf provinces qui ont participé à l'enquête ont fait état d'une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes pris en charge. ◆



NOMBRE D'ENFANTS ET DE JEUNES PRIS EN CHARGE, PAR PROVINCES SÉLECTIONNÉES, 1995/96 À 2000/01

	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
C-B	7 278	8 232	9 368	9 813	9 523	9 956
ALB	4 989	5 543	6 210	6 629	7 246	7 948
SASK**	2 543	2 416	2 884	3 030	3 291	3 263
MAN	5 170	5 203	5 227	5 358	5 568	5 440
ON	9 868	10 398	11 260	12 748	13 480	14 992
N-B*	1 087	1 060	1 103	1 144	1 235	1 288
N-É	1 641	1 767	1 859	1 908	1 967	2 025
Î-P-É	193	204	289	301	313	317
T-N	729	721	689	717	703	602

Note : Il n'est pas possible de faire des comparaisons provinciales en raison des différences dans la collecte de données et des définitions des enfants pris en charge.
**Moyenne mensuelle*
***Comprend les jeunes de 16 et 17 ans*
Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des agences de protection de l'enfance, août 2001.

LOGEMENT

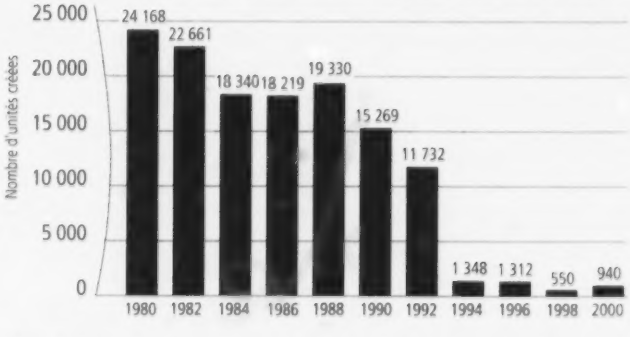
Pour que l'enfant se développe sainement, il est essentiel qu'il vive dans un logement stable et abordable situé dans un quartier favorable aux enfants. Et pourtant, cela reste hors d'atteinte pour bien des familles pauvres et à revenu modeste.

Le nombre d'enfants canadiens qui vivent dans un logement inabordable (c.-à-d. dont le loyer équivaut à plus de 30% du revenu avant impôt) a grimpé de 91% de 1989 à 1996. Le nombre de ménages au Canada qui consacrent plus de 50% de leur revenu au loyer a augmenté de 43% de 1990 à 1995, passant de 583 710 ménages à 833 555. Par conséquent, les familles sont devenues le segment de la population ayant besoin de refuges d'urgence qui croît le plus rapidement.

La production de nouveaux logements abordables a considérablement fléchi, car la plupart des gouvernements n'appuient plus la construction de logements sociaux.

Selon l'ELNEJ, 76% des enfants et des jeunes de 15 ans et moins vivaient en 1998 dans un logement occupé par son propriétaire. Plus précisément, 83% pour cent des enfants âgés de 12 ou 13 ans vivaient dans un logement occupé par son propriétaire, comparativement à 81% des enfants âgés de 14 ou 15 ans et à 72% des enfants de 5 ans et moins. Environ 233 000 enfants de moins de 16 ans (soit 16%) vivaient dans un logement subventionné.

LOGEMENTS À PRIX ABORDABLE CONSTRUITS, 1980 À 2000



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement. Statistiques du logement au Canada. Réimprimé avec la permission de Campagne 2000, Pour assurer la sécurité familiale en ces tems incertains, il faut s'attaquer au déficit social au Canada, 2001.

Environ 6% des enfants de moins de 16 ans habitaient dans un logement qui avait besoin de rénovations majeures. Ce pourcentage était uniforme dans les divers groupes d'âges. Comme on pouvait s'y attendre, la probabilité que les enfants de familles à faible revenu habitent dans un logement ayant besoin de rénovations était près de trois fois plus grande que chez les autres enfants. Les enfants de familles monoparentales étaient beaucoup plus susceptibles que les autres enfants de vivre dans un logement nécessitant des rénovations majeures. ◆

Besoin des services de protection de l'enfance

L'enquête du CCDS auprès des ministères provinciaux responsables de la protection de l'enfance a permis de constater que la demande de services continue de croître. Six des neuf provinces qui ont participé à l'enquête ont fait état d'une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes pris en charge. ◆

NOMBRE D'ENFANTS ET DE JEUNES PRIS EN CHARGE, PAR PROVINCES SÉLECTIONNÉES, 1995/96 À 2000/01

	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01
C-B	7 278	8 232	9 368	9 813	9 523	9 956
ALB	4 989	5 543	6 210	6 629	7 246	7 948
SASK**	2 543	2 416	2 884	3 030	3 291	3 263
MAN	5 170	5 203	5 227	5 358	5 568	5 440
ON	9 868	10 398	11 260	12 748	13 480	14 992
N-B*	1 087	1 060	1 103	1 144	1 235	1 288
N-É	1 641	1 767	1 859	1 908	1 967	2 025
Î-P-É	193	704	289	301	313	317
T-N	729	721	689	717	703	602

Note : Il n'est pas possible de faire des comparaisons provinciales en raison des différences dans la collecte de données et des définitions des enfants pris en charge.
**Moyenne mensuelle*
***Comprend les jeunes de 16 et 17 ans*
Source : Conseil canadien de développement social, Enquête auprès des agences de protection de l'enfance, août 2001.

LOGEMENT

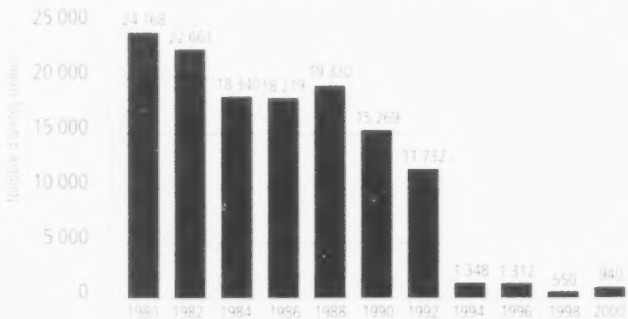
Pour que l'enfant se développe sainement, il est essentiel qu'il vive dans un logement stable et abordable situé dans un quartier favorable aux enfants. Et pourtant, cela reste hors d'atteinte pour bien des familles pauvres et à revenu modeste.

Le nombre d'enfants canadiens qui vivent dans un logement inabordable (c.-à-d. dont le loyer équivaut à plus de 30% du revenu avant impôt) a grimpé de 91% de 1989 à 1996. Le nombre de ménages au Canada qui consacrent plus de 50% de leur revenu au loyer a augmenté de 43% de 1990 à 1995, passant de 583 710 ménages à 833 555. Par conséquent, les familles sont devenues le segment de la population ayant besoin de refuges d'urgence qui croît le plus rapidement.

La production de nouveaux logements abordables a considérablement fléchi, car la plupart des gouvernements n'appuient plus la construction de logements sociaux.

Selon l'ELNEJ, 76% des enfants et des jeunes de 15 ans et moins vivaient en 1998 dans un logement occupé par son propriétaire. Plus précisément, 83% pour cent des enfants âgés de 12 ou 13 ans vivaient dans un logement occupé par son propriétaire, comparativement à 81% des enfants âgés de 14 ou 15 ans et à 72% des enfants de 5 ans et moins. Environ 233 000 enfants de moins de 16 ans (soit 16%) vivaient dans un logement subventionné.

LOGEMENTS À PRIX ABORDABLE CONSTRUITS, 1980 À 2000



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, Statistiques du logement au Canada [reproduit avec la permission de Campagne 2000. Pour assurer la sécurité familiale en ces temps incertains, il faut s'attaquer au déficit social au Canada, 2001].

Environ 6% des enfants de moins de 16 ans habitaient dans un logement qui avait besoin de rénovations majeures. Ce pourcentage était uniforme dans les divers groupes d'âges. Comme on pouvait s'y attendre, la probabilité que les enfants de familles à faible revenu habitent dans un logement ayant besoin de rénovations était près de trois fois plus grande que chez les autres enfants. Les enfants de familles monoparentales étaient beaucoup plus susceptibles que les autres enfants de vivre dans un logement nécessitant des rénovations majeures. ◆

LA VITALITÉ CIVIQUE

La vitalité civique correspond à la solidité des réseaux sociaux au sein d'une communauté, d'une région, d'une province ou du pays. Elle se reflète dans l'existence d'institutions, d'organismes et de méthodes informelles que les gens adoptent pour se partager les ressources et créer des liens mutuels.

LES JEUNES ONT LA PAROLE À LA MAIRIE D'OTTAWA

La ville d'Ottawa se distingue admirablement en étant la première grande ville canadienne à avoir un comité consultatif de jeunes : le Cabinet des jeunes d'Ottawa offre maintenant au Conseil municipal une représentation de jeunes de toute la ville, un pour chaque quartier électoral.

Le Cabinet des jeunes d'Ottawa s'est développé à partir d'un Comité de transition des jeunes, qui avait été formé lors de la fusion du gouvernement régional antérieur à la ville d'Ottawa. À l'époque, les membres de ce comité avaient exploré ce que faisaient les autres villes canadiennes pour inclure les jeunes dans les décisions qui les concernaient. Ils avaient trouvé plusieurs villes qui avaient des jeunes conseillers auprès du maire ou du conseil municipal.

«Nous avions entendu parler de villes avec une représentation de jeunes pour un large secteur de la ville ou un autre, mais aucune ville n'avait une représentation géographique complète d'un membre par quartier, comme nous l'avons maintenant», dit Russell Ullyatt, co-président du Cabinet des jeunes d'Ottawa. «Nous sommes uniques dans ce sens. Nous ne sommes pas un comité ad hoc. Nous sommes un comité consultatif mandaté au sein même de la structure municipale».

Mais il y a de nombreux défis à être dans un groupe de tête. «Il a été difficile de trouver notre place dans le processus décisionnaire. Nous tâtons encore le terrain», dit M. Ullyatt. On commence à voir du changement. Les conseillers municipaux ont commencé à demander l'avis de leurs jeunes conseillers. «Pour une fois, ce ne sont pas les jeunes qui crient pour se faire entendre. C'est eux qui sont venus à nous», souligne-t-il. «Ils voulaient que nous rédigions un rapport sur les graffitis. Je suppose qu'ils se sont rendu compte de l'importance d'une perspective de jeunes».

En se faisant l'écho de certaines méthodes positives utilisées ailleurs au Canada pour répondre à des problèmes semblables, les recommandations du Cabinet des jeunes comportaient l'idée de voir les graffitis sous un angle plus large que simplement de la peinture et du nettoyage. «Entre autre, nous avons suggéré que la ville mette certains espaces légitimes à la disposition de certains artistes du graffiti visiblement doués et dédiés».

M. Ullyatt reconnaît l'aide inestimable de trois promoteurs des droits des jeunes faisant partie du Conseil municipal d'Ottawa – conseillers municipaux non votants siégeant au Cabinet des jeunes. «Sans eux, nos voix ne se feraient pas aussi bien entendre» dit-il.

L'expérience de participation civique a aussi été bénéfique d'autres façons. L'occasion de développer des liens au sein du Conseil municipal non seulement augmente les chances pour les jeunes d'avoir leur mot à dire en général, mais peut aussi mener à d'autres débouchés. «Quatre d'entre nous travaillent maintenant pour des conseillers municipaux» dit-il, «ce qui ne serait probablement pas arrivé sans notre participation au Cabinet des jeunes».

Pour davantage d'information, visitez le site web du Cabinet des jeunes d'Ottawa à www.ottawayouthcabinet.com ◆

LA VITALITÉ CIVIQUE

La vitalité civique correspond à la solidité des réseaux sociaux au sein d'une communauté, d'une région, d'une province ou du pays. Elle se reflète dans l'existence d'institutions, d'organismes et de méthodes informelles que les gens adoptent pour se partager les ressources et créer des liens mutuels.

LES JEUNES ONT LA PAROLE À LA MAIRIE D'OTTAWA

La ville d'Ottawa se distingue admirablement en étant la première grande ville canadienne à avoir un comité consultatif de jeunes : le Cabinet des jeunes d'Ottawa offre maintenant au Conseil municipal une représentation de jeunes de toute la ville, un pour chaque quartier électoral.

Le Cabinet des jeunes d'Ottawa s'est développé à partir d'un Comité de transition des jeunes, qui avait été formé lors de la fusion du gouvernement régional antérieur à la ville d'Ottawa. À l'époque, les membres de ce comité avaient exploré ce que faisaient les autres villes canadiennes pour inclure les jeunes dans les décisions qui les concernaient. Ils avaient trouvé plusieurs villes qui avaient des jeunes conseillers auprès du maire ou du conseil municipal.

«Nous avions entendu parler de villes avec une représentation de jeunes pour un large secteur de la ville ou un autre, mais aucune ville n'avait une représentation géographique complète d'un membre par quartier, comme nous l'avons maintenant», dit Russell Ullyatt, co-président du Cabinet des jeunes d'Ottawa. «Nous sommes uniques dans ce sens. Nous ne sommes pas un comité ad hoc. Nous sommes un comité consultatif mandaté au sein même de la structure municipale».

Mais il y a de nombreux défis à être dans un groupe de tête. «Il a été difficile de trouver notre place dans le processus décisionnaire. Nous tâtons encore le terrain», dit M. Ullyatt. On commence à voir du changement. Les conseillers municipaux ont commencé à demander l'avis de leurs jeunes conseillers. «Pour une fois, ce ne sont pas les jeunes qui crient pour se faire entendre. C'est eux qui sont venus à nous», souligne-t-il. «Ils voulaient que nous rédigions un rapport sur les graffitis. Je suppose qu'ils se sont rendu compte de l'importance d'une perspective de jeunes».

En se faisant l'écho de certaines méthodes positives utilisées ailleurs au Canada pour répondre à des problèmes semblables, les recommandations du Cabinet des jeunes comportaient l'idée de voir les graffitis sous un angle plus large que simplement de la peinture et du nettoyage. «Entre autre, nous avons suggéré que la ville mette certains espaces légitimes à la disposition de certains artistes du graffiti visiblement doués et dédiés».

M. Ullyatt reconnaît l'aide inestimable de trois promoteurs des droits des jeunes faisant partie du Conseil municipal d'Ottawa – conseillers municipaux non votants siégeant au Cabinet des jeunes. «Sans eux, nos voix ne se feraient pas aussi bien entendre» dit-il.

L'expérience de participation civique a aussi été bénéfique d'autres façons. L'occasion de développer des liens au sein du Conseil municipal non seulement augmente les chances pour les jeunes d'avoir leur mot à dire en général, mais peut aussi mener à d'autres débouchés. «Quatre d'entre nous travaillent maintenant pour des conseillers municipaux» dit-il, «ce qui ne serait probablement pas arrivé sans notre participation au Cabinet des jeunes».

Pour davantage d'information, visitez le site web du Cabinet des jeunes d'Ottawa à www.ottawayouthcabinet.com ◆

La relation entre les enfants et leur communauté

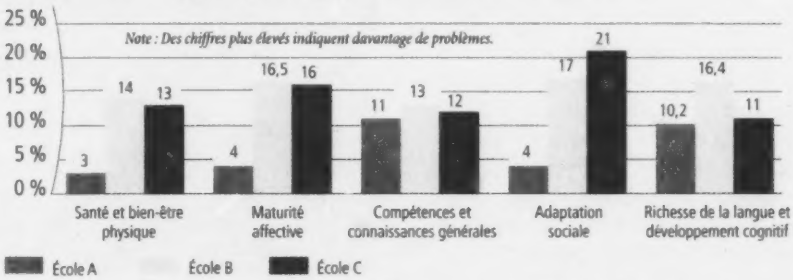
La communauté où vivent les enfants *fait* une différence dans leur croissance et leur développement. Cela a été bien évident dans le cadre de l'analyse des données de l'initiative «Comprendre la petite enfance». Dans les communautés qui avaient des aires de loisirs, des bibliothèques et des installations préscolaires, la situation des jeunes enfants était bien meilleure.

L'étude a examiné l'accès à des parcs, des aires de loisirs, des bibliothèques, des programmes préscolaires et des classes parentales dans les quartiers entourant trois écoles de North York, qui fait partie de la ville fusionnée de Toronto. L'un des quartiers (école A) s'est démarqué des autres (écoles B et C) parce qu'il possède de nombreuses ressources communautaires pour les jeunes enfants et leur familles.

L'étude a ensuite comparé comment s'en sortaient les enfants de ces trois quartiers dans cinq domaines de développement : santé et bien-être physique; bonne adaptation sociale; maturité affective; richesse de la langue; connaissances générales et compétences cognitives.

On a constaté une nette différence. Les enfants du quartier de l'école A, qui était bien garni en installations et programmes, avaient de bien meilleures notes dans les éléments de développement que les enfants des deux autres quartiers, et ils avaient des comportements beaucoup plus ajustés pour aller à l'école que les autres enfants. ◆

LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS ET LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES
Sélection d'écoles publiques anglophones de North York, 1999



À l'école A, il y a de nombreuses ressources comme des parcs, bibliothèques et programmes préscolaires. Moins de ressources sont disponibles dans les quartiers autour des écoles B et C.
Source : DRHC, Direction générale de la recherche appliquée. «Comprendre les relations entre les enfants et leurs collectivités,» dans La recherche appliquée - Bulletin *Vol. 7, No. 1, Hiver/Printemps, 2001.*

LES ENFANTS PAUVRES ET LES COMMUNAUTÉS CIVIQUES

«Si je pouvais changer de quartier, tout simplement je m'en irais ailleurs, car ce n'est pas sûr ici».

La Quality of Life Commission d'Edmonton a interviewé des enfants pauvres vivant dans la ville. Les résultats de l'étude montrent clairement que ces enfants ne vivent pas dans des quartiers «civiques» où ils se sentent protégés et aidés, et ils manquent d'accès à des moyens de s'épanouir sainement, comme des installations récréatives.

Le résultat le plus irréfutable concernait l'effet de la pauvreté et de vivre dans un quartier à faible revenu sur les sentiments des enfants au sujet de leur sécurité. D'une façon peut-être surprenante, les enfants ne s'attardaient pas sur le manque d'argent ou de nourriture. D'abord et avant tout, ils s'inquiétaient de leur sécurité et de celle de leurs amis et leur famille, et ils parlaient des conséquences des activités criminelles sur leur vie quotidienne. Plusieurs d'entre eux étaient inquiets de savoir s'ils étaient en sécurité chez eux quand ils dormaient la nuit. Dans toutes les interviews, les enfants décrivaient routinement leurs expériences avec des pistolets ou des couteaux, la violence familiale, l'intervention de la police, des vols, des incendies, la consommation de drogues et d'alcool.

Plusieurs enfants disaient qu'ils vivaient dans la crainte et l'inquiétude. Ils avaient très peur d'adultes inconnus et manquaient de confiance dans des choses qui devraient donner confiance, comme Parents secours.

Dans presque chaque interview, les enfants ont communiqué un fort sentiment de l'importance de la famille et de la communauté, pourtant cela semblait en contradiction avec – ou peut-être était le résultat de – la situation familiale complexe et souvent difficile dans laquelle plusieurs de ces enfants vivaient. Beaucoup vivaient séparés de leurs parents, certains vivaient avec un parent ou dans une famille reconstituée, ou ils allaient et venaient entre deux domiciles. Ils étaient souvent élevés dans une situation n'incluant pas leurs frères et soeurs, et fréquemment avec l'intervention de plusieurs autres membres de la famille, comme les grands parents, des tantes et oncles, des beaux-parents et des demi-frères ou demi-sœurs.

Un deuxième résultat impressionant était la participation très limitée de ces enfants à des activités récréatives et culturelles. Aucun de ces enfants ne parlaient d'expérience de jeu en sports d'équipe, ni ne prendre des cours de musique, de théâtre ou de danse en dehors du milieu scolaire. Au contraire, beaucoup d'entre eux parlaient de leur plaisir à nager ou à jouer au football sur le terrain de jeu de l'école pendant la récréation, et certains disaient qu'ils aimeraient bien jouer d'un instrument de musique. ◆

LES ENFANTS SONT-ILS EN SÉCURITÉ DANS LEUR COMMUNAUTÉ?

Il y a eu un regain d'attention des média sur la criminalité et la sécurité des quartiers et sur le comportement d'intimidation et les crimes violents dans les écoles. L'ELNEJ a demandé aux parents dans quelle mesure ils pensaient que leur quartier était sécuritaire et sûr pour leurs enfants et a demandé aux enfants eux-mêmes s'ils se sentaient en sécurité à l'école.

Les quartiers

La majorité des parents d'enfants de moins de 12 ans pensaient qu'ils vivaient dans une communauté qui aidait à protéger leurs enfants. La majorité des parents étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec des énoncés comme : Les voisins règlent les problèmes ensemble – Il y a des adultes que les enfants peuvent admirer – Les gens veulent s'entraider, veillent à la sécurité des enfants et surveillent le voisinage. La proportion qui était d'accord avec ces énoncés a légèrement augmenté de 1994 à 1998.

Quand on leur a demandé si leur quartier en général était sûr par rapport au bien-être de leurs enfants, 51% ont donné une note excellente – une hausse par rapport aux 44% de 1994. Un autre groupe de 34% des parents ont donné une bonne note. Sur une échelle de 1 à 15 concernant la qualité du quartier pour les enfants, 92% ont placé leur quartier dans la moitié supérieure de l'échelle – une hausse par rapport à 89% en 1994.

La sécurité à l'école

Et en ce qui est de l'école? Juste un peu plus de la moitié (55%) des enfants de 10 et 11 ans ont dit se sentir en sécurité à l'école tout le temps, et un tiers (32%) ont dit s'y sentir en sécurité la plupart du temps. Ces chiffres n'ont pas changé depuis 1994.

Pourquoi certains enfants ne se sentent-ils pas en sécurité à l'école? Chez les enfants de 10 et 11 ans :

- 33% ont dit que les autres enfants leur disaient des méchancetés tout le temps, la plupart du temps ou parfois – une forte hausse par rapport à 9% en 1994.
- 14% ont dit qu'ils étaient victimes d'intimidation à l'école tout le temps, la plupart du temps ou parfois – une hausse par rapport à 11% en 1994.
- 7% étaient victimes d'intimidation sur le chemin de l'école tout le temps, la plupart du temps ou parfois – une hausse par rapport à 4% en 1994.
- 16% ont dit qu'ils se sentaient mis à l'écart tout le temps, la plupart du temps ou parfois – une légère baisse par rapport à 18% en 1994.

Chez les enfants de 12 et 13 ans, 16% ont dit qu'ils se sentaient mis à l'écart tout le temps, la plupart du temps ou parfois – une hausse par rapport à 12% en 1996.

Les garçons avaient plus tendance que les filles à dire qu'ils se sentaient en sécurité à l'école tout le temps. Cependant, les garçons signalaient davantage de problèmes avec l'intimidation, se sentir à l'écart ou être traités méchamment par les autres. Parmi tous les enfants de 10 et 11 ans en 1998 :

- 16% des garçons ont dit que les autres enfants leur disaient des méchancetés tout le temps ou la plupart du temps, par rapport à 11% des filles.
- 8% des garçons ont dit qu'ils étaient victimes d'intimidation tout le temps ou la plupart du temps, par rapport à 4% des filles.

Parmi les garçons de 10 à 13 ans, 6% ont dit qu'ils se sentaient mis à l'écart tout le temps ou la plupart du temps, par rapport à 3% des filles. ◆

IMPRESSIONS DES PARENTS AU SUJET DE LEUR QUARTIER?

Tout à fait d'accord / d'accord	1994	1998
Les voisins règlent ensemble les problèmes	72 %	76 %
Il y a des adultes que les enfants peuvent admirer	86 %	90 %
Les gens veulent s'entraider	90 %	93 %
Les adultes veillent à la sécurité des enfants	88 %	91 %
Si je m'absente, les voisins surveillent le voisinage	90 %	93 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ, 1994 et 1998, de Statistique Canada.

La situation des enfants et des jeunes

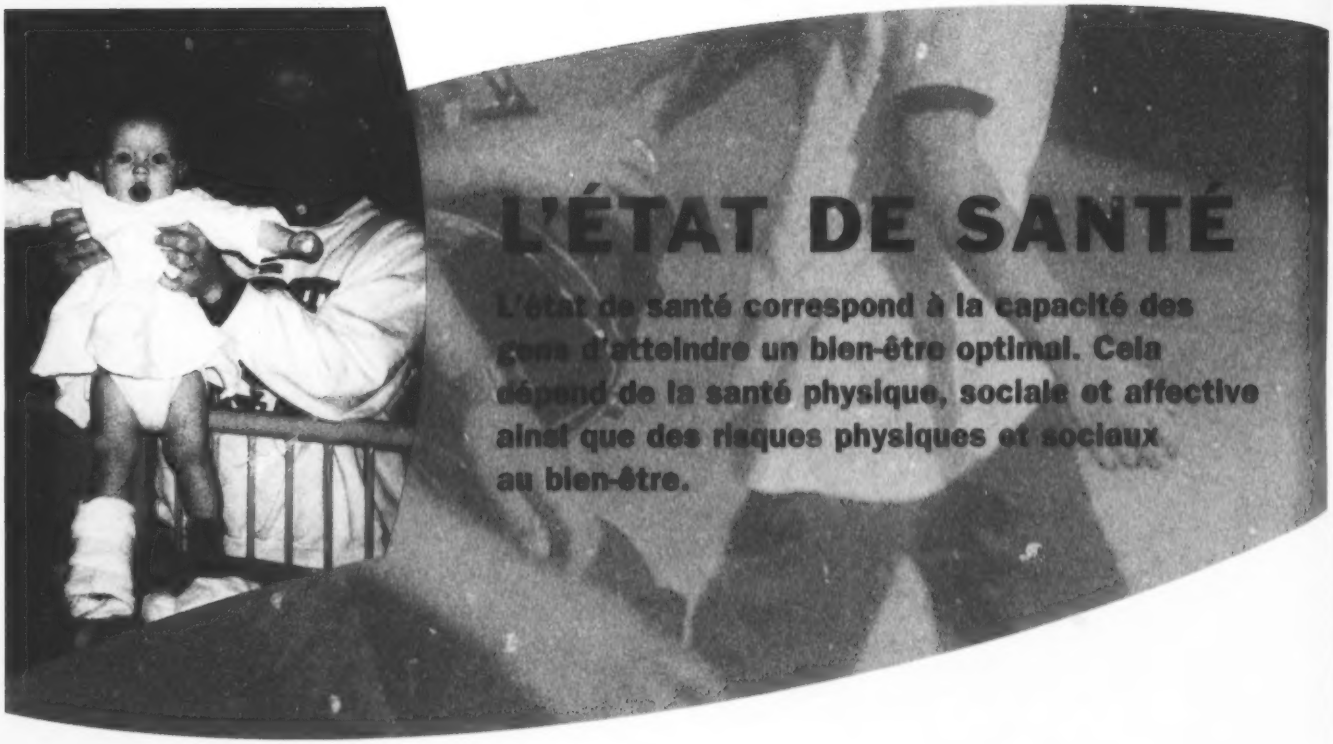
L'épanouissement sain des jeunes Canadiens dépend de plusieurs facteurs importants, y compris une famille solide et aimante, un quartier sécuritaire et un revenu familial stable. Ces facteurs déterminent le développement des enfants et des jeunes. Ensemble, ils forment l'unique mélange d'occasions et de défis auxquels les enfants font face en avançant vers l'âge adulte.

Quels sont les résultats des efforts du Canada à l'égard de ses enfants et ses jeunes? Le *Progrès des enfants au Canada* examine quatre indicateurs du progrès des jeunes – leur état de santé, leur engagement social, leur éducation et leur situation sur le marché du travail – pour dresser un portrait détaillé du bien-être des enfants et des jeunes. Ces indicateurs nous permettent de mesurer les changements de la situation des enfants et des jeunes au fil des années. Cette année, nous montrons les changements, positifs et négatifs, qui se sont produits depuis 1994, l'année de référence pour ce projet.

La situation des enfants et des jeunes

L'épanouissement sain des jeunes Canadiens dépend de plusieurs facteurs importants, y compris une famille solide et aimante, un quartier sécuritaire et un revenu familial stable. Ces facteurs déterminent le développement des enfants et des jeunes. Ensemble, ils forment l'unique mélange d'occasions et de défis auxquels les enfants font face en avançant vers l'âge adulte.

Quels sont les résultats des efforts du Canada à l'égard de ses enfants et ses jeunes? Le *Progrès des enfants au Canada* examine quatre indicateurs du progrès des jeunes – leur état de santé, leur engagement social, leur éducation et leur situation sur le marché du travail – pour dresser un portrait détaillé du bien-être des enfants et des jeunes. Ces indicateurs nous permettent de mesurer les changements de la situation des enfants et des jeunes au fil des années. Cette année, nous montrons les changements, positifs et négatifs, qui se sont produits depuis 1994, l'année de référence pour ce projet.



L'ÉTAT DE SANTÉ

L'état de santé correspond à la capacité des gens d'atteindre un bien-être optimal. Cela dépend de la santé physique, sociale et affective ainsi que des risques physiques et sociaux au bien-être.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

Le manque d'activité physique quotidienne compromet sérieusement la santé des enfants et des jeunes au Canada.

De 1981 à 1996, les taux d'obésité ont presque triplé chez les garçons et plus que doublé chez les filles – de 5% à 13,5% pour les garçons et de 5% à 11,8% pour les filles. La tendance à avoir trop de poids chez les garçons a augmenté de 15% en 1981 à 28,8% by 1996, et chez les filles elle est passée de 15% à 23,6%.

Plus de la moitié des enfants et des jeunes de 5 à 17 ans ne sont pas asssez actifs pour avoir un résultat optimal de croissance et de développement. Les filles sont moins actives que les garçons : seulement 38% des filles et 48% des garçons sont suffisamment actifs pour avoir des bénéfices optimaux de santé. Ce problème affecte tant les enfants d'âge scolaire que les adolescents. On estime que les enfants canadiens dépensent maintenant 400% moins d'énergie que leurs semblables il y a 40 ans.

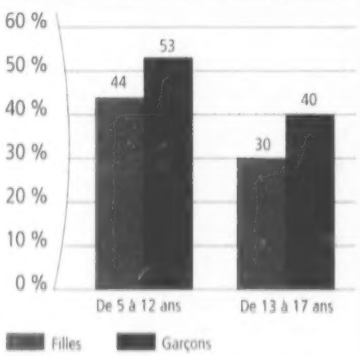
Les enfants d'âge préscolaire (1 à 4 ans) passent en moyenne 29 heures par semaine à des jeux physiquement actifs, soit environ 4 heures par jour. Les enfants de 5 à 12 ans passent en moyenne 16,5 heures par semaine, soit moins de 2,5 heures par jour à des activités physiques.

Le manque d'éducation physique dans les écoles peut être un des facteurs, Seulement un parent canadien sur cinq dit que ses enfants de 5 ans et plus reçoivent de l'éducation physique tous les jours à l'école, et 10% indiquent que leurs enfants n'en reçoivent aucune. Quarante et un pour cent des parents disent que leurs enfants reçoivent de l'éducation physique un ou deux jours par semaine, et 27% disent que leurs enfants y participent trois ou quatre jours par semaine.

Une activité physique insuffisante chez les enfants et les jeunes est apparemment une tendance internationale. Un récent sondage Ipsos-Reid a révélé que les jeunes passent de plus en plus de temps devant un ordinateur ou la télévision et moins de temps à des activités physiques. Les jeunes (de 12 à 24 ans) interrogés dans 17 pays dédiaient en moyenne juste un peu plus de 5 heures par semaine au sport ou à faire de l'exercice. Des activités comme la lecture, écouter de la musique et regarder la télé prenaient en moyenne 5,5 heures par jour dans tous ces pays.

Du bon côté, les jeunes Canadiens avaient de meilleurs résultats que les jeunes de plusieurs autres pays. Les Canadiens, les Italiens, les Argentins et les Chinois ont indiqué qu'ils étaient physiquement actifs plus de 6 heures par semaine, ce qui était plus que la moyenne. Les filles passent en moyenne deux heures de moins par semaine en activités physiques que les garçons et à mesure que les jeunes sortent de l'enfance et entrent dans l'adolescence, leur niveau d'activité décroît.

ACTIVITÉ PHYSIQUE, SELON L'ÂGE ET LE SEXE, 1998
Pourcentage de jeunes assez actifs physiquement pour un résultat optimal de croissance et de développement



Source : Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie. Sondage indicateur de l'activité physique, *2001*.

L'accès aux activités récréatives a des effets positifs sur la santé des enfants, selon les données de l'ELNEJ. Les jeunes de 6 à 11 ans (en 1994) qui participaient régulièrement aux activités récréatives – c'est-à-dire au moins une fois par semaine en 1994, 1996 et 1998 – étaient plus susceptibles d'être en excellente santé, selon leurs parents. Ils avaient aussi plus tendance à faire preuve d'un comportement plus social.

Tandis qu'un tiers des jeunes de 12 à 15 ans ont indiqué ne pas être satisfaits de leur apparence, la proportion était beaucoup plus élevée parmi ceux qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe que parmi les jeunes qui y avaient toujours participé (42% et 24%, respectivement). Cette même caractéristique se retrouvait chez les jeunes qui essayaient de perdre du poids : environ 25% de ceux qui avaient toujours participé à des sports d'équipe ont dit qu'ils essayaient de perdre du poids, tandis que c'était le cas pour 40% de ceux qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe ou de ceux qui avaient arrêté d'y participer. Parmi les jeunes qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe de 1994 à 1998, 23% disaient qu'ils fumaient – près de trois fois la proportion de ceux qui y avaient toujours participé (8%). ◆

Les enfants des Premières Nations et Inuit

L'Enquête régionale sur la santé des peuples des Premières Nations et Inuit 2001 (ERSPNI) nous fournit d'importantes informations sur la santé des enfants des Premières Nations et Inuit.

D'après cette enquête, le taux de faible poids à la naissance parmi les nouveaux-nés des Premières Nations et Inuit n'était pas très différent de celui des nouveaux-nés faisant partie de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Environ 5% des nourrissons dans les deux enquêtes avait un poids à la naissance inférieur à 2 500 grammes.

Cependant, les normes de croissance en ce qui concerne le poids et la taille ont tendance à se baser sur une population non Autochtone, et il y a certaines indications suggérant que les nourrissons des Premières Nations et Inuit pourraient avoir des caractéristiques de croissance différentes. Un poids de 2 500 grammes pourrait être trop bas pour que la population des Premières Nations puisse identifier les nouveaux-nés qui ont un risque accru de problèmes de santé.

Un poids élevé à la naissance (plus de 4 000 gr) est aussi lié à un taux plus élevé de décès du nourrisson. Parmi les nouveaux-nés des Premières Nations et Inuit, 17,9% avaient un poids élevé à la naissance, par rapport à 12,1% des nouveaux-nés dans l'étude de l'ELNEJ.

Environ la moitié des mères dans l'ERSPNI ont indiqué que leur enfant avait été allaité, un taux beaucoup plus bas que les 75% rapportés dans l'ELNEJ. Cependant, les enfants des Premières Nations et Inuit étaient allaités plus longtemps. Cinquante cinq pour cent étaient allaités pendant plus de sept mois, par rapport à 24% des enfants dans l'étude de l'ELNEJ.

Environ 84% des répondants de l'ERSPNI ont dit que la santé de leurs enfants était excellente ou très bonne, par rapport à 88% dans l'ELNEJ.

Dans l'ensemble, 15% des enfants des Premières Nations et Inuit avaient des problèmes d'oreilles et les taux variaient selon l'âge. Parmi les enfants de la naissance à 5 ans, 20% avaient des problèmes d'oreilles, par rapport à 17% des enfants de 6 à 11 ans et 11% de ceux de 12 à 17 ans. Treize pour cent des enfants avaient des allergies, 12% souffraient d'asthme, et 7% avaient la bronchite et des problèmes d'obésité. Deux pour cent des enfants jusqu'à l'âge de 11 ans avaient des troubles psychologiques, ainsi que 4% des enfants de 12 à 17 ans.

(voir page suivante)

L'ÉTAT DE SANTÉ

L'état de santé correspond à la capacité des gens d'atteindre un bien-être optimal. Cela dépend de la santé physique, sociale et affective ainsi que des risques physiques et sociaux au bien-être.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

Le manque d'activité physique quotidienne compromet sérieusement la santé des enfants et des jeunes au Canada.

De 1981 à 1996, les taux d'obésité ont presque triplé chez les garçons et plus que doublé chez les filles – de 5% à 13,5% pour les garçons et de 5% à 11,8% pour les filles. La tendance à avoir trop de poids chez les garçons a augmenté de 15% en 1981 à 28,8% by 1996, et chez les filles elle est passée de 15% à 23,6%.

Plus de la moitié des enfants et des jeunes de 5 à 17 ans ne sont pas assez actifs pour avoir un résultat optimal de croissance et de développement. Les filles sont moins actives que les garçons : seulement 38% des filles et 48% des garçons sont suffisamment actifs pour avoir des bénéfices optimaux de santé. Ce problème affecte tant les enfants d'âge scolaire que les adolescents. On estime que les enfants canadiens dépensent maintenant 400% moins d'énergie que leurs semblables il y a 30 ans.

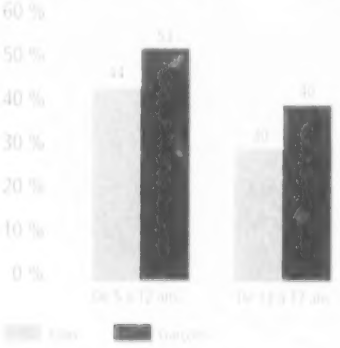
Les enfants d'âge préscolaire (1 à 4 ans) passent en moyenne 29 heures par semaine à des jeux physiquement actifs, soit environ 4 heures par jour. Les enfants de 5 à 12 ans passent en moyenne 16,5 heures par semaine, soit moins de 2,5 heures par jour à des activités physiques.

Le manque d'éducation physique dans les écoles peut être un des facteurs. Seulement un parent canadien sur cinq dit que ses enfants de 5 ans et plus reçoivent de l'éducation physique tous les jours à l'école, et 10% indiquent que leurs enfants n'en reçoivent aucune. Quarante et un pour cent des parents disent que leurs enfants reçoivent de l'éducation physique un ou deux jours par semaine, et 27% disent que leurs enfants y participent trois ou quatre jours par semaine.

Une activité physique insuffisante chez les enfants et les jeunes est apparemment une tendance internationale. Un récent sondage Ipsos-Reid a révélé que les jeunes passent de plus en plus de temps devant un ordinateur ou la télévision et moins de temps à des activités physiques. Les jeunes (de 12 à 24 ans) interrogés dans 17 pays déclaient en moyenne juste un peu plus de 5 heures par semaine au sport ou à faire de l'exercice. Des activités comme la lecture, écouter de la musique et regarder la télé prenaient en moyenne 5,5 heures par jour dans tous ces pays.

Du bon côté, les jeunes Canadiens avaient de meilleurs résultats que les jeunes de plusieurs autres pays. Les Canadiens, les Italiens, les

ACTIVITÉ PHYSIQUE, SELON L'ÂGE ET LE SEXE, 1998
Pourcentage de jeunes assez actifs physiquement pour un résultat optimal de croissance et de développement



Source : Condition canadienne de forme physique et mode de vie, Sondage national de l'activité physique, 1998.

Argentins et les Chinois ont indiqué qu'ils étaient physiquement actifs plus de 6 heures par semaine, ce qui était plus que la moyenne. Les filles passent en moyenne deux heures de moins par semaine en activités physiques que les garçons et à mesure que les jeunes sortent de l'enfance et entrent dans l'adolescence, leur niveau d'activité décroît.

L'accès aux activités récréatives a des effets positifs sur la santé des enfants, selon les données de l'ELNEJ. Les jeunes de 6 à 11 ans (en 1994) qui participaient régulièrement aux activités récréatives – c'est-à-dire au moins une fois par semaine en 1994, 1996 et 1998 – étaient plus susceptibles d'être en excellente santé, selon leurs parents. Ils avaient aussi plus tendance à faire preuve d'un comportement plus social.

Tandis qu'un tiers des jeunes de 12 à 15 ans ont indiqué ne pas être satisfaits de leur apparence, la proportion était beaucoup plus élevée parmi ceux qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe que parmi les jeunes qui y avaient toujours participé (42% et 24%, respectivement). Cette même caractéristique se retrouvait chez les jeunes qui essayaient de perdre du poids : environ 25% de ceux qui avaient toujours participé à des sports d'équipe ont dit qu'ils essayaient de perdre du poids, tandis que c'était le cas pour 40% de ceux qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe ou de ceux qui avaient arrêté d'y participer. Parmi les jeunes qui n'avaient jamais ou rarement participé à des sports d'équipe de 1994 à 1998, 23% disaient qu'ils fumaient – près de trois fois la proportion de ceux qui y avaient toujours participé (8%). ◆

Les enfants des Premières Nations et Inuit

L'Enquête régionale sur la santé des peuples des Premières Nations et Inuit 2001 (ERSPNI) nous fournit d'importantes informations sur la santé des enfants des Premières Nations et Inuit.

D'après cette enquête, le taux de faible poids à la naissance parmi les nouveaux-nés des Premières Nations et Inuit n'était pas très différent de celui des nouveaux-nés faisant partie de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Environ 5% des nourrissons dans les deux enquêtes avait un poids à la naissance inférieur à 2 500 grammes.

Cependant, les normes de croissance en ce qui concerne le poids et la taille ont tendance à se baser sur une population non Autochtone, et il y a certaines indications suggérant que les nourrissons des Premières Nations et Inuit pourraient avoir des caractéristiques de croissance différentes. Un poids de 2 500 grammes pourrait être trop bas pour que la population des Premières Nations puisse identifier les nouveaux-nés qui ont un risque accru de problèmes de santé.

Un poids élevé à la naissance (plus de 4 000 gr) est aussi lié à un taux plus élevé de décès du nourrisson. Parmi les nouveaux-nés des Premières Nations et Inuit, 17,9% avaient un poids élevé à la naissance, par rapport à 12,1% des nouveaux-nés dans l'étude de l'ELNEJ.

Environ la moitié des mères dans l'ERSPNI ont indiqué que leur enfant avait été allaité, un taux beaucoup plus bas que les 75% rapportés dans l'ELNEJ. Cependant, les enfants des Premières Nations et Inuit étaient allaités plus longtemps. Cinquante cinq pour cent étaient allaités pendant plus de sept mois, par rapport à 24% des enfants dans l'étude de l'ELNEJ.

Environ 84% des répondants de l'ERSPNI ont dit que la santé de leurs enfants était excellente ou très bonne, par rapport à 88% dans l'ELNEJ.

Dans l'ensemble, 15% des enfants des Premières Nations et Inuit avaient des problèmes d'oreilles et les taux variaient selon l'âge. Parmi les enfants de la naissance à 5 ans, 20% avaient des problèmes d'oreilles, par rapport à 17% des enfants de 6 à 11 ans et 11% de ceux de 12 à 17 ans. Treize pour cent des enfants avaient des allergies, 12% souffraient d'asthme, et 7% avaient la bronchite et des problèmes d'obésité. Deux pour cent des enfants jusqu'à l'âge de 11 ans avaient des troubles psychologiques, ainsi que 4% des enfants de 12 à 17 ans.

(voir page suivante)

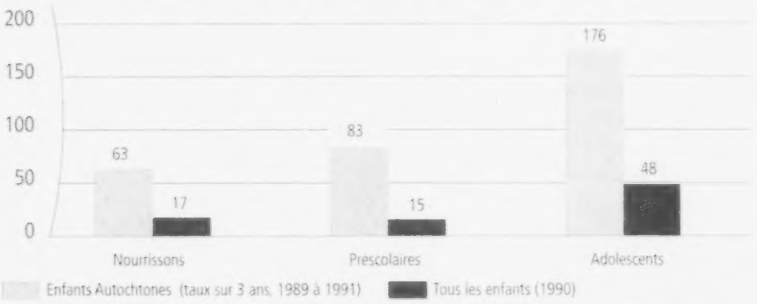
(suite de la page 43)

Par rapport à tous les enfants au Canada, les enfants Autochtones ont beaucoup plus tendance à mourir de blessures. Parmi les nourrissons par exemple, le taux de décès dû à des blessures était près de quatre fois plus élevé que pour tous les enfants; parmi les enfants préscolaires, le taux était cinq fois plus élevé et parmi les adolescents, il était trois fois plus élevé que chez tous les enfants.

Le taux de blessures rapporté chez les enfants des Premières Nations et Inuit était très élevé. Treize pour cent des enfants et des jeunes participant à l'ERSPNI avaient eu des fractures. Plus de 1% des enfants et des jeunes avaient souffert de graves blessures à la tête, de graves brûlures, s'étaient réchappés de noyades, avaient connu le gel et l'hypothermie.

Plus de trois quarts des enfants dans l'enquête avaient de très bonnes ou assez bonnes relations avec leur famille. La proportion de ceux qui ne s'entendaient pas bien avec leur famille était plus élevée dans le groupe plus âgé (de 12 à 17 ans). Dix sept pour cent des enfants avaient eu des troubles de comportement ou affectifs dans les six mois précédents. À nouveau, ces taux étaient plus élevés parmi le groupe plus âgé : 9% des enfants de moins de 6 ans avaient des troubles de comportement, par rapport à 18% des enfants de 6 à 11 ans et 23% des enfants de 12 à 17 ans. ◆

TAUX DE DÉCÈS PAR BLESSURE CHEZ LES ENFANTS AUTOCHTONES ET CANADIENS, par tranche d'âge, Taux par 100 000



Source : Louise Hanvey et Denise Avard. La santé des enfants du Canada : un profil de l'ICSI, *2e édition. Institut canadien de la santé infantile, 1994.*

LES RÉPERCUSSIONS DE LA PAUVRETÉ SUR LA SANTÉ DES ENFANTS AUTOCHTONES

La pauvreté a de terribles conséquences sur la santé, le bien-être et le développement des enfants Autochtones dans les agglomérations urbaines en Ontario.

La Fédération des centres d'amitié autochtones d'Ontario a fait un sondage auprès de parents Autochtones et d'intervenants de première ligne dans sept villes de la province pour en savoir davantage sur les répercussions de la pauvreté. Quand on leur a posé des questions sur la réalité quotidienne de vivre dans la pauvreté, les répondants ont parlé des limitations de leur budget et du manque d'argent pour la nourriture, les vêtements, le logement, les frais de transport, les soins de santé de base et les activités récréatives.

Les parents comme les intervenants de première ligne ont confirmé que le niveau de pauvreté parmi nombre de familles Autochtones en milieu urbain a maintenant touché le fond, et elles ne peuvent même pas subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Les enfants et les parents sautent des repas, ou ne mangent pas le genre de nourriture nécessaire pour se maintenir en santé et pour leur développement.

L'insécurité alimentaire chez les personnes Autochtones en milieu urbain a abouti à une demande accablante de fournitures d'urgence dans les centres d'amitié. Dans certains cas, l'insécurité est telle que les parents remettent leurs enfants aux soins de la société de protection de l'enfance. De plus, le coût écrasant des couches a fait que des bébés sont laissés au programme de répit avec des couches qui leur tombent jusqu'aux genoux et avec des plaies sur la peau dues au changement pas assez fréquent des couches. Les parents qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'Enfalac ont pris l'habitude de nourrir leur nouveau-né avec du lait en poudre.

Les effets psychologiques néfastes de la pauvreté ont été mentionnés dans toutes les interviews. On a entendu que des sentiments de faible estime de soi, de dépression, de colère, de doute, d'intimidation, de frustration, de honte et de désespoir écrasent le moral des familles Autochtones qui vivent dans la pauvreté. ◆

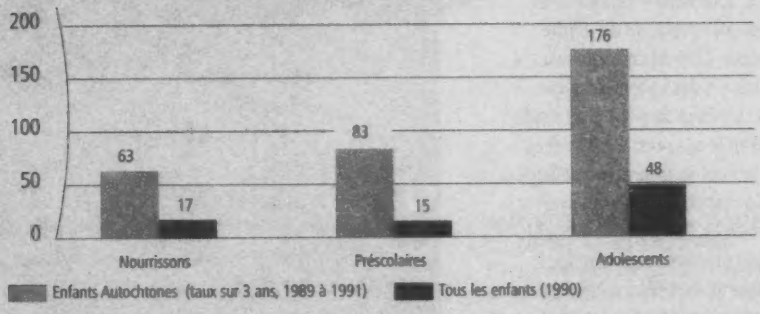
(suite de la page 43)

Par rapport à tous les enfants au Canada, les enfants Autochtones ont beaucoup plus tendance à mourir de blessures. Parmi les nourrissons par exemple, le taux de décès dû à des blessures était près de quatre fois plus élevé que pour tous les enfants; parmi les enfants préscolaires, le taux était cinq fois plus élevé et parmi les adolescents, il était trois fois plus élevé que chez tous les enfants.

Le taux de blessures rapporté chez les enfants des Premières Nations et Inuit était très élevé. Treize pour cent des enfants et des jeunes participant à l'ERSPNI avaient eu des fractures. Plus de 1% des enfants et des jeunes avaient souffert de graves blessures à la tête, de graves brûlures, s'étaient réchappés de noyades, avaient connu le gel et l'hypothermie.

Plus de trois quarts des enfants dans l'enquête avaient de très bonnes ou assez bonnes relations avec leur famille. La proportion de ceux qui ne s'entendaient pas bien avec leur famille était plus élevée dans le groupe plus âgé (de 12 à 17 ans). Dix sept pour cent des enfants avaient eu des troubles de comportement ou affectifs dans les six mois précédents. À nouveau, ces taux étaient plus élevés parmi le groupe plus âgé : 9% des enfants de moins de 6 ans avaient des troubles de comportement, par rapport à 18% des enfants de 6 à 11 ans et 23% des enfants de 12 à 17 ans. ◆

TAUX DE DÉCÈS PAR BLESSURE CHEZ LES ENFANTS AUTOCHTONES ET CANADIENS, par tranche d'âge, Taux par 100 000



Source : Louise Hanvey et Denise Avard. La santé des enfants du Canada : un profil de l'ICSI, *2e édition. Institut canadien de la santé infantile, 1994.*

LES RÉPERCUSSIONS DE LA PAUVRETÉ SUR LA SANTÉ DES ENFANTS AUTOCHTONES

La pauvreté a de terribles conséquences sur la santé, le bien-être et le développement des enfants Autochtones dans les agglomérations urbaines en Ontario.

La Fédération des centres d'amitié autochtones d'Ontario a fait un sondage auprès de parents Autochtones et d'intervenants de première ligne dans sept villes de la province pour en savoir davantage sur les répercussions de la pauvreté. Quand on leur a posé des questions sur la réalité quotidienne de vivre dans la pauvreté, les répondants ont parlé des limitations de leur budget et du manque d'argent pour la nourriture, les vêtements, le logement, les frais de transport, les soins de santé de base et les activités récréatives.

Les parents comme les intervenants de première ligne ont confirmé que le niveau de pauvreté parmi nombre de familles Autochtones en milieu urbain a maintenant touché le fond, et elles ne peuvent même pas subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Les enfants et les parents sautent des repas, ou ne mangent pas le genre de nourriture nécessaire pour se maintenir en santé et pour leur développement.

L'insécurité alimentaire chez les personnes Autochtones en milieu urbain a abouti à une demande accablante de fournitures d'urgence dans les centres d'amitié. Dans certains cas, l'insécurité est telle que les parents remettent leurs enfants aux soins de la société de protection de l'enfance. De plus, le coût écrasant des couches a fait que des bébés sont laissés au programme de répit avec des couches qui leur tombent jusqu'aux genoux et avec des plaies sur la peau dues au changement pas assez fréquent des couches. Les parents qui n'ont pas les moyens d'acheter de l'Enfalac ont pris l'habitude de nourrir leur nouveau-né avec du lait en poudre.

Les effets psychologiques néfastes de la pauvreté ont été mentionnés dans toutes les interviews. On a entendu que des sentiments de faible estime de soi, de dépression, de colère, de doute, d'intimidation, de frustration, de honte et de désespoir écrasent le moral des familles Autochtones qui vivent dans la pauvreté. ◆

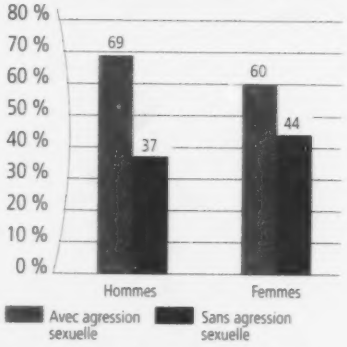
DES LIENS TÉNUS

En raison des préoccupations sur le taux de grossesse parmi les adolescentes Autochtones, la Fédération des centres d'amitié autochtones d'Ontario a mené une étude sur les jeunes Autochtones en milieu urbain. L'étude, portant sur 255 jeunes dans la province, a trouvé que les jeunes Autochtones sont à risque à cause de leurs pratiques sexuelles.

Les jeunes Autochtones deviennent actifs sexuellement aussi jeunes que 11 ans. À l'âge de 16 ans, 62% de ceux qui ont été interviewés étaient actifs sexuellement, et plus de la moitié disaient qu'ils n'utilisaient pas ou très peu de contraceptifs. L'alcool et la drogue constituent un facteur majeur des pratiques sexuelles et de la haute incidence des grossesses à l'adolescence : beaucoup de jeunes ont des relations sexuelles quand ils ont perdu la capacité de faire des choix adéquats et de prendre leurs responsabilités. L'attitude désinvolte et les attentes des adolescents à propos des relations sexuelles entraînent aussi beaucoup de jeunes Autochtones à se sentir pressés d'avoir des relations sexuelles avant d'y être prêts.

Soixante et un pour cent des répondantes et 35% des répondants avaient subi un certain degré d'agression sexuelle. Ils ne voulaient pas parler des répercussions négatives de ces abus dans leur vie, mais les statistiques montrent que les jeunes victimes d'agression sexuelle ont plus tendance à avoir des relations sexuelles sans protection et à avoir plusieurs partenaires, et ils sont plus susceptibles d'être impliqués dans une grossesse d'adolescence.

POURCENTAGE DE JEUNES AUTOCHTONES IMPLIQUÉS DANS UNE GROSSESSE, À CAUSE D'AGRESSION SEXUELLE



Source : Fédération des Centres d'amitié autochtones d'Ontario. Tenuous Connections, *2002.*

Vingt quatre pour cent des jeunes de moins de 19 ans avaient été impliqués dans une grossesse, en dépit d'exprimer un idéal de ne commencer une famille qu'après 25 ans et de ne vouloir que deux ou trois enfants. La plupart des jeunes qui sont tombées enceintes ont gardé l'enfant et relativement peu ont eu un avortement ou ont donné leur enfant en adoption.

Même si la grossesse est un genre de norme sociale, les adolescentes enceintes peuvent quand même se sentir stigmatisées et isolées. Plusieurs des jeunes femmes Autochtones n'avaient pas le soutien de leur famille ni du père de l'enfant. C'est inquiétant, étant donné que certains jeunes avaient dit être devenus actifs sexuellement à cause de leur sentiment de solitude et leur besoin d'amour.

Les jeunes ont dit qu'ils s'identifiaient à leur culture et leur spiritualité autochtones, mais semblaient ne pas avoir les enseignements ou les moyens d'accéder aux connaissances traditionnelles. Ils ne savaient pas quoi faire et avaient besoin de liens de confiance avec les adultes. ◆

La consommation de drogue et d'alcool à l'adolescence reste élevée

Pour la première fois de la décennie, la consommation de drogue chez les jeunes en Ontario n'a pas augmenté en 2001, mais le taux est encore plus élevé que pendant les années 1990, selon l'enquête Ontario Drug Use Survey. Les années 1980 ont été une période de déclin dans l'usage de drogue, mais les taux ont augmenté à nouveau dans les années 1990. En 2001, il n'y a pas eu de baisse significative dans le nombre d'étudiants qui prenaient des drogues illégales et l'usage de la drogue ecstasy a vu une hausse de 2% à 7% chez les étudiants de 9e année.

La forte consommation d'alcool reste un problème chez les jeunes et le pourcentage de jeunes qui se sôulent a augmenté à 27% en 2001 par rapport à 17% en 1993. Le nombre de jeunes qui ont indiqué qu'ils faisaient des excès de boisson – cinq verres ou plus d'affilée – est passé à 25% en 2001, une hausse par rapport à 18% huit ans plus tôt.

Les jeunes commencent à boire à un jeune âge. Quand dans l'ELNEJ on leur a demandé s'ils avaient déjà été sôuls, 30% des enfants de 12 et 13 ans et 62% de ceux de 14 et 15 ont dit que oui. Tandis que les deux tiers des enfants de 12 et 13 ans ont dit qu'ils n'avaient aucun ami qui buvait de l'alcool, seulement 30% des enfants de 14 et 15 ans ont dit que c'était le cas. ◆

Au grand jour

Quels sont certains des problèmes quand on grandit en étant gai ou lesbienne au Canada? La première enquête de ce genre parmi les jeunes en Colombie-Britannique qui sont homosexuel(le-s), bisexuel(le-s) ou transsexuel(le-s) révèle quelques perspectives uniques.

Les résultats de cette étude, publiés en 1999, montrent que :

- Les jeunes gais et lesbiennes en C-B sont à plus haut risque de troubles affectifs et de suicide, par rapport aux autres jeunes hétérosexuels. Quarante six pour cent des jeunes gais et lesbiennes avaient tenté de se suicider au moins une fois. Dans l'année précédant l'étude, un quart des jeunes y participant avaient tenté de se suicider. L'âge moyen de la première tentative de suicide était de 13 ans.
- Près de 40% des jeunes gais et lesbiennes avaient une incroyable faible estime de soi.
- Soixante et un pour cent des jeunes participant à l'enquête avaient été victimes d'abus physique et 40% avaient été victimes d'abus sexuel.
- Les jeunes gais et lesbiennes trouvaient leur plus grand soutien personnel auprès d'amis proches et des membres féminins de leur famille.
- L'école n'est pas un lieu sûr ou réconfortant pour la plupart des jeunes gais et lesbiennes. Trente sept pour cent se sentaient comme des parias à l'école, les deux tiers avaient souvent entendu des remarques homophobiques des autres étudiants, et près d'un sur cinq avaient été aggressés physiquement à l'école dans l'année précédant l'étude.
- La plupart des jeunes non hétérosexuels sont réticents à dévoiler leur orientation sexuelle à leurs professeurs, au personnel des soins de santé ou aux fournisseurs de services sociaux. Seulement 39% avaient dit à un professeur ou un conseiller scolaire qu'ils étaient gais ou lesbiennes et environ un quart l'avaient dit à leur docteur. ◆

SUIVI DES FAMILLES QUI ONT DIT QUE LEURS ENFANTS ONT CONNU LA FAIM

par Lynn McIntyre, Doyenne de la faculté des Sciences de la santé, Université Dalhousie

Les enfants élevés dans les familles où il n'y a parfois pas assez à manger peuvent avoir des problèmes de santé et ont souvent de piètres conditions de vie et sociales. En 1994 et 1996, moins de 2% de toutes les familles canadiennes avaient connu la faim, mais cela représente quand même beaucoup de familles souffrant de la faim dans un pays riche – environ 75 000 familles en 1996, une hausse sur les 54 000 familles en 1994.

Une étude nationale récente a fait le suivi de familles qui ont signalé que leurs enfants avaient connu la faim, entre 1994 et 1996, afin d'examiner leur caractéristiques, leurs méthodes de faire face à la situation et les conséquences chez les enfants. Ces familles faisaient partie d'une étude sur plus de 16 000 enfants au Canada.

L'étude a révélé que les familles connaissant la faim avaient six fois plus tendance que les autres à être des familles monoparentales, et elles avaient huit fois plus tendance à être à l'assistance sociale. Les personnes d'origine autochtone étaient quatre fois plus susceptibles que les autres répondants de connaître la faim.

Les enfants qui connaissaient la faim avaient des plus hauts taux déclarés d'asthme et en général une plus mauvaise santé que les enfants qui ne connaissaient pas la faim. Les familles qui ont dit que leurs enfants connaissaient la faim avaient souvent recours aux banques alimentaires, à la famille et aux amis. Les parents étaient plus de six fois plus susceptibles que leurs enfants de sauter des repas.

Un cinquième des familles a rapporté que leurs enfants avaient connu la faim à la fois en 1994 et en 1996. Ces familles étaient très dysfonctionnelles, malgré le fait qu'elles aient indiqué peu de changement au niveau de l'emploi (d'habitude sans emploi) ou de la composition familiale. Les principaux facteurs qui menaient à la faim dans la famille étaient la perte d'emploi et avoir une autre bouche à nourrir dans le ménage. Le principal facteur aidant une famille à éliminer la faim était un emploi à temps plein pour la mère.

Le revenu familial annuel moyen pour les familles ayant connu la faim en 1996 était de 26 909 $, par rapport à une moyenne de 54 365 $ pour les familles ne connaissant pas la faim. Pour les familles qui avaient dit que leurs enfants avaient connu la faim en 1994 mais pas en 1996, l'augmentation du revenu familial annuel moyen avait été de 3 827 $. Pour celles qui avaient dit que leurs enfants avaient connu la faim en 1996 mais pas en 1994, leur revenu familial annuel moyen avait baissé de 2 690 $.

Ces résultats soulignent le besoin de faire le suivi et de donner du soutien aux familles passant par des troubles financiers importants afin d'éviter que tous les membres de la famille ne souffrent de la faim et d'améliorer la santé de leurs enfants. ◆

Les jeunes qui fument au Canada

Il y a maintenant moins d'adolescents canadiens qui fument. En 2001, 23% des adolescents canadiens de 15 à 19 ans fumaient, une baisse par rapport à 25% en 2000 et 28% en 1999. D'un maximum de 49% en 1981, le nombre de jeunes de 20 à 24 ans qui fumaient a régulièrement baissé à 34% en 2001. Même si c'est une baisse considérable, les jeunes adultes représentent encore la tranche d'âge avec la plus haute incidence de tabagisme.

Les adolescentes ont plus tendance à fumer que les garçons. Environ 26% des filles de 15 à 19 ans fument, par rapport à 20% des garçons. Parmi les 20 à 24 ans, cependant, les jeunes hommes ont plus tendance à fumer que les jeunes femmes (36% et 32%, respectivement).

Alors qu'il y avait près de 1,2 million de jeunes fumeurs de 15 à 24 ans en 2000, ce n'était pas la norme de fumer. Parmi les 20 à 24 ans, 58% ont dit n'avoir jamais fumé et 10% de plus ont dit avoir arrêté de fumer.

Le fait de fumer chez les jeunes est réparti inégalement au Canada. Le nombre d'adolescents qui fumaient (de 15 à 19 ans) variait énormément, de 18% en Colombie-Britannique à 30% au Nouveau-Brunswick et au Québec; chez les jeunes de 20 à ans 24, la prévalence allait de 28% en Colombie-Britannique et en Ontario à 40% à Terre-Neuve.

Les taux de tabagisme augmentaient fortement entre les tranches d'âge de 15 à 17 ans et de 18 à 19 ans, tant chez les filles que chez les garçons, mais particulièrement chez les garçons et une grande partie de l'augmentation se situait dans les taux quotidiens de tabagisme. Vingt trois pour cent des jeunes hommes de 18 à 19 ans fumaient quotidiennement, ainsi que 22% des jeunes femmes. Chez les fumeurs quotidiens de 15 à 24 ans, la moyenne était de 13,4 cigarettes par jour. Soixante dix pour cent des fumeurs de 15 à 19 ans avaient essayé d'arrêter au moins une fois pendant l'année précédente, ainsi que 63% des jeunes de 20 à 24 ans.

Où les jeunes trouvent-ils leurs cigarettes? Les jeunes fumeurs de 15 à 19 ans obtenaient leurs cigarettes de trois sources principales : les dépanneurs (53%), les stations d'essence (12%) et les amis (19%). Juste un peu plus de la moitié (54%) des fumeurs adolescents de 15 à 17 ans ont dit qu'on leur demandait leur âge quand ils essayaient d'acheter des cigarettes. ◆

TENDANCES DE TABAGISME CHEZ LES JEUNES AU CANADA, SELON L'ÂGE ET LE SEXE, 1981 À 2001
Parmi les fumeurs actuels de 15 à 24 ans

	De 15 à 19 ans		De 20 à 24 ans	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1981	46	42	47	50
1983	38	39	44	47
1985	28	29	41	41
1986	24	28	38	39
1988	20	23	33	41
1989	21	22	37	37
1990	21	20	36	34
1991	20	26	45	36
1994	26	28	42	38
1996	28	31	38	30
1998	25	32	37	31
1999	28	29	40	28
2000	23	27	33	32
2001	20	26	36	32

Sources : Santé Canada. Le tabagisme chez les jeunes au Canada, Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, 2001; et Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, février à juin 2001.

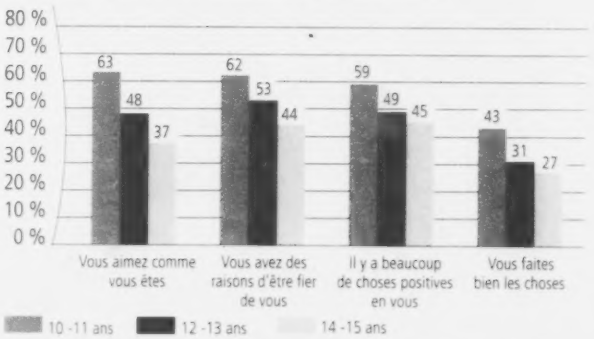
SENTIMENTS DES JEUNES À LEUR PROPRE ÉGARD

«Vous aimez comme vous êtes».

Face à cet énoncé, moins de la moitié (49%) des jeunes de 10 à 15 ans ont dit que c'était le cas et moins d'un tiers ont dit qu'ils étaient en grande partie d'accord. Juste un peu plus de la moitié pensaient qu'ils avaient des raisons d'être fiers d'eux et qu'il y avait beaucoup de choses positives en eux. Un tiers de ces jeunes étaient d'accord avec l'énoncé «vous faites bien les choses». Les garçons avaient plus tendance que les filles à avoir une opinion positive d'eux-mêmes.

À mesure que les enfants grandissent, ils ont moins tendance à dire qu'ils aiment comme ils sont et à avoir une opinion positive de leurs accomplissements et leurs capacités. ◆

SENTIMENTS DES JEUNES À LEUR PROPRE ÉGARD, PAR TRANCHE D'ÂGE
% d'accord avec les énoncés suivants, 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Les jeunes qui fument au Canada

Il y a maintenant moins d'adolescents canadiens qui fument. En 2001, 23% des adolescents canadiens de 15 à 19 ans fumaient, une baisse par rapport à 25% en 2000 et 28% en 1999. D'un maximum de 49% en 1981, le nombre de jeunes de 20 à 24 ans qui fumaient a régulièrement baissé à 34% en 2001. Même si c'est une baisse considérable, les jeunes adultes représentent encore la tranche d'âge avec la plus haute incidence de tabagisme.

Les adolescentes ont plus tendance à fumer que les garçons. Environ 26% des filles de 15 à 19 ans fument, par rapport à 20% des garçons. Parmi les 20 à 24 ans, cependant, les jeunes hommes ont plus tendance à fumer que les jeunes femmes (36% et 32%, respectivement).

Alors qu'il y avait près de 1,2 million de jeunes fumeurs de 15 à 24 ans en 2000, ce n'était pas la norme de fumer. Parmi les 20 à 24 ans, 58% ont dit n'avoir jamais fumé et 10% de plus ont dit avoir arrêté de fumer.

Le fait de fumer chez les jeunes est réparti inégalement au Canada. Le nombre d'adolescents qui fumaient (de 15 à 19 ans) variait énormément, de 18% en Colombie-Britannique à 30% au Nouveau-Brunswick et au Québec; chez les jeunes de 20 à ans 24, la prévalence allait de 28% en Colombie-Britannique et en Ontario à 40% à Terre-Neuve.

Les taux de tabagisme augmentaient fortement entre les tranches d'âge de 15 à 17 ans et de 18 à 19 ans, tant chez les filles que chez les garçons, mais particulièrement chez les garçons et une grande partie de l'augmentation se situait dans les taux quotidiens de tabagisme. Vingt trois pour cent des jeunes hommes de 18 à 19 ans fumaient quotidiennement, ainsi que 22% des jeunes femmes. Chez les fumeurs quotidiens de 15 à 24 ans, la moyenne était de 13,4 cigarettes par jour. Soixante dix pour cent des fumeurs de 15 à 19 ans avaient essayé d'arrêter au moins une fois pendant l'année précédente, ainsi que 63% des jeunes de 20 à 24 ans.

Où les jeunes trouvent-ils leurs cigarettes? Les jeunes fumeurs de 15 à 19 ans obtenaient leurs cigarettes de trois sources principales : les dépanneurs (53%), les stations d'essence (12%) et les amis (19%). Juste un peu plus de la moitié (54%) des fumeurs adolescents de 15 à 17 ans ont dit qu'on leur demandait leur âge quand ils essayaient d'acheter des cigarettes. ◆

TENDANCES DE TABAGISME CHEZ LES JEUNES AU CANADA, SELON L'ÂGE ET LE SEXE, 1981 À 2001
Parmi les fumeurs actuels de 15 à 24 ans

	De 15 à 19 ans		De 20 à 24 ans	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1981	46	42	47	50
1983	38	39	44	47
1985	28	29	41	41
1986	24	28	33	39
1988	20	23	33	41
1989	21	22	37	37
1990	21	20	36	34
1991	20	26	45	36
1994	26	28	42	38
1996	28	31	38	30
1998	25	32	37	31
1999	28	29	40	28
2000	23	27	33	32
2001	20	26	36	32

Sources : Santé Canada. Le tabagisme chez les jeunes au Canada, *Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, 2001; et Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, février à juin 2001.*

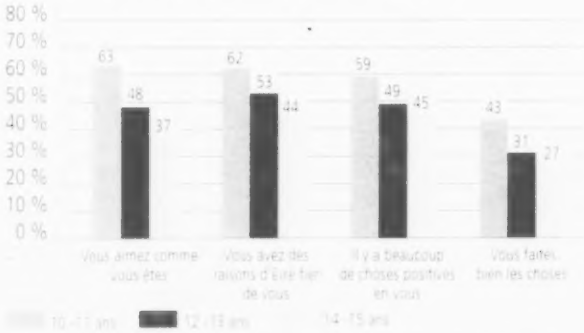
SENTIMENTS DES JEUNES À LEUR PROPRE ÉGARD

«Vous aimez comme vous êtes».

Face à cet énoncé, moins de la moitié (49%) des jeunes de 10 à 15 ans ont dit que c'était le cas et moins d'un tiers ont dit qu'ils étaient en grande partie d'accord. Juste un peu plus de la moitié pensaient qu'ils avaient des raisons d'être fiers d'eux et qu'il y avait beaucoup de choses positives en eux. Un tiers de ces jeunes étaient d'accord avec l'énoncé «vous faites bien les choses». Les garçons avaient plus tendance que les filles à avoir une opinion positive d'eux-mêmes.

À mesure que les enfants grandissent, ils ont moins tendance à dire qu'ils aiment comme ils sont et à avoir une opinion positive de leurs accomplissements et leurs capacités. ◆

SENTIMENTS DES JEUNES À LEUR PROPRE ÉGARD, PAR TRANCHE D'ÂGE
% d'accord avec les énoncés suivants, 1998



Source : Conseil du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

La santé sexuelle : bonnes et mauvaises nouvelles

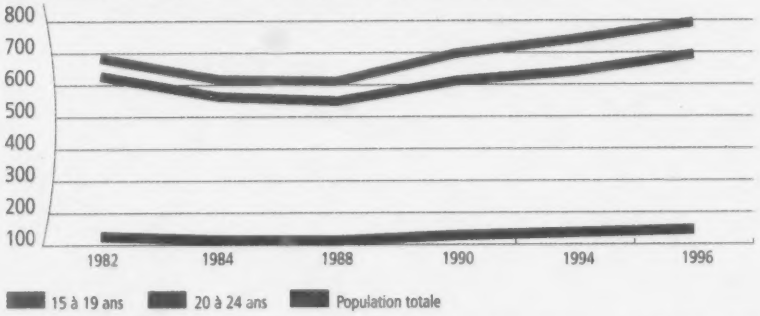
Diminution du taux de grossesse à l'adolescence

Les taux de grossesse à l'adolescence ont augmenté au Canada pendant la décennie de 1987 à 1997, mais ont diminué depuis. Cependant, le taux actuel est environ du double de celui d'autres pays développés, comme la France, les Pays-Bas et la Suède.

Environ 42 000 filles de 15 à 19 ans sont tombées enceintes au Canada en 2000. Cela représente 41,7 grossesses par 1 000 dans cette tranche d'âge. Environ la moitié de ces grossesses se sont terminées en avortement, ce qui indique qu'au moins la moitié n'étaient pas voulues.

Les pays qui ont des taux plus bas de grossesse à l'adolescence n'ont pas nécessairement moins d'activité sexuelle parmi les adolescents. Par exemple, juste au-dessus de 50% des adolescents canadiens ont eu des relations sexuelles jusqu'à 18 ans, un taux semblable à celui de la France, tandis qu'en Suède, la proportion est de 62%. Alors qu'un certain nombre de facteurs influencent ces taux, l'un des principaux est l'éducation.

TAUX DE CHLAMYDIE CHEZ LES JEUNES CANADIENS, par tranche d'âge, 1995 à 2000, Taux par 100 000 habitants



Source : Division de la promotion de la santé sexuelle et de la prévention et du contrôle des MTS, Santé Canada. D.M. Patrick; T. Wong; and R.A. Jordon. "Sexually transmitted infections in Canada: Recent resurgence threatens national goals," dans The Canadian Journal of Human Sexuality, *9, 149-165, 2001.*

Dans les pays qui ont des taux plus bas de grossesse à l'adolescence, on met en valeur une éducation sexuelle détaillée – pas la promotion de l'abstinence.

L'éducation sexuelle est obligatoire dans les écoles d'état ou publiques en France, en Suède en Angleterre et au Pays de Galles (dont le taux est semblable à celui du Canada). En Suède, le pays qui a le plus bas taux de naissance chez les adolescentes, l'éducation sexuelle a été obligatoire dans les écoles depuis près d'un demi siècle.

Les numéros précédents du Progrès ont documenté la diminution de l'éducation sexuelle au Canada. Le temps de programme réservé à l'éducation sexuelle dans les écoles a été réduit, et il y a moins de services fournis directement aux étudiants par des infirmières de la santé publique dans les écoles.

LES ALIMENTS DE FRIGO : DIFFICILES À ACHETER SUR UN FAIBLE REVENU

par Lynn McIntyre

Les mères monoparentales vivant sur un faible revenu vont souffrir de la faim pour que leurs enfants puissent manger. On a longtemps pensé que c'était le cas, et une étude récente de 141 mères dans les provinces de l'Atlantique l'a confirmé.

Quatre fois au cours d'un mois, les mères participant à cette enquête ont rempli un questionnaire sur l'insécurité alimentaire et ont fourni une information détaillée sur ce que leurs enfants et elles-mêmes avaient mangé dans les 24 heures précédentes.

L'étude a révélé que les mères à faible revenu sacrifiaient leurs besoins nutritifs essentiels pour le bien de leurs enfants. Même si la diète alimentaire des enfants était

Davantage de cas de maladies transmises sexuellement

Les taux de maladies transmises sexuellement augmentent parmi les jeunes Canadiens. Les taux de chlamydie chez les jeunes de 15 à 24 ans avaient baissé de 1992 à 1997, mais depuis lors les taux ont augmenté tant pour les filles que les garçons. En 2000, le taux était de 693 par 100 000 chez les jeunes de 15 à 19 ans, une hausse de 21% depuis 1997. Chez les jeunes de 20 à 24 ans, le taux a augmenté de 22% depuis 1997, à 793 par 100 000. Le taux d'infection est particulièrement élevé parmi les jeunes femmes. Les jeunes de 15 à 24 ans, des deux sexes, représentaient 69% de tous les cas signalés de chlamydie au Canada en 2000.

Les taux de gonorrhée ont aussi augmenté. Ces taux avaient diminué pendant deux décennies jusqu'à 1997, quand la tendance a commencé à changer. En 2000, le taux au Canada était de 20 par 100 000 habitants. Chez les jeunes de 15 à 24 ans, le taux a augmenté de 29% depuis 1997, les taux d'infection étant aussi élevés chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes. En 2000, cette tranche d'âge représentait presque la moitié de tous les cas déclarés de gonorrhée au Canada.

L'activité sexuelle

Selon l'Étude canadienne sur la contraception, 27% des jeunes femmes de 15 à 17 ans et 82% de celles de 18 à 24 ans ont eu des relations sexuelles.

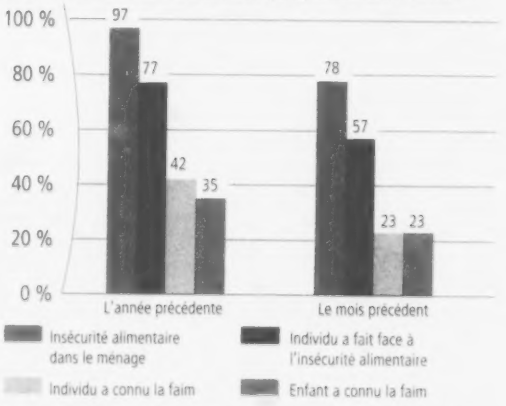
Parmi le groupe plus jeune, 53% avaient eu plus d'un partenaire, et seulement 60% ont dit qu'elles utilisaient toujours des moyens contraceptifs dans les six mois précédents. Parmi le groupe de 18 à 24 ans, 60% avaient eu plus d'un partenaire et 68% utilisaient toujours des moyens contraceptifs.

Les deux tiers dans les deux tranches d'âge prenaient la pilule, tandis que 83% des femmes du plus jeune groupe et 63% de celle du groupe plus âgé utilisaient des condons. Les plus jeunes femmes avaient plus tendance que celles de 18 à 24 ans à utiliser la pilule et des condons, double protection contre à la fois les maladies transmises sexuellement et la grossesse. Une minorité de ces jeunes femmes actives sexuellement utilisaient toujours des condons – 33% de celles de 15 à 17 ans et 19% de celles de 18 à 24 ans. ◆

nettement supérieure à celle de leur mère, les deux groupes manquaient de suffisamment de calcium, de vitamine D, d'acide folique et de vitamine A, qui sont nécessaires à une nutrition saine. Ces nutrients se trouvent couramment dans le lait et les légumes frais. L'une des participantes à l'étude les appelaient des «aliments de frigo».

Pratiquement tous les ménages ont souligné l'insécurité de ne pas avoir assez de nourriture pour la famille, et environ un quart ont aussi connu la faim. L'insécurité alimentaire et la faim étaient plus fréquentes chez les mères en Nouvelle-Écosse que chez celles du Nouveau-Brunswick. La différence est peut-être due au fait que la Nouvelle-Écosse récupère le Prestation fiscale canadienne pour enfants chez familles à l'assistance sociale tandis que le Nouveau-Brunswick ne le fait pas. ◆

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET FAIM DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE, CANADA 2001



Source : L. McIntyre; KD Raine; NT Glanville; & JB Dayle. "Hungry Mothers of Barely Fed Children," rapport sommaire pour CIHR/NHRDP & Public Health Services, Capital District Health Authority, Halifax, N-É, 2001.

PERCEPTIONS DES JEUNES SUR LEUR SANTÉ

Comment les jeunes évaluent-ils leur santé en général? En 2000, 80% des jeunes Canadiens de 16 à 24 ans à qui on a posé la question ont dit que leur santé était bonne ou excellente.

Vingt neuf pour cent ont jugé que leur santé était excellente, et 51% qu'elle était bonne ou très bonne; 16% ont jugé qu'elle n'était ni bonne ni mauvaise et seulement 4% ont dit avoir un mauvais ou terrible état de santé.

Les filles avaient un peu plus tendance que les garçons à dire que leur santé était excellente (31% par rapport à 26%), tandis que les garçons avaient plus tendance que les filles à dire que leur santé n'était ni bonne ni mauvaise (19% par rapport à 14%). Les jeunes qui avaient une éducation postsecondaire avaient plus tendance à dire que leur santé était excellente (38%), tandis que seulement 24% de ceux avec un niveau du secondaire ou moins avaient cette opinion.

Les jeunes de familles à revenu élevé avaient plus tendance que ceux de familles à faible revenu à juger que leur santé était excellente.

La perception des jeunes sur leur santé a changé de 1998 à 2000. En 1998, plus d'un tiers (34,8%) des jeunes interrogés avaient

jugé que leur santé était excellente. En 1999, ce chiffre avait baissé à 27,5%, mais reaugmenté à 29% en 2000.

L'ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ

Avec l'intense couverture des média dans les dernières années sur l'état du système des soins de santé au Canada, beaucoup de jeunes sont au courant des questions et préoccupations touchant à la santé, y compris l'accès aux services. Au Canada en 2000, seulement 68% des jeunes ont dit avoir confiance que si eux-mêmes ou un membre de leur famille tombaient malades, ils auraient accès aux soins de santé nécessaires; 14% n'étaient pas sûrs et 18% n'avaient pas confiance de recevoir les services dont ils auraient besoin.

Les jeunes avec une éducation postsecondaire avaient le plus tendance à avoir confiance en l'accès nécessaire aux services de santé (77%), par rapport à 64% des jeunes qui n'avaient que fini le secondaire. Les jeunes de familles à revenu élevé avaient beaucoup plus tendance que ceux de familles à faible revenu à croire qu'ils recevraient les services de santé dont ils auraient besoin.

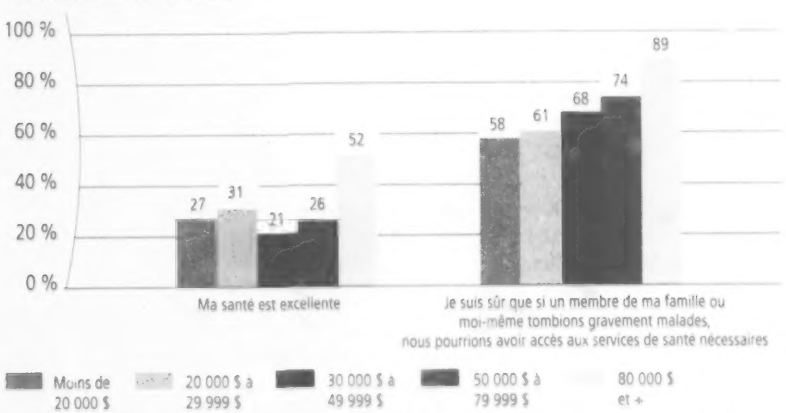
Les jeunes vivant dans différentes régions du Canada s'en préoccupaient à des niveaux significativement différents. Les jeunes en Colombie-Britannique avaient le moins tendance à croire qu'ils pourraient avoir accès aux services de santé : un bon 30% n'avaient pas confiance et seulement 59% avaient confiance. Au contraire, 76% des jeunes dans les Prairies avaient confiance en l'accès aux services de santé, et seulement 16% n'y croyaient pas.

La confiance des jeunes dans l'accès aux services de santé a augmenté de 1998 à 1999, mais a diminué à nouveau de 1999 à 2000. En 1998, 63% des jeunes avaient exprimé leur confiance, montant à 73% en 1999, puis baissant à 68% en 2000.

DE L'AIDE EN CAS DE MALADIE

Quatre vingt seize pour cent des jeunes interrogés ont dit que s'ils étaient gravement malades à la maison, il y aurait quelqu'un – comme un membre de la famille, un ami ou un voisin – qui s'occuperait d'eux. Seulement 4% ont dit qu'ils n'auraient personne pour les aider. Quel que soit le sexe, le niveau d'éducation, la région ou le revenu, presque tous les jeunes pensaient qu'il y avait quelqu'un dans leur vie qui leur viendrait en aide. ◆

PERCEPTION DES JEUNES SUR LEUR SANTÉ, SELON LE REVENU FAMILIAL, 2000
Jeunes de 16 à 24 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de sondages CCDS/EKOS menés pour l'Indice de sécurité personnelle, 1999 et 2000.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

L'engagement social correspond aux relations et à la nature des échanges – tant positifs que négatifs – avec les autres membres de la famille, les jeunes du même âge, les membres de la communauté, les institutions locales et, dans la scène plus large, avec la société.

RELATIONS AVEC LA FAMILLE ET LES AMIS

Les relations personnelles avec les amis et la famille ont une forte influence sur la santé physique et affective des jeunes. Les jeunes font souvent appel à leurs amis pour du soutien et les amitiés sont très importantes pour eux.

Se faire des amis

En 1998, 92% des enfants de 10 à 15 ans ont dit avoir beaucoup d'amis. Les filles avaient juste un peu plus tendance que les garçons à penser ainsi (93% par rapport à 91%). Le revenu familial ne faisait aucune différence.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'entendaient bien avec les autres enfants et s'ils se faisaient des amis, la plupart des enfants ont eu une réponse positive, les enfants de 10 et 11 ans étant moins enthousiastes que ceux de 12 et 13 ans.

Les filles étaient plus susceptibles d'être enthousiastes à propos de leurs amitiés que les garçons – 75% des filles et 65% des garçons pensaient que les autres enfants du même âge les voulaient pour ami-e-s; 87% des filles et 83% des garçons pensaient qu'ils s'entendaient bien avec les autres du même âge; enfin 83% des filles et 78% des garçons pensaient que la plupart des autres enfants du même âge les aimaient bien. Les enfants de familles à faible revenu avaient un peu moins tendance que ceux de familles plus aisées à dire qu'ils pensaient ainsi.

Que s'est-il passé au fil des ans? De 1994 à 1998, il y a eu peu de changement à ce tableau.

Parler de ses problèmes

On a demandé au enfants de 10 à 15 ans en 1998 s'il y avait quelqu'un d'autre que leurs amis à qui ils pouvaient parler de leurs problèmes, et 89% ont répondu que oui. Parmi les enfants de 10 et 11 ans, 93% ont répondu que oui, par rapport à 89% des enfants de 12 et 13 ans, et 86% de ceux de 14 et 15 ans. Les filles avaient plus tendance que les garçons à avoir quelqu'un d'autre que leurs amis à qui se confier (92% et 87%, respectivement). Le revenu familial n'influait pas sur les réponses, et les réponses des enfants étaient à peu près les mêmes en 1994 et 1996 qu'en 1998.

Les enfants de 10 à 15 ans avaient plus tendance à parler avec leur mère (82%) de leurs problèmes, bien que 61% aient indiqué leur père. À mesure que les enfants grandissent, cependant, ils ont moins tendance à se sentir à l'aise de parler avec leur mère, leur père ou tout autre adulte. Ils ont plus tendance à se tourner vers un frère ou une soeur.

(voir page suivante)

RELATIONS AVEC LES AUTRES ENFANTS, 1994, 1996, 1998

	Tranche d'âge				
	10 à 11 ans			12 à 13 ans	
Oui, c'est vrai, ou en grande partie, que...	1994	1996	1998	1996	1998
J'ai beaucoup d'amis	88	88	89	91	93
Je m'entends bien avec les autres de mon âge	78	79	79	86	85
Les autres enfants de mon âge me veulent pour ami-e	66	66	66	66	69
La plupart des autres de mon âge m'aiment bien	77	76	77	78	82

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

L'ENGAGEMENT SOCIAL

L'engagement social correspond aux relations et à la nature des échanges – tant positifs que négatifs – avec les autres membres de la famille, les jeunes du même âge, les membres de la communauté, les institutions locales et, dans un sens plus large, avec la société.

RELATIONS AVEC LA FAMILLE ET LES AMIS

Les relations personnelles avec les amis et la famille ont une forte influence sur la santé physique et affective des jeunes. Les jeunes font souvent appel à leurs amis pour du soutien et les amitiés sont très importantes pour eux.

Se faire des amis

En 1998, 92% des enfants de 10 à 15 ans ont dit avoir beaucoup d'amis. Les filles avaient juste un peu plus tendance que les garçons à penser ainsi (93% par rapport à 91%). Le revenu familial ne faisait aucune différence.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'entendaient bien avec les autres enfants et s'ils se faisaient des amis, la plupart des enfants ont eu une réponse positive, les enfants de 10 et 11 ans étant moins enthousiastes que ceux de 12 et 13 ans.

Les filles étaient plus susceptibles d'être enthousiastes à propos de leurs amitiés que les garçons – 75% des filles et 65% des garçons pensaient que les autres enfants du même âge les voulaient pour ami-e-s; 87% des filles et 83% des garçons pensaient qu'ils s'entendaient bien avec les autres du même âge; enfin 83% des filles et 78% des garçons pensaient que la plupart des autres enfants du même âge les aimaient bien. Les enfants de familles à faible revenu avaient un peu moins tendance que ceux de familles plus aisées à dire qu'ils pensaient ainsi.

Que s'est-il passé au fil des ans? De 1994 à 1998, il y a eu peu de changement à ce tableau.

Parler de ses problèmes

On a demandé au enfants de 10 à 15 ans en 1998 s'il y avait quelqu'un d'autre que leurs amis à qui ils pouvaient parler de leurs problèmes, et 89% ont répondu que oui. Parmi les enfants de 10 et 11 ans, 93% ont répondu que oui, par rapport à 89% des enfants de 12 et 13 ans, et 86% de ceux de 14 et 15 ans. Les filles avaient plus tendance que les garçons à avoir quelqu'un d'autre que leurs amis à qui se confier (92% et 87%, respectivement). Le revenu familial n'influait pas sur les réponses, et les réponses des enfants étaient à peu près les mêmes en 1994 et 1996 qu'en 1998.

Les enfants de 10 à 15 ans avaient plus tendance à parler avec leur mère (82%) de leurs problèmes, bien que 61% aient indiqué leur père. A mesure que les enfants grandissent, cependant, ils ont moins tendance à se sentir à l'aise de parler avec leur mère, leur père ou tout autre adulte. Ils ont plus tendance à se tourner vers un frère ou une soeur.

(voir page suivante)

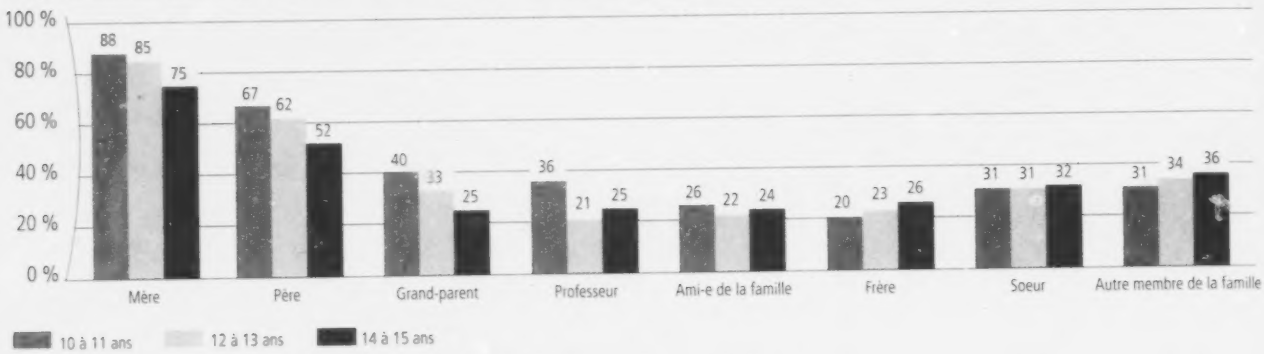
RELATIONS AVEC LES AUTRES ENFANTS, 1994, 1996, 1998

	Tranche d'âge				
	10 à 11 ans			12 à 13 ans	
Oui, c'est vrai, ou en grande partie, que...	1994	1996	1998	1996	1998
J'ai beaucoup d'amis	88	88	89	91	93
Je m'entends bien avec les autres de mon âge	78	79	79	86	85
Les autres enfants de mon âge me veulent pour ami-e	66	66	66	66	69
La plupart des autres de mon âge m'aiment bien	77	76	77	78	82

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

(suite de la page 51)

À QUI D'AUTRE QUE VOS AMIS PARLEZ-VOUS DE VOS PROBLÈMES?



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Bien s'entendre

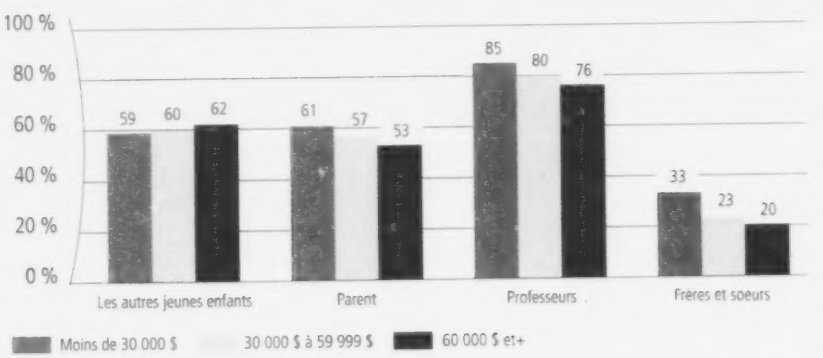
Soixante pour cent des parents ont dit que leurs enfants de 4 à 9 ans s'entendaient très bien avec les autres enfants, 57% ont dit avoir une très bonne relation parent-enfant, mais seulement 25% ont indiqué ne pas avoir de problèmes entre frères et soeurs. À mesure que les enfants grandissent, les relations sont plus difficiles. Environ un tiers (32%) des jeunes de 10 à 13 ans ont dit ne pas avoir de problèmes avec leurs amis, 42% ont dit la même chose de leur mère et 40% ont dit ne pas avoir de problèmes avec leur père. Seulement 15% s'entendaient très bien avec leurs frères et soeurs.

Le revenu familial semble affecter ces relations chez les jeunes enfants, mais ne semble pas avoir le même effet sur les enfants plus âgés. Les proportions n'ont pratiquement pas changé depuis 1994. ◆

RELATIONS AVEC LA FAMILLE ET LES AMIS, SELON LE REVENU FAMILIAL, 1998

Pour les enfants de 4 à 9 ans

Au cours des six derniers mois, s'est bien entendu/pas de problèmes avec :



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

Les tendances de la criminalité juvénile

Le taux de criminalité chez les jeunes a légèrement augmenté en 2000 (une hausse de 1%), après huit années de baisse. L'augmentation du taux a été due à l'augmentation des inculpations pour des crimes violents et autres délits au code pénal chez les jeunes de 12 à 17 ans.

Après quatre années de réduction, le taux de jeunes inculpés pour crimes violents a augmenté de 7% en 2000 – la plus grosse augmentation en un an depuis 1991. Le taux de criminalité violente chez les jeunes en 2000 était de 33% plus élevée qu'il y a dix ans. Presque toutes les catégories de crimes violents chez les jeunes ont augmenté : agressions sexuelles (+18%), agressions (+7%), et cambriolages (+2%). Cependant, le taux de jeunes inculpés d'homicide a baissé de 9% en 2000.

Le taux de criminalité juvénile contre la propriété a baissé de 4%, soit la neuvième année de baisse consécutive. La tendance à l'augmentation des taux pour les crimes violents et à la baisse des taux pour les délits contre la propriété reflètent la situation des taux de criminalité en général.

Les délits contre la propriété représentaient encore près de la moitié (46%) de tous les crimes chez les jeunes, par rapport à 33% des crimes chez les adultes. À part cela, 22% des jeunes inculpés l'ont été pour crimes violents, par rapport à 31% des inculpés adultes. La répartition a changé depuis dix ans, quand il y avait seulement 12% d'inculpations pour crimes violents chez les jeunes et 66% d'inculpations pour délits contre la propriété. ◆

LA CRAINTE DES JEUNES DE LA CRIMINALITÉ

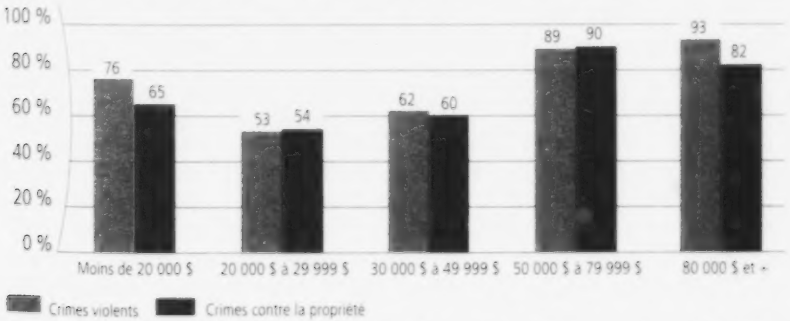
La plupart des jeunes de 16 à 24 ans au Canada pensent que leur quartier est à l'abri de crimes violents et de crimes contre la propriété. Mais les variations sont considérables selon le revenu familial et il y a aussi des différences régionales dans tout le pays.

En 2000, 92% des jeunes Canadiens ont dit que leur quartier était très ou modérément à l'abri de crimes violents, et 86% pensaient ainsi quand il s'agissait de crimes contre la propriété, comme les cambriolages. Les jeunes vivant dans un ménage à revenu élevé avaient plus tendance que ceux dans un ménage à faible revenu à se sentir à l'abri de la criminalité.

Les jeunes vivant dans les provinces de l'Atlantique avaient le plus tendance à se sentir très à l'abri des crimes violents (87%) et des crimes contre la propriété (87%). Au Québec, les jeunes avaient le moins tendance (68%) à dire que leur quartier était très à l'abri des crimes contre la propriété, et 18% ont dit que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents. Parmi les jeunes des Prairies, 78% se sentaient très à l'abri des crimes contre la propriété, mais ils avaient le plus tendance à penser que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents (18%). En Ontario, 76% des jeunes se sentaient très à l'abri des crimes contre la propriété, et seulement 5,6% pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents. En Colombie-Britannique, un cinquième (20%) des jeunes pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes contre la propriété, mais ils avaient le moins tendance (4%) à penser qu'il n'était pas à l'abri des crimes violents. En Alberta, 19% des jeunes pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes contre la propriété.

La proportion de jeunes qui se sentent très à l'abri des crimes violents dans leur quartier a diminué. En 1998, 78% des jeunes se sentaient très en sécurité, par rapport à 75% en 1999, et à 74% en 2000. Cependant, la proportion de jeunes qui pensent que leur quartier n'est pas sécuritaire a aussi diminué, pour passer de 9% en 1998 et 1999 et à 8% en 2000. Le fait que davantage de jeunes se sentent «modérément à l'abri» semble indiquer une incertitude croissante au sujet de la sécurité. ◆

CRAINTE DE LA CRIMINALITÉ, SELON LE REVENU FAMILIAL, 2001
Jeunes de 16 à 24 ans : «Mon quartier est très à l'abri du crime».



Source : Conseil canadien de développement social/EKOS. Sondage pour le rapport annuel sur l'Indice de sécurité personnelle, 2001.

Les enfants exposés à la violence dans les média

Les enfants et les jeunes peuvent être exposés à la violence à la télévision et la radio, dans les films et la musique et sur Internet. L'effet psychologique de ce type de violence sur le développement de l'enfant dépend d'un certain nombre de facteurs. Les enfants peuvent y répondre avec une agressivité accrue, une crainte et une anxiété accrues d'en être victime, une détresse émotive, ou un sens de soi diminué.

L'ELNEJ a demandé aux parents la fréquence à laquelle leurs enfants voyaient des émissions de télévision ou des films avec un contenu très violent. En 1998, 8,9% des parents d'enfants de 2 à 15 ans ont dit que leurs enfants voyaient ce type de violence «souvent», 41,5% ont dit «parfois», 30,7% ont dit «rarement» et seulement 5,3% ont répondu «jamais».

Il y avait cependant de grandes différences selon l'âge de l'enfant. Les enfants plus âgés avaient plus tendance que les plus jeunes à voir des émissions de télé ou des films violents «souvent» ou «parfois». Par exemple, près d'un quart (22,5%) des enfants de 14 et 15 ans voyaient des émissions de télé ou des films violents «souvent», selon leurs parents, par rapport à 9,3% des enfants de 10 et 11 ans et à 4% des enfants de 6 à 9 ans. Plus de la moitié (57,4%) des enfants de deux et trois ans ne regardaient «jamais» ce type de violence, par rapport à 5,3% des jeunes de 14 et 15 ans.

Selon leurs parents, la proportion de jeunes enfants qui regardent «souvent» des émissions de télé ou des films très violents a baissé depuis 1994. Ce n'est pas le cas cependant pour les enfants plus âgés. ◆

LA CRAINTE DES JEUNES DE LA CRIMINALITÉ

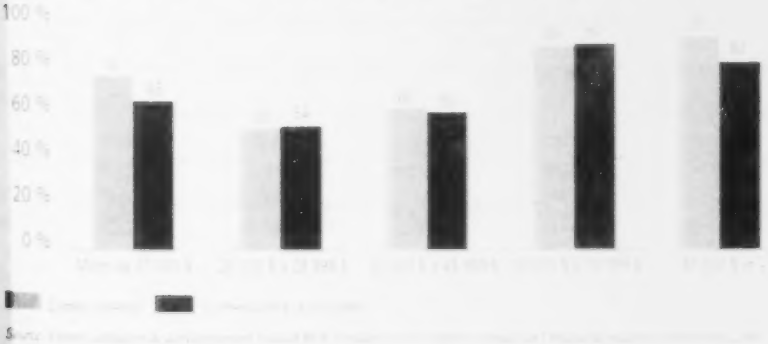
La plupart des jeunes de 16 à 24 ans au Canada pensent que leur quartier est à l'abri de crimes violents et de crimes contre la propriété. Mais les variations sont considérables selon le revenu familial et il y a aussi des différences régionales dans tout le pays.

En 2000, 92% des jeunes Canadiens ont dit que leur quartier était très ou modérément à l'abri de crimes violents, et 86% pensaient ainsi quand il s'agissait de crimes contre la propriété, comme les cambriolages. Les jeunes vivant dans un ménage à revenu élevé avaient plus tendance que ceux dans un ménage à faible revenu à se sentir à l'abri de la criminalité.

Les jeunes vivant dans les provinces de l'Atlantique avaient le plus tendance à se sentir très à l'abri des crimes violents (87%) et des crimes contre la propriété (87%). Au Québec, les jeunes avaient le moins tendance (68%) à dire que leur quartier était très à l'abri des crimes contre la propriété, et 18% ont dit que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents. Parmi les jeunes des Prairies, 78% se sentaient très à l'abri des crimes contre la propriété, mais ils avaient le plus tendance à penser que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents (18%). En Ontario, 76% des jeunes se sentaient très à l'abri des crimes contre la propriété, et seulement 5,6% pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes violents. En Colombie-Britannique, un cinquième (20%) des jeunes pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes contre la propriété, mais ils avaient le moins tendance (4%) à penser qu'il n'était pas à l'abri des crimes violents. En Alberta, 19% des jeunes pensaient que leur quartier n'était pas à l'abri des crimes contre la propriété.

La proportion de jeunes qui se sentent très à l'abri des crimes violents dans leur quartier a diminué. En 1998, 78% des jeunes se sentaient très en sécurité, par rapport à 75% en 1999 et à 74% en 2000. Cependant, la proportion de jeunes qui pensent que leur quartier n'est pas sécuritaire a aussi diminué, pour passer de 9% en 1998 et 1999 et à 8% en 2000. Le fait que davantage de jeunes se sentent «modérément à l'abri» semble indiquer une incertitude croissante au sujet de la sécurité. ◆

CRAINTE DE LA CRIMINALITÉ, SELON LE REVENU FAMILIAL, 2001
Jeunes de 16 à 24 ans : Mon quartier est très à l'abri du crime»



Les enfants exposés à la violence dans les média

Les enfants et les jeunes peuvent être exposés à la violence à la télévision et la radio, dans les films et la musique et sur Internet. L'effet psychologique de ce type de violence sur le développement de l'enfant dépend d'un certain nombre de facteurs. Les enfants peuvent y répondre avec une agressivité accrue, une crainte et une anxiété accrues d'en être victime, une détresse émotive, ou un sens de soi diminué.

L'ELNEJ a demandé aux parents la fréquence à laquelle leurs enfants voyaient des émissions de télévision ou des films avec un contenu très violent. En 1998, 8,9% des parents d'enfants de 2 à 15 ans ont dit que leurs enfants voyaient ce type de violence «souvent», 41,5% ont dit «parfois», 30,7% ont dit «rarement» et seulement 5,3% ont répondu «jamais».

Il y avait cependant de grandes différences selon l'âge de l'enfant. Les enfants plus âgés avaient plus tendance que les plus jeunes à voir des émissions de télé ou des films violents «souvent» ou «parfois». Par exemple, près d'un quart (22,5%) des enfants de 14 et 15 ans voyaient des émissions de télé ou des films violents «souvent», selon leurs parents, par rapport à 9,3% des enfants de 10 et 11 ans et à 4% des enfants de 6 à 9 ans. Plus de la moitié (57,4%) des enfants de deux et trois ans ne regardaient «jamais» ce type de violence, par rapport à 5,3% des jeunes de 14 et 15 ans.

Selon leurs parents, la proportion de jeunes enfants qui regardent «souvent» des émissions de télé ou des films très violents a baissé depuis 1994. Ce n'est pas le cas cependant pour les enfants plus âgés. ◆

L'engagement des jeunes dans leur communauté

Le bénévolat chez les jeunes a diminué dans les dernières années. En 2000, 29% des jeunes de 15 à 24 ans faisaient du bénévolat, par rapport à 33% en 1997. Le taux de bénévolat a baissé pour tous les types d'activités bénévoles. Cependant, les jeunes donnaient bénévolement davantage d'heures – en moyenne 130 heures en 2000, par rapport à 125 heures en 1997.

Il y avait des variations à travers le pays. Dans certaines provinces – notamment en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et au Manitoba – le taux a singulièrement diminué, alors qu'il a augmenté en Alberta et en Saskatchewan.

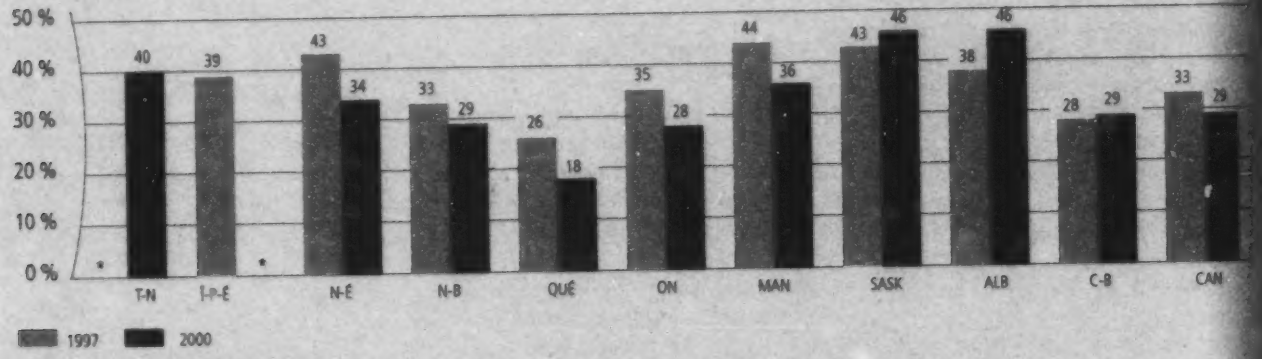
Pourquoi du bénevolat?

Un bon nombre de jeunes font du bénévolat parce qu'ils le doivent. Près d'un sur cinq (18%) ont dit qu'une partie ou toutes leurs heures de bénévolat étaient requises par leur école, leur employeur ou le gouvernement.

Les jeunes font du bénévolat pour d'autres raisons que les adultes. Ils ont plus tendance à faire du bénévolat pour améliorer leurs débouchés d'emploi (55% par rapport à 16% chez les bénévoles plus âgés), ce qui pourrait expliquer la baisse du taux de bénévolat de 1997 à 2000. Pendant cette période, le niveau d'emploi à temps plein pour les Canadiens de 15 à 24 ans a augmenté de plus de 15%. Au cours de la décennie 1987-1997, lorsque le bénévolat chez les jeunes a augmenté, les perspectives d'emploi n'étaient pas si bonnes.

Les autres raisons principales pour lesquelles les jeunes font du bénévolat sont d'explorer leurs propres qualités (71% par rapport à 54% chez les plus âgés) et parce que leurs amis en font aussi (42% par rapport à 28% chez les plus âgés). Ils ont moins tendance que les bénévoles plus âgés à faire du bénévolat pour une cause en laquelle ils croient ou qui les a personnellement affectés, ou pour remplir des obligations ou des croyances religieuses (19% par rapport à 28% chez les plus âgés).

LES JEUNES BÉNÉVOLES AU CANADA, 1997 ET 2000
Jeunes de 15 à 24 ans



** Chiffres supprimés en raison de la petite taille de l'échantillon.*
Source : Statistique Canada.Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, *2001.*

LA VIOLENCE FAMILIALE

Selon les parents ayant répondu à l'ELNEJ en 2000, environ 8% des enfants de 4 à 11 ans – soit à peu près 247 000 enfants – avaient été témoins chez eux de bagarres physiques par des adultes ou des adolescents, de coups ou d'actes essayant de blesser les autres. Ce taux est semblable à celui de 9% rapporté en 1994 et de 8% en 1996. La violence peut venir de frères et soeurs, des parents ou d'autres adultes, mais dans 31% des cas, il n'y avait pas d'adolescents à domicile.

Les chiffres montrent aussi que les enfants qui sont témoins de bagarres physiques à la maison font preuve d'un comportement physiquement agressif plus souvent que ceux qui n'ont pas été témoin de bagarres. De la même façon, ils ont plus tendance à montrer des signes de troubles affectifs et à commettre des actes de délinquence contre la propriété.

En 1999, l'Enquête sociale générale (ESG) a posé à des femmes et des hommes des questions au sujet de la violence exercée par leur époux/se ou conjoint-e, actuel ou passé. On leur a aussi demandé si leurs enfants avaient été témoins de cette violence. D'après l'enquête, les enfants avaient vu ou entendu des agressions sur un parent dans approximativement 461 000 cas de violence conjugale au cours de la période de cinq ans précédant l'enquête. Cela représentait un peu plus d'un tiers de tous les cas de violence conjugale. Environ 70% des enfants qui avaient été témoins de violence conjugale avaient vu des agressions contre leur mère, plus du double du taux (30%) de cas dans lesquels les hommes étaient les victimes.

Selon l'ESG, dans 45% des cas de violence conjugale dont les enfants sont témoins, les victimes appellent la police. Lorsque les enfants n'étaient pas présents, les victimes n'appelaient la police que dans 18% des cas. Les victimes contactaient une agence sociale dans 53% des cas où les enfants avaient été témoins de la violence, par rapport à environ un quart des cas

EXPÉRIENCES PENDANT L'ENFANCE DES ADULTES FAISANT DU BÉNÉVOLAT, 2000

Étaient actifs dans un gouvernement d'étudiants	42 %
Avaient un parent faisant du bénévolat dans la communauté	39 %
Étaient actifs dans un organisme religieux	38 %
Faisaient du travail bénévole	36 %
Étaient aidés par d'autres personnes	35 %
Faisaient partie d'un groupe de jeunes	35 %
Ont vu quelqu'un qu'ils admiraient aider les autres	34 %
Ont fait du porte-à-porte électoral	33 %
Ont participé à un sport d'équipe	31 %
Tous les bénévoles canadiens	27 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, 2001, de Statistique Canada.

Les activités bénévoles

La plupart des jeunes font du bénévolat auprès de trois types d'organismes – éducation et recherche, services sociaux, et les arts, la culture et les loisirs, y compris les sports. En 2000, 19% des heures de bénévolat chez les jeunes sont allées aux organismes d'éducation et de recherche, 22% aux services sociaux, et 18% aux groupes artistiques, culturels et de loisirs. Le reste des heures de bénévolat (41%) chez les jeunes sont allées à une diversité d'organismes. Ces résultats sont très semblables à ceux de 1997, avec une exception notoire : le pourcentage des heures de bénévolat des jeunes qui sont sont allées aux organismes d'éducation et de recherche ont chuté de 29% en 1997 à 19% en 2000.

Il y a cinq types principaux d'activités pour lesquelles les jeunes bénévoles au Canada font don de leur temps. En 2000 :

- 53% des jeunes bénévoles ont travaillé à organiser et à superviser des événements, par rapport à 49% de jeunes bénévoles en 1997;
- 39% ont fait du porte-à-porte électoral, participé à des campagnes et des levées de fonds (43% en 1997);
- 34% ont enseigné ou donné des cours d'entraînement (29% en 1997);
- 29% ont fourni des services de soins, de soutien ou de counselling (23% en 1997);
- 26% ont servi comme membre non rémunéré d'un conseil d'administration ou d'un comité (25% en 1997).

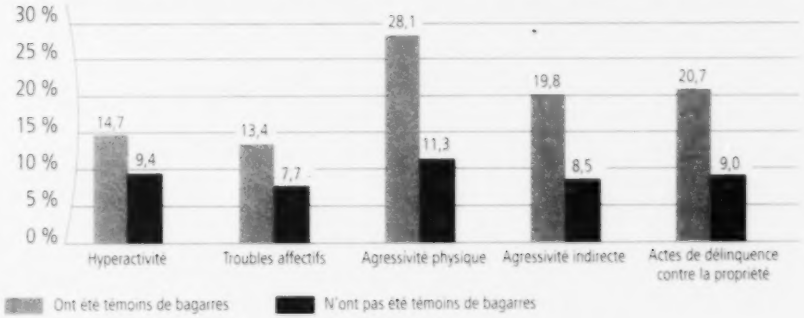
Influences positives

Les adultes auront plus tendance à faire du bénévolat si, pendant leur jeunesse, ils ont fait des activités de bénévolat où en ont été témoin dans leur famille. De 1997 à 2000, cependant, on a constaté une baisse du pourcentage de bénévoles adultes qui avaient été témoin de bénévolat pendant leur enfance – laissant suggérer que cette influence positive s'estompe. ◆

sans enfant témoin. Les femmes avaient plus tendance que les hommes à appeler une agence sociale pour demander de l'aide – 62% par rapport à 33%.

Un sondage éclair d'un jour, mené en avril 2000 par l'Enquête sur les maisons d'hébergement, avait révélé que près de 1 900 enfants vivaient en maison d'hébergement à cause de violence. Ils composaient 91% de tous les enfants en maison d'hébergement ce jour-là, et les enfants de moins de 5 ans en formaient la plus grande proportion. Environ la moitié des femmes qui ont emmené leurs enfants en maison d'hébergement en 2000 ont dit qu'elles les protégeaient d'être témoin de la violence envers leur mère, 39% protégeaient l'enfant d'abus psychologique, 18% de violence physique et 5% d'abus sexuel. ◆

LES EFFETS DE LA VIOLENCE FAMILIALE
Comportement des enfants qui sont témoins de bagarres physiques chez eux



Source : Centre canadien de la statistique juridique. La violence familiale au Canada : profil statistique, *2001.*

L'engagement des jeunes dans leur communauté

Le bénévolat chez les jeunes a diminué dans les dernières années. En 2000, 29% des jeunes de 15 à 24 ans faisaient du bénévolat, par rapport à 33% en 1997. Le taux de bénévolat a baissé pour tous les types d'activités bénévoles. Cependant, les jeunes donnaient bénévolement davantage d'heures – en moyenne 130 heures en 2000, par rapport à 125 heures en 1997.

Il y avait des variations à travers le pays. Dans certaines provinces – notamment en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et au Manitoba – le taux a singulièrement diminué, alors qu'il a augmenté en Alberta et en Saskatchewan.

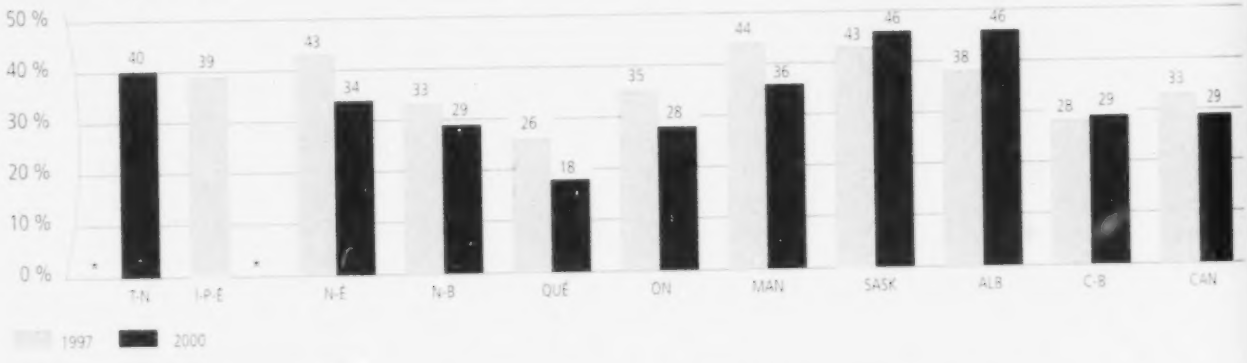
Pourquoi du bénévolat?

Un bon nombre de jeunes font du bénévolat parce qu'ils le doivent. Près d'un sur cinq (18%) ont dit qu'une partie ou toutes leurs heures de bénévolat étaient requises par leur école, leur employeur ou le gouvernement.

Les jeunes font du bénévolat pour d'autres raisons que les adultes. Ils ont plus tendance à faire du bénévolat pour améliorer leurs débouchés d'emploi (55% par rapport à 16% chez les bénévoles plus âgés), ce qui pourrait expliquer la baisse du taux de bénévolat de 1997 à 2000. Pendant cette période, le niveau d'emploi à temps plein pour les Canadiens de 15 à 24 ans a augmenté de plus de 15%. Au cours de la décennie 1987-1997, lorsque le bénévolat chez les jeunes a augmenté, les perspectives d'emploi n'étaient pas si bonnes.

Les autres raisons principales pour lesquelles les jeunes font du bénévolat sont d'explorer leurs propres qualités (71% par rapport à 54% chez les plus âgés) et parce que leurs amis en font aussi (42% par rapport à 28% chez les plus âgés). Ils ont moins tendance que les bénévoles plus âgés à faire du bénévolat pour une cause en laquelle ils croient ou qui les a personnellement affectés, ou pour remplir des obligations ou des croyances religieuses (19% par rapport à 28% chez les plus âgés).

LES JEUNES BÉNÉVOLES AU CANADA, 1997 ET 2000
Jeunes de 15 à 24 ans



* *Chiffres supprimés en raison de la petite taille de l'échantillon.*
Source : Statistique Canada, Canadiens dévoués, Canadiens engagés ; Points saillants de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, 2001.

LA VIOLENCE FAMILIALE

Selon les parents ayant répondu à l'ELNEJ en 2000, environ 8% des enfants de 4 à 11 ans – soit à peu près 247 000 enfants – avaient été témoins chez eux de bagarres physiques par des adultes ou des adolescents, de coups ou d'actes essayant de blesser les autres. Ce taux est semblable à celui de 9% rapporté en 1994 et de 8% en 1996. La violence peut venir de frères et soeurs, des parents ou d'autres adultes, mais dans 31% des cas, il n'y avait pas d'adolescents à domicile.

Les chiffres montrent aussi que les enfants qui sont témoins de bagarres physiques à la maison font preuve d'un comportement physiquement agressif plus souvent que ceux qui n'ont pas été témoin de bagarres. De la même façon, ils ont plus tendance à montrer des signes de troubles affectifs et à commettre des actes de délinquence contre la propriété.

En 1999, l'Enquête sociale générale (ESG) a posé à des femmes et des hommes des questions au sujet de la violence exercée par leur époux/se ou conjoint-e, actuel ou passé. On leur a aussi demandé si leurs enfants avaient été témoins de cette violence. D'après l'enquête, les enfants avaient vu ou entendu des agressions sur un parent dans approximativement 461 000 cas de violence conjugale au cours de la période de cinq ans précédant l'enquête. Cela représentait un peu plus d'un tiers de tous les cas de violence conjugale. Environ 70% des enfants qui avaient été témoins de violence conjugale avaient vu des agressions contre leur mère, plus du double du taux (30%) de cas dans lesquels les hommes étaient les victimes.

Selon l'ESG, dans 45% des cas de violence conjugale dont les enfants sont témoins, les victimes appellent la police. Lorsque les enfants n'étaient pas présents, les victimes n'appelaient la police que dans 18% des cas. Les victimes contactaient une agence sociale dans 53% des cas où les enfants avaient été témoins de la violence, par rapport à environ un quart des cas

EXPÉRIENCES PENDANT L'ENFANCE DES ADULTES FAISANT DU BÉNÉVOLAT, 2000

Étaient actifs dans un gouvernement d'étudiants	42 %
Avaient un parent faisant du bénévolat dans la communauté	39 %
Étaient actifs dans un organisme religieux	38 %
Faisaient du travail bénévole	36 %
Étaient aidés par d'autres personnes	35 %
Faisaient partie d'un groupe de jeunes	35 %
Ont vu quelqu'un qu'ils admiraient aider les autres	34 %
Ont fait du porte-à-porte électoral	33 %
Ont participé à un sport d'équipe	31 %
Tous les bénévoles canadiens	27 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation, 2001, de Statistique Canada

Les activités bénévoles

La plupart des jeunes font du bénévolat auprès de trois types d'organismes – éducation et recherche, services sociaux, et les arts, la culture et les loisirs, y compris les sports. En 2000, 19% des heures de bénévolat chez les jeunes sont allées aux organismes d'éducation et de recherche, 22% aux services sociaux, et 18% aux groupes artistiques, culturels et de loisirs. Le reste des heures de bénévolat (41%) chez les jeunes sont allées à une diversité d'organismes. Ces résultats sont très semblables à ceux de 1997, avec une exception notoire : le pourcentage des heures de bénévolat des jeunes qui sont sont allées aux organismes d'éducation et de recherche ont chuté de 29% en 1997 à 19% en 2000.

Il y a cinq types principaux d'activités pour lesquelles les jeunes bénévoles au Canada font don de leur temps. En 2000 :

- 53% des jeunes bénévoles ont travaillé à organiser et à superviser des événements, par rapport à 49% de jeunes bénévoles en 1997;
- 39% ont fait du porte-à-porte électoral, participé à des campagnes et des levées de fonds (43% en 1997);
- 34% ont enseigné ou donné des cours d'entraînement (29% en 1997);
- 29% ont fourni des services de soins, de soutien ou de counselling (23% en 1997);
- 26% ont servi comme membre non rémunéré d'un conseil d'administration ou d'un comité (25% en 1997).

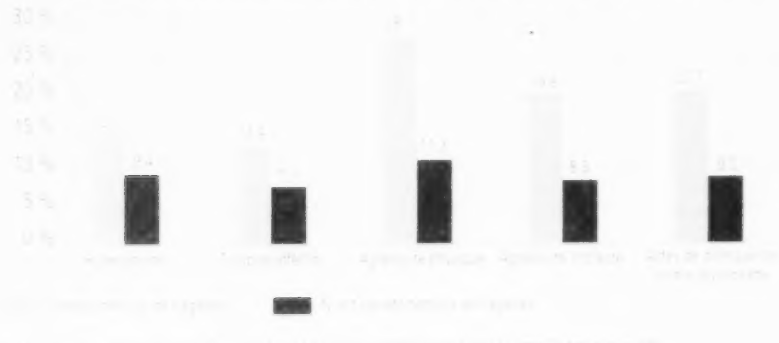
Influences positives

Les adultes auront plus tendance à faire du bénévolat si, pendant leur jeunesse, ils ont fait des activités de bénévolat où en ont été témoin dans leur famille. De 1997 à 2000, cependant, on a constaté une baisse du pourcentage de bénévoles adultes qui avaient été témoin de bénévolat pendant leur enfance – laissant suggérer que cette influence positive s'estompe. ◆

sans enfant témoin. Les femmes avaient plus tendance que les hommes à appeler une agence sociale pour demander de l'aide – 62% par rapport à 33%.

Un sondage éclair d'un jour, mené en avril 2000 par l'Enquête sur les maisons d'hébergement, avait révélé que près de 1 900 enfants vivaient en maison d'hébergement à cause de violence. Ils composaient 9% de tous les enfants en maison d'hébergement ce jour-là, et les enfants de moins de 5 ans en formaient la plus grande proportion. Environ la moitié des femmes qui ont emmené leurs enfants en maison d'hébergement en 2000 ont dit qu'elles les protégeaient d'être témoin de la violence envers leur mère. 39% protégeaient l'enfant d'abus psychologique, 18% de violence physique et 5% d'abus sexuel. ◆

LES EFFETS DE LA VIOLENCE FAMILIALE
Comportement des enfants qui sont témoins de bagarres physiques chez eux



ÉTUDE CANADIENNE SUR LA VIOLENCE ET LA NÉGLIGENCE ENVERS LES ENFANTS

L'Étude canadienne sur l'incidence des signalements de cas de violence et de négligence envers les enfants (ECI) est la première étude nationale sur l'incidence des cas de violence et de négligence envers les enfants déclarés à, et enquêtés par les services de protection de l'enfance au Canada. En voici certains des points saillants.

Environ 135 573 enquêtes sur le mauvais traitement des enfants ont été menées en 1998 par les agences de protection de l'enfance au Canada, ce qui représente un taux de 22 enquêtes pour 1 000 enfants de la naissance à 15 ans. Parmi ces enquêtes, 40% portaient sur la négligence envers les enfants, 31% sur la violence physique, 19% sur le mauvais traitement affectif, et 10% sur l'abus sexuel.

Dans quatre cas confirmés sur 10 (43%), l'abus a duré pendant plus de six mois. Des blessures physiques ont été documentées dans 17% des cas confirmés, et environ un quart nécessitaient un traitment médical.

La majorité des cas de violence physique (69%) correspondaient à des châtiments inappropriés, et 60% concernaient des garçons. La forme la plus courante d'abus sexuel envers les enfants (68%) consistait à toucher et à caresser les parties génitales, les filles étant deux fois plus susceptibles que les garçons d'en être les victimes. ◆

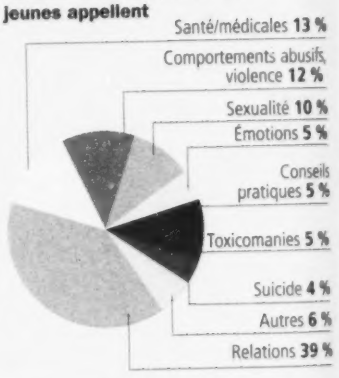
Jeunesse, J'écoute

Jeunesse, J'écoute (1-800-668-6868) fonctionne 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, et est un service anonyme et confidentiel de consultation, d'information et de références destiné aux enfants et aux adolescents.

En 2000, Jeunesse, J'écoute a reçu plus de 363 000 appels d'enfants dans près de 3 000 communautés canadiennes. Cela représente une augmentation de 25% depuis 1999. Des conseillers professionnels et bien formés ont répondu à en moyenne 1 000 appels par jour en 2000. Les visites au site web de Jeunesse, J'écoute (kidshelp.sympatico.ca) ont aussi augmenté considérablement en 2000, avec une moyenne de près de 10 000 pages consultées par jour – une hausse par rapport à 4 400 en 1998.

Les enfants et les jeunes appellent la ligne d'aide téléphonique pour parler de divers problèmes, y compris portant sur leurs relations, les toxicomanies, le manque d'abri et le suicide. Trente-sept pour cent des appels venaient d'Ontario, 25% du Québec. Soixante-six pour cent de ceux qui appelaient étaient des filles. Trente-six pour cent avaient de 10 à 14 ans, 53% avaient de 15 à 19 ans et 8% étaient des jeunes de plus de 20 ans. ◆

JEUNESSE, J'ÉCOUTE, 2000
Raisons pour lesquelles les jeunes appellent



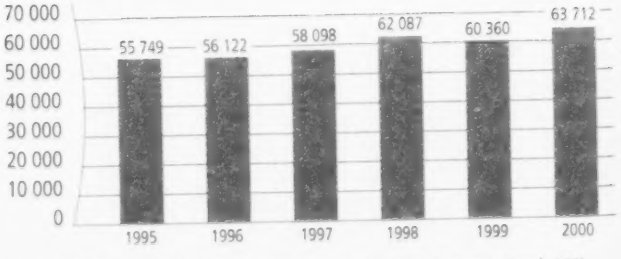
Source : Rapport annuel de Jeunesse, J'écoute, 2000 : Une année de croissance exceptionnelle, *www.jeunesse.sympatico.ca*

LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA

Le nombre d'enfants disparus au Canada est à un niveau record depuis 1995, et les fugues sont à leur plus haut point.

On comptait 63 712 enfants disparus de moins de 18 ans au Canada en 2000. Le nombre de cas rapportés de fugueurs et d'enfants enlevés a augmenté depuis 1999. Davantage de filles que de garçons étaient portées disparues (59% par rapport à 41%). La majorité des enfants disparus étaient des fugueurs. En 2000, il y avait 50 633 fugueurs, le plus haut chiffre jamais enregistré. La majorité des enfants disparus avaient de 14 à 17 ans (78%), mais il y avait 1 195 enfants plus jeunes, jusqu'à 8 ans, portés disparus. ◆

LES ENFANTS DISPARUS AU CANADA, 1995 À 1999
Enfants de moins de 18 ans



Source : Gendarmerie royale du Canada. Rapport annuel sur les enfants disparus au Canada, *2001.*

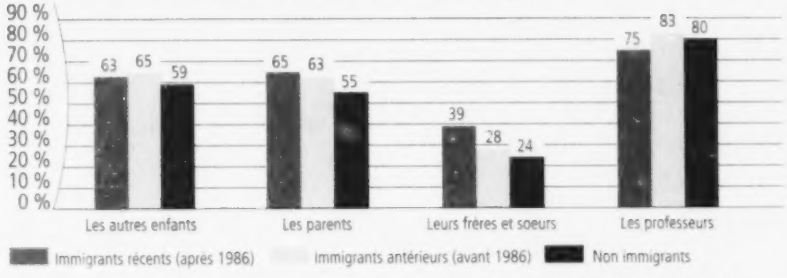
LES ENFANTS IMMIGRANTS ET LEURS RELATIONS

Les enfants qui ont immigré au Canada ont indiqué avoir de solides relations avec leurs amis, leur famille et leurs professeurs, tout comme les enfants nés au Canada. Dans certains cas, les enfants qui ne sont pas nés au Canada s'en sortent mieux en ce qui est de ces relations.

Les enfants qui ont immigré récemment (depuis 1986) ont indiqué avoir davantage d'amis proches que les enfants qui ont immigré au Canada antérieurement et que les enfants non immigrants. Par exemple, 81% des enfants immigrants récents ont dit avoir 3 ou 4 très bons amis, par rapport à 77% des enfants non immigrants et à 74% des enfants qui avaient immigré plus tôt. Seulement 5% des enfants immigrants récents ont dit n'avoir seulement qu'un ou 2 très bons amis, par rapport à 9% des enfants non immigrants.

Dans l'ensemble, presque tous les enfants s'entendaient assez bien, et n'indiquaient pas beaucoup de problèmes dans leurs relations avec les autres enfants, leurs frères et soeurs, leurs parents ou leurs professeurs. Les enfants immigrants avaient plus tendance que les non immigrants à dire qu'ils s'entendaient très bien, sans problèmes, avec leur famille et leurs amis. Cependant, les enfants immigrants récents n'étaient pas aussi susceptibles que ceux nés au Canada à s'entendre sans problèmes avec leurs professeurs. ◆

LES ENFANTS IMMIGRANTS ET LEURS RELATIONS, 1998
Les enfants s'entendent bien/ pas de problèmes avec...



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Street Culture Kidz

Street Culture Kidz est un genre différent de programme de prévention du crime. Depuis de petits débuts comme programme d'activité estivale en 1997, le programme a fait de grandes avancées et a influencé beaucoup de jeunes vies. Ces activités visent à développer des compétences professionnelles, mais c'est la philosophie du soutien personnel aux jeunes qui ont des obstacles, qui fait vraiment la différence. Le fondateur du projet, Kim Sutherland, le décrit ainsi : «Nous n'essayons pas de changer ces jeunes – nous leur fournissons un environnement dans lequel ils peuvent choisir le changement personnel».

Cette philosophie semble avoir eu un effet tangible et très positif. À part le directeur Sutherland, les 33 membres à plein temps ou à temps partiel du personnel sont d'anciens participants au programme – passe leur diplôme. Mais les diplômes, on doit le noter, sont un concept flexible à Street Culture Kidz. «Nous n'avons pas un âge fixe ou autres critères du genre pour donner leur diplôme aux jeunes» dit Sutherland. «Pas tous les jeunes peuvent s'adapter à un calendrier rigide».

Les activités à Street Culture Kidz sont très variées – allant de peinture du visage à des festivals, à apprendre à cuisiner, à s'exercer à des techniques de bureau. Toutes les activités aident les jeunes à apprendre des compétences utiles sur le marché du travail, qui leur donneront les aptitudes et les incitatifs à faire de meilleurs choix de comportement.

Même si le programme a vu beaucoup de jeunes «difficiles», il a aussi plus que sa part d'histoires de réussites. M. Sutherland n'oublie pas, toutefois, d'en féliciter les jeunes. «Nous ne prenons pas le blâme pour les mauvais choix de ces jeunes, alors ce ne serait pas juste de prendre les félicitations pour leurs bons choix. Nous essayons de fournir un environnement d'encouragement et de débouchés pour leur permettre de prendre leur vie en mains. Ils font les changements».

Voici ce que certains jeunes disent du programme :

«J'ai appris à travailler avec le public et à être approprié dans des situations publiques». – Jennifer, 16 ans

«Je peux maintenant créer mon avenir». – *Wayne, 19 ans*

«Que j'aie ou non ce qu'il faut pour être un modèle à suivre, pour la première fois de ma vie je me rends compteque j'en suis un." – Anonyme ◆

L'ÉDUCATION

L'éducation correspond à la réussite dans des sujets scolaires comme la lecture, l'écriture, la pensée abstraite et les mathématiques, et dans des compétences non scolaires comme les sports et les arts.

LES PARENTS ET LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE

La réussite des enfants à l'école est liée au soutien qu'ils reçoivent de leurs parents – en ce qui est des attentes de leurs parents, de leur aide directe pour apprendre et de leur participation à la vie scolaire de leurs enfants. Les parents canadiens ont tendance à porter plus d'intérêt à l'école quand leurs enfants sont jeunes.

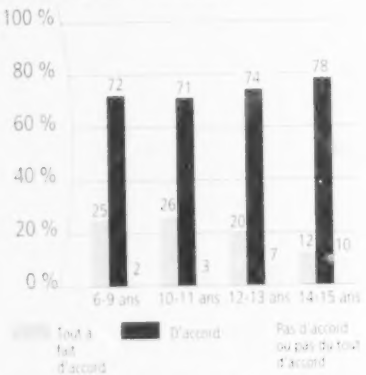
Participation des parents

En général, les parents canadiens donnent beaucoup de valeur à l'éducation scolaire de leurs enfants. Quand on leur a demandé l'importance qu'ils donnaient à la réussite scolaire, 42% des parents d'enfants de 6 à 9 ans et 43% des parents d'enfants de 10 et 11 ans étaient tout à fait d'accord que le rendement scolaire était important. Cependant, chez les parents d'enfants de 12 et 13 ans, l'importance de la réussite scolaire tombait à 39%, et elle baissait à 36% chez les parents d'enfants de 14 et 15 ans.

Quand on leur a demandé si leurs enfants aimaient être à l'école, un quart des parents d'enfants de 6 à 11 ans étaient tout à fait d'accord. La proportion baissait à mesure que l'enfant grandissait, en tombant à 12% chez les parents d'enfants de 14 et 15 ans.

L'intérêt porté par les parents à l'école diminuait aussi à mesure que leurs enfants grandissaient. Quarante deux pour cent des parents d'enfants de 6 à 11 ans étaient tout à fait d'accord que l'école leur donnait la chance de participer à des activités, par rapport à 29% des parents d'enfants de 12 et 13 ans et 15% des parents d'enfants de 14 et 15 ans. Quand on a demandé aux parents s'ils avaient parlé, ou visité ou écrit à l'enseignant-e de leur enfant, 94% des parents d'enfants de 4 et 5 et 91% de ceux d'enfants de 6 à 9 ans ont répondu que oui, par rapport à 86% des parents d'enfants de 10 et 11 ans et 61% des parents d'enfants de 14 et 15 ans.

POURCENTAGE D'ENFANTS QUI AIMENT L'ÉCOLE, SELON L'ÂGE, 1998
On a demandé aux parents leur avis sur l'énoncé «La plupart des enfants aiment aller à l'école».



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

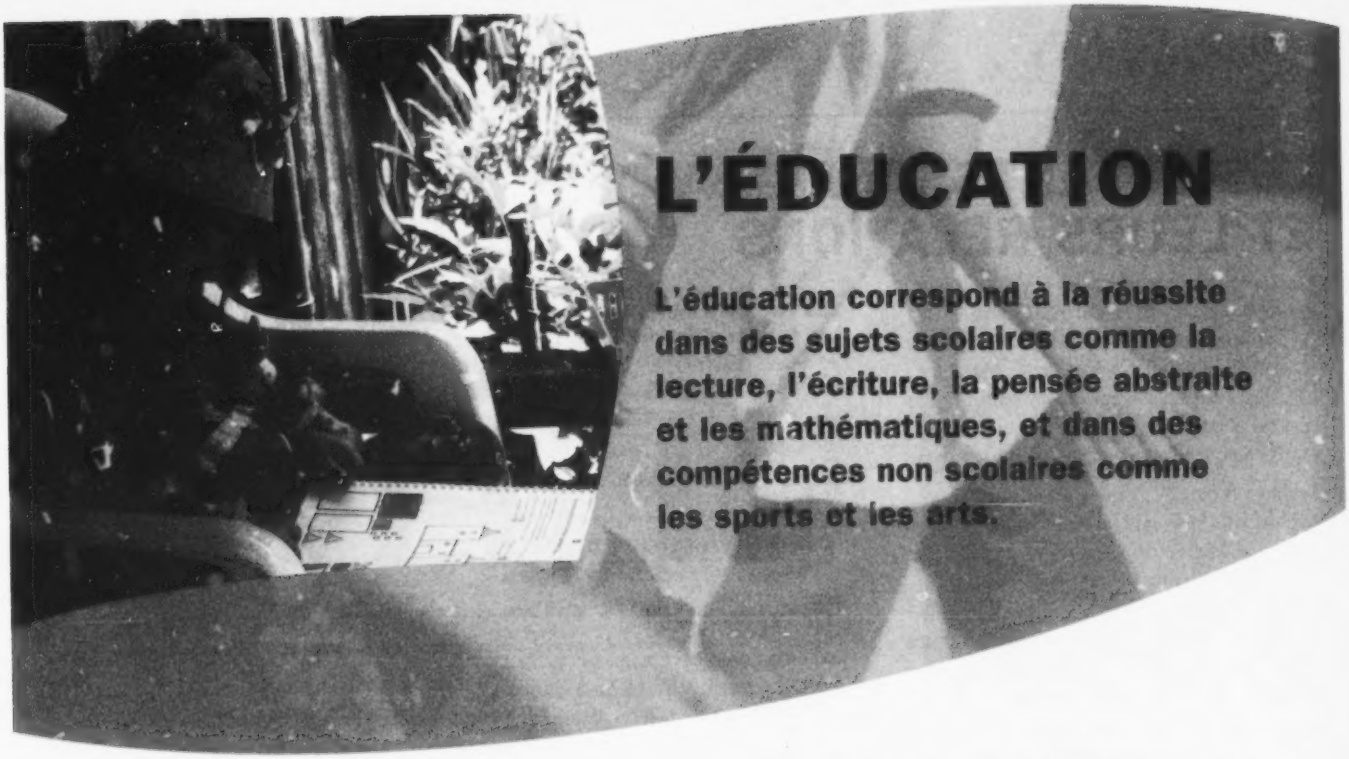
Aspirations des parents

La plupart des parents ont des aspirations élevées pour leurs enfants. Quand on leur a demandé jusqu'à quel niveau ils espéraient que leurs enfants poursuivraient leurs études, 83% des parents d'enfants de 4 et 5 ans ont répondu qu'ils espéraient que leurs enfants iraient à l'université. Ce taux a légèrement baissé à 74% chez les parents d'enfants de 6 à 11 ans, et à 70% chez les parents d'adolescents de 14 et 15 ans.

Les obstacles financiers limitent les espoirs des parents dans les familles à faible revenu. Trente neuf pour cent des parents avec un revenu familial inférieur à 30 000 $ espéraient que leurs enfants iraient à l'université, par rapport à 62% des parents avec un revenu supérieur à 60 000 $.

Les devoirs et leurs répercussions

Les devoirs scolaires représentent une partie importante de l'éducation de l'enfant, et il y a des indications que la participation des parents



L'ÉDUCATION

L'éducation correspond à la réussite dans des sujets scolaires comme la lecture, l'écriture, la pensée abstraite et les mathématiques, et dans des compétences non scolaires comme les sports et les arts.

LES PARENTS ET LEURS ENFANTS À L'ÉCOLE

La réussite des enfants à l'école est liée au soutien qu'ils reçoivent de leurs parents – en ce qui est des attentes de leurs parents, de leur aide directe pour apprendre et de leur participation à la vie scolaire de leurs enfants. Les parents canadiens ont tendance à porter plus d'intérêt à l'école quand leurs enfants sont jeunes.

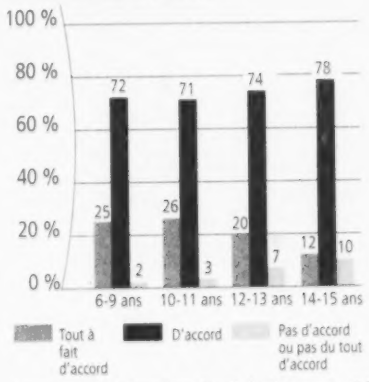
Participation des parents

En général, les parents canadiens donnent beaucoup de valeur à l'éducation scolaire de leurs enfants. Quand on leur a demandé l'importance qu'ils donnaient à la réussite scolaire, 42% des parents d'enfants de 6 à 9 ans et 43% des parents d'enfants de 10 et 11 ans étaient tout à fait d'accord que le rendement scolaire était important. Cependant, chez les parents d'enfants de 12 et 13 ans, l'importance de la réussite scolaire tombait à 39%, et elle baissait à 36% chez les parents d'enfants de 14 et 15 ans.

Quand on leur a demandé si leurs enfants aimaient être à l'école, un quart des parents d'enfants de 6 à 11 ans étaient tout à fait d'accord. La proportion baissait à mesure que l'enfant grandissait, en tombant à 12% chez les parents d'enfants de 14 et 15 ans.

L'intérêt porté par les parents à l'école diminuait aussi à mesure que leurs enfants grandissaient. Quarante deux pour cent des parents d'enfants de 6 à 11 ans étaient tout à fait d'accord que l'école leur donnait la chance de participer à des activités, par rapport à 29% des parents d'enfants de 12 et 13 ans et 15% des parents d'enfants de 14 et 15 ans. Quand on a demandé aux parents s'ils avaient parlé ou visité ou écrit à l'enseignant-e de leur enfant, 94% des parents d'enfants de 4 et 5 et 91% de ceux d'enfants de 6 à 9 ans ont répondu que oui, par rapport à 86% des parents d'enfants de 10 et 11 ans et 61% des parents d'enfants de 14 et 15 ans.

POURCENTAGE D'ENFANTS QUI AIMENT L'ÉCOLE, SELON L'ÂGE, 1998
On a demandé aux parents leur avis sur l'énoncé «La plupart des enfants aiment aller à l'école».



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Les espoirs et les aspirations des parents

La plupart des parents ont des aspirations élevées pour leurs enfants. Quand on leur a demandé jusqu'à quel niveau ils espéraient que leurs enfants poursuivraient leurs études, 83% des parents d'enfants de 4 et 5 ans ont répondu qu'ils espéraient que leurs enfants iraient à l'université. Ce taux a légèrement baissé à 74% chez les parents d'enfants de 6 à 11 ans, et à 70% chez les parents d'adolescents de 14 et 15 ans.

Les obstacles financiers limitent les espoirs des parents dans les familles à faible revenu. Trente neuf pour cent des parents avec un revenu familial inférieur à 30 000 $ espéraient que leurs enfants iraient à l'université, par rapport à 62% des parents avec un revenu supérieur à 60 000 $.

Les devoirs scolaires

Les devoirs scolaires représentent une partie importante de l'éducation de l'enfant, et il y a des indications que la participation des parents

aux devoirs scolaires améliore les chances de réussite de l'enfant à l'école. Soixante six pour cent des parents d'enfants de 6 à 9 ans ont dit qu'ils vérifiaient les devoirs de leur enfant quotidiennement, par rapport à 48% des parents d'enfants de 10 et 11 ans, 30% des parents d'enfants de 12 et 13 ans, et seulement 13% des parents d'enfants de 14 et 15 ans. Le pourcentage de parents qui parlaient tous les jours à leurs enfants de l'école et de leurs amis baissait de 80% des parents d'enfants de 4 et 5 ans, à 64% de ceux d'enfants de 10 et 11 ans, et à 51% des parents d'enfants de 14 et 15 ans.

RENDEMENT SCOLAIRE SELON LE SEXE

Les parents avaient plus tendance à dire que leurs filles, plutôt que leurs garçons, avaient de bons résultats à l'école. Par exemple, 53% des parents indiquaient que leurs filles avaient de très bons résultats en cours de langue et de grammaire, par rapport à seulement 31% des garçons. Quarante trois pour cent ont dit que leurs filles avaient de très bons résultats en rédaction, par rapport à 28% des garçons. On retrouvait le même écart selon les sexes en lecture (54% pour les filles et 42% pour les garçons) et en sciences (43% et 33%, respectivement). Pour ce qui est du rendement scolaire en général, 50% des parents disaient que leurs filles avaient de très bons résultats, par rapport à 36% des garçons. Et ce n'est pas étonnant, 87% disaient que leurs filles aimaient l'école, par rapport à 76% des garçons.

QU'EST-CE QUI S'EST PASSÉ AU FIL DES ANS?

De 1996 à 1998, l'ELNEJ montre que la participation des parents aux activités de l'école a diminué dans plusieurs domaines, mais par contre les attentes des parents concernant l'éducation future de leurs enfants ont augmenté.

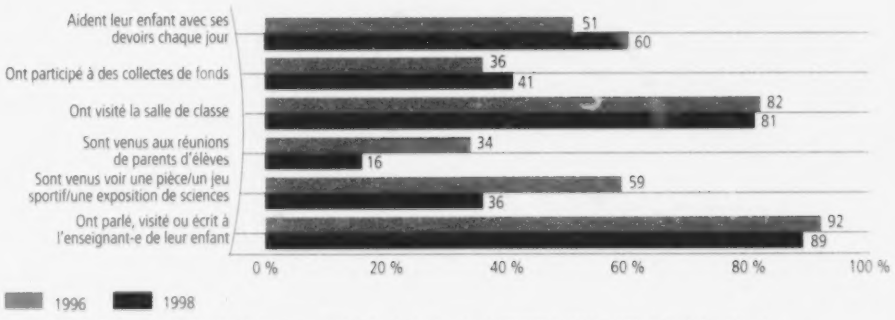
Les parents avaient moins tendance a avoir assisté à une pièce de théâtre, un événement sportif, une foire ou une réunion de parents d'élèves, mais ils étaient tout aussi susceptibles d'avoir visité la salle de classe de leur enfant, et ils avaient davantage tendance à aider leur enfant ave ses devoirs scolaires chaque jour.

L'un des secteurs clé dans lequel les parents sont devenus plus actifs est la collecte de fonds pour l'école, qui s'interprète comme une conséquence directe de la diminution des ressources disponibles dans les écoles.

Les parents avaient moins tendance à indiquer que l'enthousiasme de l'école était très élevé – passant de 41% en 1994, à 38% en 1996 et à seulement 33% en 1998. Depuis 1994, la proportion de parents qui indiquent que leurs enfants ont de très bons résultats scolaires dans l'ensemble et dans une variété de matières a diminué. Ils avaient aussi moins tendance à dire que leurs enfants aimaient être à l'école.

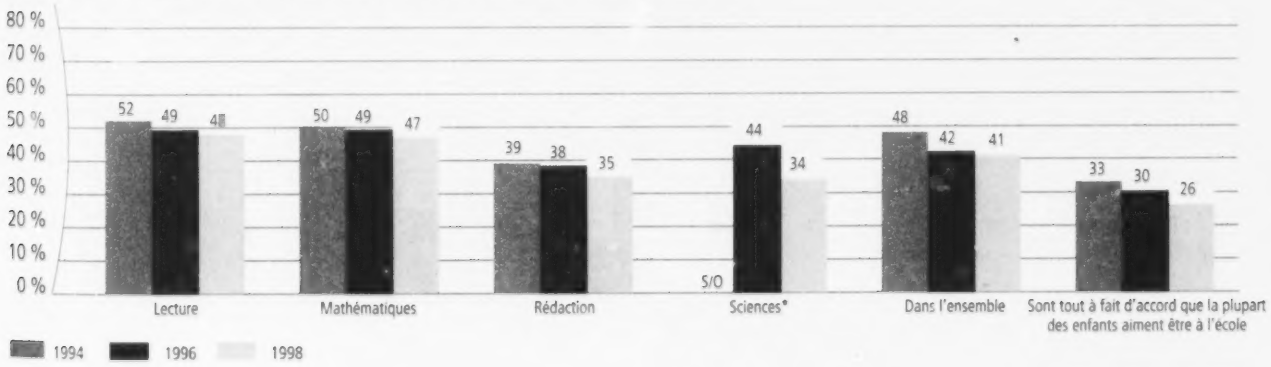
La proportion de parents qui pensaient que les bons résultats étaient importants a augmenté. Chez les parents d'enfants de 6 à 11 ans, elle a vu une hausse allant de 56% en 1994, à 60% en 1996 et à 64% en 1998. La proportion de parents qui espéraient que leurs enfants iraient à l'université est restée élevée, à environ 75% de 1994 jusqu'à 1998. ◆

INTÉRÊT PORTÉ PAR LES PARENTS À L'ÉCOLE, 1996 ET 1998
Parents d'enfants de 6 à 11 ans qui participent ainsi à la scolarité de leur enfant



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1996 et 1998, de Statistique Canada.

RENDEMENT SCOLAIRE DES ENFANTS, 1994, 1996 ET 1998
D'après les parents, leurs enfants (de 6 à 11 ans) ont de bons résultats en :



**Pour les enfants de 12 et 13 ans*
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.

C'est un monde branché...

Alors vous croyez savoir ce que votre enfant fait sur Internet? Une enquête récente dans tout le Canada sur les jeunes utilisateurs d'Internet pourrait être révélatrice.

L'enquête, menée par Media Awareness Network et financée par le gouvernement fédéral, montre que les impressions des parents sur la façon dont leurs enfants passent leur temps sur Internet sont en forte contradiction avec ce que les enfants et les jeunes disent en fait. *Young Canadians in a Wired World* est considéré comme l'enquête la plus approfondie et de plus grande envergure réalisée à date, avec plus de 5 600 élèves de 9 à 17 ans y ayant répondu.

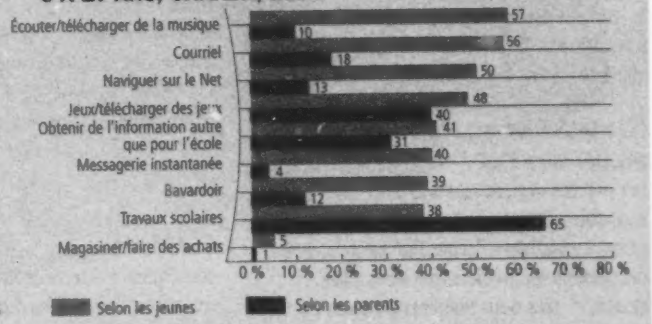
Quand on a demandé aux parents canadiens ce que leurs enfants faisaient sur Internet, la réponse la plus fréquente était «leurs travaux scolaires» (65%). Au contraire, les enfants mettent les travaux scolaires presque en fin de liste (38%), derrière des activités comme le téléchargement de musique (57%), le courriel (56%), naviguer sur Internet (50%) et jouer des jeux (48%).

Tandis que les parents disent que leurs enfants utilisent rarement les bavardoirs (chat rooms) (12%) ou la messagerie instantanée (4%), 40% des enfants ont dit qu'ils utilisaient les bavardoirs et 39% qu'ils utilisaient la messagerie instantanée. Cinquante quatre pour cent des enfants ont dit utiliser au moins parfois des bavardoirs pour adultes, tandis que 57% ont dit qu'ils communiquaient avec des gens qu'ils n'avaient rencontré que sur Internet par l'intermédiaire de la messagerie instantanée.

La plupart des jeunes répondants disaient que leurs parents ne discutaient pas beaucoup avec eux de leur utilisation d'Internet et qu'ils y avait très peu de règles précises à ce sujet à la maison. Beaucoup de jeunes pensaient en savoir plus à propos d'Internet que leurs parents : la moitié des jeunes répondants ont dit qu'ils en savaient plus à propos d'Internet que leurs parents, tandis que seulement 23% ont dit que leurs parents en savaient plus.

Pour d'autres informations, visitez le site web de MNet à www.media-awareness.ca. ◆

QU'EST-CE QUE LES ENFANTS FONT SUR INTERNET?
9 À 17 ANS, CANADA, 2001



Source : Environics Research Group. Young Canadians in a Wired World: The Students' View, *p. 25, juin 2001.*

AVEC QUI LES ENFANTS PARLENT-ILS SUR INTERNET?
9 À 17 ANS, CANADA, 2001
Quand vous utilisez la messagerie instantanée, à quelle fréquence parlez-vous aux personnes suivantes?

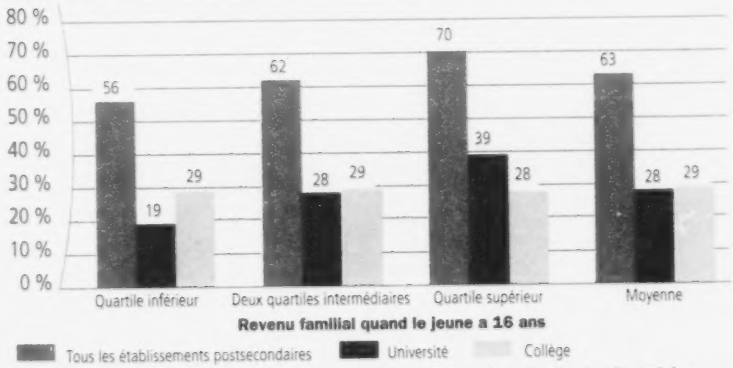
	Souvent	Parfois	Jamais	Ne sait pas
Vos amis	66	22	6	7
Des gens que vous n'avez rencontrés que sur Internet	21	36	36	7
Des membres de votre famille	13	38	42	7

Source : Environics Research Group. Young Canadians in a Wired World: The Students' View, *p. 25, juin 2001.*

ÉTUDES POSTSECONDAIRES ET REVENU FAMILIAL

Les jeunes de familles à revenu élevé étaient deux fois plus susceptibles que ceux de familles à faible revenu d'aller à l'université (39% par rapport à 19%). Alors que les jeunes de 18 à 21 ans d'un milieu à faible revenu avaient moins tendance de s'être jamais inscrits à tout type d'éducation postsecondaire, l'écart était particulièrement grand pour les inscriptions à l'université. Chez les familles avec les plus hauts revenus, 70% des jeunes s'étaient inscrits à un certain établissement d'éducation postsecondaire en 1998 – université, collège, école des métiers ou commerciale. ◆

PARTICIPATION AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES SELON LE REVENU FAMILIAL, 1998
Jeunes de 18 à 21 ans, niveau de scolarité le plus élevé



Source : Statistiques Canada. "Participation aux études postsecondaires et revenu familial, 1998 – Rectification", dans Le Quotidien, *9 janvier 2002.*

RÉSULTATS SCOLAIRES CHEZ LES ENFANTS IMMIGRANTS

Comment s'en sortent les enfants immigrants à l'école? Selon les données de l'ELNEJ, ils ont des résultats aussi bons que les enfants non immigrants, et les enfants dont la famille avait immigré avant 1986 ont de très bons résultats.

D'après ce qu'en disent les parents, le fait d'être immigrant a peu d'effet sur le rendement de l'enfant en mathématiques. En sciences, les enfants qui avaient immigré avant 1986 avaient plus tendance que les enfants non immigrants à avoir de très bons résultats (44% par rapport à 38%). Les enfants qui étaient immigrants récents (c-à-d. depuis 1986) avaient le moins tendance à avoir de bons résultats en sciences (28%).

Les différences de rendement étaient beaucoup plus petites pour des matières comme la lecture et l'écriture, par exemple la rédaction, mais les caractéristiques étaient semblables. Dans toutes les matières, la proportion d'enfants qui n'avaient pas de bons résultats était presque la même.

Les enfants immigrants, surtout ceux qui sont arrivés récemment, sont plus enthousiastes d'aller à l'école que les enfants non immigrants. Parmi les enfants de familles récemment immigrées, 71% avaient presque toujours envie d'aller à l'école, par rapport 69% des enfants immigrés antérieurement et 63% des enfants non immigrants. Parmi les enfants non immigrants ou nés au Canada, 8% avaient rarement envie d'aller à l'école, par rapport à 6% des enfants immigrés antérieurement et 3% des enfants immigrés récemment.

Les parents immigrants en général, et particulièrement les immigrants récents, attachent plus d'importance aux bons résultats scolaires de leurs enfants que les parents non immigrants. Presque deux fois plus d'enfants immigrants (8%) que d'enfants non immigrants (4%) disaient recevoir de l'aide à l'école, et la proportion était encore plus élevée (12%) pour les enfants de familles immigrées récemment. Parmi ceux qui recevaient de l'aide plus de deux fois par semaine, 23% étaient des immigrants récents, 18% n'étaient pas immigrants, et 16% des enfants de familles ayant immigré antérieurement. ◆

EXPÉRIENCES AVEC L'ÉCOLE DES ENFANTS IMMIGRANTS ET NON IMMIGRANTS, 1998, d'après les parents

L'enfant a de très bons résultats...	Immigrants récents (après 1986)	Immigrants avant 1986	Total	Non immigrants
en lecture	43 %	50 %	48 %	48 %
en lecture et autres langues	54 %	45 %	48 %	39 %
en mathématiques	44 %	47 %	46 %	45 %
en rédaction	33 %	36 %	36 %	35 %
en sciences	28 %	44 %	42 %	38 %
dans l'ensemble	40 %	47 %	45 %	43 %
L'enfant a presque toujours envie d'aller à l'école	71 %	69 %	69 %	63 %
Il est très important d'avoir de bons résultats	84 %	68 %	71 %	61 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Les enfants avec des besoins spéciaux à l'école

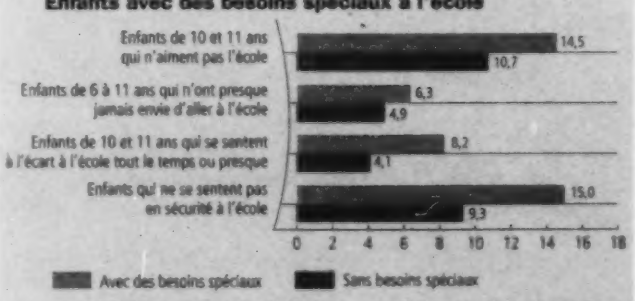
Une nouvelle recherche menée par le CCDS d'après des données de l'ELNEJ laisse entendre qu'l y a des raisons de s'inquiéter sur le manque de débouchés et de soutiens disponibles pour les enfants et les jeunes avec des besoins spéciaux .

Ces enfants ne sont pas intégrés socialement ni scolairement au même degré que les autres enfants sans besoins spéciaux, et leurs expériences à l'école sont systématiquement moins positives. Les élèves avec des besoins spéciaux manquent l'école plus souvent, ils changent d'école plus souvent, ils ont l'impression qu'ils ne réussissent pas à l'école (ainsi que leurs parents), ils ont en général une opinion moins positive de l'école, et ils ont un peu moins tendance à avoir envie d'aller à l'école. Même si les différences ne sont pas grandes, elles vont systématiquement dans la même direction.

Du bon côté, les enfants avec des besoins spéciaux ont plus tendance à obtenir une aide supplémentaire à l'école et à avoir certains programmes éducatifs spécialisés, mais il est impossible à partir de ces données de déterminer si la quantité d'aide qu'ils reçoivent est suffisante pour leurs besoins.

Selon leurs parents, la majorité des enfants avec ou sans besoins spéciaux avaient de très bons ou de bons résultats scolaires. Cependant, c'était le cas pour seulement 66,7% des enfants avec des besoins spéciaux, par rapport à 77,3% des enfants sans besoins spéciaux. Les enfants avec des besoins spéciaux sont plus susceptibles que les autres enfants de ne pas avoir de bons résultats, d'après ce qu'en disent les parents. ◆

Enfants avec des besoins spéciaux à l'école



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, de Statistique Canada.

C'est un monde branché...

Alors vous croyez savoir ce que votre enfant fait sur Internet? Une enquête récente dans tout le Canada sur les jeunes utilisateurs d'Internet pourrait être révélatrice.

L'enquête, menée par Media Awareness Network et financée par le gouvernement fédéral, montre que les impressions des parents sur la façon dont leurs enfants passent leur temps sur Internet sont en forte contradiction avec ce que les enfants et les jeunes disent en fait. *Young Canadians in a Wired World* est considéré comme l'enquête la plus approfondie et de plus grande envergure réalisée à date, avec plus de 5 600 élèves de 9 à 17 ans y ayant répondu.

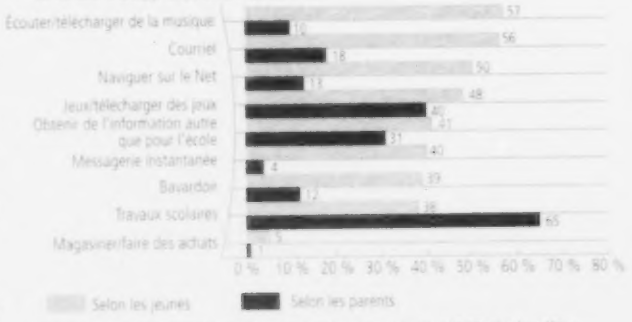
Quand on a demandé aux parents canadiens ce que leurs enfants faisaient sur Internet, la réponse la plus fréquente était «leurs travaux scolaires» (65%). Au contraire, les enfants mettent les travaux scolaires presque en fin de liste (38%), derrière des activités comme le téléchargement de musique (57%), le courriel (56%), naviguer sur Internet (50%) et jouer des jeux (48%).

Tandis que les parents disent que leurs enfants utilisent rarement les bavardoirs (chat rooms) (12%) ou la messagerie instantanée (4%), 40% des enfants ont dit qu'ils utilisaient les bavardoirs et 39% qu'ils utilisaient la messagerie instantanée. Cinquante quatre pour cent des enfants ont dit utiliser au moins parfois des bavardoirs pour adultes, tandis que 57% ont dit qu'ils communiquaient avec des gens qu'ils n'avaient rencontré que sur Internet par l'intermédiaire de la messagerie instantanée.

La plupart des jeunes répondants disaient que leurs parents ne discutaient pas beaucoup avec eux de leur utilisation d'Internet et qu'ils y avait très peu de règles précises à ce sujet à la maison. Beaucoup de jeunes pensaient en savoir plus à propos d'Internet que leurs parents : la moitié des jeunes répondants ont dit qu'ils en savaient plus à propos d'Internet que leurs parents, tandis que seulement 23% ont dit que leurs parents en savaient plus.

Pour d'autres informations, visitez le site web de MNet à www.media-awareness.ca. ◆

QU'EST-CE QUE LES ENFANTS FONT SUR INTERNET?
9 À 17 ANS, CANADA, 2001



Source : Environics Research Group Young Canadians in a Wired World: The Students' View, p. 25, Juin 2001.

AVEC QUI LES ENFANTS PARLENT-ILS SUR INTERNET?
9 À 17 ANS, CANADA, 2001
Quand vous utilisez la messagerie instantanée, à quelle fréquence parlez-vous aux personnes suivantes?

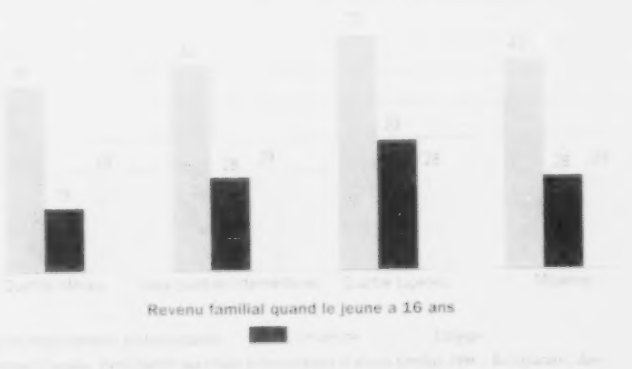
	Souvent	Parfois	Jamais	Ne sait pas
Vos amis	66	22	6	7
Des gens que vous n'avez rencontrés que sur Internet	21	36	36	7
Des membres de votre famille	13	38	42	7

Source : Environics Research Group Young Canadians in a Wired World: The Students' View, p. 25, Juin 2001.

ÉTUDES POSTSECONDAIRES ET REVENU FAMILIAL

Les jeunes de familles à revenu élevé étaient deux fois plus susceptibles que ceux de familles à faible revenu d'aller à l'université (38% par rapport à 19%). Alors que les jeunes de 18 à 21 ans d'un milieu à faible revenu avaient moins tendance de s'être jamais inscrits à tout type d'éducation postsecondaire, l'écart était particulièrement grand pour les inscriptions à l'université. Chez les familles avec les plus hauts revenus, 70% des jeunes s'étaient inscrits à un certain établissement d'éducation postsecondaire en 1998 – université, collège, école des métiers ou commerciale. ◆

PARTICIPATION AUX ETUDES POSTSECONDAIRES SELON LE REVENU FAMILIAL, 1998
Jeunes de 18 à 21 ans, niveau de scolarité le plus élevé



RÉSULTATS SCOLAIRES CHEZ LES ENFANTS IMMIGRANTS

Comment s'en sortent les enfants immigrants à l'école? Selon les données de l'ELNEJ, ils ont des résultats aussi bons que les enfants non immigrants, et les enfants dont la famille avait immigré avant 1986 ont de très bons résultats.

D'après ce qu'en disent les parents, le fait d'être immigrant a peu d'effet sur le rendement de l'enfant en mathématiques. En sciences, les enfants qui avaient immigré avant 1986 avaient plus tendance que les enfants non immigrants à avoir de très bons résultats (44% par rapport à 38%). Les enfants qui étaient immigrants récents (c.-à-d. depuis 1986) avaient le moins tendance à avoir de bons résultats en sciences (28%).

Les différences de rendement étaient beaucoup plus petites pour des matières comme la lecture et l'écriture, par exemple la rédaction, mais les caractéristiques étaient semblables. Dans toutes les matières, la proportion d'enfants qui n'avaient pas de bons résultats était presque la même.

Les enfants immigrants, surtout ceux qui sont arrivés récemment, sont plus enthousiastes d'aller à l'école que les enfants non immigrants. Parmi les enfants de familles récemment immigrées, 71% avaient presque toujours envie d'aller à l'école, par rapport 69% des enfants immigrés antérieurement et 63% des enfants non immigrants. Parmi les enfants non immigrants ou nés au Canada, 8% avaient rarement envie d'aller à l'école, par rapport à 6% des enfants immigrés antérieurement et 3% des enfants immigrés récemment.

Les parents immigrants en général, et particulièrement les immigrants récents, attachent plus d'importance aux bons résultats scolaires de leurs enfants que les parents non immigrants. Presque deux fois plus d'enfants immigrants (8%) que d'enfants non immigrants (4%) disaient recevoir de l'aide à l'école, et la proportion était encore plus élevée (12%) pour les enfants de familles immigrées récemment. Parmi ceux qui recevaient de l'aide plus de deux fois par semaine, 23% étaient des immigrants récents, 18% n'étaient pas immigrants, et 16% des enfants de familles avant immigré antérieurement. ◆

EXPÉRIENCES AVEC L'ÉCOLE DES ENFANTS IMMIGRANTS ET NON IMMIGRANTS, 1998, d'après les parents

	Immigrants récents (après 1986)	Immigrants avant 1986	Total	Non immigrants
L'enfant a de très bons résultats				
en lecture	43 %	50 %	48 %	48 %
en écriture et en rédaction	54 %	45 %	48 %	39 %
en mathématiques	44 %	47 %	46 %	45 %
en lecture	33 %	36 %	36 %	35 %
en sciences	28 %	44 %	42 %	38 %
dans l'ensemble	40 %	47 %	45 %	43 %
L'enfant a presque toujours envie d'aller à l'école	71 %	69 %	69 %	63 %
Il est très important d'avoir de bons résultats	84 %	68 %	71 %	61 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après les données de l'ELNEJ de 1994, de Statistique Canada.

Les enfants avec des besoins spéciaux à l'école

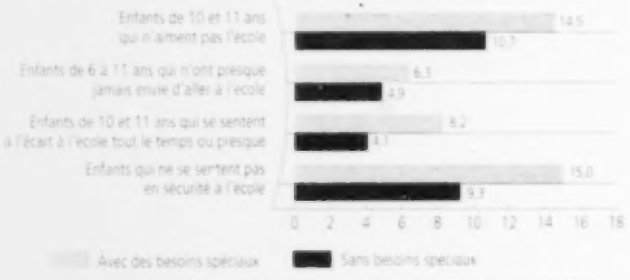
Une nouvelle recherche menée par le CCDS d'après des données de l'ELNEJ laisse entendre qu'il y a des raisons de s'inquiéter sur le manque de débouchés et de soutiens disponibles pour les enfants et les jeunes avec des besoins spéciaux .

Ces enfants ne sont pas intégrés socialement ni scolairement au même degré que les autres enfants sans besoins spéciaux, et leurs expériences à l'école sont systématiquement moins positives. Les élèves avec des besoins spéciaux manquent l'école plus souvent, ils changent d'école plus souvent, ils ont l'impression qu'ils ne réussissent pas à l'école (ainsi que leurs parents), ils ont en général une opinion moins positive de l'école, et ils ont un peu moins tendance à avoir envie d'aller à l'école. Même si les différences ne sont pas grandes, elles vont systématiquement dans la même direction.

Du bon côté, les enfants avec des besoins spéciaux ont plus tendance à obtenir une aide supplémentaire à l'école et à avoir certains programmes éducatifs spécialisés, mais il est impossible à partir de ces données de déterminer si la quantité d'aide qu'ils reçoivent est suffisante pour leurs besoins.

Selon leurs parents, la majorité des enfants avec ou sans besoins spéciaux avaient de très bons ou de bons résultats scolaires. Cependant, c'était le cas pour seulement 66,7% des enfants avec des besoins spéciaux, par rapport à 77,3% des enfants sans besoins spéciaux. Les enfants avec des besoins spéciaux sont plus susceptibles que les autres enfants de ne pas avoir de bons résultats, d'après ce qu'en disent les parents. ◆

Enfants avec des besoins spéciaux à l'école



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1994, de Statistique Canada.

Résultats internationaux d'acquisition du savoir

Le Canada participe à un certain nombre de tests internationaux standardisés. Ces tests donnent une indication du rendement scolaire des enfants canadiens par rapport à ceux des autres pays de l'OCDE.

La troisième etude internationale de mathématiques et des sciences sert de base pour comparer le rendement des élèves d'environ 13 ans. En 1999, le Canada se plaçait au 6e rang dans les résultats moyens en mathématiques, derrière la Corée et le Japon mais devant les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le Canada se plaçait 9e dans les résultats moyens en sciences. Les élèves canadiens ont amélioré leurs résultats moyens de 1995 à 1999 – de 10 points en mathématiques et de 19 points en sciences.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) va mesurer régulièrement le rendement des élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences. Le test a été donné pour la première fois en 2000. Selon PISA, les élèves canadiens se plaçaient au 2e rang en lecture, au 6e rang en mathématiques et au 5e rang en sciences parmi les 32 pays participants. Le Canada était parmi les quelques pays qui se plaçaient en haut de liste dans les trois matières testées.

Uniquement les élèves en Finlande ont eu des résultats nettement meilleurs que les élèves canadiens en lecture. Les élèves au Japon et en Corée ont eu des résultats nettement meilleurs en mathématiques, et les élèves en Corée, au Japon et en Finlande ont eu des résultats nettement meilleurs en sciences.

Dans tous les pays participants, les élèves d'un milieu socioéconomique plus élevé avaient de meilleurs résultats que les élèves d'un milieu socioéconomique plus défavorisé. Les élèves canadiens dans les 25% des familles avec la plus faible situation socioéconomique ont eu des résultats moyens par rapport à tous les autres élèves dans les pays membres de l'OCDE.

Cette étude confirme aussi que les parents qui fournissent un milieu familial stimulant l'apprentissage peuvent influencer de manière positive la réussite scolaire de leurs enfants. Par exemple, les élèves qui avaient de bons résultats avaient tendance à provenir de ménages dans lesquels les parents discutaient de questions politiques ou sociales, de livres ou de programmes de télévision avec leurs enfants. Les élèves qui participaient à des activités culturelles avaient aussi de meilleurs résultats que les autres.

Les filles avaient des résultats nettement meilleurs que les garçons dans le test de lecture dans tous les pays et dans toutes les provinces canadiennes. Le plaisir de lire des élèves et leurs espoirs de carrière composaient deux caractéristiques qui étaient systématiquement et positivement liées à la lecture. Parmi les caractéristiques de la famille, le milieu socioéconomique et le nombre de livres à la maison étaient des facteurs qui influencaient le rendement en lecture.

Dans les écoles où la majorité des élèves provenaient de milieux socioéconomiques défavorisés, les élèves n'avaient pas d'aussi bons résultats que ceux d'autres écoles qui avaient un milieu socioéconomique plus élevé. Les élèves qui allaient dans des écoles avec moins de problèmes liés à la discipline ou moins de perturbations en classe avaient tendance à avoir de meilleurs résultats. ◆

TENDANCES INTERNATIONALES DANS LES RÉSULTATS EN 8e ANNÉE (SECONDAIRE 2)

	Mathématiques (résultats moyens)			**Sciences** (résultats moyens)		
	1995	**1999**	**Différence**	**1995**	**1999**	**Différence**
Corée	**581**	**587**	**6**	**Hongrie**	**537**	**552**	**16**
Japon	581	579	-2	Japon	554	550	-5
Belgique	**550**	**558**	**8**	**Corée**	**546**	**549**	**3**
Pays-Bas	529	540	11	Pays-Bas	541	545	3
Hongrie	**527**	**532**	**5**	**Australie**	**527**	**540**	**14**
Canada	**521**	**531**	**10**	République Tchèque	555	539	-16
Australie	**519**	**525**	**6**	**Angleterre**	**533**	**538**	**5**
République Tchèque	546	520	-26	Belgique	533	535	2
États-Unis	**492**	**502**	**9**	**Canada**	**514**	**533**	**19**
Angleterre	498	496	-1	États-Unis	513	515	2
Nouvelle-Zélande	**501**	**491**	**-10**	**Nouvelle-Zélande**	**511**	**510**	**-1**
Italie	491	485	-6	Italie	497	498	1

Source : Organisation de coopération et développement économiques. Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE, *Édition 2001.*

LE DÉCROCHAGE DU SECONDAIRE

À partir de 20 ans, la grande majorité des jeunes au Canada (85%) se sont diplômés du secondaire. Environ 70% des diplômés du secondaire de 18 à 20 ans s'inscrivent à des études postsecondaires, selon l'Enquête auprès des jeunes en transition.

Le taux national de décrochage du secondaire chez les jeunes de 20 ans était de 12% en 1999. Le taux de décrochage était beaucoup plus élevé chez les hommes (14,7%) que chez les femmes (9,2%). C'est-à-dire qu'à l'âge de 20 ans, environ 15% des hommes canadiens ne réussissent pas à compléter ce que beaucoup de gens considèrent être le niveau scolaire minimum de nos jours.

Les taux provinciaux de décrochage varient. Par rapport aux autres provinces, les taux de décrochage étaient relativement faibles en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick et en Ontario, et relativement élevés à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et au Manitoba.

On estime que le taux de décrochage du secondaire était de 18% en 1991, par rapport à 12% en 1999, selon l'Enquête auprès des sortants. La baisse a été plus forte chez les hommes que chez les femmes. Du début à la fin des années 1990, le taux de décrochage a diminué dans chaque province et pour la plupart des provinces, la baisse a été substantielle.

Ces résultats correspondent à d'autres données nationalement représentatives des taux de décrochage du secondaire parmi les jeunes. Par exemple, les données de l'Enquête sur la population active, portant sur un groupe de jeunes légèrement plus âgés (de 20 à 24 ans), montrent que le taux de décrochage du secondaire a diminué en passant de 16,4% en 1991 à 11,9% en 1999.

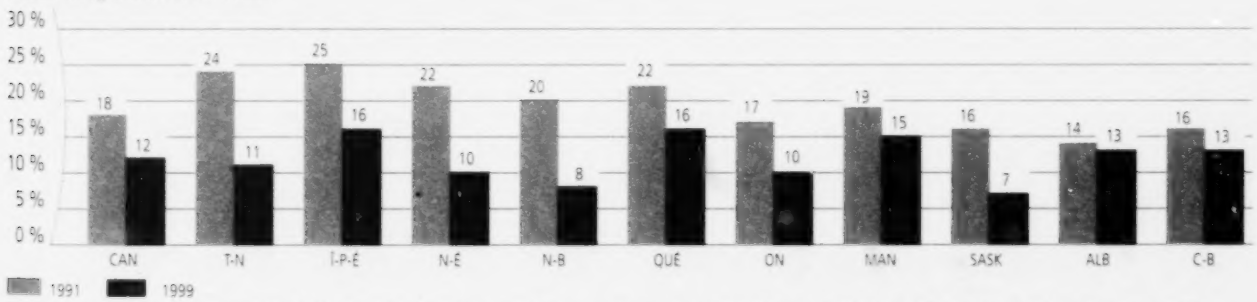
Les décrocheurs du secondaire sont plus susceptibles que les diplômés de provenir de familles monoparentales, et la proportion de décrocheurs dont les parents n'avaient pas terminé le secondaire était trois fois plus élevée que celle des diplômés. Les décrocheurs, surtout les hommes, avaient eu de moins bons résultats en moyenne que les diplômés. Mais les difficultés scolaires ne sont pas la seule raison de décrocher. Près de la moitié des décrocheurs avaient une moyenne B.

Par rapport aux diplômés, les décrocheurs étaient moins engagés à l'école, tant scolairement que socialement. Ils avaient moins tendance à avoir eu des amis proches qui ont poursuivi des études après le secondaire, et ils avaient plus tendance à avoir eu un comportement de sécher des cours, de boire régulièrement de l'alcool et de consommer des drogues fréquemment.

Même si des raisons liées à l'école dominaient la décision de décrocher, d'autres facteurs jouaient aussi un rôle. Pour les jeunes hommes, le désir de travailler était une considération importante, tandis que chez les jeunes femmes, il s'agissait de grossesse et d'élever un enfant. Les trois quarts de ceux qui avaient décroché ont plus tard regretté leur décision.

Les diplômés du secondaire avaient plus tendance que les décrocheurs à avoir eu un emploi rémunéré pendant leur dernière année du secondaire. Les taux de décrochage étaient plus bas chez les étudiants qui avaient travaillé un nombre modéré d'heures chaque semaine et plus élevés chez ceux qui avaient travaillé l'équivalent d'un emploi à temps plein. Les hommes qui avaient décroché et qui travaillaient pendant le secondaire étaient plus susceptibles d'avoir travaillé de longues heures. ◆

TAUX DE DÉCROCHAGE DU SECONDAIRE, PAR Pprovince, 1991 ET 1999
Parmi les jeunes de 20 ans

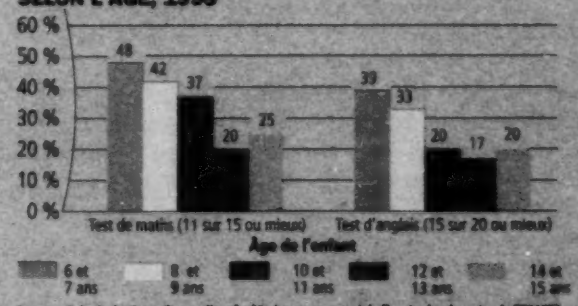


Source : Développement des ressources humaines Canada et Statistiques Canada. À la croisée des chemins : premiers résultats de la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition, *2002.*

Résultats en mathématiques et en lecture

En 1998, 41% des enfants de 6 à 11 ans ont eu des résultats de 11 sur 15 ou mieux en test de mathématiques à l'école, par rapport à 40% en 1996. Parmi les enfants de cette tranche d'âge, 29% ont eu des résultats de 15 sur 20 ou mieux en test de lecture, par rapport à 17% en 1996. En mathématiques comme en lecture, les jeunes enfants avaient de meilleurs résultats que les plus âgés. ◆

RÉSULTATS EN MATHÉMATIQUES ET EN ANGLAIS, SELON L'ÂGE, 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

Résultats internationaux d'acquisition du savoir

Le Canada participe à un certain nombre de tests internationaux standardisés. Ces tests donnent une indication du rendement scolaire des enfants canadiens par rapport à ceux des autres pays de l'OCDE.

La troisième étude internationale de mathématiques et des sciences sert de base pour comparer le rendement des élèves d'environ 13 ans. En 1999, le Canada se plaçait au 6e rang dans les résultats moyens en mathématiques, derrière la Corée et le Japon mais devant les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le Canada se plaçait 9e dans les résultats moyens en sciences. Les élèves canadiens ont amélioré leurs résultats moyens de 1995 à 1999 – de 10 points en mathématiques et de 19 points en sciences.

Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) va mesurer régulièrement le rendement des élèves de 15 ans en lecture, mathématiques et sciences. Le test a été donné pour la première fois en 2000. Selon PISA, les élèves canadiens se plaçaient au 2e rang en lecture, au 6e rang en mathématiques et au 5e rang en sciences parmi les 32 pays participants. Le Canada était parmi les quelques pays qui se plaçaient en haut de liste dans les trois matières testées.

Uniquement les élèves en Finlande ont eu des résultats nettement meilleurs que les élèves canadiens en lecture. Les élèves au Japon et en Corée ont eu des résultats nettement meilleurs en mathématiques, et les élèves en Corée, au Japon et en Finlande ont eu des résultats nettement meilleurs en sciences.

Dans tous les pays participants, les élèves d'un milieu socioéconomique plus élevé avaient de meilleurs résultats que les élèves d'un milieu socioéconomique plus défavorisé. Les élèves canadiens dans les 25% des familles avec la plus faible situation socioéconomique ont eu des résultats moyens par rapport à tous les autres élèves dans les pays membres de l'OCDE.

Cette étude confirme aussi que les parents qui fournissent un milieu familial stimulant l'apprentissage peuvent influencer de manière positive la réussite scolaire de leurs enfants. Par exemple, les élèves qui avaient de bons résultats avaient tendance à provenir de ménages dans lesquels les parents discutaient de questions politiques ou sociales, de livres ou de programmes de télévision avec leurs enfants. Les élèves qui participaient à des activités culturelles avaient aussi de meilleurs résultats que les autres.

Les filles avaient des résultats nettement meilleurs que les garçons dans le test de lecture dans tous les pays et dans toutes les provinces canadiennes. Le plaisir de lire des élèves et leurs espoirs de carrière composaient deux caractéristiques qui étaient systématiquement et positivement liées à la lecture. Parmi les caractéristiques de la famille, le milieu socioéconomique et le nombre de livres à la maison étaient des facteurs qui influençaient le rendement en lecture.

Dans les écoles où la majorité des élèves provenaient de milieux socioéconomiques défavorisés, les élèves n'avaient pas d'aussi bons résultats que ceux d'autres écoles qui avaient un milieu socioéconomique plus élevé. Les élèves qui allaient dans des écoles avec moins de problèmes liés à la discipline ou moins de perturbations en classe avaient tendance à avoir de meilleurs résultats. ◆

TENDANCES INTERNATIONALES DANS LES RÉSULTATS EN 8e ANNÉE (SECONDAIRE 2)

	Mathématiques (résultats moyens)		
	1995	1999	Différence
Corée	581	587	6
Japon	581	579	-2
Belgique	550	558	8
Pays-Bas	529	540	11
Hongrie	527	532	5
Canada	**521**	**531**	**10**
Australie	519	525	6
République Tchèque	546	520	-26
États-Unis	492	502	9
Angleterre	498	496	-1
Nouvelle-Zélande	501	491	-10
Italie	491	485	-6

	Sciences (résultats moyens)		
	1995	1999	Différence
Hongrie	537	552	16
Japon	554	550	-5
Corée	546	549	3
Pays-Bas	541	545	3
Australie	527	540	14
République Tchèque	555	539	-16
Angleterre	533	538	5
Belgique	533	535	2
Canada	**514**	**533**	**19**
États-Unis	513	515	2
Nouvelle-Zélande	511	510	-1
Italie	497	498	1

Source: Organisation de coopération et développement économiques, Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE, *Édition 2001.*

LE DÉCROCHAGE DU SECONDAIRE

À partir de 20 ans, la grande majorité des jeunes au Canada (85%) se sont diplômés du secondaire. Environ 70% des diplômés du secondaire de 18 à 20 ans s'inscrivent à des études postsecondaires, selon l'Enquête auprès des jeunes en transition.

Le taux national de décrochage du secondaire chez les jeunes de 20 ans était de 12% en 1999. Le taux de décrochage était beaucoup plus élevé chez les hommes (14,7%) que chez les femmes (9,2%). C'est-à-dire qu'à l'âge de 20 ans, environ 15% des hommes canadiens ne réussissent pas à compléter ce que beaucoup de gens considèrent être le niveau scolaire minimum de nos jours.

Les taux provinciaux de décrochage varient. Par rapport aux autres provinces, les taux de décrochage étaient relativement faibles en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick et en Ontario, et relativement élevés à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et au Manitoba.

On estime que le taux de décrochage du secondaire était de 18% en 1991, par rapport à 12% en 1999, selon l'Enquête auprès des sortants. La baisse a été plus forte chez les hommes que chez les femmes. Du début à la fin des années 1990, le taux de décrochage a diminué dans chaque province et pour la plupart des provinces, la baisse a été substantielle.

Ces résultats correspondent à d'autres données nationalement représentatives des taux de décrochage du secondaire parmi les jeunes. Par exemple, les données de l'Enquête sur la population active, portant sur un groupe de jeunes légèrement plus âgés (de 20 à 24 ans), montrent que le taux de décrochage du secondaire a diminué en passant de 16,4% en 1991 à 11,9% en 1999.

Les décrocheurs du secondaire sont plus susceptibles que les diplômés de provenir de familles monoparentales, et la proportion de décrocheurs dont les parents n'avaient pas terminé le secondaire était trois fois plus élevée que celle des diplômés. Les décrocheurs, surtout les hommes, avaient eu de moins bons résultats en moyenne que les diplômés. Mais les difficultés scolaires ne sont pas la seule raison de décrocher. Près de la moitié des décrocheurs avaient une moyenne B.

Par rapport aux diplômés, les décrocheurs étaient moins engagés à l'école, tant scolairement que socialement. Ils avaient moins tendance à avoir eu des amis proches qui ont poursuivi des études après le secondaire, et ils avaient plus tendance à avoir eu un comportement de sécher des cours, de boire régulièrement de l'alcool et de consommer des drogues fréquemment.

Même si des raisons liées à l'école dominaient la décision de décrocher, d'autres facteurs jouaient aussi un rôle. Pour les jeunes hommes, le désir de travailler était une considération importante, tandis que chez les jeunes femmes, il s'agissait de grossesse et d'élever un enfant. Les trois quarts de ceux qui avaient décroché ont plus tard regretté leur décision.

Les diplômés du secondaire avaient plus tendance que les décrocheurs à avoir eu un emploi rémunéré pendant leur dernière année du secondaire. Les taux de décrochage étaient plus bas chez les étudiants qui avaient travaillé un nombre modéré d'heures chaque semaine et plus élevés chez ceux qui avaient travaillé l'équivalent d'un emploi à temps plein. Les hommes qui avaient décroché et qui travaillaient pendant le secondaire étaient plus susceptibles d'avoir travaillé de longues heures. ◆

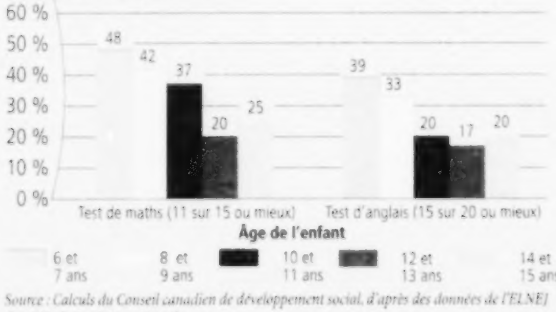
TAUX DE DÉCROCHAGE DU SECONDAIRE, PAR Pprovince, 1991 ET 1999
Parmi les jeunes de 20 ans

Source : Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada. À la croisée des chemins : premiers résultats de la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des sortants en transition, 2002.

Résultats en mathématiques et en lecture

En 1998, 41% des enfants de 6 à 11 ans ont eu des résultats de 11 sur 15 ou mieux en test de mathématiques à l'école, par rapport à 40% en 1996. Parmi les enfants de cette tranche d'âge, 29% ont eu des résultats de 15 sur 20 ou mieux en test de lecture, par rapport à 17% en 1996. En mathématiques comme en lecture, les jeunes enfants avaient de meilleurs résultats que les plus âgés. ◆

RÉSULTATS EN MATHÉMATIQUES ET EN ANGLAIS, SELON L'ÂGE, 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

QU'EST-CE QUE LES ENFANTS PENSENT DE L'ÉCOLE?

En 1998, juste un peu plus d'un tiers (34%) des enfants de 10 et 11 ans ont dit qu'ils aimaient beaucoup l'école – pratiquement pareil qu'en 1994 (33%). Cependant, quand on a posé la même question aux enfants de 12 et 13 ans, seulement un sur cinq ont répondu qu'ils aimaient beaucoup l'école (sans changement depuis 1996) et seulement 15% des enfants de 14 et 15 ans pensaient ainsi. Les filles aimaient plus l'école que les garçons.

En 1998, les trois quarts des enfants de 10 et 11 ans croyaient qu'il était très important d'avoir de bons résultats à l'école, une hausse par rapport à 68% en 1994. Quatre vingt pour cent des enfants de 12 et 13 ans pensaient ainsi et les deux tiers de ceux de 14 et 15 ans. Mais il y en avait moins qui pensaient avoir en fait de bons résultats à l'école, et cette proportion diminue avec l'âge : seulement 36% des enfants de 10 et 11 ans pensaient avoir de bons résultats à l'école (sans changement depuis 1994), ainsi que 31% des enfants de 12 et 13 ans, et 26% des enfants de 14 et 15 ans.

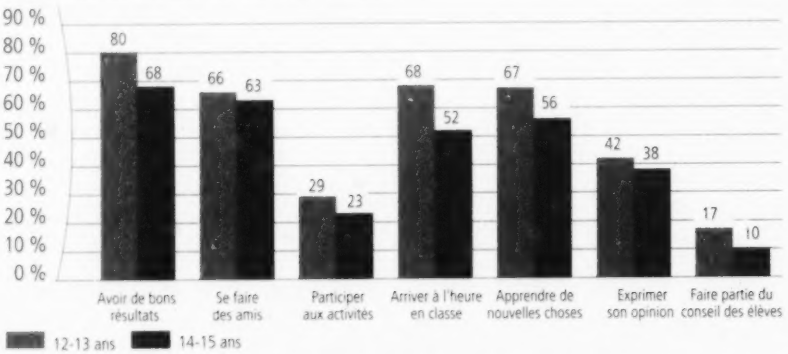
Les enfants de 12 à 15 ans pensaient qu'il était plus important de se faire des amis à l'école que de participer aux activités ou d'exprimer leur opinion.

CE QUE LES FILLES ET LES GARÇONS PENSENT DE L'ÉCOLE
Enfants canadiens de 10 à 15 ans, 1998

	Filles	Garçons
J'aime beaucoup l'école	27 %	18 %
J'aime assez l'école	38 %	36 %
J'aime un peu l'école	23 %	27 %
Je n'aime pas beaucoup l'école	8 %	12 %
Je déteste aller à l'école	4 %	7 %
Je n'aime pas beaucoup l'école / je déteste y aller	12 %	19 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

À L'ÉCOLE IL EST TRÈS IMPORTANT DE :
Réponses de jeunes de 12 à 15 ans, 1998



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

AIMENT-ILS CE QU'ILS ÉTUDIENT?

Dans le cadre de l'ELNEJ, on a demandé aux enfants ce qu'ils pensaient des matières qu'ils étudiaient à l'école. Juste un peu plus de 4 sur 10 (43%) des élèves de 10 à 15 ans ont dit qu'ils aimaient beaucoup les mathématiques, mais cela diminuait avec l'âge. Les garçons avaient plus tendance que les filles à aimer les maths – 46% par rapport à 40%.

Quand on a demandé aux élèves anglophones à quel point ils aimaient l'anglais, les résultats dans l'ensemble étaient très positifs. Soixante dix neuf pour cent des élèves de 10 à 15 ans ont répondu qu'ils aimaient cette matière, soit beaucoup soit assez. Parmi les 21% restant, 14% n'aimaient pas beaucoup l'anglais et 6% détestaient ça. À mesure que les enfants vieillissaient, cette matière perdait en popularité. Chez les enfants de 10 et 11 ans, 52% ont dit qu'ils aimaient beaucoup l'anglais et 34% qu'ils aimaient assez ça. Chez les élèves de 14 et 15 ans, 36% aimaient beaucoup l'anglais et 40% aimaient assez ça.

Quant aux élèves francophones, 31% de ceux de 10 à 15 ans aimaient beaucoup le français et 35% aimaient assez ça. Ici encore, l'intérêt pour la matière diminuait avec l'âge. Les enfants aimaient aussi davantage l'éducation physique et les matières artistiques que les matières intellectuelles.

SÉCHER LES COURS ET LA DISCIPLINE

À quelle fréquence les enfants sèchent-ils des cours? Une vaste majorité (86%) des élèves de 12 à 15 ans disaient qu'ils ne sautaient jamais de cours, alors que 14% ont dit l'avoir fait plus d'une fois. Dans cette tranche d'âge, 94% des élèves de 12 et 13 ans ont dit n'avoir jamais séché de cours, tandis que c'était le cas de 79% de ceux de 14 et 15 ans.

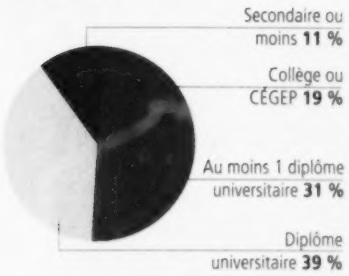
Quand on a demandé aux élèves de 12 à 15 ans combien de cours ils avaient séché pendant le mois précédent, 83% ont répondu aucun, et 17% ont indiqué avoir sauter une ou plusieurs classes. L'âge était encore ici un facteur. Chez les élèves de 12 et 13 ans, 93% ont répondu n'avoir jamais séché de cours le mois précédent, par rapport à 74% chez ceux de 14 et 15 ans.

La grande majorité des élèves de 12 à 15 ans (95%) n'avaient jamais eu de suspension de l'école. Les 5% restant avaient eu une suspension ou plus. Les taux de suspension ne varait pas entre les tranches d'âges.

QU'EST-CE QUE LES ÉLÈVES PENSENT DE LEURS PROFESSEURS?

Environ la moitié des élèves de 10 à 15 ans ont dit qu'ils recevaient tout le temps de l'aide supplémentaire de leurs professeurs. Par exemple, 49% des élèves de 10 et 11 ans ont dit qu'ils recevaient toujours de l'aide en 1998, une hausse par rapport à 42% en 1994. Chez ceux de 12 et 13 ans, 53% recevaient toujours de l'aide, une hausse par rapport à 48% en 1996. La proportion chez ceux de 14 et 15 ans était de 45%.

ASPIRATIONS SCOLAIRES DES ÉLÈVES



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ de 1998, de Statistique Canada.

La majorité (59%) des enfants plus jeunes (10 et 11 ans) pensaient que leurs professeurs les traitaient justement tout le temps, mais cela représentait une baisse par rapport à 65% en 1994. Seulement 48% de ceux de 12 et 13 ans pensaient être traités justement tout le temps, et cela baissait à 33% chez ceux de 14 et 15 ans.

Les devoirs scolaires à la maison

Les trois quarts des élèves de 10 à 15 ans avaient tout le temps un coin à eux pour étudier à la maison, et cela a été une constante a fil des ans. Les jeunes élèves avaient deux fois plus tendance à dire que les plus âgés qu'ils faisaient toujours leurs devoirs scolaires.

La majorité des élèves ont dit qu'ils avaient le soutien de leurs parents, mais il semblerait que cela décline parmi les jeunes enfants. En 1998, 68% des élèves de 10 et 11 ans disaient que leurs parents les aidaient tout le temps avec leurs devoirs, tandis qu'en 1994 et 1996, la proportion était de 74%. Chez les élèves de 12 et 13 ans, 70% disaient qu'ils avaient de l'aide de leurs parents en 1998 (comme en 1996), ainsi que 64% des élèves de 14 et 15 ans. Plus de 85% des enfants de 10 à 15 ans ont dit que leurs parents les encourageaient toujours à avoir de bons résultats, et seulement 12-14% ont dit que leurs parents en attendaient toujours trop d'eux à l'école.

Les aspirations scolaires

Quand on a demandé aux élèves de 12 à 15 ans jusqu'à quel niveau ils pensaient poursuivre leurs études, la majorité avait des objectifs élevés – 70% d'entre eux espéraient obtenir au moins un diplôme universitaire ou plus. Les enfants plus jeunes (ceux de 12 et 13 ans) avaient plus tendance que les plus âgés à aspirer à faire des études universitaires – 73% par rapport à 68%. ◆

Les jeunes et l'éducation postsecondaire

Un total de 719 900 jeunes se sont inscrits dans des universités canadiennes comme étudiants du premier cycle en 1999/2000, une hausse de 1,7% depuis 1998/99. Cela représente la deuxième augmentation annuelle consécutive, mais est loin d'atteindre le chiffre de 771 300 établi en 1992/93. Les inscriptions au premier cycle avaient diminué pendant cinq années consécutives après cette pointe, ceci étant presque entièrement dû à une chute de 19% des inscriptions chez les étudiants à temps partiel du premier cycle.

Parmi les jeunes de 18 à 24 ans, 14,2% étaient inscrits à des études à temps plein du premier cycle en 1999/2000, environ la même proportion qu'en 1992/93. Cependant, les taux de participation ont baissé légèrement chez les hommes et augmenté légèrement chez les femmes.

Les femmes en formaient la majorité, représentant 57% de tous les étudiants à plein temps du premier cycle de 18 à 24 ans, une hausse par rapport à 54% en 1992/93. C'est le seul groupe d'étudiants dont les inscriptions ont augmenté pendant cette période de sept ans.

Les inscriptions aux études à temps plein étaient en hausse dans cinq provinces de 1992/93 à 1999/00. La plus grande hausse a eu lieu en Colombie-Britannique, où le nombre d'étudiants à temps plein a augmenté de 19%. Les inscriptions à temps plein ont aussi vu une hausse en Alberta (10%), en Saskatchewan (5%), au Manitoba (1%) et en Ontario (3%), et ont diminué de 1% en Nouvelle-Écosse et au Québec, et de 6% à l'île du Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. Les inscriptions à temps partiel ont diminué dans huit provinces sur dix, avec des augmentations seulement en Alberta (45%) et en C-B (19%).

(voir page suivante)

TAUX DE PARTICIPATION AUX PROGRAMMES UNIVERSITAIRES DU PREMIER CYCLE, 1992/93 À 1999/00
Étudiants de 18 à 24 ans

	1992/93	1998/99	1999/00
À temps plein			
Hommes	12,5	12,0	11,8
Femmes	15,6	16,7	16,7
Total	14,0	14,3	14,2
À temps partiel			
Hommes	2,1	1,9	1,9
Femmes	2,9	2,6	2,6
Total	2,5	2,2	2,2

Source : Statistique Canada. "Inscriptions à l'université, 1999/2000" dans Le Quotidien, *8 novembre 2001.*

LE PROGRAMME D'INDICATEURS DU RENDEMENT SCOLAIRE

En 2001, le Conseil des ministres de l'Éducation a fait passer des tests de mathématiques à 41 000 élèves canadiens de 13 et de 16 ans. Les résultats des deux groupes d'âge n'ont pas atteint le niveau attendu par un jury pancanadien de représentants de divers secteurs de la société.

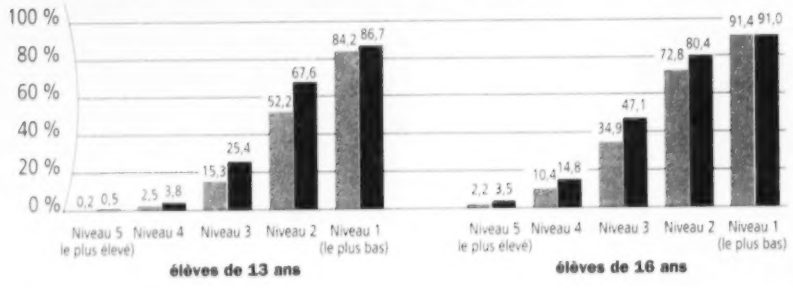
Les élèves ont été évalués en fonction de cinq niveaux de rendement, allant des tout premiers stades de connaissances mathématiques – typique du début des cours élémentaires – jusqu'aux connaissances et compétences de l'élève qui a terminé toute une série de cours de mathématiques spécialisées à la fin ou presque du cycle secondaire. Pour chaque niveau de rendement , on a testé les élèves sur leurs connaissances en concepts mathématiques et une démonstration de leurs aptitudes à résoudre un problème. Le même test avait été donné en 1997.

En concepts mathématiques, davantage d'élèves de 13 ans et de 16 ans ont atteint en 2001 le niveau 2 que ce n'avait été le cas en 1997, mais moins de jeunes de 16 ans ont atteint le niveau 3. En résolution de problème, davantage d'élèves dans les deux groupes d'âge avaient atteint les niveaux 2, 3, 4 et 5 en 1997 qu'en 2001. Ce changement était particulièrement notoire chez les élèves de 13 ans.

Il y avait quelques petites différences de rendement entre les garçons et les filles en concepts mathématiques. Un peu plus de garçons de 13 ans que de filles ont atteint les niveaux 4 et 5, et davantage de garçons de 16 ans que de filles ont atteint les niveaux 3, 4 et 5. En résolution de problème, pour le groupe de 13 ans davantage de filles que de garçons ont atteint le niveau 2, et parmi ceux de 16 ans, un peu plus de garçons que de filles ont atteint le niveau 5.

Les élèves de 13 ans en Alberta ont dépassé les autres élèves du Canada dans l'ensemble, tant en concepts mathématiques qu'en résolution de problème, et les élèves francophones de 13 ans au Québec ont dépassé les autres canadiens dans le contenu d'ensemble. Parmi ceux de16 ans, les élèves d'Alberta ont encore une fois dépassé les autres élèves du Canada dans les deux catégories, ainsi que les francophones au Manitoba. ◆

APTITUDES À RÉSOUDRE DES PROBLÈMES EN MATHÉMATIQUES, 1997 et 2001



Source : Conseil des ministres de l'Éducation, Canada. Le programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS), Rapport sur l'évaluation en mathématiques III, 2001. *Rapport public, 2002.*

(suite de la page 65)

Les expériences des jeunes

L'Enquête auprès des jeunes en transition a trouvé que parmi les diplômés du secondaire de 18 à 20 ans qui avaient poursuivi des études postsecondaires, 7% avaient obtenu un diplôme, 9% avaient abandonné et 84% étaient encore aux études. Des pourcentages plus élevés de femmes continuaient leurs études de deuxième cycle ou s'étaient diplômées. Tant parmi les hommes que les femmes, ceux qui poursuivaient leurs études ou avaient obtenu un diplôme étaient plus susceptibles d'avoir vécu avec leurs deux parents pendant qu'ils étaient au secondaire, et ils avaient tendance à provenir d'une famille dans laquelle l'un des parents ou les deux avaient un diplôme universitaire.

Un peu moins de la moitié des jeunes participant à l'enquête ont dit qu'ils avaient rencontré des obstacles pour continuer leur éducation aussi loin qu'ils le désiraient, et environ les deux tiers d'entre eux ont cité des obstacles financiers. D'autres obstacles incluaient le fait de ne pas pouvoir s'inscrire au programme désiré, ou avoir des notes trop basses, ne pas avoir assez d'intérêt ou de motivation; et dans le cas des décrocheurs du secondaire, vouloir travailler et devoir d'occuper de leurs propres enfants.

Les étudiants avaient recours à un vaste assortiment de sources de financement pour leur éducation postsecondaire, la plus courante étant des revenus d'emploi. En comparant les diplômés du postsecondaire à ceux qui avaient quitté les études, un plus grand pourcentage de diplômés avaient aussi indiqué qu'ils avaient reçu de l'argent de leurs parents ou partenaire, de bourses d'études, de prix, d'épargnes personnelles et de prêt-étudiant du gouvernement. Parmi ceux qui avaient fait une demande d'un prêt-étudiant du gouvernement, près de 20% avaient été rejetés au moins une fois.

Près de la moitié des étudiants qui poursuivaient une éducation postsecondaire avaient suivi des cours à un collège communautaire ou un CÉGEP pendant leur première année, environ un tiers avaient été inscrits à une université, et le reste avait suivi des cours dans d'autres institutions postsecondaires non universitaires comme des écoles techniques, commerciales ou de métiers, ou encore des écoles privées d'affaires ou de formation. En général, ils avaient une attitude et des relations positives pendant leur première année postsecondaire, mais parmi ceux qui avaient par la suite abandonné leurs études postsecondaires, ils avaient tendance à être beaucoup moins positifs sur la façon dont le programme postsecondaire avaient répondu à leurs besoins et leurs aspirations. ◆

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes correspond à la nature et à l'étendue de la participation des jeunes au marché du travail rémunéré.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

L'année dernière, nous avions présenté dans le *Progrès* une analyse détaillée des tendances de l'emploi et du chômage chez les jeunes de 1989 à 1999. Nous poursuivons cette analyse avec les données pour l'année 2000 qui montrent des améliorations continues et progressives dans les perspectives d'emploi pour les jeunes.

Les adolescents de 15 à 19 ans, qui en général sont à l'école à plein temps, peuvent profiter d'emplois d'été et à temps partiel, dans la mesure où les heures de travail sont raisonnables. La combinaison du travail et de l'école aident les adolescents à faire plus tard la transition à un emploi à plein temps et leur donne un certain revenu indépendant. À partir de 20 à 24 ans, la grande majorité des jeunes cherchent un emploi au moins à temps partiel ou une partie de l'année, afin de les aider à payer leurs études et à gagner de l'expérience de travail.

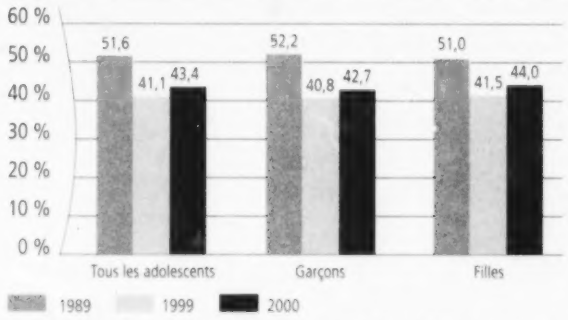
Davantage d'emplois pour les adolescents

En 2000, le taux de chômage des adolescents s'est encore amélioré par rapport à l'année précédente, en baissant de 18,2% à 16,3%. Mais les conditions étaient encore bien moins bonnes qu'en 1989, l'année culminante avant la récession des années 1990, quand le taux de chômage des adolescents était à 12,7%. Les jeunes hommes comme les jeunes femmes ont profité de l'amélioration du marché du travail en 2000, et les taux d'emploi des adolescents ont augmenté dans toutes les provinces.

Davantage de décrochage au secondaire

La situation n'était pas aussi positive pour les adolescents qui décrochaient de l'école. En décembre 2000, 16% des adolescents de 15 à 19 ans n'étaient plus aux études, une hausse par rapport à 15,3%

TAUX DE CHÔMAGE DES ADOLESCENTS, 1989, 1999 et 2000



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après la Revue chronologique sur la population active, *diverses années, de Statistique Canada.*

l'année précédente. Cette augmentation est inquiétante, même si le taux de décrochage en 2000 était bien inférieur au niveau de 20,7% en 1989.

L'explication la plus probable de cette hausse est qu'il y avait davantage de débouchés d'emplois pour les adolescents qui avaient perdu intérêt pour l'école ou qui voulaient faire une pause. Mais pas tous les décrocheurs avaient un emploi. Un adolescent sur trois qui n'était pas à l'école en décembre 2000 ne travaillait pas – c'est-à-dire qu'environ 5% de tous les adolescents n'étaient ni à l'école ni avec un emploi. Parmi ces adolescents qui avaient quitté l'école, il n'y en avait que 2 1/2 travaillant à temps plein pour chaque travailleur à temps partiel, tandis que le ratio en 1989 avait été de cinq pour un.

Plusieurs adolescents qui décrochent de l'école y retournent plus tard pour compléter leurs études. Cependant, certains risquent d'être marginalisés et exclus du marché du travail régulier s'ils restent hors de l'école et sans travail pendant de longues périodes.

(voir page suivante)

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes correspond à la nature et à l'étendue de la participation des jeunes au marché du travail rémunéré.

LE PROFIL DE LA MAIN D'OEUVRE POUR LES JEUNES

L'année dernière, nous avions présenté dans le *Progrès* une analyse détaillée des tendances de l'emploi et du chômage chez les jeunes de 1989 à 1999. Nous poursuivons cette analyse avec les données pour l'année 2000 qui montrent des améliorations continues et progressives dans les perspectives d'emploi pour les jeunes.

Les adolescents de 15 à 19 ans, qui en général sont à l'école à plein temps, peuvent profiter d'emplois d'été et à temps partiel, dans la mesure où les heures de travail sont raisonnables. La combinaison du travail et de l'école aident les adolescents à faire plus tard la transition à un emploi à plein temps et leur donne un certain revenu indépendant. À partir de 20 à 24 ans, la grande majorité des jeunes cherchent un emploi au moins à temps partiel ou une partie de l'année, afin de les aider à payer leurs études et à gagner de l'expérience de travail.

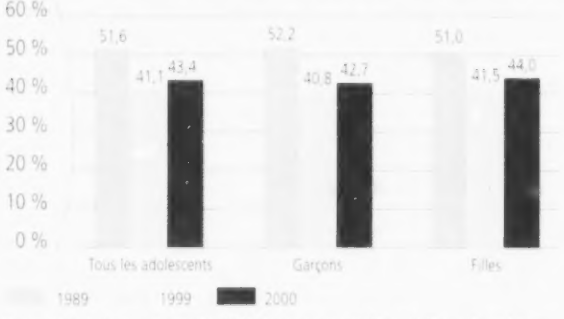
Davantage d'emplois pour les adolescents

En 2000, le taux de chômage des adolescents s'est encore amélioré par rapport à l'année précédente, en baissant de 18,2% à 16,3%. Mais les conditions étaient encore bien moins bonnes qu'en 1989, l'année culminante avant la récession des années 1990, quand le taux de chômage des adolescents était à 12,7%. Les jeunes hommes comme les jeunes femmes ont profité de l'amélioration du marché du travail en 2000, et les taux d'emploi des adolescents ont augmenté dans toutes les provinces.

Davantage de décrochage au secondaire

La situation n'était pas aussi positive pour les adolescents qui décrochaient de l'école. En décembre 2000, 16% des adolescents de 15 à 19 ans n'étaient plus aux études, une hausse par rapport à 15,3%

TAUX DE CHÔMAGE DES ADOLESCENTS, 1989, 1999 et 2000



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après la Revue chronologique sur la population active, *diverses années, de Statistique Canada.*

l'année précédente. Cette augmentation est inquiétante, même si le taux de décrochage en 2000 était bien inférieur au niveau de 20,7% en 1989.

L'explication la plus probable de cette hausse est qu'il y avait davantage de débouchés d'emplois pour les adolescents qui avaient perdu intérêt pour l'école ou qui voulaient faire une pause. Mais pas tous les décrocheurs avaient un emploi. Un adolescent sur trois qui n'était pas à l'école en décembre 2000 ne travaillait pas – c'est-à-dire qu'environ 5% de tous les adolescents n'étaient ni à l'école ni avec un emploi. Parmi ces adolescents qui avaient quitté l'école, il n'y en avait que 2 1/2 travaillant à temps plein pour chaque travailleur à temps partiel, tandis que le ratio en 1989 avait été de cinq pour un.

Plusieurs adolescents qui décrochent de l'école y retournent plus tard pour compléter leurs études. Cependant, certains risquent d'être marginalisés et exclus du marché du travail régulier s'ils restent hors de l'école et sans travail pendant de longues périodes.

(voir page suivante)

(suite de la page 67)

TAUX D'EMPLOI DES ADOLESCENTS PAR PROVINCE, 1989, 1999 ET 2000

	1989	1999	2000
CAN	51,6 %	41,1 %	43,4 %
T-N	25,1 %	21,5 %	21,8 %
Î-P-É	48,0 %	46,5 %	49,0 %
N-É	42,7 %	37,7 %	37,9 %
N-B	38,7 %	40,3 %	40,7 %
QUÉ	44,4 %	34,3 %	37,1 %
ONT	58,5 %	43,2 %	46,7 %
MAN	54,1 %	51,1 %	52,7 %
SASK	48,7 %	46,9 %	47,4 %
ALB	54,9 %	49,6 %	50,0 %
C-B	55,1 %	40,3 %	40,5 %

ADOLESCENTS AYANT QUITTÉ L'ÉCOLE, 1989, 1999 ET 2000

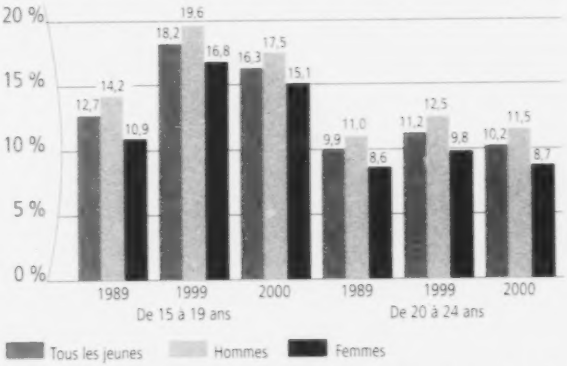
	Déc. 1989	Déc. 1999	Déc. 2000
% de tous les adolescents ayant décroché	20,7 %	15,3 %	16,0 %
Parmi ceux-ci, % avec un emploi	69,3 %	67,2 %	67,1 %

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après la Revue chronologique sur la population active, *diverses années, de Statistique Canada.*

Davantage d'emplois pour les jeunes

En 2000, les perspectives d'emploi pour les jeunes de 20 à 24 ans s'étaient considérablement améliorées par rapport à 1999, avec un taux de chômage passé à 10,2% – une baisse d'un point de pourcentage sur l'année précédente. Les conditions étaient presque aussi bonnes qu'en 1989, lorsque le taux de chômage était de 9,9% pour les jeunes dans cette tranche d'âge. Le chômage était plus élevé parmi les jeunes hommes que parmi les jeunes femmes. ◆

TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES, 1989, 1999 ET 2000

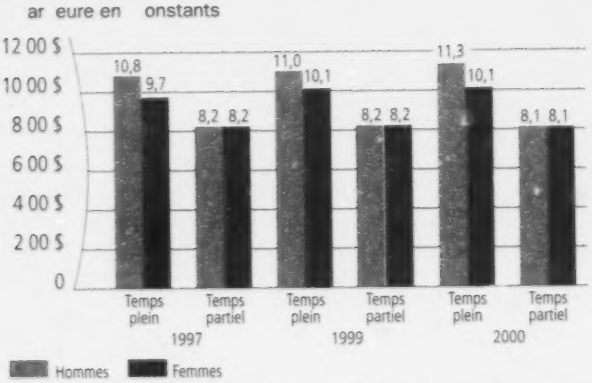


Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après la Revue chronologique sur la population active, *diverses années, de Statistique Canada.*

Que gagnent les jeunes?

En 2000, les jeunes de 15 à 24 ans gagnaient un salaire horaire moyen de 9,59 $ – une légère hausse par rapport à 9,39 $ en 1997 – et les jeunes hommes gagnaient nettement plus de l'heure que les jeunes femmes (10,11 $ par rapport à 9,05 $). Il n'est pas étonnant que les jeunes travaillant à temps plein gagnaient davantage que ceux travaillant à temps partiel. De 1997 à 2000, le salaire horaire moyen a baissé de près de 2% pour les jeunes travaillant à temps partiel, alors qu'il a augmenté légèrement pour ceux travaillant à temps plein. ◆

SALAIRES HORAIRES MOYENS DES JEUNES DE 15 À 24 ANS, 1997 À 2000



*Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après l'*Enquête sur la population active, *1997, 1999 et 2000, de Statistique Canada.*

LES JEUNES TRAVAILLEURS ET LA SÉCURITÉ

Un jeune travailleur sur sept est blessé au travail, selon le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Récemment, près de 110 000 jeunes ont été gravement blessés au travail dans une seule année.

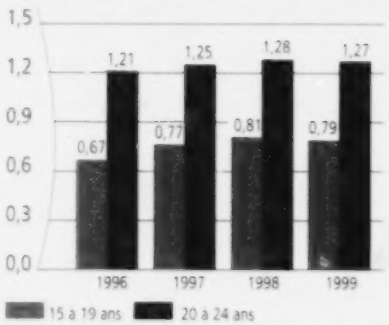
La plupart des blessures parmi les jeunes de 15 à 19 ans adviennent dans les secteurs de services (serveurs d'aliments et boissons) et de la vente – en général du fait d'être fatigué, de glisser, d'être heurté par des objets, de mal soulever des choses lourdes et autres raisons courantes. Cependant, le travail dans des industries comme la construction, l'industrie forestière et les manufactures peut résulter en blessures plus sérieuses pour les jeunes travailleurs.

Le Workers' Compensation Board de Colombie-Britannique a révélé que beaucoup de jeunes et leurs parents n'étaient pas au courant des dangers potentiels du milieu de travail. Selon leur enquête et des groupes témoins, les jeunes travailleurs ont un sentiment d'invincibilité, sont réticents à mettre en question l'autorité et ont tendance à faire des tâches à haut risque sans entraînement suffisant. Ils ne sont souvent pas au courant de leurs droits concernant l'hygiène et la sécurité au travail.

Selon l'Association des commissions des accidents du travail du Canada, il y a eu plus de 62 000 blessures avec perte de travail en 1999 parmi les travailleurs de 15 à 24 ans au Canada, représentant 17% de toutes les blessures. Le nombre de blessures avec perte de travail a augmenté par rapport aux 58 800 de 1996, et le ratio de blessures du travail par rapport au nombre de jeunes travailleurs a légèrement augmenté de 1996 à 1999. Le ratio était plus élevé chez les travailleurs de 20 à 24 ans que chez ceux de 15 à 19 ans (1,27 par rapport à 0,79).

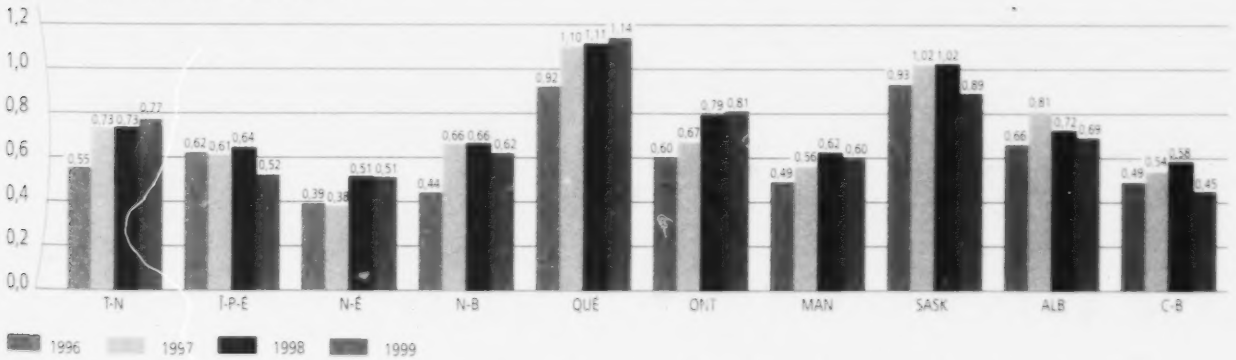
Tandis que pour l'ensemble du Canada, le ratio de blessures par rapport aux travailleurs de 15 à 19 ans était inférieur à un, au Québec il était de 1,14 et en Saskatchewan, il était de 0,89. Le ratio a augmenté depuis 1996 dans toutes les provinces, sauf trois – l'Î.-P.-É, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. ◆

RATIO DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AU NOMBRE DE TRAVAILLEURS, PAR TRANCHE D'ÂGE, 1996 À 1999



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'Association des commissions des accidents du travail du Canada, Accidents du travail et maladies professionnelles.

RATIO DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AU NOMBRE DE TRAVAILLEURS, PAR PROVINCE, 1996 À 1999
Jeunes travailleurs de 15 à 19 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'Association des commissions des accidents du travail du Canada, Accidents du travail et maladies professionnelles.

L'emploi pour les jeunes adolescents

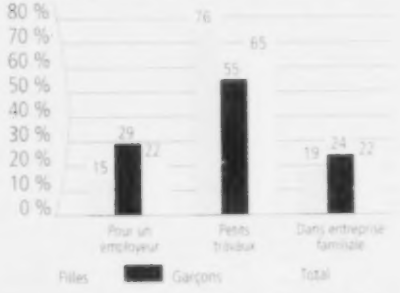
L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes fournit des informations sur les expériences d'emploi des jeunes adolescents pendant l'année scolaire et pendant l'été.

Emplois pendant l'année scolaire

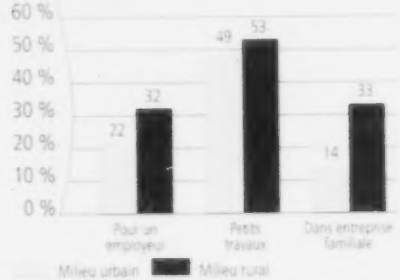
En 1998, plus d'un jeune sur cinq (22%) de 14 et 15 ans travaillaient pour un employeur pendant l'année scolaire et la même proportion travaillait dans une entreprise familiale. Les garçons avaient près de deux fois plus tendance que les filles à avoir un emploi et les filles avaient plus tendance à faire divers petits travaux contre rémunération. Près des deux tiers (65%) des jeunes faisaient des petits travaux.

Les jeunes en famille biparentale avaient autant tendance que ceux en famille monoparentale à travailler contre rémunération, mais ils étaient moins susceptibles de faire des petits travaux (60% par rapport à 65%), ou de travailler dans une entreprise familiale (17%* par rapport à 24%). *Chiffres moins fiables en raison de la petite taille de l'échantillon.

EMPLOIS PENDANT L'ANNÉE SCOLAIRE, SELON LE SEXE, 1998
Jeunes de 14 et 15 ans



EMPLOIS D'ÉTÉ POUR LES JEUNES EN MILIEU URBAIN OU RURAL, 1998
Jeunes de 14 et 15 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ 1998, de Statistique Canada.

Près de la moitié de ces jeunes adolescents travaillaient moins de 5 heures par semaine du lundi au vendredi, et la grande majorité (79%) travaillaient moins de 10 heures par semaine. La plupart (84%) travaillaient moins de 10 heures en fin de semaine. Les jeunes garçons avaient tendance à travailler plus d'heures que les jeunes filles.

Lorsqu'on leur a demandé combien ils avaient gagné la semaine précédente au travail, plus de la moitié (54%) ont dit avoir gagné 20 $ ou plus, 29% avaient gagné 40 $ ou plus, et 31% avaient gagné moins de 10 $.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étudiaient moins à cause de leur emploi, la grande majorité (83%) ont dit que non, mais 17% ont dit qu'ils étudiaient moins ou beaucoup moins. Les garçons avaient plus tendance que les filles à dire que le travail entravait leurs études – 19% par rapport à 15%. La composition familiale (famille biparentale ou monoparentale) n'avait pas de conséquences à ce sujet, pas plus que le revenu familial ou le fait de vivre en milieu rural ou urbain.

Emplois d'été

Près d'un quart (23%) des jeunes de 14 et 15 ans avaient un emploi d'été chez un employeur en 1998, et la moitié travaillaient contre rémunération à divers petits travaux, comme garder des enfants, tondre la pelouse du voisin, distribuer des annonces et autres. Et 17% travaillaient dans une entreprise familiale. Ici encore, les garçons avaient plus tendance à avoir un emploi rémunéré et les filles avaient plus tendance à faire des petits travaux.

Les jeunes vivant dans une famille à faible revenu avaient autant tendance que les autres à travailler pour un employeur ou dans une entreprise familiale, mais ils avaient moins tendance à faire des petits travaux (38% par rapport à 52%). Les jeunes en famille monoparentale avaient moins tendance que ceux en famille biparentale à faire des petits travaux (46% par rapport à 51%) ou à travailler dans une entreprise familiale (14% par rapport à 17%). Les jeunes vivant en milieu urbain avaient moins tendance à avoir un emploi d'été que les jeunes en milieu rural.

Pour près de la moitié (46%) de ces jeunes, l'emploi d'été durait 4 semaines ou moins, 38% travaillaient de 5 à 8 semaines, et 17% travaillaient de 9 à 12 semaines. Les jeunes garçons travaillaient plus longtemps que les jeunes filles, et les jeunes en famille monoparentale avaient plus tendance que ceux en famille biparentale à travailler plus longtemps (9 à 12 semaines).

Environ la moitié (47%) de ces jeunes travaillaient moins de 10 heures par semaine, tandis que 38% travaillaient 15 heures ou plus par semaine. Il y avait peu de différence selon le sexe, mais les jeunes en famille monoparentale travaillaient plus d'heures que ceux en famille biparentale.

Les emplois d'été pour les jeunes comprennent souvent des emplois en : construction (juste moins de 10%), en camp d'été (environ 7%), dans les restaurants (juste moins de 7%), et dans les magasins ou stations d'essences. Les jeunes filles avaient plus tendance à travailler dans les camps d'été tandis que les jeunes garçons avaient plus tendance à travailler dans la construction.

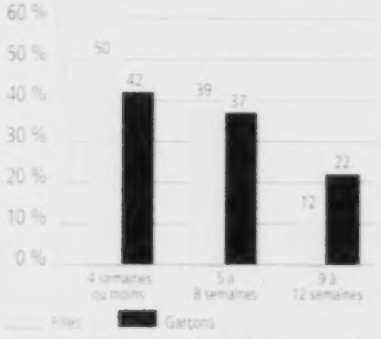
Travail non rémunéré

Près d'un quart (24%) des jeunes travaillaient sans rémunération pendant l'année scolaire, tandis que c'était le cas d'un plus petit nombre (15%) pendant l'été. Les garçons étaient aussi susceptibles que les filles de travailler sans être payés. Les jeunes en famille biparentale avaient plus tendance à travailler sans rémunération (24%) que les jeunes en famille monoparentale (19%).

De combien d'argent disposent les jeunes?

Plus des trois quarts (77%) des jeunes de 12 à 15 ans reçoivent de l'argent de leurs parents. Environ un tiers (34%) obtiennent de l'argent de petits travaux, environ un cinquième (19%) touchent de l'argent d'un emploi et 29% obtiennent de l'argent d'autres sources, comme en cadeau par des membres de la famille. Les enfants plus âgés (14 et 15 ans) ont plus tendance que les plus

DURÉE DES EMPLOIS D'ÉTÉ, SELON LE SEXE, 1998
Jeunes de 14 et 15 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ 1998, de Statistique Canada.

jeunes à obtenir de l'argent d'un emploi ou en faisant des petits travaux. Les deux tranches d'âge ont autant de probabilité de recevoir de l'argent de leurs parents. Les garçons et les filles ont aussi la même probabilité de recevoir de l'argent de leurs parents, et les familles monoparentales ont autant tendance que les familles biparentales à donner de l'argent à leurs enfants. Les familles vivant sous le seuil de faible revenu sont moins susceptibles de donner de l'argent à leurs enfants que les familles au-dessus du SFR – 73% par rapport à 78%. De la même façon, les familles en milieu rural ont moins tendance que celles en milieu urbain de donner de l'argent à leurs enfants (70% et 79%, respectivement).

Combien d'argent obtiennent-ils? Environ les deux tiers reçoivent 20 $ ou moins par semaine de leurs parents et un quart (23%) obtiennent 20 $ ou moins de divers petits travaux.

Comment les jeunes dépensent-ils leur argent?

Les jeunes de 12 à 15 ans ont plus tendance à dépenser leur argent pour des loisirs – vidéos, friandises et films. Cependant, près de la moitié (48%) plaçaient leur argent sur un compte d'épargne. Les jeunes filles ont beaucoup plus tendance que les garçons à dépenser leur argent pour des vêtements, des chaussures et des cadeaux.

Les enfants vivant en famille monoparentale ont moins tendance à dépenser leur argent pour des vidéos, des friandises et des cadeaux et sont plus susceptibles de le dépenser pour des transports publics et des repas. Ils ont moins tendance que les enfants en famille biparentale à épargner leur argent (40% par rapport à 50%). ◆

PERCEPTION DES JEUNES SUR LA SÉCURITÉ D'EMPLOI

Environ la moitié de tous les jeunes de 16 à 24 ans n'avaient pas confiance dans leur sécurité d'emploi, mais 70% pensaient qu'ils pourraient trouver un emploi équivalent s'ils perdaient leur emploi actuel.

En 2000, un quart des tous les jeunes de 16 à 24 ans avec un emploi pensaient qu'ils avaient de fortes chances de perdre leur emploi au cours des deux années suivantes, une hausse par rapport à 21,2% en 1999. Ce manque de confiance dans la sécurité d'emploi était comparable à celui des adultes. De plus, 21% des jeunes avec un emploi ne se sentaient pas sûrs de leur avenir et environ la moitié disaient ne pas être inquiets. Les jeunes hommes avaient plus tendance que les jeunes femmes à penser qu'ils risquaient de perdre leur emploi (26,6% par rapport à 19,3%), tandis que les jeunes femmes avaient plus tendance à ne pas être sûres de leur sécurité d'emploi.

La sécurité d'emploi augmentait avec le niveau d'éducation. Les jeunes avec un niveau secondaire partiel ou moins avaient plus tendance à craindre de perdre leur emploi au cours des prochaines années (32,5%), tandis que ceux qui avaient terminé l'université avaient le moins tendance à penser qu'ils perdraient leur emploi (16,9%).

À mesure que le revenu familial augmentait, il en allait de même pour le sentiment de sécurité d'emploi. Les jeunes dans la tranche la plus basse de revenu avaient quatre fois plus tendance à craindre la perte d'emploi que les jeunes dans la tranche la plus élevée de revenu.

Il y avait également des différences provinciales. Les jeunes en Alberta avaient le moins tendance (15,1%) et ceux dans les provinces de l'Atlantique avaient le plus tendance (35,1%) à sentir l'insécurité d'emploi.

En ce qui est de la recherche d'un emploi en 2000, les jeunes de 16 à 24 ans étaient le groupe le plus optimiste de toutes les tranches d'âge concernant leur possibilité de trouver un nouvel emploi s'il leur advenait de perdre leur emploi actuel. Dans ce groupe, 70% étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent dans les six mois, 16% n'y croyaient pas et 14% étaient incertains. Parmi les adultes, 64% de ceux de 25 à 44 ans et seulement 47% de ceux de 45 à 64 étaient aussi confiants.

Étant donné que beaucoup de jeunes ont un emploi à temps partiel ou ne font que commencer leur carrière, la majorité semble avoir confiance que leur potentiel d'emploi va s'améliorer ou du moins rester le même. Cependant, les 70% qui étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent représentaient une baisse par rapport à 73,2% en 1999.

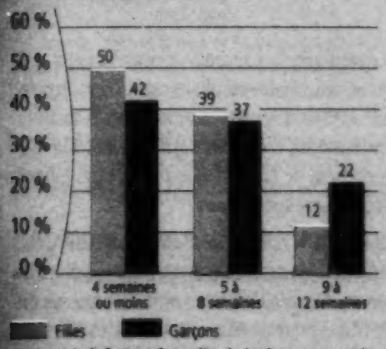
Les jeunes hommes étaient légèrement plus confiants que les jeunes femmes quant à leur possibilité de trouver un emploi équivalent dans les six mois (72,5% par rapport à 67,9%).

Environ les trois quarts des jeunes en Ontario, dans les Prairies et en Alberta étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent dans les six mois, tandis que c'était le cas pour un peu moins des deux tiers des jeunes au Québec, dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique. ◆

« JE PENSE QU'IL Y A DE FORTES CHANCES QUE JE PERDE MON EMPLOI AU COURS DES DEUX PROCHAINES ANNÉES » (Jeunes de 16 à 24 ans)

Selon le revenu familial **Par région**

DURÉE DES EMPLOIS D'ÉTÉ, SELON LE SEXE, 1998
Jeunes de 14 et 15 ans



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de l'ELNEJ 1998, de Statistique Canada.

jeunes à obtenir de l'argent d'un emploi ou en faisant des petits travaux. Les deux tranches d'âge ont autant de probabilité de recevoir de l'argent de leurs parents. Les garçons et les filles ont aussi la même probabilité de recevoir de l'argent de leurs parents, et les familles monoparentales ont autant tendance que les familles biparentales à donner de l'argent à leurs enfants. Les familles vivant sous le seuil de faible revenu sont moins susceptibles de donner de l'argent à leurs enfants que les familles au-dessus du SFR – 73% par rapport à 78%. De la même façon, les familles en milieu rural ont moins tendance que celles en milieu urbain de donner de l'argent à leurs enfants (70% et 79%, respectivement).

Combien d'argent obtiennent-ils? Environ les deux tiers reçoivent 20 $ ou moins par semaine de leurs parents et un quart (23%) obtiennent 20 $ ou moins de divers petits travaux.

Comment les jeunes dépensent-ils leur argent?

Les jeunes de 12 à 15 ans ont plus tendance à dépenser leur argent pour des loisirs – vidéos, friandises et films. Cependant, près de la moitié (48%) plaçaient leur argent sur un compte d'épargne. Les jeunes filles ont beaucoup plus tendance que les garçons à dépenser leur argent pour des vêtements, des chaussures et des cadeaux.

Les enfants vivant en famille monoparentale ont moins tendance à dépenser leur argent pour des vidéos, des friandises et des cadeaux et sont plus susceptibles de le dépenser pour des transports publics et des repas. Ils ont moins tendance que les enfants en famille biparentale à épargner leur argent (40% par rapport à 50%). ◆

PERCEPTION DES JEUNES SUR LA SÉCURITÉ D'EMPLOI

Environ la moitié de tous les jeunes de 16 à 24 ans n'avaient pas confiance dans leur sécurité d'emploi, mais 70% pensaient qu'ils pourraient trouver un emploi équivalent s'ils perdaient leur emploi actuel.

En 2000, un quart des tous les jeunes de 16 à 24 ans avec un emploi pensaient qu'ils avaient de fortes chances de perdre leur emploi au cours des deux années suivantes, une hausse par rapport à 21,2% en 1999. Ce manque de confiance dans la sécurité d'emploi était comparable à celui des adultes. De plus, 21% des jeunes avec un emploi ne se sentaient pas sûrs de leur avenir et environ la moitié disaient ne pas être inquiets. Les jeunes hommes avaient plus tendance que les jeunes femmes à penser qu'ils risquaient de perdre leur emploi (26,8% par rapport à 19,5%), tandis que les jeunes femmes avaient plus tendance à ne pas être sûres de leur sécurité d'emploi.

La sécurité d'emploi augmentait avec le niveau d'éducation. Les jeunes avec un niveau secondaire partiel ou moins avaient plus tendance à craindre de perdre leur emploi au cours des prochaines années (32,5%), tandis que ceux qui avaient terminé l'université avaient le moins tendance à penser qu'ils perdraient leur emploi (16,9%).

À mesure que le revenu familial augmentait, il en allait de même pour le sentiment de sécurité d'emploi. Les jeunes dans la tranche la plus basse de revenu avaient quatre fois plus tendance à craindre la perte d'emploi que les jeunes dans la tranche la plus élevée de revenu.

Il y avait également des différences provinciales. Les jeunes en Alberta avaient le moins tendance (15,1%) et ceux dans les provinces de l'Atlantique avaient le plus tendance (35,1%) à sentir l'insécurité d'emploi.

Trouver un emploi équivalent

En ce qui est de la recherche d'un emploi en 2000, les jeunes de 16 à 24 ans étaient le groupe le plus optimiste de toutes les tranches d'âge concernant leur possibilité de trouver un nouvel emploi s'il leur advenait de perdre leur emploi actuel. Dans ce groupe, 70% étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent dans les six mois, 16% n'y croyaient pas et 14% étaient incertains. Parmi les adultes, 64% de ceux de 25 à 44 ans et seulement 47% de ceux de 45 à 64 étaient aussi confiants.

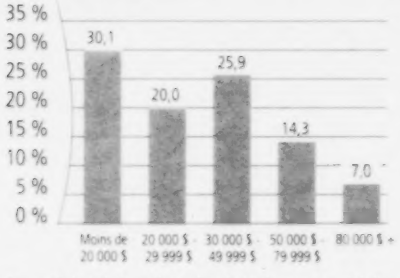
Étant donné que beaucoup de jeunes ont un emploi à temps partiel ou ne font que commencer leur carrière, la majorité semble avoir confiance que leur potentiel d'emploi va s'améliorer ou du moins rester le même. Cependant, les 70% qui étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent représentaient une baisse par rapport à 73,2% en 1999.

Les jeunes hommes étaient légèrement plus confiants que les jeunes femmes quant à leur possibilité de trouver un emploi équivalent dans les six mois (72,5% par rapport à 67,9%).

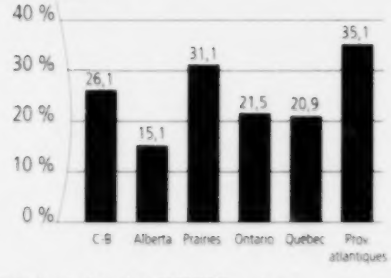
Environ les trois quarts des jeunes en Ontario, dans les Prairies et en Alberta étaient sûrs de pouvoir trouver un emploi équivalent dans les six mois, tandis que c'était le cas pour un peu moins des deux tiers des jeunes au Québec, dans les provinces de l'Atlantique et en Colombie-Britannique. ◆

« JE PENSE QU'IL Y A DE FORTES CHANCES QUE JE PERDE MON EMPLOI AU COURS DES DEUX PROCHAINES ANNÉES » (Jeunes de 16 à 24 ans)

Selon le revenu familial



Par région



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de sondages CCDS/EKOS menés pour l'Indice de sécurité personnelle, 1999 et 2000.

NOTES TECHNIQUES

Le *Progrès des enfants au Canada* s'appuie sur une importante base de données sur les enfants, les jeunes et les familles au Canada. Le rapport est préparé à partir d'**indicateurs environnementaux**, représentant les facteurs qui influencent l'épanouissement de l'enfant, et d'**indicateurs de progrès**, qui sont des mesures générales de la situation de nos enfants et de nos jeunes.

On a développé un modèle en trois catégories pour classifier la mine d'information accumulée par le CCDS sur les indicateurs environnementaux et de progrès sélectionnés. La première catégorie comprend des **indicateurs simples**. Ils représentent des données qui sont évaluées dans le temps par rapport à un point de départ pour indiquer dans quel sens s'effectue le changement. Les indicateurs simples sont ensuite classés en **indicateurs intermédiaires**, la seconde catégorie. Ceux-ci représentent des déterminants clés, ou des résultats sur le bien-être des enfants. Les indicateurs intermédiaires sont à leur tour classés dans une troisième catégorie d'**indicateurs composés** qui évaluent à la fois l'environnement du développement de l'enfant et le progrès des enfants dans des périodes de développement spécifiques.

En raison de l'espace limité, *Le Progrès des enfants au Canada* ne présente qu'une portion minime de la recherche entreprise. Ci-dessous se trouve la liste des indicateurs intermédiaires et composés qui ont été utilisés. On peut contacter le CCDS pour de plus amples renseignements.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

La vie familiale
- la structure familiale
- le travail et la famille
- la dynamique familiale
- la santé des parents
- l'éducation des parents

La sécurité économique
- niveau de revenu
- source de revenu
- distribution du revenu
- stabilité du revenu
- dépenses familiales

La sécurité physique
- dangers environnementaux
- blessures et accidents
- criminalité et violence

Les ressources communautaires
- éducation
- logement
- soins de santé
- soutien aux enfants et à la famille
- loisirs et culture

La vitalité civique
- appartenance
- participation
- attentes

INDICATEURS DE PROGRÈS

L'état de santé
- santé physique
- santé socio-psychologique
- risques physiques et sociaux

L'engagement social
- relations familiales
- relations avec des jeunes du même âge
- relations avec la communauté

L'éducation
- expériences et réussite scolaires
- développement de compétences non-scolaires

Profil de la main d'oeuvre pour les jeunes
- activités dans la main d'oeuvre
- salaires et revenu

SOURCES DE DONNÉES

Les données primaires pour le *Progrès des enfants au Canada 2002* ont été compilées par les chercheurs du Conseil canadien de développement social d'après l'information fournie dans les enquêtes de Statistique Canada énumérées ci-dessous. Les sources supplémentaires sont ensuite énumérées sous chaque section où elles ont été utilisées. Les sources pour les graphiques sont indiquées sur chaque graphique. Pour davantage de détails sur les données utilisées dans le *Progrès des enfants au Canada 2002*, veuillez contacter le CCDS.

SOURCES DES DONNÉES PRIMAIRES :

Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ)
L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes qui a été élaborée par Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada, recueille des renseignements sur plus de 20 000 enfants (de la naissance à 13 ans). Commencée en 1994, l'ELNEJ sera répétée tous les deux ans pour suivre ces enfants jusqu'à l'âge adulte. Dans le premier cycle de l'enquête, on a posé des questions à la personne qui s'occupe principalement de l'enfant, aux enseignants ainsi qu'aux enfants de 10 et 11 ans. Dans le second cycle de l'enquête en 1996, les enfants de 12 et 13 ans ont été inclus et dans le troisième cycle en 1998, les enfants de 14 et 15 ans ont été inclus. L'ELNEJ porte sur un large éventail de caractéristiques familiales, du ménage et communautaires qui influent sur le développement de l'enfant. Les données de ce numéro de Progrès proviennent des enquêtes de 1994, 1996 et 1998.

Enquête nationale sur la santé de la population (ENSP)
Cette enquête de Statistique Canada vise à recueillir des renseignements sur la santé de la population tant sur une base transversale que longitudinale. Le volet transversal comprend tous les membres du ménage de l'enquête (58 000 personnes); pour le volet longitudinal on choisit au hasard un répondant par ménage, âgé de 12 ans ou plus (18 000 personnes). On contactera ces répondants tous les deux ans à partir de 1994.

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR)
Commencée en 1993, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu est une enquête longitudinale en cours qui interroge chaque membre de l'échantillon sur une période de six ans. La nature longitudinale de cette étude ainsi que les innombrables données permettent d'analyser des questions liées au marché du travail et au revenu, y compris le faible revenu et les changements du revenu au fil des ans. Les données utilisées dans ce numéro de *Progrès* proviennent de l'enquête de 1999.

Recensement de 1996
Le Recensement de 1996, de Statistique Canada, fournit une couverture nationale de la population Canadienne, y compris des variables sur des données démographiques, sociales, culturelles, de la main d'oeuvre et du revenu ainsi que des détails sur le logement, les ménages et les familles. En général, les données sont présentées pour le Canada, les provinces, les territoires et les Régions métropolitaines du recensement. Certains tableaux donnent des comparaisons avec des données des recensements antérieurs.

Enquête sur les dépenses des ménages (EDM)
Cette enquête fournit des renseignements sur les dépenses dans un vaste éventail de biens et services ainsi que des données sur les caractéristiques du logement et de l'équipement ménager. L'enquête recueille des informations sur les dépenses du ménages pour l'alimentation, le logement, la garde d'enfants, les soins de santé, les activités récréatives, les livres et périodiques, l'éducation, les impôts, les cotisations à des fonds de pension, et ainsi de suite. Elle recueille aussi des renseignements sur le type de logement, la nature de l'habitation (en propriété ou en location), la taille du logement et le genre de chauffage utilisé, ainsi que des renseignements sur l'équipement ménager et les véhicules. Cette enquête remplace l'Enquête sur l'équipement ménager ainsi que l'Enquête sur les dépenses des familles. Les données utilisées dans ce numéro de *Progrès* proviennent de l'enquête de 1999.

Enquête sociale générale (ESG)
Cette enquête vise à recueillir des renseignements sur les tendances sociales pour permettre de mesurer les changements de conditions de vie et de bien-être des Canadiens, et de fournir des renseignements sur des questions émergeantes ou courrantes dans le domaine de la politique sociale. L'Enquête sociale générale comporte un cycle de l'enquête par année. Les données utilisées dans ce numéro de *Progrès* proviennent du cycle 14 de l'ESG 2000, qui examine l'accès à la technologie de l'information et son utilisation par les Canadiens.

Enquête sur la population active (EPA)
Cette enquête recueille des informations mensuelles sur les activités sur le marché du travail de la population active au Canada, y compris sur des sous-ensembles spécifiques de la population. Les microdonnées relèvent les caractéristiques personnelles pour tous les individus du ménage, comme l'âge, le sexe, l'état civil, le niveau de scolarisation et les caractéristiques familiales, ainsi que des caractéristiques détaillées dans la main d'œuvre des membres du ménage de 15 ans et plus – comme le nombre d'heures de travail, le type d'occupation, la durée de l'emploi. Les données sont disponibles par province et pour les trois plus grandes régions métropolitaines de recensement, Montréal, Toronto et Vancouver.

Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (ENDBP)
Cette enquête, menée en 1997 en complément de l'enquête sur las populstion active, a été répétée à l'automne 2000 et est prévue à nouveau pour 2003. L'ENDNBP de 2000 a été développée en partenariat entre des ministères fédéraux (Patrimoine canadien, Santé Canada, Dévellopement des ressources humaines Canada et Statistique Canada) et des organismes du secteur bénévole (Centre canadien de philanthropie et Bénévoles Canada). L'enquête de 2000 portait sur un échantillon représentatif de 14 724 Canadiens de 15 ans et plus et recueillait des données sur divers aspects des dons de charité, du bénévolat et de la participation.

Enquête sur les approches en matière de planification des études
Cette enquête est menée par Statistique Canada en partenariat avec Développement des ressources humaines Canada. Menée en 1999 en tant que supplément à l'Enquête sur la population active, c'est la première enquête à recueillir des renseignements détaillés sur la façon dont les Canadiens planifient les études postsecondaires de leurs enfants. Des données portant sur 20 353 enfants de 18 ans et moins ont été recueillies, comprenant des informations détaillées sur les enfants et les ménages dont ils font partie. L'enquête relève les dispositions financières prises par les parents afin de se préparer aux études postsecondaires de leurs enfants, comme des comptes d'épargne, des demandes éventuelles de prêts étudiants etc., ainsi que des préparations non financières, comme la communication des aspirations et espoirs des parents, l'étendue de la participation des parents aux études et à l'école de leurs enfants, et leurs attitudes et méthodes d'agir concernant les devoirs scolaires et la télévision.

SOURCES DES DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES :

Portrait des enfants et des jeunes

- Citoyenneté et Immigration Canada. *Faits et chiffres : Aperçu de l'immigration*, Cat. 1-291-06-99F, 1999.
- Kasper, V. et Noh, S. *Discrimination and Identity: An overview of theoretical and empirical research*. Rapport commandité par Patrimoine canadien pour le Ethno-cultural, Racial, Religious, Linguistic Diversity and Identity seminar à Halifax, Nouvelle-Écosse, 2001.
- Ontario Federation of Indian Friendship Centres. *Tenuous Connections: Urban Aboriginal Youth Sexual Health and Pregnancy*, 2000.
- Statistique Canada. *Recensement de 1996*.

La vie familiale

- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Duxbury, Linda et Higgins, Chris. *Work-Life Balance in the New Millennium: Where Are We? Where Do We Need to Go?* Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politique publique, 2001.

SOURCES DE DONNÉES

La sécurité économique

- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 1993-1999, de Statistique Canada.
- Jackson, Andrew; Schetagne, Sylvain; et Smith, Peter. *A Community Growing Apart: Income Gaps and Changing Needs in the City of Toronto in the 1990s*. Un rapport par le Conseil canadien de développement social pour United Way of Greater Toronto, 2001.

La sécurité physique

- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Programme canadien de surveillance des traumatismes à la ferme. *Traumatismes mortels à la ferme, 1990 à 1998*.
- Canadian Association of Physicians for the Environment. *Respiratory Health Effects*, 2000.
- Canadian Association of Physicians for the Environment. *Cancer and Immunological Effects*, 2000.
- Canadian Association of Physicians for the Environment. *Health Effects of Air Pollution and Climate Change*, 2000.
- Institut canadien de la santé infantile. *La santé des enfants du Canada : un profil de l'ICSI*, 2000.
- Institut canadien de la santé infantile. *Changement d'habitudes, changement climatique : Analyse de base*, 2001.
- Association des produits forestiers du Canada. "Le recyclage du papier au Canada – quelques faits".
- Guillette, Elizabeth A.; Meza, Maria Merecedes; Guadalupe, Maria; Soto, Alma Delia; et Garcia, Enedina. "An Anthropological Approach to the Evaluation of Preschool Children Exposed to Pesticides in Mexico," dans *Environmental Health Perspectives*, Vol. 106, No. 6, Juin 1998.
- Santé Canada, Surveillance du cancer en direct, 2001.
- L'Institut national du cancer du Canada. *Statistiques nationales sur le cancer*, 2001.
- Organisation de coopération et de développement économique. <www.oecd.org>
- Statistique Canada. Enquête nationale sur la santé de la population, 1994/95 et 1998/99.
- 3Rs Information Partnership. "Municipal 3Rs in Ontario: 1998 Fact Sheet," October 1999.

Les ressources communautaires

- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Campagne 2000. *Pour assurer la sécurité familiale en ces temps incertains, il faut s'attaquer au déficit social du Canada*, 2001.
- Childcare Resource and Research Unit. *Early Childhood Care and Education in Canada: Provinces and Territories*, 1998.
- People for Education in Ontario. *2002 Elementary Tracking Report*, 2002.
- Statistique Canada. "L'informatique dans les écoles", dans *Le Quotidien*, 12 octobre 1999, selon des données de la Seconde étude des technologies de l'information en éducation (SÉTIÉ). Cette enquête a été menée en janvier et février 1999 dans 30 pays. Au Canada, l'enquête a été menée par Statistique Canada sous les auspices de l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire et divers partenaires à niveau fédéral, provincial et territorial.
- Statistique Canada. "Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes: Participation aux activités," dans *Le Quotidien*, 30 mai 2001.
- Statistique Canada. " Frais de scolarité à l'université 2001/02," dans *Le Quotidien*, 27 août 2001.
- Statistique Canada. " Frais de scolarité à l'université 2002/03" dans *Le Quotidien*, 21 août 2002.
- Statistique Canada. " Frais de scolarité à l'université – rectification des données 2002/03," dans *Le Quotidien*, 9 septembre 2002.

La vitalité civique

- Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada. "Comprendre les relations entre les enfants et leurs collectivités," dans La recherche appliquée – Bulletin, Vol. 7, No. 1, hiver/printemps 2001, pp. 1-4.
- *Listening to the Children: Voices of Children Living in Poverty in the City of Edmonton*. Rapport par la Quality of Life Commission, décembre 2000.

L'état de santé

- Alan Guttmacher Institute. *Teenage Sexual and Reproductive Behavior in Developed Countries: Can More Progress be Made?*, 2002.
- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie. *Sondage indicateur de l'activité physique 2000*, 2001.
- Centre de toxicomanie et de santé mentale. *2001 Ontario Student Drug Use Survey*, 2001.
- Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). *Écoles, Santé publique, sexualité et VIH: un rapport de situation*, 1999.
- Fisher, WA et Boroditsky, R. "Sexual activity, contraceptive choice, and sexual and reproductive health indicators among single Canadian women aged 15 to 29: Additional findings from the Canadian Contraception Study," dans *The Canadian Journal of Human Sexuality*, 9(2), Été 2000.
- Santé Canada. *Le tabagisme chez les jeunes au Canada*, Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, 2001.
- Santé Canada. Enquête de surveillance de l'usage du tabac au Canada, février à juin 2001.
- Santé Canada, Division de la promotion de la santé sexuelle et de la prévention et du contrôle des MTS. *Tableaux de données sur les MTS*, Bureau du VIH/SIDA, MTS et TB, 2001.
- Ipsos-Reid. *Are Our Kids Becoming Couch Potatoes?* Sondage 2001.
- MacMillan, H; Walsh, C; Jamieson, E; Crawford, A; et Boyle, M. *First Nations and Inuit Regional Health Survey: Children's Health*, 2001.
- McCreary Centre Society. *Being Out: Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Youth in BC: An Adolescent Health Survey*, 1999.
- McIntyre, L; Walsh, G; et Connor, S. *A Follow-Up Study of Child Hunger in Canada*, Working Paper W-01-1-2E, Direction générale de la recherche appliquée, politique stratégique, Développement des ressources humaines Canada, 2001. <www.hrdc-drhc.gc.ca/arb/publications/research/2001docs/abw-01-1-2e.shtml>
- McIntyre, L; Raine, KD; Glanville, NT; et Dayle, JB. *Hungry Mothers of Barely Fed Children*, a summary report of a CIHR/NHRDP project on the diets and food experiences of low-income lone mothers in Atlantic Canada in relation to their children. Final Report to CIHR/NHRDP and Public Health Services, Capital District Health Authority, Halifax, NS, March 2001
- Ontario Federation of Indian Friendship Centres. *Urban Aboriginal Child Poverty*, 2000.
- Ontario Federation of Indian Friendship Centres. *Tenuous Connections*, 2002.
- Statistique Canada. *Grossesse chez les adolescentes, Selon l'issue des grossesses et le groupe d'âge, nombre et taux pour 1 000 femmes de 15 à 19 ans, Canada, provinces et territoires*, 1998.
- Statistique Canada. "Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes: Participation aux activités," dans *Le Quotidien*, 30 mai 2001.

- Tremblay, Mark et Willms, J Douglas. "Secular trends in the body mass index of Canadian children," dans *Canadian Medical Association Journal*, 163(11):1429-33, 2000.

L'engagement social

- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'ELNEJ de 1994, 1996 et 1998, de Statistique Canada.
- Centre canadien de la statistique juridique. *La violence familiale au Canada : un profil statistique*, 2001.
- Les Associés de recherche EKOS. *Étude sur la violence familiale*, 2002.
- Logan, Ron. "La statistique du crime au Canada, 2000," dans *Juristat*, Vol. 21, No. 8, 2001.
- Statistique Canada. *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation*, Catalogue No. 71-542-XIF, 2001.
- Trocmé, N. et Wolfe, D. *Maltraitance des enfants au Canada : résultats choisis de l'Étude canadienne sur l'incidence des signalements des cas de violence et de négligence envers les enfants.* Ottawa : Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux, 2001.

L'éducation

- Conseil des ministres de l'Éducation (Canada). Le programme d'indicateurs du rendement scolaire (PIRS), *Rapport sur l'évaluation en mathématiques III, 2001. Rapport public*, 2002.
- Hanvey, Louise. *Les enfants et les jeunes avec des besoins spéciaux*. Ottawa: Conseil canadien de développement social, 2001.
- Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada. *À la croisée des chemins : premiers résultats de la cohorte des 18 à 20 ans de l'Enquête auprès des jeunes en transition, 2002.*
- Organisation de coopération et de développement économique. *À la hauteur : La performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences.* Étude PISA de l'OCDE – Premiers résultats pour les Canadiens de 15 ans. Ottawa : Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada, 2001.
- Organisation de coopération et de développement économique. *Regards sur l'éducation : les indicateurs de l'OCDE*, Édition 2001.
- Statistique Canada. " Inscriptions à l'université, 1999/2000" dans *Le Quotidien*, 8 novembre 2001.
- Statistique Canada. "Participation aux études postsecondaires et revenu familial – Rectificatif" dans *Le Quotidien*, 9 janvier 2002.

Le profil de la main d'oeuvre pour les jeunes

- Association des commissions des accidents du travail du Canada. *Accidents du travail et maladies professionnelles*, 1996-1998 et 1997-1999.
- Calculs du Conseil canadien de développement social d'après des données de l'Enquête sur la population active, de Statistique Canada, 1997, 1999 et 2000.
- Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de sondage du CCDS/EKOS menés pour *L'Indice de sécurité personnelle*, 1999 et 2000.
- Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. *Young Workers Zone*, 2001.
- "Education and Training Needs: Reducing Risk for Young Workers," présentation par Roberta Ellis, Prevention Division, Workers' Compensation Division, British Columbia, lors de la Conférence Youth Health and Safety in the Workplace, 2000.

A

abus et négligence, 37, 39, 44, 45, 54, 55, 56
activité physique, 36, 39, 42, 43
  voir aussi récréation
activités récréatives, 18, 20, 29, 39, 44
adolescents
  alcool, drogue, tabac, 45, 47
  activité physique, 42, 43
  activités récréatives, amis, 29
  aliénation, 18
  bénévolat, 54-55
  civisme, 38
  criminalité/prévention, 52, 53, 57
  disparus, 56
  emploi, 67, 68, 69, 70, 71
  grossesse, 45, 48, 63
  relations avec, 14, 44, 51
  santé, 48, 49, 50
amis
  bien s'entendre avec les autres, 51, 57, 61
  enfants immigrants, 57
  fonctionnement familial, 13
  influence sur les études supérieures, 63
  revenu familial, 20
  selon le sexe, 51
  soutien social, 46, 50, 51
  voir aussi exclusion/inclusion sociale
Autochtones
  enfants et jeunes, 5
  Enquête régionale sur la santé des Premières Nations, 5, 43, 44
  grossesse à l'adolescence, 45
  parents, 5, 45
  santé et pauvreté, 17, 43, 44, 45

B

bénévolat, 54-55
besoins spéciaux, 30, 34, 35, 36, 61

C

camps de vacances, 29, 34
changement climatique, 25
civisme, 38, 39
communauté, influence sur les enfants, 39, 40
comportement difficile, 20, 35, 44, 54, 55, 57, 62
criminalité
  crainte du crime, 39, 53
  juvénile, 52, 54, 55
  prévention (Street Culture Kidz), 57
  et revenu familial, 20

D

décrochage scolaire, 18, 63, 67, 68
déménagement, 9
disparus (enfants et jeunes), 56
dysfonction familiale
  expérience scolaire, 13
  revenu familial, 11, 20, 46
  voir aussi violence familiale

E

école
  accès à technologie, 35, 56, 60
  attitude des enfants envers, 61, 64, 65
  besoins spéciaux, 61
  comparaisons internationales, 62
  emploi des parents, 10
  participation parentale, 58-59, 62, 65
  relations avec professeurs, 52, 64, 65
  voir aussi éducation; rendement scolaire
éducation
  aspirations, 58, 59
  Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire, 35
  cours privés, 30, 31
  décrochage, 18, 63, 67, 68
  deuxième langue, 6, 30
  emploi partiel/d'été, 70
  enfants immigrants, 61
  frais de scolarité, 15, 31, 60
  inscriptions, 30, 65
  Ontario (baisse des services), 36
  participation parentale, 58-59, 62, 65
  PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), 62
  postsecondaire, 18, 31, 58, 60, 65
  préscolaire, 29, 39
  programmes de garde avant/après l'école, 33
  secondaire, 18, 31, 63
  sur la sexualité, 48, 49
  tests internationaux, 62
  TEIMS (Troisième étude internationale de mathématiques et des sciences), 62
  vocabulaire, test Peabody, 20
  voir aussi besoins spéciaux ; école, rendement
emploi
  des jeunes/chômage, 18, 54, 63, 67-71
  des parents, 9, 10, 12, 14, 18, 46
  parents sans emploi et travailleurs pauvres, 16, 17, 46
  et services de garde, 33
estime de soi
  activités récréatives, 29, 43
  amis, 13
  homosexualité, 46
  pauvreté, 44
  selon l'âge, 47
  tuteur, 31
exclusion/inclusion sociale, 13, 20, 40, 45, 46

INDEX

F

faim, 44, 46, 48, 49
familles
  activités préscolaires, 29
  amis, 13, 51
  argent de poche aux enfants, 71
  Autochtones, 5, 44
  casque de bicyclette, 27
  composition familiale, 8, 39
  crainte du crime, 39, 53
  dépenses, 15
  dépression parentale, 10, 11
  dysfonction familiale, 11, 20
  et éducation, 58, 60, 62
  enfants immigrants, 12
  jeunes parents, 8
  logement, 37
  monoparentales, 5, 16-18
  méthodes parentales, 11, 12
  reconstituées, 8, 39
  relations, 51
  répartition de la richesse, 19, 20
  santé, 32, 50
  sécurité d'emploi, 71
  sécurité et qualité du quartier, 39
  services de garde, 33
  soutiens sociaux, 11, 13
  taille de la famille, 5, 8, 12
  voir aussi pauvreté, violence
ferme, 26, 36
fonctionnement familial, 10-12
  voir aussi dysfonction
frères et soeurs
  se confient avec, 51
  s'entendent bien avec, 52, 57
  chiffres, 8
  services de garde, 33
fumer, 43, 47

G

garde (services de)
  dépenses familiales, 15
  méthodes utilisées, 33, 36
  rurale, 26, 36
  soutien pour, 17
groupes communautaires, 29

H

homosexualité des jeunes, 46

I

immigrants, enfants et jeunes, 6, 12, 17, 57, 61
incidence des cas de violence et de négligence, 56
Internet, 18, 35, 56, 60
  violence, 53
intimidation à l'école, 40

J

Jeunesse, J'écoute, 56

L

langues
  aimer étudier, 64
  deuxième langue, 6, 30
  enfants immigrants, 6, 12, 61
  indicateur de développement, 39
  vocabulaire, test Peabody, 20
logement
  coûts, 15, 19, 37, 44
  refuges d'urgence, 37, 55
  social, 18, 37

M

média, 53
mères
  âge de la maternité, 4, 5, 45
  emploi, 9-10, 14, 16, 46
  enfants se confient avec, 51
  monoparentales, 5, 12, 16, 18, 46, 48, 70
  stress et dépression, 13, 14
  voir aussi parents
minorités visibles, 10
monoparentales (familles)
  Autochtone, 5
  revenu familial, 5, 16-18
  décrochage scolaire, 63
  faim, 46, 48
  nombre, 5, 8
  méthodes parentales, 12
  enfants avec emploi, 70, 71
MTS (maladies transmises sexuellement), 48, 49
municipalités, participation des jeunes, 38

N

négligence (des enfants), 56
nouveaux-nés
  allaitement, 43
  grossesse à l'adolescence, 45, 48, 63
  nombre de naissances par année, 4
  poids à la naissance, 43

O

Ontario, éducation, 36
Ontario Federation of Indian Friendship Centres, 44, 45
Ottawa, Cabinet des jeunes, 38

P

parents
  âge, 5, 8, 45
  classes parentales, 39
  concilier travail et famille, 14, 33
  emploi, 9-10, 12, 14
  enfants se confient avec, 51, 59
  méthodes parentales, 11, 12
  niveau d'éducation, 9
  participation aux études des enfants, 58-59, 62, 65
  relations avec enfants, 14, 44, 59
  santé, 10-11, 12, 13, 14, 20
  voir aussi familles, mères, monoparentales
«Parents-secours», 39
pauvreté, 5, 8, 11, 13,16-18, 19, 20, 29, 39, 44
  voir aussi criminalité, faim, revenu familial
pesticides, 23
poids, 42, 43
  voir aussi récréation
préscolaires (activités, programmes), 29, 31, 39, 42
  voir aussi garde
prestations fédérales pour enfants, 17
prise en charge (protection de l'enfance), 37

R

récréation (activités)
  dépenses des familles en, 15, 19
  effet sur les aptitudes sociales, 43
  effet sur l'éducation, 28, 29, 62
  effet sur la santé, 42, 43
  enfants avec besoins spéciaux, 35, 36
  faible revenu, 18, 20, 28, 29, 39, 44
  fonctionnement familial, 13
  taux de participation, 28, 29, 39
recyclage de détritus, 24
relations
  à l'école, 40, 52, 57
  conseils (Jeunesse, J'écoute), 56
  effet sur la santé, 45, 51
  enfants et communauté, 18, 39, 54
  enfants immigrants, 57
  famille et amis, 13, 51-52
  sur Internet, 60
  parents et enfants, 10-11, 14, 44, 57
rémunération des jeunes, 68, 70, 71
rendement scolaire, 10,13, 20, 29, 59, 61, 62, 63, 65, 66
rural (milieu)
  emplois des jeunes, 70
  sécurité (à la ferme, routière) 26, 27
  services de garde, 26, 36

S

santé
  accès aux soins, 32, 50
  asthme, 23, 26, 43, 46
  blessures, 26, 36, 43, 44, 69
  cancer, 24, 26
  climat, pollution, 22, 25, 26
  dépenses familiales en, 15, 19, 44
  effet des relations personnelles sur, 51
  et emploi des parents, 10, 46
  enfants et jeunes Autochtones, 43, 44, 45
  indicateur du développement, 39
  environnementale, 21-26, 36
  familles à faible revenu, 32, 44
  maladies transmises sexuellement, 48, 49
  mentale, 10-12, 20, 35, 43, 46
  parents, 10-14, 20
  perception des jeunes, 50
  pesticides, 23
  poids, 42, 43
  tabagisme, 43, 47
  toxicomanies (alcool, drogue), 45
  visites médicales, 32
  voir aussi faim; activité physique; sécurité; besoins spéciaux
sécurité
  à l'école, 40, 46
  à la ferme, 26, 36
  au travail (jeunes), 69
  blessures, 44
  casque de bicyclette, 27
  du quartier, 39, 39, 40
  routière (ceinture de sécurité), 27
  substances toxiques, 21-24, 36, 45, 47
  voir aussi santé
sexe (en fonction du)
  activité physique, 29, 42
  argent de poche, 71
  attitude envers l'école, 64
  décrochage scolaire, 63
  éducation postsecondaire, 65
  emplois, 67, 68, 70, 71
  enfants disparus, 56
  intimidation et mise à l'écart à l'école, 40
  relations, 51
  rendement scolaire, 59, 62
sexualité, 45, 48, 49, 56
soutiens sociaux, 11, 46, 50
suicide, 46, 56

T

tabagisme, 47
taux de natalité, 4, 5
technologie, ordinateurs et Internet, 18, 35, 56, 60
toxicomanies (alcool, drogue), 45

U

urbain (milieu)
  Autochrones (enfants et jeunes), 44, 45
  criminalité/prévention, 52, 53, 57
  emploi des jeunes, 70
  nombre d'enfants, 4
  sécurité routière (ceinture et casque de vélo), 27

V

violence
  à l'école, 40
  dans les média, 53
  dans le quartier, 39, 53
  familiale, 12, 13, 39, 54-55, 56
  jeunes victimes de, 18, 20, 37, 45, 56
  voir aussi dysfonction familiale

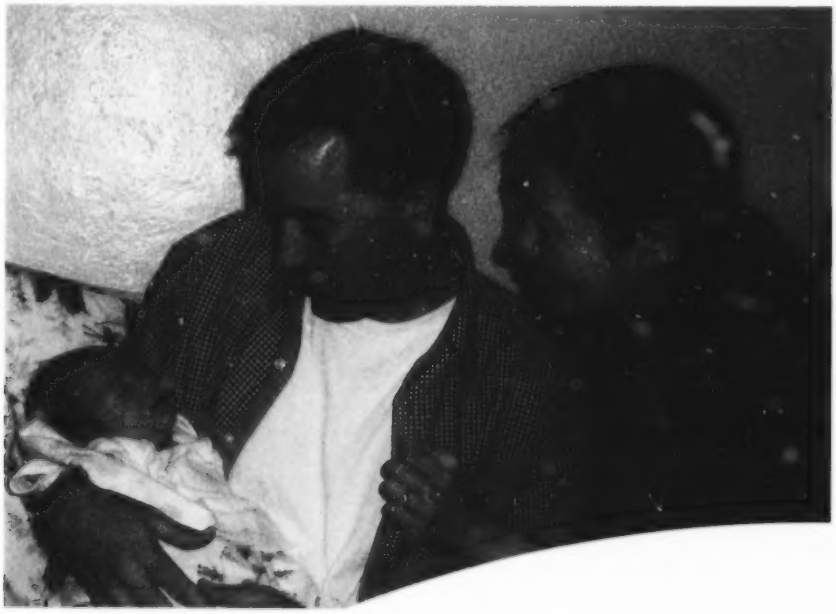
Équipe du projet :

Louise Hanvey, directrice de projet/rédactrice
Marcel Lauzière, président-directeur général du CCDS
Andrew Jackson, vice-président de la Recherche
Laura Buckland, chercheure
Angela Gibson-Kierstead, chercheure
Esther Roberts, assistante administrative - recherche
Paul Roberts, chercheur – cadre supérieur
Sylvain Schetagne, chercheur – cadre supérieur
Ekuwa Smith, chercheure – cadre supérieur
Peter J. Smith, chercheur
Spyridoula Tsoukalas, chercheure
Lori Harrop, vice-présidente des Affaires publiques
Nancy Colborne Perkins, coordinatrice de production
Janet Creery, agente de communications
Cheryl Hamilton, rédactrice
John Kane, adjoint de rédaction
Arlette Sinquin, traduction et révision du texte
Susan Scruton, coordinatrice Internet

Nous remercions aussi les autres membres du personnel du CCDS qui participent avec enthousiasme à ce projet.

Photographies :

Nous remercions de leur contribution photographique pour *Le Progrès des enfants au Canada 2002* : Anne Allard, Brenda Anderson, Denis Archambault, Stephen Augustine, Louise Clarke, Leslie Cotnam, Diane Dufour, Gail Fawcett, Tina Georgantopoulos, Angela Gibson-Kierstead, Rachel Green, Liyu Guo, Henry Gzik, Curtis Hamill, Paul Hanvey, Lori Harrop, Mirian Hill (PhotoSensitive, Campaign 2000), Karen Jackson, John Kane, Irena Klimkovitch, Rebecca Kong, Maja Kovacevic, Michelle Laflamme, Guylène Laforce, Jennifer Lanzon, Marie-Claude Leclerc, Linda Niksic, Andrew Scott, Katherine Scott, Susan Scruton, Jacqueline Seifert, Arlette Sinquin, Ekuwa Smith, Tracy Taylor, Évariste Thériault, et Brian Valois.



Le Progrès des enfants au Canada 2002

Le Conseil canadien de développement social (CCDS) est l'un des porte-parole les plus respectés plaidant en faveur d'une meilleure sécurité sociale et économique pour tous au Canada. Organisme national indépendant à but non lucratif, le principal produit du CCDS est l'information et son activité essentielle est la recherche, centrée sur des domaines comme le bien-être des enfants, la sécurité du revenu, l'emploi, la pauvreté, les pensions et les politiques sociales du gouvernement.

Le Conseil s'adresse aux citoyens concernés, aux syndicats, aux entreprises, au gouvernement et aux agences de service social. En tant qu'autorité reconnue en matière de sécurité sociale et économique, le CCDS est souvent cité par les média, les universitaires et les stratégistes de politiques publiques dans tout le pays.

Le CCDS remercie avec gratitude l'appui financier de la **Fondation Laidlaw**, de **Santé Canada** et du **Conseil national de la prévention du crime** pour la production du *Progrès des enfants au Canada 2002*.

Il est possible de commander d'autres exemplaires (français ou anglais) du *Progrès des enfants au Canada 2002* pour 20 $ plus taxes et frais d'envoi. Nous offrons un escompte de 15% sur les achats en gros à partir de 25 exemplaires ou plus. Les membres du CCDS ont également droit à un escompte.

OFFRE SPÉCIALE : Vous pouvez vous procurer la collection des six numéros du *Progrès des enfants au Canada* (éditions 1996, 1997, 1998, 1999/2000, 2001 et 2002) pour seulement 60 $, plus taxes et frais d'envoi.

Pour les commandes, veuillez contacter :
Renouf Publishing
Tél. : (613) 745-2665 ou ligne gratuite au Canada: 866-767-6766
Ligne gratuite des États-Unis : 888-551-7470
Fax : (613) 745-7660

Laidlaw Foundation

Santé Canada Health Canada